

REVUE  
HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historicus.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE.

---

TOME CENT TROISIÈME

Janvier-Avril 1910.

---

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1910

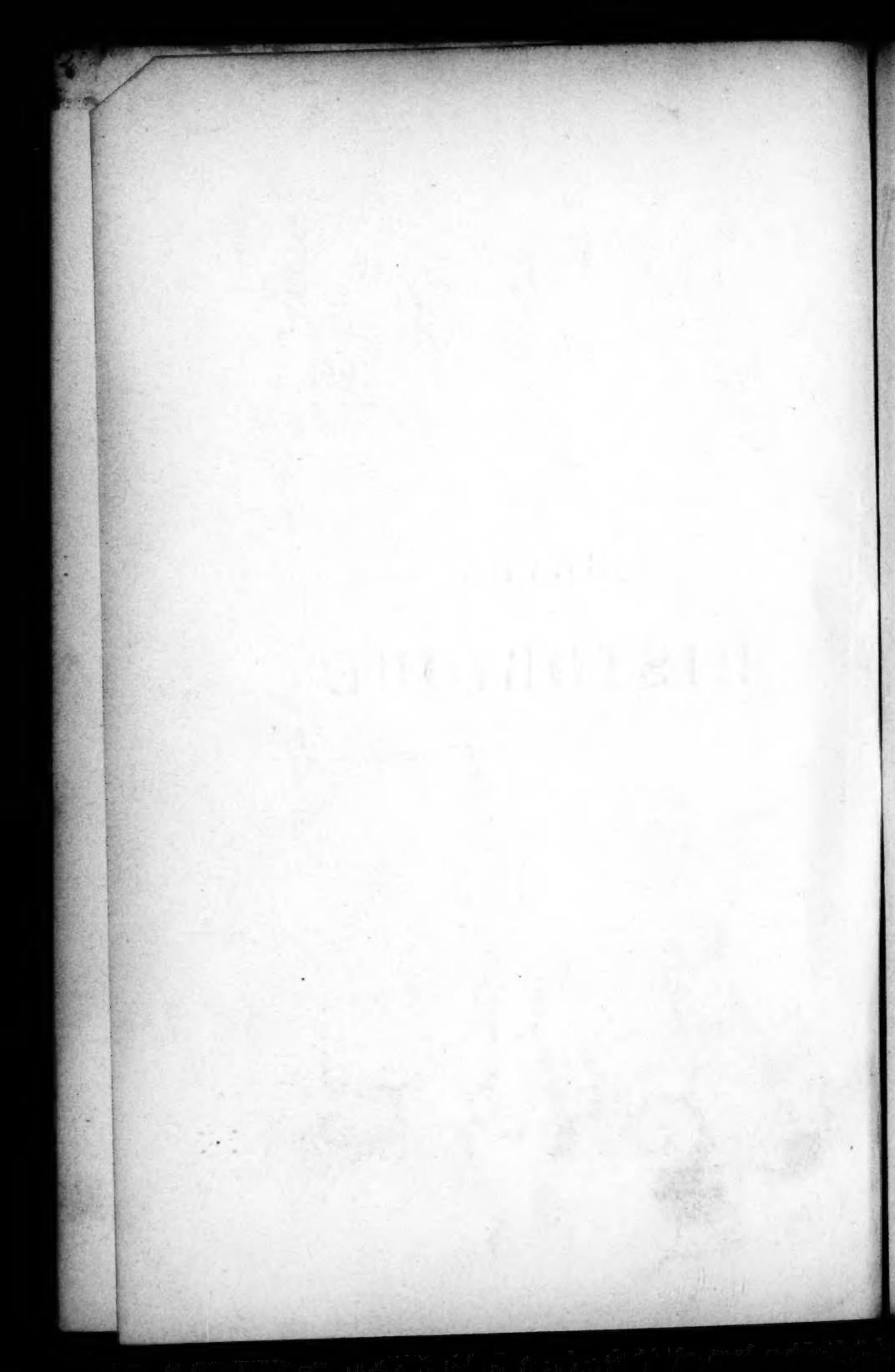
72036

~~H  
R3282  
v.103~~

O  
I  
.R6  
t.103  
1910



**REVUE**  
**HISTORIQUE**



ÉTUDE  
SUR LES  
ORIGINES DU MOUVEMENT HUSSITE  
EN BOHÈME.

MATTHIAS DE IANOV.

---

Sur les origines du mouvement hussite en Bohême, on a émis trois théories : une théorie russe, une théorie allemande et une théorie tchèque.

La théorie russe affirme que le mouvement hussite a tiré ses origines des principes et des traditions de l'ancienne église slave qui, au IX<sup>e</sup> siècle, avait été fondée en Bohême et en Moravie par des apôtres slaves, Cyrille et Méthode, et que ce mouvement tendait à réunir le peuple tchèque à l'Église orthodoxe, dont il avait reçu le christianisme; le mouvement hussite n'aurait été, d'après cette théorie, que le résultat d'une opposition latente, mais constante, de l'Église slave orientale contre l'Église latine occidentale, et il se rattacherait directement à cette Église orientale, à laquelle il avait tenu pendant des siècles, non seulement par des souvenirs et des tendances communes, mais aussi par un symbole apparent, le calice ou la communion du sacrement de l'Eucharistie sous deux espèces, qui s'était conservé en Bohême et en Moravie jusqu'à l'époque des hussites. Il n'est pas douteux que cette théorie, courante chez beaucoup d'historiens et de théologiens russes, dérive des autres théories des soi-disant « slavistes » russes du XIX<sup>e</sup> siècle et, comme le remarque le comte de Lütow dans son récent livre sur Huss<sup>1</sup>, il est possible qu'elle ait été lancée dans un but de propagande pour la réunion de la

1. F. Lütow, *The life and times of Master John Hus* (Londres, 1909), p. 11.  
REV. HISTOR. CIII. 1<sup>er</sup> FASC.

Bohême à l'Église orthodoxe et afin de venir en aide aux Tchèques dans leurs luttes contre le gouvernement allemand et centralisateur de Vienne. Mais elle a été rejetée comme purement fantaisiste par des historiens tchèques qui ont étudié l'histoire du mouvement hussite d'une manière approfondie et avec impartialité<sup>1</sup>, et aujourd'hui il n'est pas un seul historien sérieux en Bohême pour l'accepter.

Malgré cela, elle a été récemment reprise, bien que sans tendance politique et dans une forme très modérée, par le savant théologien russe, M. Ivan Palmov, dans son livre sur les Frères Bohêmes<sup>2</sup>. Selon les vues de M. Palmov, le mouvement hussite serait un phénomène orthodoxe parce qu'il contenait des particularités religieuses tout à fait spéciales, qu'on ne retrouve dans aucun mouvement réformateur de l'Occident : d'abord, une tendance à se rapprocher, dans ses efforts réformateurs, du modèle et de l'idéal de l'église primitive des apôtres, tendance qui est le principe même de l'Église orthodoxe ; et, ensuite, ce fait que ce mouvement se développait sous l'influence des souvenirs de traditions orientales et des saints missionnaires slaves, souvenirs qui étaient vivants en Bohême encore dans la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle. Entre les doctrines hussites et la religion orthodoxe, il y aurait donc, d'après M. Palmov, une filiation directe. Mais, même sous cette forme, la théorie russe est inacceptable. Il est vrai que les traditions slaves du temps des apôtres Cyrille et Méthode étaient vivantes en Bohême au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle, mais elles furent sans aucune influence sur le mouvement hussite, qui est né de causes religieuses, sociales et nationales propres à la Bohême comme les autres mouvements religieux d'Occident<sup>3</sup>.

La théorie allemande a été formulée le plus clairement par M. Joseph Loserth, qui a étudié pendant plusieurs années la doc-

1. Voir J. Kalousek, *l'Histoire du calice au temps préhussite* (en tchèque). Prague, 1881. — Le même, *les Études russes sur les causes et les tendances du mouvement hussite*, dans les *Annales du musée royal de Bohême*, 1882, p. 90-102 (en tchèque). — I. Goll, *Ibid.*, 1878, p. 590-592.

2. Ivan Palmov, *les Frères Bohêmes dans leurs confessions* (en russe), t. I, parties 1 et 2. Prague, 1904.

3. Dans ces derniers temps, le point de vue des historiens tchèques sur les origines du mouvement hussite a été accepté jusqu'en Russie par un historien aussi savant que critique, M. N.-V. Yastrebov, de l'Université de Saint-Petersbourg, dans son remarquable ouvrage sur *Pierre Khelchtzki et son temps : études sur l'histoire de la pensée hussite* (en russe), t. I. Saint-Petersbourg, 1908.

trine de Wiclef et de Huss. Dans son livre *Hus und Wiclif*, paru en 1884, et dans une série d'articles spéciaux<sup>1</sup>, M. Loserth s'est efforcé de prouver que le mouvement religieux qui se manifesta en Bohême au xv<sup>e</sup> siècle et qu'on appelle le hussitisme ne s'est pas développé spontanément, mais qu'il a été provoqué par les écrits du théologien anglais John Wiclef, dont Jean Huss acceptait totalement les idées. « Le profond mouvement religieux de Bohême », dit M. Loserth, « n'y a été provoqué (*hervorge-rufen*) que par les écrits de Wiclef. Les correspondances et les documents historiques de ce temps et du temps suivant montrent que ce mouvement n'a été que pur wiclefisme (*eine reine Wicliffe*) »<sup>2</sup>. M. Loserth s'exprimait de la même façon, en 1900, dans l'article *Huss*, de la *Real-Encyclopaedie für protestantische Kirche und Theologie* (3<sup>e</sup> éd., t. VIII, p. 475) : « Le soi-disant hussitisme, dans les quinze premières années du xv<sup>e</sup> siècle, n'est rien autre que le wiclefisme implanté sur le sol de la Bohême. »

M. Loserth fonde son opinion sur deux raisons : premièrement, une raison négative, qui est que l'activité réformatrice de Huss n'a pas pu être influencée ni déterminée par les réformateurs bohémiens du xiv<sup>e</sup> siècle (Militch et Ianov), dont il n'aurait connu ni les écrits, semble-t-il, ni les noms et qui d'ailleurs ne se séparèrent pas de la doctrine catholique, en sorte que, même au cas où il les aurait connus, il n'aurait pu recevoir d'eux aucune de ses idées réformatrices. En second lieu, l'opinion de M. Loserth est fondée sur une raison positive : Huss ne se serait éveillé à la pensée réformatrice que par l'étude directe des écrits théologiques de Wiclef et en aurait accepté les idées intégralement en les faisant siennes, non seulement dans ses propres écrits théologiques, mais encore dans ses sermons. Huss aurait prêché et défendu les idées de Wiclef, et c'est pour les idées de Wiclef qu'il aurait trouvé la mort sur le bûcher de Constance ; et, même après son supplice, le mouvement hussite aurait évolué, sous l'influence de Wiclef, sous une forme atténuée dans « l'utraquisme » et sous une forme logique dans le « taboritisme ».

La théorie de M. Loserth est, on le voit, très simple : en identifiant, d'une façon plus dogmatique qu'historique, le hussitisme

1. En voir la liste dans Dahlmann-Waltz, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*, 7<sup>e</sup> éd., 1907.

2. J. Loserth, *Hus und Wiclif* (Prague, 1884), p. 83.

avec la doctrine de Huss et cette doctrine avec celle de Wiclef, elle explique par la lecture de quelques écrits du théologien d'Oxford le profond mouvement des esprits qui s'empara de toute la nation tchèque et qui y produisit une des révolutions les plus radicales qu'on ait vues, tant au point de vue religieux qu'au point de vue économique, social et national; du fait incontesté que Huss s'appropriâ dans ses écrits plusieurs des idées réformatrices de Wiclef, elle conclut que tout le mouvement bohémien du temps de Huss a été amené d'une manière artificielle et qu'il n'a été, en somme, que le plagiat d'un mouvement étranger. Mais cette théorie est plutôt une thèse qui resterait à démontrer que la solution du problème. M. Loserth n'a rien prouvé de plus que l'appropriation, par Huss et quelques-uns de ses adeptes, d'un certain nombre d'idées réformatrices que Wiclef avait formulées et la manifestation de ces idées dans la doctrine des hussites. Il n'a répondu qu'à cette seule question, plus littéraire qu'historique : de savoir jusqu'à quel point Huss, comme théologien, dépend, dans ses écrits latins, de Wiclef. Mais, au point de vue historique et psychologique, la question n'est point de savoir combien d'idées Huss a empruntées à Wiclef, mais *pourquoi* il les a empruntées à Wiclef et *comment* ce qu'il a emprunté a agi dans son esprit et dans l'âme des masses qui le suivaient. L'histoire ne se fait pas à coup de statistiques et, même dans l'histoire des idées, il importe plus encore de savoir quelles furent les causes, quelle fut la force des idées qui produisirent des changements moraux et matériels dans les peuples que de savoir d'où ces idées provenaient. « Le passé », a écrit ici même M. Goll à propos de la théorie de M. Loserth<sup>1</sup>, « nous parle surtout par ses monuments littéraires, mais les livres seuls n'ont jamais fait l'histoire, et l'influence historique de Huss, son influence sur le développement de l'histoire ne dépendent pas de son originalité comme auteur de livres théologiques écrits en latin... »

Quand bien même on réussirait à prouver, — ce qui n'est guère possible tant que tous les écrits de Huss, latins et tchèques, ne seront pas publiés, — que Huss s'est approprié la plupart des idées qui se trouvent dans les écrits de Wiclef, le problème historique ne serait point résolu; il resterait toujours à expliquer les raisons et les effets de cet emprunt. En outre, la théorie de

1. *Rev. hist.*, t. XXVIII (1884), p. 154.



M. Loserth n'explique pas d'une façon satisfaisante le profond mouvement des idées et des besoins de réforme qu'on peut constater en Bohême dans les documents historiques et théologiques du demi-siècle qui précède Huss et que l'on trouve codifié, si l'on peut ainsi dire, dans les écrits tout à fait originaux de Matthias de Janov. L'histoire des origines et de l'évolution du mouvement religieux qu'on appelle brièvement et peu justement, au point de vue scientifique, « le hussitisme » est trop compliquée pour qu'on puisse l'expliquer à l'aide d'une méthode simpliste, comme celle de la réception livresque des idées d'un théologien par un autre<sup>1</sup>.

La théorie tchèque pose le problème des origines du mouvement hussite dans toute son ampleur. Elle a été formulée d'une façon classique il y a soixante ans par Fr. Palacký dans son *Histoire du peuple tchèque*<sup>2</sup>. Le mouvement hussite serait né, d'après lui, d'un désir, souvent répété chez les anciens Tchèques, d'établir un accord entre la vie réelle et l'idéal de la vie chrétienne qu'ils portaient en eux. L'esprit réformateur des anciens Tchèques exigeait que la vie de la nation entière fût modelée sur cet idéal chrétien, et surtout la vie de ceux qui étaient appelés à prêcher la parole de Dieu au peuple et à diriger ce peuple dans les voies de la piété et du salut. Or ce furent justement ces représentants et ces messagers de la vraie vie chrétienne qui devinrent vite la pierre d'achoppement de tout ce système idéal et, parmi eux, surtout les moines mendiants.

Ceux-ci étaient, au xiv<sup>e</sup> siècle, très répandus en Bohême. D'abord très estimés du peuple, ils dévièrent vite du but proposé à l'ordre et entrèrent en conflit formel avec le clergé régulier et avec l'évêque de Prague Jean de Drazice (1301-1343); ce

1. J'ajoute que, bien que la théorie de M. Loserth semble prévaloir de nos jours dans la littérature historique allemande, les historiens allemands d'autrefois étudiaient le mouvement hussite à un point de vue plus large; il suffit de citer les ouvrages, toujours utiles à consulter, de A. Neander, *Allgemeine Geschichte der christlichen Religion und Kirche*, t. VI, Hamburg, 1852; de Fr. Boevinger, *Die Kirche Christi und ihre Zeugen*, t. II, 4<sup>e</sup> section, 2<sup>e</sup> partie, Zurich, 1858; et, sur l'influence de Wicléf sur Huss, l'ouvrage de G. Lechler, *Johann von Wiclif und die Vorgeschichte der Reformation*, 2 vol., Leipzig, 1873. — Du côté tchèque, voir, sur la théorie de M. Loserth, les comptes-rendus de M. I. Goll, dans la *Rev. hist.*, t. XXVIII (1884), p. 154; de M. J. Kalousek, dans l'*Atheneum*, Prague, t. I, p. 190, et l'article de Fr. Černý dans le *Časopis Matice Moravské*, t. XXVII (1903), p. 189-205.

2. 3<sup>e</sup> éd., t. III, 1<sup>re</sup> partie, p. 18-19.

conflit fut cause des troubles violents et même des massacres de Prague en 1334. Sous l'archevêque Ernest de Pardubice, le conflit fut d'autant plus grave que ce prélat prenait un soin très rigoureux de l'instruction et de l'honnêteté du clergé de son diocèse, et que ce clergé devenait, sous l'influence de l'Université de Prague (depuis 1348), plus instruit qu'auparavant. Les ordres mendiants perdirent bientôt aux yeux du peuple leur prestige, et le peuple, religieux et critique à la fois, commença à distinguer plus clairement les vraies vertus chrétiennes des fausses, surtout grâce à l'activité morale et réformatrice des prêcheurs qui, sous la protection de l'empereur Charles IV et de l'archevêque Ernest de Pardubice, agissaient à Prague (qui était, en ce temps-là, la capitale de l'Empire); parmi ceux-ci se distinguaient, en particulier, Conrad de Waldhausen, Milicius (Militch) et Matthias de Janov. L'activité de ces prêcheurs fut dirigée d'abord contre les moines et porta sur la discipline morale et religieuse. La troisième cause du mouvement religieux en Bohême au *xiv*<sup>e</sup> siècle fut l'Université de Prague, qui devint bientôt le centre des tendances et des efforts vers la réforme de l'Église. Enfin, au commencement du *xv*<sup>e</sup> siècle, les écrits théologiques de Wiclef s'introduisirent en Bohême; leurs attaques contre la corruption de diverses institutions ecclésiastiques causèrent une grande effervescence dans des esprits, surtout parmi les professeurs tchèques de l'Université, et les idées de Wiclef, tombant sur un sol depuis longtemps préparé à les accepter, provoquèrent le mouvement, dont le représentant, dans les premières années, fut Jean Huss.

La théorie de Palacký sur les origines du mouvement hussite a été acceptée, en somme, par tous les historiens tchèques qui s'occupent sérieusement et impartialement de l'histoire du hussitisme; elle a néanmoins été complétée ou modifiée par les travaux qui ont paru depuis plus d'un demi-siècle. C'est ainsi que M. W. Tomek a exposé solidement et minutieusement l'état matériel et moral de l'église et du clergé bohémien dans les années qui précédèrent Jean Huss. MM. Camille Krofta et Jean-Frédéric Novák ont étudié, à l'aide d'une masse de documents extrêmement précieux, tirés des archives du Vatican, la constitution de l'église en Bohême au *xiv*<sup>e</sup> siècle et l'influence que le système fiscal de la curie papale exerça sur son développement matériel. M. Wenceslas Novotný a indiqué les fondements des



idées qui formèrent et composèrent le hussitisme et a montré d'une façon aussi ample que critique la liaison de ce mouvement profondément national avec le grand mouvement réformiste qui se manifesta parmi les autres nations de l'Europe civilisée. MM. Charles Novák, Iaroslav Vlček, Joseph Truhlár et Wenceslas Flajšhans ont exposé l'activité littéraire de Jean Huss et de ses contemporains. M. Zdenko Nejedlý a jeté une lumière toute nouvelle sur la liturgie tchèque et surtout sur le chant et sur la musique avant et sous Jean Huss et a montré l'importance du mouvement hussite pour ces manifestations de l'esprit du temps<sup>1</sup>. Enfin l'auteur du présent article a exposé, il y a quatre ans, dans un ouvrage écrit en langue tchèque<sup>2</sup>, à l'aide de manuscrits théologiques et philosophiques antérieurs à Jean Huss, la doctrine du premier représentant du mouvement religieux en Bohême à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, celle de Matthias de Ianov, et a prouvé, une fois de plus, l'originalité de ce mouvement au point de vue des idées morales et théologiques avant l'influence de Wiclef.

Nous voudrions exposer ici les principaux résultats auxquels nous sommes arrivé. Ces résultats nous semblent d'autant plus importants que les idées de Ianov sont intimement liées avec le mouvement de son époque en Bohême et en Europe et qu'elles exercèrent une influence incontestable, sinon sur Jean Huss, du moins sur les premiers représentants de la doctrine après la mort de Huss, surtout sur Jacobellus de Misa; ces idées, enfin, exposées dans des traités encore pour la plupart inédits, ne sont point assez connues des savants qui s'occupent de l'histoire du hussitisme.

Qu'on ne croie pas d'ailleurs que nous nous exagérons la portée de nos recherches sur la doctrine de Ianov. Nous ne présentons pas notre exposé, forcément bref et incomplet, comme un essai d'explication nouvelle des origines du mouvement hussite: nous ne voulons qu'approfondir, sur un point spécial, la théorie de Palacký indiquée ci-dessus, théorie très juste et très solide; encore renonçons-nous, de propos délibéré, à exposer l'influence des idées de Ianov sur l'évolution postérieure du mou-

1. On trouvera une bibliographie complète de la question dans la *Bibliographie de l'histoire de Bohême*, de M. Čeněk Zíbrt, t. II. Voir aussi la bibliographie périodique publiée par *Český časopis Historický* depuis 1905.

2. *Matthias de Ianov, sa vie, ses écrits et sa doctrine* (ouvrage couronné par la Société royale des sciences de Bohême). Prague, 1905, xxi-330 p.

vement hussite parce qu'on ne pourra résoudre cette question avec la prudence et la sûreté nécessaires que lorsqu'on possèdera une édition complète des œuvres de Ianov et des premiers théologiens hussites. Cette édition est en cours de publication pour ce qui concerne les œuvres de Ianov<sup>1</sup> et de Huss<sup>2</sup>. Nous divisons le présent article (dont l'esquisse a paru en 1905 dans le *Český Časopis Historický*) en trois parties : dans la première, nous retraçons la vie de Matthias de Ianov ; dans la seconde, nous exposons sa doctrine ; dans la troisième, nous essayons de caractériser sa nature et sa pensée.

## I.

De sa vie, nous ne savons que peu de chose. Nous pouvons dire seulement, avec quelque probabilité, qu'il appartenait à la petite noblesse tchèque ; son père, Wenceslas, avait une propriété à Ianov, près de la Mladá Vožice, dans le sud de la Bohême. Matthias y naquit vers l'année 1350. Il reçut, semble-t-il, sa première instruction à Prague, où il fut, pendant un court laps de temps (jusqu'à l'an 1373), l'un des élèves de Militch. Il fut fortement remué par l'enseignement de Militch : le contact du jeune écolier, qui aimait la Bible depuis sa jeunesse, avec ce saint prêcheur, le charme exercé par son caractère doux et prêt au sacrifice, son zèle vraiment apostolique pour le salut des âmes remplirent l'âme de Ianov d'une respectueuse admiration. Sa conscience morale et religieuse en fut éveillée ; il brûla de suivre son exemple<sup>3</sup>.

Depuis l'année 1373 jusqu'en 1381, Ianov étudia à l'Université de Paris. Il y étudia d'abord les *artes liberales* à la Faculté des lettres. Étant de nationalité tchèque, il y appartint à la « nation » anglaise, province germanique. Son *senior* était un Hollandais, Gérard Kalkar. De fortune modeste, Ianov vécut sans doute à Paris assez humblement en copiant des livres, en

1. *Matthiae de Ianov, dicti Magister Parisiensis Regulae Veteris et Novi Testamenti*, éd. Vlastimil Kybal ; t. I et II. Oeniponte, 1908-1909.

2. *Opera Magistri Johannis Hus*, éd. Venceslaus Flajšhans ; t. I-IV. Prague, 1900-1906.

3. Ianov a composé une très importante *Narratio de Miliczio* qui est insérée dans son œuvre (*Regulae*, lib. III, tract. 5, dist. xi, c. 6-7) ; elle a été publiée dans les *Fontes rerum bohem.*, t. I, p. 431-436.

servant les écoliers riches ou les professeurs ou même en recourant à la mendicité, qui en ce temps, sous l'influence des théories des ordres mendiants, n'était pas considérée comme déshonorante. Il habita probablement au collège appelé « Domus Almannorum pauperum scholarium », rue Pavée-du-Mûrier.

Il étudia d'abord la logique, « l'art de tous les arts ». Ce cours de logique durait deux années, et c'était seulement pendant la troisième année que l'écolier pouvait subir le premier examen, appelé la « détermination ». Matthias le passa probablement en 1375; il est possible qu'il ait été admis à l'examen gratuit, à la « subdétermination », comme les autres pauvres écoliers.

Au mois de juillet 1376, Matthias obtint le grade de licencié sous maître Gérard Kalkar; en même temps, il fut nommé maître ès arts. Il continua ensuite d'étudier la théologie pendant six ans, mais il n'acquit aucune dignité à la Faculté, parce qu'il n'avait pas rempli le sexennium d'étude nécessaire pour devenir au moins bachelier en théologie. Nous ne savons rien de lui pendant ces années 1376-1381, sauf qu'au mois d'avril 1377 il demanda à être inscrit sur le *rotulus nominandorum*, au cas où ce rôle serait dressé, parce qu'il pensait à retourner en Bohême et à revenir bientôt après; le 11 mai 1378, comme prêtre du diocèse de Prague, il obtint le réservat pontifical à un bénéfice ecclésiastique dans ce même diocèse et, le 1<sup>er</sup> avril 1381, une expectative à un canonicat de la cathédrale de Prague. Pour obtenir cette grâce de la curie pontificale, il lui fallut aller deux fois (1378 et 1381) à Rome. Il revint à Paris (avril 1381), mais, en octobre 1381, il était déjà de retour à Prague, où il était installé comme chanoine de la cathédrale de Saint-Veit. Il ne put toutefois jouir de la prébende attachée à ce canonicat ni d'une autre prébende pour laquelle il possédait aussi des lettres pontificales, malgré les procédures qu'il avait entamées pour en obtenir la jouissance. Pendant quelque temps, il demeura dans la maison de maître Adabertus Ranconis de Ericinio, ancien recteur de l'Université de Paris et alors écolâtre de la cathédrale de Prague. L'archevêque Jean de Jenstein, ancien élève, lui aussi, de la même Université, le nomma, à la fin de 1381, confesseur et peut-être même prédicateur à la cathédrale de Saint-Veit. En 1388, Ianov est curé à Veliká Ves ou Michelsdorf près de Zatec (Saaz); mais de sa cure il ne prit que les revenus, au sujet desquels il lui fallut aussi plaider. Pendant ce temps, il résidait à

Prague et consacrait tout son temps aux études : il étudia, en effet, pendant huit années encore, à l'Université de cette ville et composa alors de nombreux ouvrages en même temps qu'il s'acquittait de ses fonctions de confesseur et de prédicateur. Suivant l'exemple de son ancien chef vénéré, Militch, il prêchait tous les jours dans la cathédrale de Saint-Veit; en outre, il prêchait en tchèque dans l'église de Saint-Nicolas, en la Vieille Ville de Prague. Dans ces sermons tchèques, il expliquait librement les idées auxquelles il était arrivé dans ses écrits; il protestait notamment contre la dévotion excessive que l'on accordait aux saints, aux tableaux et aux statues et il recommandait au peuple de s'approcher souvent et même tous les jours du sacrement eucharistique.

Cette activité le mit en opposition avec les autorités ecclésiastiques; au synode solennel de Prague, le 19 octobre 1389, il fut contraint de renier publiquement ses « erreurs » sur l'adoration des saints et sur la fréquente communion des laïques. En punition, il fut suspendu pour six mois de ses fonctions sacerdotales partout, excepté dans son église paroissiale de Veliká Ves.

Matthias avait abjuré à contre-cœur; dans ses écrits, il en parle avec regret et amertume; il y exprime avec une indignation très marquée ses idées contre le culte excessif rendu aux saints et proclame hautement l'utilité de la fréquente communion. Aussi se retrouva-t-il bientôt en conflit avec ses supérieurs. Le 14 juillet 1392, il fut obligé de soumettre au vicaire de l'archevêque de Prague deux de ses ouvrages : l'un écrit sur parchemin en tchèque et un autre écrit sur papier; un peu plus tard, le 13 septembre 1392, il dut comparaître devant le tribunal archiépiscopal et promettre obéissance à son archevêque « in omnibus licitis et honestis »; c'est seulement alors que l'interdiction « a divinis » fut levée. Certes, Matthias avait promis, mais il n'avait pas renoncé à proclamer dans ses écrits ses idées réformatrices. En cette même année 1392, il composa un long traité en réponse à la question d'un de ses amis laïques qui lui demandait s'il est permis et s'il est utile aux laïques de s'approcher tous les jours du corps de Jésus-Christ. Il n'eut pas le temps d'être persécuté pour ce nouveau traité, car il mourut l'année suivante, le 30 novembre 1393. Il fut enterré dans la cathédrale de Prague. En 1398, une dalle de marbre fut posée sur son tombeau.

La vie extérieure de Matthias de Ianov fut, on le voit, très simple et, sauf l'intermède orageux de son abjuration en 1389 et

de sa soumission en 1392, assez tranquille. Par contre, sa vie intérieure fut extrêmement riche et ardente : en nous attachant aux confessions sincères de l'auteur dans ses livres, nous pourrions esquisser les grandes lignes de son développement.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est Militch, sa vie sainte et sévère, dirigée par le pur idéal biblique et de la douce imitation de Jésus-Christ, qui avaient éveillé la conscience morale et religieuse de Ianov ; plus tard, Paris et Prague lui donnèrent ce qui lui manquait encore : l'expérience de la vie.

L'Université de Paris eut de l'influence surtout sur son développement intellectuel. Elle était, à cette époque, le centre de l'opposition savante contre l'Eglise. Il s'y perpétuait d'abord de très fortes traditions d'opposition contre les moines et contre Rome. Contre les moines, l'opposition datait du temps de Guillaume de Saint-Amour et se fortifiait à la vue des extravagances commises par les ordres mendiants. Contre Rome, elle visait d'un côté les abus du système fiscal de la curie et, d'un autre côté, la puissance politique des papes ; ces traditions étaient représentées, dans la seconde moitié du *xiv<sup>e</sup>* siècle, par Pierre d'Ailli, Jean Gerson, Guillaume de Langenstein et Nicolas de Clemanges. Enfin, à l'Université de Paris, on retrouvait encore très vivaces les traditions mystiques de Saint-Victor qui accentuait le rôle de la Bible vis-à-vis des « inventions humaines », celui de la théologie en face du droit canon, la morale de la croix et de la négation de la volonté individuelle en face de la morale du monde et de la personnalité. Toutes ces traditions et tous ces courants d'idées avaient exercé sans doute une influence sur Ianov, qui les avait acceptés à sa manière et les avait transportés dans le mouvement religieux en Bohême au *xiv<sup>e</sup>* siècle. Nous les retrouverons dans l'exposé de sa propre doctrine.

L'Université de Paris exerça aussi son influence sur le développement religieux de Matthias de Ianov. Sa conscience religieuse fut élargie et éclairée par les études théologiques qu'il y fit. En lisant saint Augustin et saint Jérôme, Ianov en arriva au point de considérer la Bible comme la principale source des connaissances théologiques. Il adhéra à la Bible de toute son âme, comme il dit, et avec un perpétuel amour. Et cet amour s'affermait par l'étude incessante de la Bible et aussi par son expérience de la vie. Cette expérience a dû être décisive dans son évolution morale. Il n'avait obtenu les bulles pour quatre bénéfices qu'après beaucoup de démarches et de dépenses à Rome ; il



lui avait fallu soutenir de longs procès à Prague pour son droit; et ces procès étaient restés inutiles! Ces déceptions excitèrent son dégoût et sa haine contre la fiscalité et la centralisation de la Curie, dont il avait fait la connaissance à Rome de ses propres yeux, et contre les hauts prélats de Prague qui ne l'avaient pas admis parmi eux. La pauvreté forcée et l'injustice lui ouvrirent les yeux, et il lut le présent dans la Bible. Il s'est expliqué lui-même à ce sujet :

Ce n'est pas seulement du jour où je suis devenu pauvre, humilié et frémissant devant la parole de Dieu (Is. 66) que j'ai commencé à admirer la vérité de la Sainte Écriture et à voir comment ses paroles s'accomplissent avec une nécessité inéluctable et permanente, dans l'ensemble comme dans le détail, et que j'ai commencé à m'étonner de la ruse prodigieuse de Satan qui a couvert par un nuage épais le corps entier des grands (l'Université de Paris) et a mis un bandeau sur leurs yeux. Alors mon doux Jésus crucifié a ouvert mon âme et m'a fait comprendre que l'Écriture s'applique à notre temps. Il a élevé mon âme jusqu'à lui faire connaître que les hommes sont ensevelis dans la vanité... En lisant, j'ai compris clairement et exactement l'abomination de la désolation qui est visible partout dans les lieux saints... J'en suis terriblement effrayé et mon cœur sanglote éperdument et sanglotera toujours. J'ai crié et j'ai répété la lamentation de Jérémie en exhortant tous ceux que je pouvais « entre le vestibule et l'autel », afin qu'ils gémissent sur les vices qui sont dans Jérusalem, la fille de mon peuple. En même temps, un feu inconnu est entré dans ma poitrine et a dévoré mes sens; il était neuf et plein de force, étrange et extrêmement doux... Ce feu continue à brûler en moi jusqu'à présent, il se rallume quand je m'élève, dans la prière, vers Dieu et vers Jésus crucifié; il ne s'éteint que quand j'oublie Jésus-Christ ou quand je parle de vanités et quand je faiblis dans la discipline du manger ou du boire. Alors, je suis dans les ténèbres et je deviens incapable de toute bonne action jusqu'à ce que je sois retourné à Jésus-Christ de tout mon cœur, avec de grands soupirs et des lamentations<sup>1</sup>.

La conversion de Ianov était achevée; ses yeux spirituels étaient devenus perçants et son jugement sévère. Il avait commencé de regarder les choses et les hommes du présent à travers le prisme des images apocalyptiques et de les juger conformément à la vie et à la doctrine de Jésus-Christ. En même temps, le souvenir de Militch et de son activité s'était ravivé en lui : son esprit,

1. *Regulae*, lib. III, tract. 6, c. 23 (codex Musei regni Bohemiae XIII. E. 13, fol. 227 v°).

rendu plus profond par l'étude continuelle de la Bible et épuré par l'expérience, s'était retourné vers Militch et vers son œuvre. Ce souvenir se trouvait complété par sa propre façon de sentir et les réminiscences de toute sa jeunesse; il sentait en lui-même, comme il l'observait chez Militch, la divine inspiration et la divine mission. Et alors, il commença comme lui de prêcher tous les jours en langue tchèque, de confesser sans interruption et d'écrire sans trêve et il devint le vrai continuateur de Militch.

Ce développement fut complété par la pratique de la confession. Dans un perpétuel contact avec les âmes pieuses, il acquit vite une parfaite connaissance du cœur humain, de ses faiblesses et de ses besoins. Il était naturel qu'il désirât donner à ceux qui lui ouvraient leur âme un remède pour les aider à rester et à se perfectionner dans l'état de grâce qu'ils avaient acquis une fois la confession achevée. Ce remède lui était offert par son temps même, par la pratique de prêtres, formés au contact des idées de Militch et par l'état d'esprit des laïques, surtout des femmes, qui avaient été élevés par Militch et par ses élèves : c'était la fréquente communion. Cette idée envahit l'esprit de Ianov de telle sorte qu'elle finit par devenir le centre psychologique de sa vie spirituelle et le symbole concret de toute sa pensée, de toute son action réformatrice. Par l'idée de la fréquente communion, l'évolution religieuse de Matthias de Ianov s'acheva en atteignant à son point culminant.

## II.

Toutes les idées de Matthias se retrouvent dans ses écrits, surtout dans son chef-d'œuvre, les *Regulae Veteris et Novi Testamenti*. Ce titre n'est pas très exact. Palacký y substitue celui de « Livres sur la vraie et fausse religion chrétienne » ; Tomek caractérise l'ouvrage comme « la critique sévère de l'état de la société ecclésiastique contemporaine », et Neander remarque que la partie exégétique y est la plus restreinte et que l'auteur se propose surtout d'observer l'histoire de son propre temps et d'indiquer des règles tirées de l'Ancien et du Nouveau Testament d'après les éléments prophétiques qui y sont contenus. Nous dirons que l'objet des *Regulae* est double : d'abord, la connaissance et la distinction de la vraie et de la fausse religion chrétienne, et ensuite la recommandation de la fréquente commu-

nion des laïques, considérée comme le meilleur moyen de garder et de fortifier la vraie religion chrétienne et d'être prémuni contre la fausse religion. Ces deux parties se complètent, car la fréquente communion est pour l'auteur le symbole concret et la garantie réelle de la vraie religion chrétienne. Au point de vue externe, l'ouvrage est divisé en cinq livres, chaque livre contenant plusieurs traités et distinctions. Les livres sont subdivisés en treize parties, chacune correspondant à un précepte (règle) tiré de la Bible. Le premier livre contient l'exposé de quatre règles tirées de l'Ancien Testament sur la distinction des « divers esprits dans les prophètes » (premier traité) et sur la fréquente communion (deuxième traité). Le deuxième livre contient huit règles du Nouveau Testament, quatre sur la façon de discerner et juger les faux chrétiens, surtout les ecclésiastiques (premier traité), et quatre sur la façon de reconnaître et d'apprécier les saints dans la vérité, surtout les vrais prêcheurs et docteurs (deuxième traité, qui n'a pas été conservé). Le troisième livre contient la règle unique de la vie et de la doctrine de Jésus-Christ (premier traité) et son application aux « témoins de la vérité » (deuxième traité), à la fréquente communion (troisième traité), à l'unité, la distinction, l'harmonie et l'universalité de l'Église (quatrième traité), à l'Antéchrist (cinquième traité) et à l'abomination de la désolation (sixième traité). Le quatrième livre contient le développement de la treizième règle sur la rare et la fréquente communion des laïques, et dans le livre cinquième la même règle est appliquée à ceux qui administrent l'Eucharistie<sup>1</sup>.

Quelle est la tendance principale de l'ouvrage de Ianov? C'est d'abord une critique sévère de la société contemporaine, notamment ecclésiastique; c'est, en outre, un idéal moral et des propositions de réforme aboutissant à l'idée de fréquente communion. La tendance et le but des écrits de Ianov n'est pas l'examen de la doctrine de l'Église, mais « l'illumination de soi-même et du peuple », « l'édification dans la commune foi, dans l'espoir et

1. Dans le premier volume de notre édition, citée plus haut, nous avons publié le I<sup>er</sup> et le II<sup>e</sup> livre (sauf le deuxième traité qui est perdu) des *Regulae*, et dans le deuxième volume les quatre premiers traités du III<sup>e</sup> livre. Le reste de l'ouvrage doit être publié en quatre volumes. L'édition est complètement en latin, sauf quelques exemplaires où la préface et le titre sont en tchèque. Par conséquent, les reproches que nous fait à ce point de vue M. Naegle dans un article sur Ianov publié dans les *Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Deutschen in Böhmen*, t. XLVI, 1909, n° 1, sont aussi injustes que maladroits.



l'amour et l'extermination des vices du peuple et surtout de ceux des prêtres ». « Je confesse de nouveau, et je le déclare devant Dieu et au nom de Dieu, » dit l'auteur, « que je n'ai travaillé dans ce livre que pour restreindre un peu l'immensité du vice et pour réchauffer l'amour refroidi de beaucoup par les paroles de Jésus-Christ et de ses apôtres, dans l'espoir d'exciter peut-être quelques-uns d'entre eux à un saint zèle pour la maison de Dieu ».

Quel est maintenant le principe théologique et éthique qui détermine cette tendance dominante et ce programme général de l'œuvre de Ianov ? C'est la treizième règle ou la première vérité, *Veritas prima*, c'est-à-dire Jésus-Christ même, sa vie et sa doctrine ; cette règle a une valeur universelle ; elle est uniquement nécessaire et suffisante pour le salut. De l'idée de cette règle découlent, chez l'auteur, deux idées particulières : la première, l'idée de la vérité et de l'hypocrisie ou de la vraie et de la fausse religion chrétienne et, la seconde, l'idée de la fréquente communion. L'épuration de la vie chrétienne par des moyens négatifs, c'est-à-dire par la distinction de la vraie sainteté de l'hypocrisie, et positifs, c'est-à-dire par la fréquente communion, voilà quel est le motif fondamental et le principe de toute la pensée et de tous les efforts de Ianov.

Le fondement psychologique de ces efforts se trouve dans « l'amour pour Jésus-Christ et la compassion avec le peuple chrétien ». Cette manière de concevoir la religion, Ianov, nous l'avons dit plus haut, l'avait puisée dans la Bible même. Il parle de la Bible dans les termes les plus tendres : il proclame avec joie, dans sa préface, qu'il l'aime depuis sa jeunesse ; il l'appelle son amie et sa fiancée, la mère du noble amour, de la connaissance, de la crainte et de la sainte espérance<sup>1</sup>.

1. « Et quam cito », dit-il dans un passage célèbre, « legi beatum Augustinum in libro de doctrina christiana et Jeronimum dicentes quod studium textuum sacratissime biblie est in principio et in fine, super omnia necessarium et utile cuilibet pertingere cupienti ad agnitionem theoloyce veritatis, et [quod] ipsa est primum et fundamentale et debet esse cuilibet literato christiano, mox aglutinata anima mea biblie in amore perpetuo ; ubi fateor, quod a iuventute mea non recessit a me usque ad senectam et senium, neque in via neque in domo, neque dum occupabar, nec dum ociabar. Et in omni mea ambiguitate, in omni questione semper in bybly et per eam sufficientem et lucidam explicationem reperi et consolacionem anime mee, et in omni turbacione mea, persecucione et tristicia ubique confugi ad bybliam, que, ut dixi, semper mecum ambulat, mea karissima : et ipsa semper obviavit michi, quasi mater honorificata, et [quasi] mulier a virginitate suscepit me, et secundum multitudinem

Le commerce de la Bible a donc fait naître l'idée de loi chrétienne, qui est la base de l'éthique et le point de départ de la critique de Matthias de Ianov. Ce qui caractérise le principe moral d'après lequel Ianov a critiqué les abus de l'Eglise, c'est l'idée ascétique et transcendante de la croix. Pour lui, Jésus-Christ est le fondement unique de la rédemption et de la sanctification. Cette idée, très hardie dans ses conséquences, provenait sans doute de sa conception réaliste de Jésus-Christ, qu'il se représente comme l'idée éternelle et la forme de toutes les créatures, par opposition à l'importance excessive accordée aux images et aux statues des saints. Au point de vue moral, il est capital de constater que Matthias accentue le rôle de la croix de Jésus-Christ, de son humiliation et de sa passion et qu'il voit la vraie religion chrétienne dans l'imitation de l'humilité et de la passion du Christ :

Le vrai chrétien imite le Christ et pour le Christ il s'éloigne de ce monde. Car la condition nécessaire de la vie chrétienne est de chercher la croix du Christ dans l'humiliation, dans les injustices et dans l'abjection, de s'approprier toute la vertu, toute la sagesse divine et tout le bien que Dieu nous a donné pour le salut des humbles, de mépriser profondément, pour Jésus, tout ce que le monde respecte et estime, c'est-à-dire la splendeur, la mollesse, la volupté, la richesse et la gloire de ce monde. Si quelqu'un veut participer aux trésors qui sont en Jésus, il doit offrir à Dieu sa pauvreté et son endurance dans l'injustice, le regret de ses péchés et de ceux des autres, une continence absolue et une chasteté sévère; il doit être doux envers son frère qui l'offense, bienveillant pour ses persécuteurs et vraiment bon pour ses ennemis. Qui ne voit pas que tout cela est abomination au siècle présent et à ceux qui le persécutent? Aussi, personne ne peut mener cette vie, tant qu'il reste en pensée dans ce monde et qu'il adhère à la vie tranquille et voluptueuse sur cette terre. Mais le vrai chrétien le fait parce qu'il est né à la vie de l'esprit et a créé en lui un nouvel homme intérieur et parce qu'il est mort au monde et au corps et ne vit plus que de la nouvelle vie divine et céleste... La vie du chrétien ne provient pas d'invention humaine, mais elle vient de Dieu et de son

*dolorum in corde meo consolaciones sue letificaverunt animam meam. O, quam tunc dulciter pro modulo meo et mensura cibavit me ubique pane vite et intellectus, et discussis tenebris, in quibus fluctuabam, quam utiliter potavit aqua sapientie salutaris! Unde, eum vidi quam plurimos portare semper et ubique secum reliquias et ossa diversorum sanctorum pro defensione sua quilibet et sua singulari devocione, ego elegi bibliam, meam electam, sociam mee peregrinationi, gestare semper mecum et ubique ad latus meum in promptu pro mea defensione et consolacione continuata, etiam in adversis » (Regulae, vol. I, p. 12-13).*

esprit en Jésus-Christ, par qui naît en nous la volonté et le pouvoir de bien faire<sup>1</sup>... Le vrai chrétien, — *nupta agni, non habens maculum neque rugam, desponsata viro suo*, — est doux et humble de cœur; il imite Jésus crucifié par son abnégation et son mépris de soi-même, jusqu'à mourir pour la vertu et la vérité de Jésus. Le chrétien fidèle renonce à soi-même et à sa volonté avec une vive joie et élit Jésus comme son unique bien; il se sent dans la vie présente comme un étranger et un pèlerin qui est exposé à toutes sortes d'affronts et de persécutions<sup>2</sup>.

Selon Ianov donc le monde et la volonté sur soi-même sont mauvais et coupables, et il les faut supprimer. Entre le monde et Dieu, il y a une contradiction, et de cette contradiction jaillit le sentiment de la culpabilité et de la nécessité morale de supprimer le monde et la volonté et de suivre Dieu : telle est la base de l'idéal ascétique de Matthias de Ianov, qui, comme nous l'avons vu, aboutit aux idées et aux sentiments de douleur et de pessimisme. Ce caractère n'est pas particulier à Ianov; il est commun à tous les ascètes et moralistes d'alors et en particulier, en Bohême, à Militch et à Štítný.

Voici un autre trait de la morale de Ianov : elle représente la volonté individuelle comme la cause du péché; la volonté humaine est opposée à la volonté divine et devient le centre de la dépravation morale; par là, la contradiction entre Dieu et le monde, que nous avons constatée tout à l'heure, est concrétisée, notamment quand on pose comme conséquence positive de la suppression et de l'abnégation de la volonté l'union de l'homme avec Dieu dans la sainte communion. Nous verrons que l'idée de la communion est chez Ianov entièrement mystique par sa tendance, de même que l'on peut constater qu'elle est logiquement liée avec son idée de la croix, qui est au centre de toute sa morale.

De la morale de Ianov passons à la critique qu'il fait de l'Église et de la société de son temps.

D'abord, recherchons la pensée de Ianov sur le pape. Là, on sent l'influence du Grand schisme, celle des traditions de l'Université de Paris et celle de sa propre expérience. Il appelle souvent le pape tout simplement « l'évêque de Rome » et il parle ouvertement de la corruption du Saint-Siège, qui était autrefois

1. *Regulae*, lib. III, tract. 6, c. 72 (codex Musei regni Bohemiae XIII. E. 13, fol. 274 r°).

2. *Ibid.*, c. 75, fol. 276 r°.

la source de vérité, mais qui est occupé maintenant par le fils du péché et du mensonge (allusion à l'antipape Clément VII) et représente seulement le vice le plus haut placé de l'Eglise :

Papa, qui primum et ante omnia deberet esse iunctus episcopis singulis et esse una manus cum ipsis et solum maxime episcopis bene ordinandis superintendere et maxime ipsis familiaris effici et ipsorum cognitioni, ecce, ipse coniunctus est magis regibus terre et principibus, et aliis magis intendit, existens familiaris opitulacionibus et personis sibi ad votum suum adiunctis (= *les cardinaux*), supra suos coepiscopos ultra normam elevatur. Insuper rupto de medio ordine connexionis primarie adiunxit sibi universorum beneficiorum et personatum collacionem, que ad episcopos respiciebant secundum legitimam coniunctionem et immediatam. Per quod proportio est cassata et iuncture proprie et decore obediencie et subieccionis in corpore Christi mistico sunt laxate et corrupte <sup>1</sup>.

Ce système des provisions et des réserves ecclésiastiques est une cause de corruption, non seulement pour la juridiction et l'autorité des évêques et des curés, mais aussi pour les mœurs des prêtres en général, parce qu'ils sont ainsi contraints, pour obtenir leurs bénéfices, de recourir à l'intrigue et à l'argent; les provisions et les réserves de la curie pontificale sont la cause des « relations adultérines » entre les prélats et les prêtres, voire même la cause directe de tous les maux, car on ne donne pas les bénéfices à ceux qui simplement les demandent. En outre, le système des provisions pontificales conduit à négliger l'étude de la Bible et de la théologie au profit du droit canonique.

L'effet le plus funeste des exemptions pontificales est particulièrement visible, selon Ianov, dans les privilèges par lesquels on dote les monastères et les moines, surtout les ordres mendiants. Le réformateur tchèque, en parlant des mendiants privilégiés, se sert des termes les plus forts : il les accuse, non seulement d'ébranler la constitution ecclésiastique, mais encore de corrompre la religion et la piété laïques. En effet, les moines amoindrissent, selon Ianov, la juridiction et l'autorité des curés, qui pourtant sont « comme les doigts substantiaux et réguliers qui constituent la main droite de l'Eglise », et, d'autre part, ils s'arrogent le monopole de la perfection évangélique, ils détournent les laïques pieux vers les cloîtres et ils blâment, accusent d'hé-

1. *Regulas*, vol. II, p. 224.

resie et persécutent ceux des laïques qui restent dans le siècle. L'auteur des *Regulae*, qui estimait beaucoup la juridiction et les fonctions des curés et classait ceux-ci parmi les trois ordres primordiaux de l'Église (le pape, les évêques et les curés) et qui, d'autre part, poussait de toute sa science et de toute son ardeur à « l'illumination » des laïques en leur recommandant la fréquente communion, comparait les moines à la cinquième roue ou à la troisième main ou à la petite corne dont parle le prophète Daniel (VII, 20) :

Non tamen usquequaque ydoneum et conveniens puto religiones vel religiosos ad regendum plebes sanctas, cum illud obviet et nomini ipsorum et primitive confessioni, et alias sunt nimis longinqui et dissimiles plebeis et statu suo et habitu et tota professione, et tantum difformes quoad extrinseca, quod etiam intrinseca animi vix ad invicem perfecte paciscantur<sup>1</sup>. Religiosi patres, nullas plebes ex primo suo tytulo habent regere vel illuminare, nisi seipsos<sup>2</sup>.

Il leur plaît de vivre des péchés du peuple (*Apoc.*, XVII), parce qu'en menant une vie tranquille et paresseuse, ils acceptent beaucoup d'offrandes et de dons pour les péchés, de sorte que les usuriers, les adultères et autres auteurs de crimes horribles se réfugient en eux et fuient leurs prêtres ordinaires, qui les corrigent durement. En conséquence, Janov est d'avis qu'il vaudrait mieux abolir les ordres des moines en les incorporant dans le clergé séculier et en les subordonnant aux curés. Si la vie monacale et solitaire plaisait à quelques-uns, ils pourraient la pratiquer, comme jadis, dans la solitude, selon la règle de saint Benoît ou de saint Augustin, en restant laïques et totalement subordonnés au curé voisin.

Cette idée d'incorporer les moines dans le clergé séculier semble être tout à fait personnelle à Janov ; elle est d'un radicalisme qu'on ne retrouve chez aucun des adversaires des moines et des défenseurs du clergé séculier au XIV<sup>e</sup> siècle. Peut-être les traditions de l'Université de Paris, traditions qui remontaient en Bohême à un siècle et qui avaient été développées par les prédécesseurs de Janov, Conrad de Waldhausen et Militch, furent-elles

1. *Regulae*, lib. III, tract. 6, c. 4 (codex Musei regni Bohemiae XIII. E. 13, fol. 211 v°).

2. *Ibid.*, lib. III, tract. 5, dist. vi, c. 4, fol. 145 r°.



pour quelque chose dans la genèse de cette idée; Ianov seul a su en tirer la conclusion dernière.

Il n'est pas moins radical en ce qui concerne les inventions humaines (*ad inventiones hominum*), en particulier les images et les statues des saints. On a vu plus haut les raisons de son éloignement pour ces objets vénérés. D'autres inventions humaines, telles que les règlements divers de l'Église et des ordres monastiques, tendaient aussi à détruire l'unité et la constitution de l'Église; d'autres, telles que les offices incessants, les observances, les jeûnes, les psaumes, les pèlerinages, les reliques, les statues et les images des saints, lui apparaissaient comme une des causes principales du relâchement dans l'obéissance à la loi d'amour, comme le symbole de la religiosité superficielle et hypocrite et comme l'obstacle le plus grand à la fréquente communion. Ici se marquent clairement les tendances réformistes de Ianov : car, en rejetant la sanctification de la vie par le formalisme religieux, par les actes extérieurs et par l'hypocrisie monacale, il demande expressément la sanctification par l'amour pur et simple, par la foi et par l'observation des préceptes de charité et de justice. Son sentiment religieux, nourri de la Bible, se détournait des formes de l'Église et des simples pratiques et reposait sur la foi en Jésus-Christ et en la parole divine; son sentiment moral, très vif et qui s'était approfondi par l'étude continuelle de l'Écriture sainte et des pères de l'Église, le tenait éloigné des subtilités scholastiques et le conduisait instinctivement à imiter le Christ « par sa pauvreté et par ses souffrances » et à chercher l'union avec Dieu dans l'Eucharistie. De même qu'il oppose à la « forêt des inventions » la croix du Christ et la parole divine, de même il oppose à la science mondaine et « curieuse » la foi simple et intègre. Sur ce point, il y a une harmonie parfaite entre Ianov et Militch. L'opposition faite par ces deux théologiens savants à la science et à la philosophie, à la sagacité et à la sagesse humaines, qui sont les sources des inventions humaines, ne fut nullement le fruit « d'une fausse mystique » ou « le rejeton de la mystique allemande poussé en terre tchèque », comme le proclamait Constantin Hoeffler, ni « l'élément démoniaque et hostile à la culture, qui plus tard atteindra son apogée chez les fanatiques, socialistes et iconoclastes hussites », comme s'exprime d'une manière plus ingénue qu'originale et juste M. Burdach; elle fut l'émanation toute naturelle d'esprits profondément religieux et évangé-

liques qui protestaient contre les distinctions scholastiques et contre les déductions logiques de la philosophie parce qu'elles méprisaient et supprimaient la théologie et la Bible. Ce fut une de ces manifestations fréquentes chez les mystiques, tant français qu'allemands, de la vraie religion intérieure du moyen âge contre l'esprit politique et juridique du Saint-Siège qui avait prévalu depuis le temps d'Innocent III.

Ce qui caractérise la doctrine de Matthias, surtout par comparaison avec la doctrine des hussites et des taborites, est son opposition contre le culte immodéré des images et des statues de saints. « Le culte exagéré des saints », dit-il, « est sans contradiction possible la ruine et la condamnation du peuple chrétien ». « Les prodiges, les signes miraculeux, les guérisons opérées par des statues », dit-il ailleurs, « sont très dangereux, parce qu'ils sont le mystère manifeste et les présages de l'Antéchrist et l'opération des démons » :

*Ymmo patibulum quodlibet est acceptabilius et utilius in civitate quam aliqua honorabilissima ymago vel statua in templo; nam per patibulum est executio et signum iusticie dei et diminutio malicie hominum, sed de ymaginibus multa mala sunt in veritate scripture expressa... Nec per hoc, curo negare ymages rationabiliter fieri in ecclesia et poni, cum hoc teneat universitas sancte ecclesie et dicatur communiter, quod tales ymages sunt scriptura laycorum... Hoc [tamen] audacter dico, quod quam cito una ymago amplius reveretur quam alie ymages in templo vel habet concursus ampliore plebis cum candelis, genu flexionibus vel aliter, mox est de templo eicienda tanquam offendiculum populi... Item, si adiunguntur aliqua signa quasi per ymaginem aut racione ymaginis vel aliter, iterum illico illa statua est cassanda, quia iam valde timendum est plebi Christi, ne fortasse tunc accesserit ibi iam demonium, volens ludificare plebeios et polluere adoracionem Jesu Christi corporis et sanguinis preciose<sup>1</sup>.*

L'homme qui attaquait avec tant d'âpreté le pape, le clergé régulier et le culte formaliste des images et des statues des saints ne devait pas ménager davantage le clergé séculier. Les prêtres « charnels » et efféminés qui « ont accumulé dans l'Eglise la richesse, les plaisirs et les honneurs du monde » sont, eux aussi, selon Janov, une des causes principales de la corruption de l'Eglise. « La corruption de la dextre mystique du corps de Jésus-Christ dans ses forces, l'abaissement dans sa dignité et

1. *Regulas*, lib. V (codex Univ. Prag. III. A. 10), fol. 126 v° et 127 r°.

dans sa puissance sont les conséquences nécessaires d'abandon à l'avidité et à la soif des choses temporelles. »

Les prêtres et les clercs corrompus sont les facteurs des abus et des vices capitaux : de l'hypocrisie, de la tiédeur morale et religieuse et de la contradiction entre la doctrine et la vie. L'hypocrisie des prêtres apparaît d'abord dans leur arrogance, qui les conduit à se targuer de leur profession, même quand leur moralité est inférieure à celle de certains laïques, et à se scandaliser quand les laïques veulent les égaler en quoi que ce soit. Cette arrogance est telle qu'un laïque qui offense un prêtre est aussitôt excommunié, tandis que le prêtre qui offense un laïque reste impuni; les clercs considèrent comme une abomination d'être jugés d'égal avec les laïques<sup>1</sup>. Le refus de laisser communier fréquemment les laïques provient également de cette arrogance, ainsi que de la cruauté et du fanatisme des prêtres.

Une autre forme de l'hypocrisie des prêtres est leur avarice et ses formes spéciales, la simonie et le cumul des bénéfices ecclésiastiques. Le comble et comme le couronnement de tous ces vices est la luxure des prêtres.

En résumé, Ianov accuse les prêtres de son temps d'être adonnés à la luxure, arrogants, avides, hypocrites : l'Église n'est plus qu'une synagogue de pécheurs, une grande prostituée, un nid de serpents et de vipères, un piège pour la spéculation, une bête apocalyptique, une femme incestueuse, pire que les filles publiques; elle n'est plus qu'une grande Babylone spirituelle, la mère de tout inceste et l'abomination de la terre (*Apoc.*, XVII). Les prêtres ne considèrent pas les péchés comme des péchés; ils ne tolèrent pas qu'on veuille les corriger et ils persécutent les saints prédicateurs. Ils corrompent l'Église à l'intérieur comme les schismes et les ordres monastiques la cor-

1. Il est possible (comme le remarque à ce propos mon ami M. Ernest Perrot, qui a eu l'obligeance de revoir mon article) que ces idées de Matthias de Ianov sur l'excommunication *ex canone* : *Si quis suadente* du laïque qui porte la main sur un clerc, et sur le *privilegium fori* qui soustrayait les clercs à la juridiction temporelle, aient été inspirées à Ianov aussi par la lutte menée au xiv<sup>e</sup> siècle en France par les officiers royaux contre la juridiction ecclésiastique. Car c'est précisément vers 1375-1380, pendant le séjour de Matthias de Ianov à Paris, que le Parlement de Paris redoubla d'ardeur dans cette lutte. Voir O. Martin, *L'Assemblée de Vincennes de 1329; étude sur les conflits entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction séculière au XIV<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1909.



rompent à l'extérieur. La race impie des prêtres est arrivée au degré suprême de la dépravation; on ne peut qu'attendre la moisson et son déracinement comme ceux de Sodome et de Gomorrhe. Les prêtres d'aujourd'hui sont incorrigibles et leur dépravation est incurable. On ne peut pas imaginer ni craindre une plus grande abomination. « Le clergé de l'Eglise de Dieu », s'écrie Ianov douloureusement, « si instruit, si savant, élu de mille, si riche dans sa parole et dans sa doctrine, est abâtardi, relâché et amolli, parce que le ventre, la chair, la gloire du monde, l'ambition et le faste sont devenus son unique culte ». Ce n'est donc pas sans raison que les prêtres sont méprisés du peuple et que l'on dit publiquement :

Si iniuriöse contigeris clericum et sacerdotem, expedias te sine mora de ipso et occide, ne forte per eum vexeris in futurum. Sacerdos tunc est sacerdos solum, dum ad altare pertractat sacramenta, et tunc solum oportet eum revereri, alias vero minime, quoniam quidquid mandant sacerdotes, predicant aut locuntur, totum pro pecunia faciunt et pro lucro, ut habeant, unde tribuere suis pulcerrimis concubinis<sup>1</sup>.

Mais ce sombre tableau, dont nous n'avons pu donner qu'une esquisse, ne serait pas complet si nous n'y ajoutions quelques couleurs plus claires et quelques lignes plus élevées. Matthias de Ianov ne s'efforce pas seulement « de révéler et d'exterminer Satan par l'esprit de Jésus-Christ et par sa vérité », il fait aussi voir « la vérité évangélique » et le chemin qui y mène. Ianov s'est formé un idéal positif de la vie chrétienne; nous le connaissons déjà. Il a conçu en outre des projets de réforme pour l'Eglise de son temps. Rappelons-nous qu'il écrivait au temps du Grand schisme d'Occident, dont il explique d'ailleurs les causes et les origines d'une façon très intéressante<sup>2</sup>. Pour réformer l'Eglise et restaurer son unité, il est nécessaire d'éliminer toutes les inventions humaines qui sont inutiles, voire nuisibles, ou de les réduire au plus petit nombre possible et sans inconvénient pour l'unité de l'Eglise. Il faut ramener l'Eglise de Jésus-Christ à ses origines simples et vigoureuses (*reducere Christi Ihesu ecclesiam ad sua primordia salubria et compendiosa*), sans trop s'embarrasser des prescriptions apostoliques. Car la loi de l'Es-

1. *Regulae*, vol. I, p. 137; cf. *Ibid.*, p. 160.

2. Voir *Regulae*, vol. II, *passim*, et dans l'index le mot *Schisma*.

prit saint, l'Évangile exprimé et divulgué, les pères ordinaires du peuple, c'est-à-dire le pape, les évêques et les curés, avec leurs adjoints, sont suffisants à la direction légitime de toute la communauté du peuple et de chacun de ses membres<sup>1</sup>. Quant aux organes de l'Église, il faut (nous l'avons déjà vu) incorporer les ordres monastiques dans le clergé séculier, tirer des cloîtres tous les hommes pieux et intelligents, les répartir dans le peuple, les disséminer parmi les prêtres corrompus qui encombre l'Église et qui se sont mis à la tête du peuple par cupidité et avec insolence. Il faut plus encore : « Quant à moi », dit Ianov, « je crois davantage, pour aujourd'hui, à la seconde chose, c'est-à-dire à un nouveau peuple qui sera formé selon le nouvel homme de Dieu et qui surgira bientôt. C'est de ce peuple que proviendront les nouveaux prêtres, qui tous haïront l'avarice et la gloire du siècle et qui se hâteront vers le commerce céleste. Mais cette réforme se produira peu à peu et dans les temps que Dieu voudra<sup>2</sup>. » Ianov n'a donc pas confiance dans une réforme de l'Église par le pape et par le concile; il ne croit pas à la réforme propre du clergé comme la croyaient et comme la souhaitaient ses prédécesseurs, Militch entre autres, et ses contemporains de la Sorbonne, Gerson, P. d'Ailli et Langenstein; il met tout son espoir dans le peuple même. Et la réforme de ce peuple, il l'attend surtout de la pratique, qu'il recommande, de la fréquente communion.

Si l'idée de la vraie et fausse religion chrétienne est le point de départ de la critique que Ianov fait de l'Église et l'expression de ses efforts dans la partie négative de son œuvre, celle de la fréquente communion des laïques est le fond de la réforme positive de la vie chrétienne dans l'Église et en même temps elle est le couronnement et la fin de toute son activité réformatrice.

Nous avons dit plus haut comment cette idée lui était venue après sa complète conversion morale, sous l'influence de ses souvenirs de Militch, d'une pression des événements et surtout de sa longue pratique de confesseur. D'autre part, il n'est pas douteux que ces causes n'aient été renforcées par l'opinion courante sur la question qui se manifestait dans des œuvres nombreuses, écrites,

1. *Regulae*, vol. II, p. 263.

2. *Regulae*, lib. III, tract. 6, c. 37 (codex Musei regni Bohemiae XIII. E. 13, fol. 244 r°).

aussi bien en latin qu'en tchèque, par des théologiens tels que Militch, Adalbertus Ranconis, Matthias de Cracovie, etc., et même par l'étude très approfondie (on pourrait dire scientifique) de la question que fit Matthias lui-même pendant plusieurs années et dont les résultats sont consignés dans ses quatre grands traités. On peut d'ailleurs observer que, chez Ianov, toutes ces études avaient un but essentiellement pratique.

Le postulat de la fréquente communion émanait, pour Matthias, de la considération des besoins spirituels du peuple en général et de la substance et de l'opération de l'Eucharistie en particulier. Tous les hommes, d'après Ianov, sont atteints, par le péché, dans leurs « forces innées » (*vires innatae*) et dépouillés de leurs « dons gratuits » (*dona gratuita*); par conséquent, ils ne peuvent connaître ni leur dignité ni leur indignité, et ils ne peuvent pas devenir dignes de Dieu et se plaire en lui par eux-mêmes. L'âme raisonnable seule (*anima rationalis*) est capable de perfection; cette perfection, unique, constante et adéquate, lui est rendue possible par le Verbe divin qui est contenu dans l'Eucharistie. L'Eucharistie est donc le remède aux péchés des hommes et, en même temps, la vie et le salut de tous les pécheurs. La nécessité de s'en approcher fréquemment est évidente. Naturellement, tout chrétien ne peut pas être admis à la communion, parce qu'il est nécessaire que celui qui veut communier remplisse certaines conditions, et, par là, devienne digne du corps et du sang de Notre-Seigneur; il doit reconnaître ses péchés et sa misère, confesser ses fautes, s'humilier, soupirer et pleurer continuellement ses erreurs. La mauvaise volonté seule empêche de communier. La préparation corporelle, — par exemple le jeûne, la prière, — est bonne si elle est faite avec un cœur humble, mais elle n'est pas aussi efficace que la préparation faite en esprit et en vérité. Il faut aussi observer les ordonnances de l'Eglise sur la communion.

L'effet de la communion eucharistique est le salut des âmes et l'acquisition finale de la vie éternelle. Outre cela, nous nous unissons avec le Christ dans l'Eucharistie. Cette union est sacramentelle et spirituelle. L'union sacramentelle consiste à « revêtir le Christ », à faire co-exister le Christ dans notre être. L'union spirituelle est la simple conséquence de l'union sacramentelle. En parlant de cette union réciproque et intime de l'âme avec Jésus-Christ pendant la communion, Ianov s'exprime en des termes

tout à fait mystiques. Par la communion, l'homme disparaît et se transforme spirituellement en Dieu, ce qui se fait par ce « revêtement de Christ » ou par l'assimilation au Christ en esprit et en vérité, dans les vertus et dans la vie, dans les actes et dans les paroles. Ainsi, le Christ demeure en nous, et nous nous épanouissons dans la vie éternelle; il est notre force, notre défense et la pâture de notre vie. Comme l'air est, pendant la nuit, ténébreux, nuageux et froid, puis se transforme en recevant les rayons du soleil et comme le fer jeté dans le feu perd sa dureté et devient susceptible de toutes les formes, ainsi notre âme, qui en soi est privée de tout parfum, qui est froide, vide et mauvaise, se revêt, par la communion du corps et du sang de Jésus-Christ, de Jésus lui-même et de son cœur. Et, puisque Jésus est le fils éternel de Dieu, ainsi nous devenons, par Jésus-Christ, les fils adoptifs et éternels du même Dieu; étant unis avec le Fils, nous sommes unis avec le Père, et par conséquent les fils et les héritiers de l'univers. Il n'est donné aux hommes en aucun cas de jouir de Dieu et de participer à Dieu aussi intimement ni aussi facilement, avec une telle abondance de grâces éternelles que dans l'Eucharistie. Ainsi, le torrent de l'Esprit saint, qui descend du Père par Jésus-Christ vers nous et qui remplit les cœurs des fidèles, devient en eux une source d'eau vive par l'intermédiaire de Jésus-Christ, qui est en nous. Nous quittons le monde et nous marchons vers le Père.

Cet exposé est, on le voit, entièrement mystique, car il n'affirme et ne vise rien d'autre que la complète déification spirituelle du communiant et la continuelle réception de Dieu dans l'Eucharistie, mysticisme d'ailleurs purement catholique, d'abord parce qu'il n'affirme l'union de l'âme du croyant avec Dieu que par le moyen d'un sacrement que l'Eglise possède et administre, en second lieu parce qu'il n'affirme pas la fusion de la personnalité humaine et de la personnalité divine, comme l'affirmaient Eckehart et Tauler, mais seulement l'union de la volonté humaine avec la volonté divine, ce qui est conforme à l'éthique de Ianov que nous avons caractérisée plus haut et dont le point de départ est l'affirmation que la volonté humaine est fatalement vouée au péché et qu'il faut nier cette volonté par la croix de Jésus-Christ. En outre, l'idée mystique de l'union du chrétien avec Dieu par le moyen de l'Eucharistie réside plus profondément encore dans le réalisme philosophique de Matthias de Ianov : Jésus est la forme

de l'être, invariable et éternelle; il contient en soi, comme un unique et suprême modèle, les formes de tous les êtres, à ce point qu'il adhère à chaque créature plus intimement que la créature n'adhère à soi-même. Bien que l'âme raisonnable de l'homme ne possède pas d'abord toutes les formes ou toutes les espèces de choses qui ont été créées simultanément, elle est pourtant capable d'accepter de « formaliser », par sa substance, toutes les espèces du monde et surtout le Verbe divin, qui est sa vie et sa lumière. Mais, le Verbe divin se donnant continuellement dans l'Eucharistie, l'âme raisonnable peut le recevoir ainsi continuellement, s'unir à lui, en jouir dans l'unité intime et dans l'amour indissoluble.

Le mysticisme réaliste et catholique de Ianov apparaît aussi en ce que l'auteur élargit son idée de l'union eucharistique et spirituelle de l'âme chrétienne et de Jésus-Christ à l'Eglise entière et qu'il fonde, d'accord avec les autres théologiens et mystiques du moyen âge, par exemple avec Hugues de Saint-Victor et avec saint Thomas d'Aquin, l'unité de l'Eglise et de ses membres justement sur l'union spirituelle de tous les communicants et qu'il accepte ainsi l'Eucharistie comme le sacrement de l'union des fidèles.

On ne peut prouver que Matthias de Ianov ait préconisé la communion sous les deux espèces comme le firent les hussites; le concept du calice lui est absolument étranger. Il parle, il est vrai, de « manducatio et potatio crebra corporis et sanguinis Jhesu Christi », de « digne corpus et sanguinem bibere et manducare », etc., mais il en parle comme un pur théologien du moyen âge. D'autre part, il semble étrange que Ianov, en s'efforçant par tous les moyens en son pouvoir et surtout par celui de la fréquente communion de se rapprocher en pensée de l'Eglise primitive, ne soit pas arrivé à l'idée du calice; mais on peut expliquer ce manque de logique dans sa doctrine. Demander le calice pour les laïques paraissait à Ianov plutôt un obstacle liturgique à son effort suprême pour répandre sans retard et largement la pratique de la fréquente communion parmi les laïques : la communion des laïques au moyen du calice eût exigé une concession toute particulière de la part de l'Eglise, dont la pratique était affirmée en sens contraire par une longue tradition et par la théorie unanime des Pères; Ianov ne voulait pas tant demander. En faisant de la propagande pour la fréquente communion des laïques, il ne se souciait pas de demander la réforme



d'une simple formalité liturgique : il était trop orthodoxe, à ce point de vue, pour vouloir ébranler une coutume ancienne et universellement répandue dans l'Église, et il était trop absorbé par le désir de voir triompher ses idées de rénovation intérieure pour en compromettre la réalisation par une prétention secondaire et toute extérieure.

Malgré cela, on ne peut méconnaître qu'il y ait une liaison naturelle entre l'idée de la fréquente communion des laïques et celle du calice. Ces deux idées ont été les manifestations de deux périodes du mouvement religieux en Bohême au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle qui se succédèrent sans interruption et qui s'enchaînèrent logiquement. Le sens et la substance de l'idée du calice au point de vue religieux tels que nous les trouvons expliqués chez l'élève de Ianov, Jacobellus de Misa, qui, le premier, a introduit cette coutume (en 1414), était certainement une protestation contre les prérogatives du clergé, surtout du clergé indigne, et aussi un retour aux pratiques des premiers chrétiens, considérés comme les modèles de toute perfection. Or ces deux tendances, nous les retrouvons dans l'idée de la fréquente communion au xiv<sup>e</sup> siècle. Les disciples de Militch, et notamment Ianov, s'efforçaient de propager cette pratique pour permettre aux laïques d'élever le niveau de leur vie religieuse selon le modèle de l'Église évangélique et de protester contre les privilèges d'un clergé indigne. Ce côté réformiste est chez Ianov très clair et incontestable. Les saints laïques, selon lui, ont le droit de communier aussi souvent que les prêtres, et, par suite, il n'y a pas de différence entre les communicants laïques et les prêtres. La piété individuelle est le seul critérium. Les laïques communient parfois plus dignement que les prêtres ; ceux qui approchent tous les jours de la Cène prospèrent admirablement dans la sagesse et dans toutes les vertus, beaucoup plus que les prêtres ; le saint laïque qui communie fréquemment et qui s'unit intimement à Jésus-Christ par la communion est pour Ianov l'idéal d'un « nouvel homme », la garantie de la réforme morale et religieuse de l'Église entière. Dans l'idée de la fréquente communion des laïques, Ianov exprimait toute son âme de réformateur.

### III.

Les conclusions que nous pouvons tirer de notre exposé sur la vie et sur la doctrine de Ianov sont de deux sortes : les unes

concernent la personnalité de notre réformateur, les autres regardent l'importance de son œuvre pour le mouvement religieux en Bohême au *xiv<sup>e</sup>* et au *xv<sup>e</sup>* siècle.

Le caractère de Matthias de Janov n'est point sans taches. Sa biographie montre que ses actes ne furent pas toujours aussi pieux, aussi fermes ni aussi logiques que le fut sa pensée. Sa vie eut des faiblesses, des inconséquences qui se rencontrent chez des hommes de la plus haute intelligence. N'exagérons point la portée des démarches qu'il fit, en 1378 et 1381, pour obtenir des bénéfices de l'Église : solliciter des bulles pontificales à l'époque où les papes avaient réuni dans leurs mains la nomination à la plupart des bénéfices ecclésiastiques, c'était pour un prêtre et pour un élève de l'Université une simple nécessité d'existence que d'ailleurs Janov lui-même regretta amèrement dans ses écrits. Il dit, sans rien cacher, qu'« en voulant être riche dans ce monde, il est tombé au plus profond des pièges du démon ». Les usages de l'époque permettent aussi d'expliquer qu'il ait intenté des procès, probablement très passionnés, pour obtenir des bénéfices vacants, qu'il ait occupé plusieurs bénéfices, très modestes d'ailleurs (il s'appelle à juste titre « pauper philosophans »), et qu'il ait perçu les revenus d'une cure où il n'a jamais résidé. Mais, d'autre part, il a montré une faiblesse inexcusable dans son conflit avec les autorités ecclésiastiques en 1389. Janov a renié ses « erreurs » ; mais, après l'abjuration, il a continué d'écrire comme auparavant, voire même d'une plume plus mordante et plus acérée encore, contre les autorités et contre les institutions de l'Église. Persécuté et jugé de nouveau, il promit une seconde fois obéissance, et pour la seconde fois il trahit sa parole. Ceci n'est plus de la faiblesse, c'est de la duplicité. Elle perce jusque dans ses écrits : d'un côté, dévouement sans bornes à l'Église et, d'un autre côté, fière confiance en soi-même et critique hardie de l'Église ; d'une part, timidité toute médiévale ; d'autre part, radicalisme outré ; ici, haute conscience hiérarchique et conservatisme de prêtre ; là, esprit démocratique très prononcé. Janov ne sut point clarifier son intelligence, consolider sa morale, établir une harmonie entre la parole et l'action telle que nous l'admirons chez Jean Huss. En somme, ce fut l'homme d'un temps de crise morale et intellectuelle, d'une époque de transition, dont les forces n'étaient pas encore assez grandes pour sceller une indissoluble union entre le haut idéal qu'il nourrissait au fond de son âme et les devoirs simples

et virils qui résultaient de son idéal dans le domaine de la vie pratique.

Malgré tout, l'individualité de Ianov, de l'écrivain comme du penseur, présente les traits les plus nets et les plus dignes de sympathie. On a constaté la ferveur religieuse dont il était animé, son ardent désir d'élever son âme vers Jésus-Christ et de s'unir à lui. « Mon Jésus, mon doux Jésus, mon Jésus crucifié pour moi ! » s'écrie Ianov, qui désire porter dans son âme les stigmates du crucifié comme la mesure de sa propre faiblesse et de son néant (« vilitas »). Nous avons dit ses efforts pour purifier et exalter la vie chrétienne selon l'exemple du Christ, pour imiter le Christ dans l'amour, la pauvreté et la douleur; comment il s'est enflammé pour la Bible, qui contient la suprême loi de la vie chrétienne, et pour l'Eucharistie, dont une perpétuelle fréquentation dans la communion permettra aux chrétiens de s'unir et de se confondre avec le Christ et avec Dieu continuellement et intimement. Mais il y a plus encore : Ianov est un esprit très indépendant et original. Si M. Loserth a pu prouver que les idées, les déductions et les propositions contenues dans les œuvres latines de Huss ont été empruntées ou prises à d'autres, personne ne dira la même chose de Ianov. Ce « vir doctissimus », comme il fut appelé en Bohême après sa mort, cet ancien élève de l'Université de Paris était parfaitement à la hauteur de la pensée de son temps. Dans sa critique de l'Église et de la société, dans la conception qu'il se fait de la religion chrétienne et de l'Église, dans son argumentation sur la nécessité de la fréquente communion, il ne suit aucun chemin battu. Ses idées sur la vérité première, sur l'Église des saints et son unité, sur la hiérarchie, sur la nécessité d'un clergé seulement préoccupé des choses spirituelles et divines sont le fruit d'une pensée indépendante, qui se maintient, naturellement, dans le cadre théologique du moyen âge. J'en dirai tout autant de ses vues sur le clergé régulier, de son hostilité contre le culte des images saintes, enfin du rôle qu'il attribue à la fréquente communion des laïques. Chez lui, l'originalité ou l'indépendance du philosophe est jointe à une grande sagacité, à un don d'observation vraiment fine et pénétrante.

On comprendra maintenant que Palacký ait considéré les écrits de Matthias de Ianov comme les plus remarquables de la littérature tchèque de tous les siècles. D'autre part, l'historien protestant allemand Neander a prisé la doctrine de Ianov si



haut qu'il a mis Janov au-dessus de Huss, parce qu'il a trouvé en lui les germes des idées chrétiennes qui furent développées plus tard en Allemagne par Luther. Nous ne voulons pas faire de ces comparaisons qui conduisent souvent à exagérer la vérité; en insistant sur l'originalité des idées et sur l'indépendance de jugement de notre réformateur, nous n'oublions pas les racines tout à fait médiévales de sa doctrine ni surtout les motifs locaux, concrets et pratiques de son action réformatrice. Janov a été un homme du moyen âge par sa doctrine et un Tchèque par l'application de cette doctrine à des questions brûlantes à son époque parmi ses compatriotes. Il a résumé, nous l'avons déjà dit et nous le répétons encore, le mouvement religieux en Bohême à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle; il en a réuni tous les éléments moraux, en résolvant les problèmes de la vie pratique, en l'élevant à ses sources bibliques et en le coulant dans le moule d'une pensée philosophique et morale. Il est impossible de croire que ces doctrines soient restées, à une époque aussi sensible que l'était la fin du xiv<sup>e</sup> siècle en Bohême, sans influence sur le développement de son temps et du temps postérieur, qu'elles aient disparu avec Janov comme des grains stériles et jetés sur le sable. Cette influence a été latente, il est vrai; elle n'en a pas moins été réelle; elle s'est fait sentir dans la doctrine des hussites, surtout dans celle de ces personnages qui firent autorité, comme, après la mort de Huss, Jacobellus de Misa. On ne saurait être surpris de rencontrer, par exemple, dans un traité de Jacobellus sur l'Antéchrist, c'est-à-dire sur le pape, une copie entière du traité de Janov, ou dans Jean de Přibram ses idées sur l'Église, ou dans la confession des taborites un résumé de celles de ses doctrines qui leur convenaient. Quand les écrits de Janov et ceux des théologiens du xiv<sup>e</sup> siècle auront été publiés, on pourra suivre au vrai la trace de cette influence sur la doctrine des hussites et ainsi déterminer clairement l'évolution organique du mouvement religieux en Bohême au xiv<sup>e</sup> et au xv<sup>e</sup> siècle.

Vlastimil KYBAL.

---

## LOUIS XIII ET LE DUC DE LUYNES

(Suite<sup>1</sup>.)

Analysant les raisons qui leur faisaient soutenir que le duc de Luynes avait été un homme d'État de valeur, les historiens ont résumé ainsi les services éminents rendus par le connétable : M. de Luynes aurait, par une conduite ferme et éclairée, continué à l'extérieur la tradition d'Henri IV et préparé la politique de Richelieu; il aurait compris, avant Richelieu, l'importance de l'affaire de la Valteline et engagé la France dans la voie où devait la mener le cardinal; à l'intérieur, faisant adopter par Louis XIII, à l'égard des protestants révoltés, une attitude énergique, il aurait commencé le rétablissement de l'autorité royale, que Richelieu devait si vigoureusement poursuivre<sup>2</sup>. Il y a lieu de vérifier ces affirmations.

A titre de membre du Conseil du roi, M. de Luynes recevait la visite des ministres étrangers venant lui parler d'affaires. Nous avons les dépêches des ministres. Il résulte de la lecture de ces documents que les véritables conversations sérieuses sont celles auxquelles prennent part Puisieux, Sillery, du Vair, Jeannin, mais pas Luynes<sup>3</sup>. Les entrevues avec celui-ci sont brèves. M. de

1. Voir *Rev. hist.*, t. CII, p. 241-264.

2. Victor Cousin, *le Duc et le connétable de Luynes*, dans *Journal des savants*, 1861-1863; du même, *Madame de Chevreuse*, 1876, p. 24-25; B. Zeller, *le Connétable de Luynes. Montauban et la Valteline*, Paris, Didier, 1879, in-8°. — La thèse n'était pas nouvelle; elle avait déjà été indiquée dans l'épître liminaire du livre du comte de Modène, *Hist. des révolutions de Naples*, Paris, 1655, in-12, p. 2 : « Quelques louanges que l'on ait données aux ministres qui l'ont suivi (Richelieu) et que le jeune roi (Louis XIII) prit après lui (Luynes) pour la conduite des affaires de son État, on peut dire sans flatterie que ce fut M. le duc de Luynes qui aplanit et qui ouvrit la voie glorieuse par laquelle, en marchant sur ses pas, ils trouvèrent heureusement tant de matières de victoires et tant de sujets de conquêtes. »

3. Voir, par exemple, pour une affaire grave, la dépêche de l'ambassadeur vénitien du 22 août 1620 (Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 210 et 212, et surtout

Luynes ne dit rien. « M. de Luynes », écrit l'ambassadeur d'Angleterre, « m'a paru plus attentif à mes raisonnements que disposé à leur répondre; il m'a dit que sur toutes les affaires il en serait référé au roi »<sup>1</sup>. C'est à peu près la seule réponse qu'il fasse généralement : « J'en parlerai au roi. » A défaut du roi, il parlera encore, dit-il, à Puisieux ou, lui aussi, il renvoie à Puisieux<sup>2</sup>. Est-ce chez lui prudence diplomatique et sage réserve? On le croirait; mais, le jour où, se décidant à répliquer à l'ambassadeur vénitien qui le pressait, il avoue « qu'il est bien neuf en ces matières et les connaît mal »<sup>3</sup>, il dévoile la raison véritable de son silence, qui est qu'il ne connaît pas grand'chose aux affaires. Tantôt il s'en tire par des gestes<sup>4</sup>; tantôt il répond de vagues et banales généralités<sup>5</sup>. Un jour de franchise, il déclarera qu'il ne sait d'une question que ce qu'il en a entendu dire au Conseil<sup>6</sup>. « Dans cette cour », écrit Contarini, « j'ai à traiter avec trois sortes de gens : des gens trop jeunes, des gens corrompus, des gens sans expérience, pour ne pas dire ignorants. Celui qui ne sait rien, c'est Luynes; il est nécessaire de tout lui apprendre et de le renseigner sur tout : il est dépourvu de toute espèce de doctrine de gouvernement des États »; et, plus loin, il répète : « Je dis qu'il est nécessaire de le mettre au courant de tout ». C'est d'ailleurs si peu par prudence diplomatique que M. de Luynes se tait qu'une fois il a une scène violente avec

p. 242). On voit bien la différence des conversations entre Luynes et les ambassadeurs et entre ceux-ci et les autres ministres.

1. Dépêche d'Herbert de Cherbury au marquis de Buckingham, du 1<sup>er</sup> octobre 1619, dans Herbert de Cherbury, *Mém.*, trad. Baillon, p. 183.

2. Dépêche de Contarini (Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 210, 211; 1772, p. 56-57).

3. Ibid., 1771, p. 118. Le duc d'Anmale avait déjà indiqué que Luynes « ne s'entendait guère aux affaires » (*Hist. des princes de Condé*, t. III, p. 114).

4. « Ma finalmente stringendosi nelle spalle (Luynes) ci rispose piu con li gesti che con le parole » (dépêche de Priuli du 16 février 1621; Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 217).

5. Par exemple, Contarini est venu lui parler de faits précis sur l'affaire de la Valteline, Luynes répond seulement : « Che veramente erano questi particolari di somma importanza; che in consiglio, quando si trattava di questo negotio, n'haverebbe parlato altamente, etc. » (dépêche du 14 juin 1619; *ibid.*, 1773, p. 162).

6. Ibid., 1774, p. 210.

7. Dépêche du 24 juin 1619; *ibid.*, 1773, p. 187-188 : « In questa corte ho io da trattare con tre sorte di persone, con gioveni, con corrotti e con poco sperimentati, per non dir ignoranti..., poco saputo e Luynes... Luynes e necessario documentarlo et influirlo per che e nudo di ogni massima di governo di

un ambassadeur, lequel le provoque, provocation à laquelle Luynes se dérobe et qui vaut à cet ambassadeur son rappel<sup>1</sup>. Les envoyés étrangers finissent par se demander si M. de Luynes n'est pas en réalité impuissant dans les affaires de l'État. Le favori en fait à peu près la déclaration lui-même au prince de Piémont; celui-ci, insistant pour qu'il use de son influence afin de faire entrer la France dans une certaine ligue de Venise et de la Savoie: « Cela est plein de difficultés infinies », réplique Luynes, « et je ne trouve personne du Conseil qui y soit disposé; il faut attendre »<sup>2</sup>. L'ambassadeur vénitien, escomptant de même cette influence et se heurtant au même aveu d'impuissance, reprend vivement que Luynes devrait tâcher de mettre la main sur le gouvernement, de prendre la direction du Conseil et de dominer les ministres, au lieu de les laisser être les maîtres. Mais Luynes hoche la tête et dit que c'est impossible<sup>3</sup>; le Vénitien Contarini, découragé, écrit à son gouvernement: « Les espérances qu'on peut avoir en Luynes sont bien fausses<sup>4</sup>! » Lorsqu'il a eu une idée sur un point et que le Conseil a statué autrement, Luynes sauve la face en déclarant que le roi en a décidé ainsi: « Il en sait plus que nous », ajoute-t-il médiocrement, « ne le contredisons donc point et faisons les yeux fermés ce qu'il nous commande »<sup>5</sup>. Cette même médiocrité se retrouve dans une scène extraordinaire que raconte l'ambassadeur Priuli, venu l'entretenir de la ligue qui s'est faite en Italie entre les Grisons et le gouverneur espagnol de Milan, ligue qu'il faut à tout prix empêcher: « A dire le vrai », répond Luynes, « je ne sais pas un mot de l'histoire de cette ligue ». Évidemment, il faut l'empêcher; « je veux en parler au roi et à mes amis; laissez-moi un peu arranger cette affaire à moi tout seul et, de grâce, n'en par-

stato... Dico ben questo esser necessario renderlo informato, senza rispetto, de negotiis. »

1. *Mém. d'Herbert de Cherbury*, trad. Baillon, p. 158-159: « Par Dieu, Monsieur », finit Luynes, « si vous n'étiez ambassadeur, je vous traiterais d'autre sorte! » Il est vrai que l'ambassadeur anglais s'était montré assez hautain et désagréable.

2. Dépêche de Contarini du 30 avril 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 109).

3. Dépêche du 24 juin 1619 (*Ibid.*, p. 185-186).

4. « Queste speranze che si hanno in Luynes siano fallaci molto » (*Ibid.*, p. 109).

5. Lettre de Luynes à M. de la Force du 27 décembre 1620 (publiée par E. de Barthélemy dans le *Bull. de la Soc. des sciences de Pau*, 1879, 2<sup>e</sup> série, t. VIII, p. 71).

lez à personne ». Priuli ajoute en souriant que Puisieux est très au courant et qu'il a même en main toutes les conditions de la ligue<sup>1</sup>. Une à une, nous allons constater cette insuffisance dans chacune des grandes affaires du moment.

On a beaucoup reproché à Luynes l'attitude prise par le gouvernement de Louis XIII dans la crise allemande de l'élection à l'empire de Ferdinand II, prince de cette puissante maison d'Autriche contre laquelle, depuis plus d'un siècle, la France luttait afin de contenir ses menaçantes ambitions d'hégémonie. L'élection de Ferdinand II était contestée : la Bohême et la Hongrie s'étaient soulevées contre lui ; les protestants de l'Allemagne du nord s'étant unis contre l'empereur, Frédéric, palatin du Rhin, avait été élu roi de Bohême à la place de Ferdinand II : Ferdinand II faisait appel à la France<sup>2</sup>. On en veut au gouvernement de Louis XIII de n'avoir pas profité de cette circonstance pour abattre définitivement la maison d'Autriche et d'avoir sauvé celle-ci pour des raisons de « cause catholique », indépendante des intérêts concrets de l'État. Nous avons la délibération du Conseil sur la réponse qu'il y avait à faire à l'ambassadeur de l'empereur, le comte de Furstenberg, venu demander aide d'argent et d'hommes, en raison, disait-il, des dangers que courait la religion catholique en Allemagne<sup>3</sup>. Le Conseil reconnaissait qu'il n'était pas possible de soutenir la maison d'Autriche, « la monstrueuse grandeur de la maison d'Autriche ». L'ambassadeur impérial avait certainement exagéré les dangers de la religion catholique. Il était contraire à l'intérêt de la France d'aider Ferdinand II : lui envoyer peu de troupes serait apporter un secours inefficace, par suite inutile, et en envoyer beaucoup

1. Dépêche de Priuli du 4 mars 1621 (Bibl. nat., ms. ital. 1776, p. 15) : « Quanto al negotio di lega », répond Luynes, « io, per dir il vero, non ne so cosa alcuna..., ne voglio parlar al re e alli miei amici..., lascino un poco maneggiar questo negotio a me solo et di gratia non ne parlino con alcun altro. »

2. Nous rappelons sur ces faits les ouvrages de F. Hurter : *Geschichte Kaiser Ferdinands II und seiner Eltern*, Schaffouse, 1850, 5 vol. in-8°; A. Gindely, *Geschichte des Böhmisches Aufstandes*, Prague, 1869, in-8°; W. Schreiber, *Maximilian I der Katholische und der dreissigjährige Krieg*, Munich, 1868, in-8°; E. Charvériat, *Hist. de la guerre de Trente ans*, Paris, Plon, 1878, 2 vol. in-8°.

3. Voir de longs détails et les documents sur la mission du comte de Furstenberg dans le *Mercur françois*, 1619, p. 341 et suiv. — La délibération du Conseil est donnée par une très précise dépêche de Contarini du 24 décembre 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 346 et suiv.).



serait imposer au royaume une charge accablante. Au surplus, le palatin était un ami, les confédérés protestants des alliés<sup>1</sup>; on ne pouvait marcher contre eux. D'autre part, se désintéresser de ce qui se passait en Allemagne n'était ni digne ni politique; le Conseil concluait donc qu'il fallait que le roi de France offrît sa médiation, obtînt une suspension d'armes, afin d'éviter que les choses empirassent, et cherchât à faire accepter des deux partis une solution qui réalisât « le plus juste équilibre ». C'était assez sage<sup>2</sup>.

En tous cas, que cette politique ait été bonne ou mauvaise, M. de Luynes n'y a été pour rien. Au Conseil où elle se délibéra, Condé, Jeannin et Schomberg prirent seuls la parole<sup>3</sup>; ce fut Puisieux qui acheva, rédigea la réponse et la transmit au comte de Furstenberg<sup>4</sup>. La veille de la délibération, l'ambassadeur d'Espagne, Fernando Giron, étant venu causer de l'affaire avec Luynes, mandait au roi son maître que celui-ci n'avait rien su lui dire et avait parlé d'autre chose<sup>5</sup>. Mais, après la délibération, M. de Luynes alla rendre visite au comte de Furstenberg, et là, conversant étourdiment, lui répéta ce qu'il avait entendu dire au Conseil, seulement avec des déformations, assurant l'ambassadeur que sans doute le roi désirait la prospérité de l'empereur, mais qu'en ce moment il ne pouvait lui porter secours en raison des menaces de guerre des huguenots; qu'au surplus, il

1. Le Palatin avait-fait dire qu'il demandait à la France au moins sa neutralité (voir ses lettres à Louis XIII et au duc de Bouillon de 1619 et 1620 dans Villeroy, *Mémoires d'État*, éd. de 1723, t. V, p. 238, 242 et 243).

2. Dans ses dépêches aux ambassadeurs du roi à l'étranger, Puisieux insiste sur l'intention du gouvernement d'intervenir en Allemagne seulement « pour apaiser les dits troubles et empêcher le mal de croître davantage ». « Le roi contribuera toutes ses forces pour essayer d'accommoder les différends. » « Le roi fera ce qu'il pourra pour faciliter un bon accord en Allemagne aux différends qui sont aujourd'hui et fait même état d'y envoyer une ambassade solennelle » (lettres de Puisieux à M. de Césy, 1619, 1620; Bibl. nat., ms. fr. 16156, fol. 27<sup>r</sup> et suiv.). On envoya effectivement une ambassade en Allemagne pour exécuter la décision prise. Cf. *Instructions données à MM. le duc d'Angoulême, de Béthune et de Préaux, ambassadeurs extraordinaires pour Sa Majesté vers l'empereur, princes et potentats d'Allemagne, datées de Fontainebleau, le 8 avril 1620*, dans Villeroy, *Mém.*, 1723, t. V, p. 257-283.

3. Cf. la dépêche de Contarini du 24 décembre 1619, que nous venons de citer, et le mémoire de Jeannin sur l'affaire dans *Négociations du président Jeannin*, éd. Michaud, p. 688.

4. Voir les dépêches de l'ambassadeur d'Espagne F. Giron, du 25 décembre 1619 (Arch. nat., K 1476, n° 180), du 11 janvier 1620 (Ibid., 1477, n° 2).

5. Dépêche du 23 décembre 1619 (Ibid., 1476, n° 271).

était impossible que l'empereur reprît la Bohême et la Hongrie, etc. L'ambassadeur, qui savait à quoi s'en tenir, se borna à répondre froidement qu'il avait déjà reçu la réponse officielle et qu'il l'avait transmise à son souverain<sup>1</sup>.

Ce n'est pas M. de Luynes qui a révélé l'importance de l'affaire de la Valteline, cette haute vallée de l'Adda dont la possession pouvait permettre aux Espagnols, déjà maîtres du Milanais, de joindre leurs forces à celles de la maison d'Autriche et de jeter en Allemagne le poids de leur secours décisif<sup>2</sup>. Depuis longtemps il en était question. Des flots d'encre avaient été répandus afin d'agiter les diverses éventualités auxquelles donnerait lieu la mainmise par les Espagnols sur la petite vallée. Tout le monde savait que ce passage était « le chemin d'Italie en Allemagne pour une armée »<sup>3</sup>, susceptible d'être conduite ainsi de Milan à Vienne en dix jours. Il n'était un secret pour personne que les Allemands, se joignant ensuite aux Espagnols des Pays-Bas, achèveraient d'enfermer la France dans un cercle<sup>4</sup>. Des libelles expliquaient que le royaume était menacé de l'esprit de domination universelle de l'empereur et du roi d'Espagne, qu'il fallait s'y opposer à tout prix<sup>5</sup>. Au Vénitien Contarini, qui développait ces considérations, Louis XIII répondait : « Nous le savons, et on ne manquera pas d'y remédier<sup>6</sup>. » La question paraissait si claire que le roi d'Espagne, communiquant son intention de

1. Dépêche de Contarini du 24 décembre 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 354).

2. Sur l'affaire de la Valteline, voir E. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*; t. III : 1610-1626. *L'affaire de la Valteline*; 1<sup>re</sup> partie : 1620-1626, Paris, 1906, in-8°; — *la Valteline, ou mémoires, discours, traités et actes des négociations...*, Genève, 1631, in-4°. Le récit des négociations diplomatiques se trouve aussi dans un « Mémoire historique sur l'affaire de la Valteline » d'octobre 1634 (Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 340).

3. Mot de Richelieu dans *Maximes d'État et fragments politiques*, éd. Hanoiaux, p. 754.

4. Voir un exposé très clair de l'importance de la question dans un entretien de G. Priuli avec le chancelier Sillery (dépêche de l'ambassadeur vénitien du 29 décembre 1620; Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 192).

5. *Les sentinelles au roi ou avertissement des dangereuses approches des forces espagnoles pour bloquer le royaume de France*, s. l., avril 1621, in-12, libelle remarquable par sa netteté et son esprit politique; *Dessein perpétuel des Espagnols à la monarchie universelle, avec les preuves d'icelui*, in-4°.

6. Dépêche de Contarini du 23 novembre 1620 (Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 101); dépêche de G. Priuli du 3 décembre 1619 (*Ibid.*, 1775, p. 148).

s'emparer de la Valteline à son ambassadeur à Paris, Giron, celui-ci désapprouvait le dessein : « Je tiens pour certain », répondait-il, « que si Votre Majesté entreprend une telle chose nouvelle, ceux d'ici et ceux de dehors lui procureront de grands embarras »<sup>1</sup>. Il n'était pas besoin de la perspicacité de M. de Luynes pour découvrir ce que tout le monde connaissait.

Sur la conduite à tenir de la part de la France, l'opinion du Conseil du roi n'a pas varié. « Sa Majesté n'a pas d'autre but », déclarait le chancelier Brulart à l'ambassadeur vénitien, « que d'assurer la liberté des Grisons et de tenir les Espagnols éloignés de leur pays »<sup>2</sup>. La pensée du roi et de ses ministres a toujours été la même : le gouvernement de Louis XIII a constamment manifesté aux Espagnols la volonté de ne pas souffrir qu'ils occupassent la Valteline, ou, une fois qu'ils y furent entrés, qu'ils y restassent. Pouvait-il faire plus et déclarer la guerre, c'est-à-dire s'engager dans une lutte longue, ruineuse, redoutable? Le Conseil du roi ne l'a pas pensé, pour diverses raisons : le roi était trop jeune; la guerre civile était à tout moment imminente à l'intérieur; les finances se trouvaient obérées. La France était donc dans l'obligation de vouloir la paix<sup>3</sup>. Quelle a été l'attitude de M. de Luynes?

Les dépêches des ministres étrangers montrent qu'on traite des affaires de la Valteline avec le roi, Puisieux, puis avec les autres

1. « He recibido la carta de V. M. de 15 de marzo que trata de la combeniencia que seria para asegurar el paso de Flandes y Italia el ocupar la Balto-lina con la ocasion de las diferencias que pasan entre esquizaros y Grisonos... Tengo por cierto que si de parte de V. M. se intentase tal nobedad, que los de aqui y los de fuera de aqui procuraran estorballo... » (dépêche de F. Giron au roi d'Espagne du 12 avril 1620; Arch. nat., K 1477, n° 56).

2. Dépêche de Contarini du 14 juin 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 167). Cf. la dépêche de Pesaro du 8 mars 1624 (Ibid., 1782, p. 17).

3. V. Siri, *Memorie recondite*, 1677, t. IV, p. 236. — Les dépêches des ambassadeurs abondent de ces raisons dites et redites à toutes les conversations diplomatiques par les ministres. Voir, entre autres, la dépêche des Vénitiens des 10 avril 1618 (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 49), 29 novembre 1618 (Ibid., p. 239), 16 février 1621 (Ibid., 1775, p. 225), 18 novembre 1621 (Ibid., 1777, p. 100), 12 janvier 1622 (Ibid., p. 275). Du Vair expliquait « che un corpo febricitante non poteva far essercitii violenti » (Ibid., 1775, p. 201). L'ambassadeur d'Espagne écrivait à Madrid qu'il était évident que la France ne pouvait pas entreprendre une grande guerre (dépêche de F. Giron des 20 et 29 mai 1619; Arch. nat., K 1476, n° 81 et 88 a). Puisieux répétait aux ambassadeurs du roi à l'étranger l'intention formelle du gouvernement de régler l'affaire de la Valteline « à l'amiable » (lettres de Puisieux à M. de Césy; Bibl. nat., ms. fr. 16156, fol. 309 v°, 310 r°, 324 r°).

ministres, peu, relativement, avec Luynes<sup>1</sup>. Ou celui-ci répond des phrases vagues<sup>2</sup>, où il manifeste qu'il est mal au courant<sup>3</sup>, ou bien il parle aussi, mais alors il tient des propos inconsiderés. Il en dit plus que le Conseil n'en a décidé et compromet le gouvernement. Ainsi, pour la question de l'occupation de la Valteline par les Espagnols, il déclarera au Vénitien Priuli que le roi a fait signifier à l'ambassadeur d'Espagne que si son maître n'évacuait pas la vallée, la France s'unirait à la république de Venise, le duc de Savoie et les autres princes d'Italie : c'est une menace; le Conseil n'avait pas résolu d'aller jusque-là<sup>4</sup>.

En d'autres cas, M. de Luynes, déformant la pensée du Conseil, crée des complications dont on a toutes les peines du monde à sortir. Le roi, Puisieux et le cardinal de Retz ont indiqué successivement à l'envoyé vénitien que la France ne laisserait certainement pas la Valteline entre les mains des Espagnols, mais ils n'en ont pas dit davantage. M. de Luynes déclare : « Le roi entend que la Valteline soit évacuée, et, pour y arriver, il y engagera toute son autorité, toutes ses forces; s'il le faut, il perdra plutôt son État que de permettre que ce passage reste entre les mains des Espagnols », et il répète : « Le roi hasardera tout son État. » Ce n'est ni diplomatique ni exact. Le Vénitien, qui n'en demandait pas tant, ravi, mande la conversation à la sérénissime république, mais ajoute, un peu sceptique : « Je peux difficilement estimer qu'une pareille déclaration soit suivie d'effet<sup>5</sup>. » En réalité, les autres ministres, très contrariés de l'in-

1. Voir, par exemple, les dépêches de Contarini du 26 juin 1618 (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 118 et suiv.), du nonce du 15 janvier 1621 (Bentivoglio, *Lettere*, t. IV, p. 529 et suiv.), de l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Mirabel, du 7 mars 1621 (Arch. nat., K 1478, n° 48), des ministres eux-mêmes (Arch. des Affaires étrangères, France 776, fol. 134 r°, 143 r°).

2. Rapport de Priuli du 3 février 1621 (Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 294).

3. L'ambassadeur vénitien parle à Luynes d'une décision prise par le Conseil : « Si nostro Luynes meravigliarsene, affermandomi che di tal risposta non ne sapeva cosa alcuna, e che i ministri, il cancelliere, in particolare, molte cose faceva senza sua saputa » (dépêche du 24 juin 1619; *ibid.*, 1773, p. 185).

4. Dépêche de Priuli du 4 avril 1621 (*ibid.*, 1776, p. 68).

5. « Il signor di Luynes mi disse queste formali parole : il re intende che sia restituita la Valtelina e per far questo, v'impieghera tutta la sua autorità, tutte le sue forze, e quando accorresse, vorrà più tosto perder il suo stato che permettere quel passo resti in mano de Spagnoli..., il re azzardera tutto il suo stato come ho detto... Se haveranno effetto (ces déclarations) difficilmente io per me lo posso giudicare » (dépêches de Contarini du 23 novembre 1620; *ibid.*, 1775, p. 102, 103).

tempérance de langage du favori, font ce qu'ils peuvent pour réparer la faute. Le chancelier insiste que la France veut aboutir dans cette affaire sans rompre et sans recourir aux armes. Puisieux se borne à demander ironiquement à l'envoyé vénitien : « Que nous offre la sérénissime république ? » Du Vair reste dans le vague, et Schomberg questionne : « Par où donc voulez-vous que le roi fasse passer une armée en Italie ? » Pour bien prouver que Louis XIII entend effectivement employer la voie des négociations et non celle des armes, on décide deux jours après d'expédier à Madrid l'ambassade extraordinaire de Bassompierre, afin de traiter<sup>2</sup>. Luynes ne comprend pas. Il a contre lui les ministres et le roi qui, finalement, mettra bon ordre, dans les décisions, à ces ardeurs inconsidérées : « Il est impossible au roi », répète du Vair, « de s'empêtrer dans cette affaire »<sup>3</sup>. Luynes s'entête. A la veille de partir pour la campagne de 1621, où sa fortune va sombrer, il affirmera de nouveau avec assurance à l'envoyé vénitien que le roi « mettra la main à l'épée » afin de contraindre les Espagnols à laisser la Valteline<sup>4</sup>, et Louis XIII, que le même envoyé va consulter, une heure après, désavoue son favori<sup>5</sup>. Le même jour où M. de Luynes affichait à l'égard des Espagnols des sentiments si hostiles, l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Mirabel, écrivait au souverain son maître que « M. de Luynes était son ami »<sup>6</sup>.

En ce qui concerne enfin la politique énergique adoptée par le gouvernement de Louis XIII à l'égard des protestants en révolte, tous les témoignages contemporains s'accordent pour affirmer que, loin d'en avoir le mérite, M. de Luynes s'y est toujours

1. Dépêche de Priuli du 8 décembre 1620 (Ibid., p. 120, 122, 123, 126).

2. Cette ambassade a été assez importante; on a conservé presque tous les papiers qui la concernent. Nous nous bornons à citer la publication qui a été faite en 1668 sous le titre de : *l'Ambassade du maréchal de Bassompierre en Espagne*, Cologne, Elzevier, in-12, et Zeller, *le Connétable de Luynes*, ch. ix. Nous verrons plus loin que c'est Luynes qui a fait désigner Bassompierre et pourquoi; mais il a été hostile au principe de l'envoi de l'ambassade (dépêche de Priuli du 10 décembre 1620; Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 154, 160, 174).

3. Dépêche du même du 12 avril 1621 (Ibid., 1776, p. 84).

4. Dépêche du même du 2 mai 1621 (Ibid., p. 106).

5. Ibid., p. 113 : « Mi rispose la Maesta sua che molto volentieri haverebbe fatto tutto cio che le dicevo, ma che non s'impediva in questi negotii. »

6. « Mos de Luyna, may amigo... » (lettre du marquis de Mirabel au roi d'Espagne du 2 mai 1621; Arch. nat., K 1478, n° 77).



montré opposé. Il n'a voulu d'aucune guerre contre les huguenots, non par système philosophique, mais par appréhension de la lutte<sup>1</sup>. Lorsqu'on parlait du conflit imminent, « il se refusait à ce qu'on armât un seul soldat »<sup>2</sup>. Alors il faisait valoir les arguments, si bien ignorés par lui lorsqu'il s'agissait d'entrer en campagne contre l'Espagne : défaut d'argent, impossibilité, devant les complications que pouvait provoquer l'humeur des grands, de s'engager dans une guerre pareille, urgence des autres affaires intérieures<sup>3</sup>.

Il n'a point voulu de la campagne de Béarn de 1620. On sait que Jeanne d'Albret, ayant installé au xvi<sup>e</sup> siècle le protestantisme dans le pays, exclu le catholicisme, confisqué les biens ecclésiastiques pour les donner aux pasteurs calvinistes, Henri IV avait rétabli la religion romaine et décidé de rendre ses biens au clergé, en dédommageant par des rentes les pasteurs évincés. Ceux-ci avaient résisté : on avait temporisé. Après de vaines tentatives, Louis XIII, outré, avait résolu d'en finir par la voie des armes<sup>4</sup>. M. de Luynes, hostile à cette expédition, chercha, de son autorité privée, un arrangement amiable en envoyant quelqu'un trouver le gouverneur protestant du Béarn, M. de la Force, et lui « offrir les meilleures conditions possibles »<sup>5</sup>. Il écrivait lui-même à celui-ci : « Je vous supplie de dépêcher promptement, car j'aimerais mieux mourir que si nous étions contraints d'aller en Béarn : il y a ici plusieurs personnes qui le voudroient

1. « M. de Luynes ne vouloit point la guerre » [contre les huguenots] (*Mém. de Fontenay-Mareuil*, éd. Michaud, p. 154).

2. Mot du cardinal de la Rochefoucauld (dépêche de Contarini du 9 mars 1619; Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 19).

3. Bentivoglio, *Lettere*, t. IV, p. 418. Voir cependant comment l'éditeur du livre du comte de Modène (*Hist. des révolutions de Naples*, 1655, in-12, p. 3 et 4) cherche à lui attribuer le mérite de la répression des rebelles huguenots. Sur les guerres protestantes dont nous allons parler, consulter L. Anquez, *Un nouveau chapitre de l'histoire politique des réformés de France, 1621-1626*, Paris, A. Durand, 1865, in-8°.

4. Cette affaire du Béarn a provoqué depuis le début du xvii<sup>e</sup> siècle de nombreuses publications. Nous nous bornerons à indiquer ici les *Mém. et correspondance du duc de la Force*, éd. La Grange, Paris, 1843, 4 vol. in-8°; baron de Chabans, *Histoire de la guerre des huguenots faite en France sous le règne de Louis XIII, 1620-1629*, Paris, 1634, in-4°; Anquez, *Hist. des assemblées politiques des réformés de France, 1575-1622*, Paris, Durand, 1859, in-8°; abbé Puyol, *Louis XIII et le Béarn*, 1872, in-8°; V. Dubarrat, *Documents et bibliographie sur la réforme en Béarn et au pays basque*, Paris, 1900, in-8°.

5. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 154.

bien ; ne leur donnez ce contentement<sup>1</sup>. » Il fit des querelles à Bassompierre pour avoir poussé à la campagne<sup>2</sup>. On se mit en route. Durant le voyage, Luynes n'eut que l'idée de revenir. Près de Bordeaux, les nouvelles étant meilleures et l'avis étant parvenu que les Béarnais allaient céder, Luynes, comme premier gentilhomme de la chambre, donna l'ordre à une partie de la suite du roi de reprendre immédiatement le chemin de Paris<sup>3</sup>. Il semble même qu'il y ait eu discussion entre Louis XIII et son favori, froideur réciproque et brouille momentanée : Luynes resta à Bordeaux et n'accompagna pas Louis XIII à Pau<sup>4</sup>.

Il n'a pas voulu de la guerre de 1621. Son entourage le faisait publier après sa mort : « Chacun sait que le défunt connétable n'a point conseillé le roi à la guerre contre les rebelles huguenots<sup>5</sup>. » Louis XIII, causant avec le nonce, en janvier, le lui avouait : « Luynes ne voudra pas la guerre<sup>6</sup>. » Priuli écrivait : « Le favori ne veut pas la rupture... Il s'oppose au possible à la voie des armes<sup>7</sup>. » Comme en 1620, pendant la campagne, il regardera souvent du côté de Paris<sup>8</sup>. Il n'aimait pas la guerre ; il la redou-

1. Lettre de Luynes à M. de la Force, publiée par E. de Barthélemy dans le *Bull. de la Soc. des sciences de Pau*, 1879, t. VIII, p. 69, et dans le *Catalogue of the collection of Morrison*, t. III, p. 269.

2. Bassompierre, *Journal de ma vie*, éd. Chanterac, t. II, p. 219.

3. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 231, 232. Aussi Richelieu, qui approuve l'expédition du Béarn, ne l'attribue-t-il pas à Luynes, mais au roi (*Ibid.*, p. 229).

4. Le « Journal » d'Héroard, en effet, ne mentionne aucune visite de Louis XIII à Luynes du 7 octobre, date du départ du roi de Preignac, aux environs de Bordeaux, pour Pau, jusqu'au 25 octobre, date du retour du prince à Bordeaux. Étant donné la précision habituelle du médecin, cette indication paraît formelle (*Bibl. nat.*, ms. fr. 4026, fol. 366 r° à 368 v°). De fait, dans les récits officiels des cérémonies qui ont eu lieu à Pau, Luynes n'est pas nommé (*Mercur françois*, 1620, p. 349 et suiv.). Cela n'a pas empêché d'ailleurs les apologistes de Luynes de faire honneur à leur héros du rétablissement du catholicisme dans le Béarn (*La Défaite des envieux* [par du Chambort], Paris, Rocolet, 1621, in-12, p. 31).

5. *Apologie ou réponse à la « Chronique des favoris »*, s. l., 1622, in-12, p. 7 et 11.

6. Lettre du nonce du 15 janvier 1621 (Bentivoglio, *Lettere*, 1870, t. IV, p. 532).

7. Dépêche de Priuli du 2 mars 1621 (*Bibl. nat.*, ms. ital. 1776, p. 1), du 4 mai (*Ibid.*, p. 117).

8. « On n'auroit pu arracher de Paris le nouveau connétable qu'en flattant son désir d'aller en Bretagne pour ajouter le gouvernement de cette province à ceux qu'il avoit déjà » (« Hist. manuscrite » du P. Joseph de Lepré-Balain, citée par Fagniez, *le P. Joseph et Richelieu*, t. I, p. 89).

taït; il n'était pas brave. C'est ce manque de bravoure et de fermeté qui rend difficilement explicable l'attitude qu'on lui prête d'hostilité voulue et de persécution raisonnée à l'égard des deux personnalités les plus importantes du moment, l'une pour les contemporains, l'autre pour l'histoire : Marie de Médicis et Richelieu.

Aux yeux du public contemporain, M. de Luynes a été responsable des mauvais traitements infligés à Marie de Médicis : « Il haïssait », disait-on, « la reine mère et prenoit plaisir à la tourmenter »<sup>1</sup>. Il redoutait son retour, parce que, si elle revenait, elle le ferait chasser<sup>2</sup> : « Il n'a jamais eu d'autre but que de la ruiner dans l'esprit du roi »<sup>3</sup>. De fait, âme mobile et changeante, Luynes a probablement connu tous les sentiments contradictoires. Ce qu'on peut rechercher, c'est de déterminer ceux qui ont prédominé en lui de la façon la moins inconstante et qu'on retrouve du début à la fin avec le plus de stabilité.

Doué d'une nature charmante et d'un caractère craintif, M. de Luynes a toujours tâché, nous l'avons vu, d'être bien avec tout le monde. « Le duc de Luynes », écrivait Contarini, « met son application non seulement à gagner la bienveillance de ceux qui sont susceptibles de lui être utiles, mais aussi de ceux qui sont dans le cas de lui nuire »<sup>4</sup>. « Nous avons affaire à un homme », mandait à Richelieu l'archevêque de Sens, « qui est de cette humeur que de vouloir contenter un chacun sans même qu'aucun y ait intérêt »<sup>5</sup>. Il n'était personne avec qui il dût davantage chercher à être en bons termes qu'avec l'ancienne régente, laquelle, mère du roi, pouvait revenir à la cour et, au besoin, le faire disgracier. On s'explique que Marie de Médicis, attribuant à Luynes son éloignement, n'ait pu souffrir le favori. Ce que nous savons du caractère de Luynes ne permet pas de comprendre pourquoi celui-ci se serait à ce point hasardé que de manifester à l'égard de la reine mère une haine soutenue. Et, en effet, il protestait. Il faisait imprimer qu'il était absurde de penser que sa faveur eût

1. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 122, 132.

2. Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 541; lettre du 15 août 1618.

3. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 274.

4. « Il duca di Luynes mette studio non solo a rendersi benevoli quei che son buoni a giovargli, ma quelli etlandio che gli ponno nocere » (dépêche de Contarini du 9 juin 1620; Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 111).

5. Lettre de l'archevêque de Sens à Richelieu de 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 254 r°).

pour condition nécessaire l'éloignement de Marie de Médicis et les mauvais traitements à lui infliger<sup>1</sup>. Il assurait la reine mère de son respect et de son dévouement<sup>2</sup>. Au début, avant que la légende d'un M. de Luynes responsable de tout n'eût pris corps, Marie de Médicis lui témoignait sa sympathie<sup>3</sup>, faisait des cadeaux à sa femme<sup>4</sup>. Lorsque les causes de plaintes se produisirent, elle ne pensa pas, au premier moment, que Luynes pût être incriminé, mais elle commença à soupçonner qu'il se laissait trop impressionner par son entourage : « Je me plains de Luynes moins que des autres », disait-elle, « car je suis bien informée qu'il n'a été le premier auteur de toutes les rigueurs et rudesses qu'on m'a tenues. Je me plains de ce qu'il a donné trop de créance et de pouvoir à ceux qui faisoient gloire d'oser tout contre moi<sup>5</sup>. » Elle l'estimait « très bon », peut-être trop facile « à recevoir de mauvaises impressions »<sup>6</sup>. Luynes n'avait certainement pas de haine contre la reine mère ni contre personne. Plus tard, Déageant l'affirmait à Richelieu, lui disant : « Pendant que j'y ai été (près de lui), je n'ai jamais aperçu qu'il l'eût desservie<sup>7</sup>. » Blainville racontait à Marie de Médicis que M. de Luynes s'était toujours opposé à la moindre mesure violente proposée au Conseil du roi contre elle<sup>8</sup>. Celui qui proposait ces mesures violentes, c'était d'abord Déageant, — la reine mère le savait

1. *Requête présentée au roi par Monsieur de Luynes*, Tours, P. Martin, 1619, in-12, p. 3.

2. Par le P. Arnoux, qu'il chargeait de cette mission (Arch. des Affaires étrangères, France 772, fol. 195 r°).

3. « Ayant toujours reconnu votre bonne volonté en mon endroit..., etc. » (lettre de Marie de Médicis à Luynes de juin 1617, dans Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 405). Se rappeler ce que nous avons dit sur la façon dont, après la chute de Concini, Marie de Médicis soutint Luynes contre Vitry.

4. Comptes de Marie de Médicis : « 120 l. payées à l'écuyer de Villesavin pour avoir été à Paris trouver la dame de Luynes pour lui porter de notre part le présent que nous lui avons envoyé » (21 octobre 1617; Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 92, fol. 154 r°). Il s'agissait d'un bijou de 10,000 écus (dépêche de l'ambassadeur vénitien du 13 octobre 1617; Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 435).

5. *Propos tenu par Marie de Médicis au prince de Piémont* : J.-B. Matthieu, *Hist. de Louis XIII*, dans P. Matthieu, *Hist. de Henri IV*, p. 101.

6. Lettre de Richelieu à Luynes d'août 1621, dans Avenel, t. VII, p. 505 : « Elle (Marie de Médicis) vous tient très bon; j'use de ces mots parce que je lui ouï dire fort souvent en faisant jugement de vous. »

7. Déageant, *Mém.*, éd. de 1668, p. 109.

8. Bentivoglio, *Lettre*, t. IV, p. 241; lettre du 20 mai 1620.

bien et la cour ne l'ignorait pas<sup>1</sup>, — puis les ministres, impatientés des intrigues qui se faisaient autour de Marie de Médicis pour lui faire reprendre son ancien pouvoir et soucieux de mettre le gouvernement du roi en garde contre l'esprit brouillon d'une femme aigrie<sup>2</sup>. Louis XIII, d'ailleurs, assumait la responsabilité de tout ce qui se faisait : « Les résolutions qui se sont prises, pour ce qui vous touche », écrivait-il à sa mère, « ont été non seulement autorisées, de mon nom, mais sont procédées tant de mon propre mouvement que de l'avis de mon Conseil, qui est le Conseil même du feu roi mon père »<sup>3</sup>.

La véritable pensée de M. de Luynes fut qu'il était de l'intérêt moral et religieux de la famille royale, de l'intérêt de l'État et de son propre intérêt à lui que la brouille entre la mère et le fils cessât. Il pria M. de Béthune de le répéter à Marie de Médicis à Angoulême<sup>4</sup> : il l'écrivait lui-même à la reine mère<sup>5</sup>. Lorsqu'il vit que les préventions étaient plus fortes, qu'on l'accusait en termes blessants de tenir Marie de Médicis éloignée du roi, afin de dominer le souverain<sup>6</sup>, qu'on le comparait à Concini<sup>7</sup>, il proposa au roi de se retirer de la cour : le roi n'accepta pas<sup>8</sup>.

1. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 179; dépêche de Contarini du 16 mars 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 34); lettres du nonce des 29 août, 19 décembre 1618 (Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 563; t. III, p. 140). Déaigeant proteste n'avoir rien proposé qui fût contraire à « l'honneur et le respect » qu'on devait à Marie de Médicis (*Mém.*, éd. de 1668, p. 130).

2. Nous reviendrons ailleurs sur cette question des rapports de Louis XIII et de Marie de Médicis pour montrer que ce qui s'est passé est dû aux décisions du gouvernement tout entier et de Louis XIII.

3. Lettre du roi à Marie de Médicis du 12 mars 1619, dans *Négociations avec Marie de Médicis*, 1673, in-fol., p. 24.

4. Lettre de M. de Béthune à Luynes lui rendant compte de sa conversation avec la reine mère (21 mars 1619; Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 97, fol. 98 r°).

5. Lettre de Luynes à Marie de Médicis de 1618 (Arch. des Affaires étrangères, France 772, fol. 46 r°).

6. « Il y a bien différence de l'affection d'un valet à celle d'une mère! etc... » (lettre de Marie de Médicis au roi du 1<sup>er</sup> mai 1619, dans *Négociations avec Marie de Médicis*, p. 17).

7. H. Pasquier, *Lettres*, éd. de 1623, p. 688; Sully, *Économies royales*, éd. Petitot, t. IX, p. 202.

8. Luynes le fit publier, mais la chose passa inaperçue : « M. de Luynes fit une très humble remontrance au roi que si Sa Majesté se pouvoit persuader qu'il fût cause du retardement du voyage de la reine mère, il la supplioit instamment de considérer qu'il y avoit en France des personnes plus capables que lui, qu'il remettoit volontiers les gouvernements (de places, châteaux) et autres charges entre les mains de Sa Majesté, lui permettant la retraite de la cour;



Il travailla à la réconciliation. Après la fuite de Marie de Médicis de Blois, Modène disait au nonce qu'il « fatiguait » Louis XIII de ses instances<sup>1</sup>. Ce fut lui qui décida le roi à envoyer M. de Béthune et le P. de Bérulle à Angoulême pour négocier cette réconciliation. Il suivait dans le détail l'affaire avec le roi et le secrétaire d'État Pontchartrain<sup>2</sup>, recommandant à Béthune de présenter sa défense, espérant que la reine « ne voudroit pas continuer de négliger, pour ne pas dire mépriser, sa soumission et ses respects, accompagnés d'un véritable désir de la servir »<sup>3</sup>. Et la négociation ayant enfin abouti, pouvant parler, il protestait à Marie de Médicis de ses véritables sentiments : « Après avoir prié M. de Béthune et le P. de Bérulle », lui écrivait-il, « de témoigner à Votre Majesté avec combien de passion je désire l'honneur de ses bonnes grâces, je prends la plume pour confirmer leurs paroles par cette lettre et supplier Votre Majesté de la recevoir pour gage du très tendre service que je lui dois et que je m'oblige de lui rendre tout le temps de ma vie, me soumettant d'être tenu le plus infidèle homme du monde si les effets ne correspondent à ce devoir... Si je savais quelques inventions pour lever à Votre Majesté les mauvaises impressions qu'on lui a voulu donner de moi et s'assurer de mon extrême affection, il n'y en a aucune à laquelle je n'eusse recours pour lui en rendre témoignage<sup>4</sup>. » Et deux mois après il lui mandait : « Je ne saurois vous témoigner l'extrême contentement que j'ai d'avoir reçu par M. de Montbazon nouvelles assurances de la confiance que Votre Majesté veut avoir en moi et de l'honneur qu'elle me fait de prendre créance aux protestations que je lui ai faites par lui de la servir avec toute la passion qu'elle sauroit désirer. La joie que m'apporte la résolution qu'elle a prise de venir à la cour sur la parole que le roi lui a donnée qu'elle y recevra toute satis-

mais, quelques instances qu'il ait faites pour ces fins, le roi lui continua son affection, etc. » (*Requête présentée au roi par Monsieur de Luynes*, Tours, 1619, in-12, p. 5).

1. « Che il re avrebbe fatto quanto avesse potuto per dare ogni possibile soddisfazione alla madre, e che Luynes avrebbe faticato in questo quanto avrebbe potuto » (lettre du nonce du 2 mars 1619, dans Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 228).

2. Voir les lettres de Pontchartrain à M. de Béthune (Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 97).

3. Lettre de Luynes à Béthune du 25 mars 1619 (*Ibid.*, fol. 100 r°).

4. Lettre de Luynes à Marie de Médicis, datée de Tours, le 13 juin 1619 (Arch. des Affaires étrangères, France 772, fol. 94 r°).

faction est si grande qu'il m'est impossible de l'exprimer<sup>1</sup>. » Témoignage plus grave, le P. Arnoux, se portant garant de la bonne foi de ses pénitents Luynes et Louis XIII, osait écrire : « Comme leur confesseur, je réponds volontiers des intentions que je recognois être telles au fond de leurs consciences... Je voudrais de mon propre sang signer ce que j'en crois<sup>2</sup>. »

Aussi l'entrevue de Marie de Médicis et de Luynes à Couzière, le 10 septembre 1619, après tant d'événements depuis la mort de Concini, fut-elle relativement cordiale. Luynes mit un genou en terre et dit : « Je suis heureux, Madame, toute la France est heureuse et se réjouit extrêmement de votre venue. Le roi votre fils et mon seigneur demeurera très content de votre présence et moi j'aurai l'occasion, que j'ai toujours souhaitée, de vous offrir mon très humble et très dévoué service, conformément aux infinies obligations que j'ai envers vous. Je prie Votre Majesté d'en être plus qu'assurée; il me restera à le prouver par des effets. » Marie de Médicis fit relever Luynes, l'embrassa; ils causèrent une heure : la reine répétait à tout le monde qu'elle était fort satisfaite de M. de Luynes<sup>3</sup>; et Richelieu écrivait à d'Épernon : « Monsieur de Luynes a témoigné à la reine mère avoir une forte passion à la servir avec sincérité, ce qui augmente la joie des serviteurs de Sa Majesté<sup>4</sup>. »

Les suspicions et les récriminations devaient reprendre; elles aboutirent à une nouvelle prise d'armes qui se termina par la défaite de l'ancienne régente aux Ponts-de-Cé. Luynes craignait-il vraiment, pour sa propre fortune, le retour de la reine mère et entretenait-il le roi dans ses suspicions? Le nonce le dit<sup>5</sup>. Le favori niait. Il chargeait le résident de Toscane, Bartolini, de supplier Marie de Médicis de rejoindre son fils<sup>6</sup>. Il conseillait

1. Lettre du 16 août 1619 (Ibid., fol. 114 r°).

2. Dans Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 470; lettre du 22 août 1619. Luynes faisait publier ses protestations de sincérité (*Requête présentée au roi par Monsieur de Luynes*, 1619, in-12, p. 5).

3. Dépêche de Contarini du 10 septembre 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 237); Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 140; Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 534, lettre du 22 septembre 1619.

4. Lettre de septembre 1619 (Bibl. nat., nouv. acq. fr. 5131, fol. 22 r°).

5. *Ibid.*, t. IV, p. 220. Voir aussi les ambassadeurs vénitiens (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 87, 192, 201, 216) et les pamphlets du temps (*Recueil des pièces les plus curieuses qui ont été faites pendant le règne de M. de Luynes*, 1632, in-12, p. 109). Ce fut évidemment l'opinion du public, celle qui venait le plus naturellement à l'esprit.

6. Lettre du nonce du 26 février 1620 (Bentivoglio, *Lettere*, t. IV, p. 148).

l'envoi de missions afin d'arriver à l'entente. Il écrivait à Richelieu la veille du combat des Ponts-de-Cé : « Pour moi, après avoir fait tout ce que j'ai fait, j'en suis quitte devant Dieu, justifié devant mon roi et hors d'occasion devant les hommes; je prie Dieu qu'il mette la main à l'œuvre<sup>1</sup>. » Au moment où commençait la campagne qui allait conduire à la défaite de la reine mère, comme affligé, songeant à la retraite, il faisait transporter ses bijoux et tout ce qu'il avait de plus précieux au château d'Amiens, un de ses gouvernements<sup>2</sup>. Il s'opposa à l'action décisive, la marche de l'armée de Louis XIII de la Flèche sur Angers<sup>3</sup>. Mais que pouvait-il contre des faits plus forts que lui? On le retrouve après la victoire dans les mêmes sentiments qu'auparavant, uniquement soucieux de mettre un terme à cette brouille fastidieuse pour tout le monde, dangereuse pour l'État, préjudiciable au roi et à lui-même. Il écrivait à Richelieu une lettre pressante, le suppliant de ne pas croire à tout ce qu'on disait de lui et de ses intentions : « Soyez, je vous supplie, aussi ferme à tout rejeter que nous à repousser si vivement ces faux rapporteurs ou ces perfides et sans sujet malcontents, que la connaissance vienne jusques au roi afin qu'ils puissent avoir le châtiment qu'ils méritent (*sic*). Je vous proteste de nouveau, puisque je l'ai juré devant Dieu, à ce jour de l'an, que le roi n'a jamais eu plus de passion pour l'amour de la reine sa mère que maintenant, ni plus d'appréhension qu'elle croie le contraire. Venez-vous-en, afin que toute crainte s'évanouisse et que tout soupçon se mette sous le pied. Vous verrez, avec le temps, si je suis véritable et homme de foi. Répondez pour moi, au nom de Dieu, vous y aurez de l'honneur, car je ne manquerai jamais à Dieu, au roi et à celle qui l'a mis au monde, que j'honore comme je dois, sur mon honneur, et la servirai à son gré et de la façon qu'elle désire auprès du roi<sup>4</sup>. » Mais tant de gens étaient intéressés à ce que les rapports entre la mère et le fils restassent provisoirement brouillés! Richelieu n'ose-t-il pas avouer qu'il détournait M. de Luynes

1. Lettre de Luynes à Richelieu du 7 juillet 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 240 r°).

2. Dépêche de Contarini du 7 juillet 1620 (Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 139).

3. Voir ce que dit sur ce point M. Hanotaux (*Hist. du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 346).

4. Lettre de Luynes à Richelieu de 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 242 r°). La première phrase citée est un exemple de l'incorrection du style de Luynes.

« de faire quelque liaison avec la reine », en l'effrayant par « le ressentiment que celle-ci avoit de la grandeur des offenses qu'elle avoit reçues »<sup>1</sup>, pendant qu'il écartait Marie de Médicis de cette entente en l'assurant « que M. de Luynes ne vouloit que les apparences de son amitié et non pas les effets »<sup>2</sup>? Le fossé s'élargissait. Luynes était convaincu qu'on lui en voulait<sup>3</sup>. Marie de Médicis trouvait qu'on la méprisait. Elle écrivait à l'archevêque de Sens : « Vous savez jusqu'à quel point je désire m'unir avec mon cousin le connétable; j'ai fait tout ce que j'ai pu pour cela; il ne trouvera jamais d'ami plus assuré en sa parole, mais je ne puis digérer le mépris; j'ai le cœur grand; je ne suis point trompeuse et ne le serai jamais<sup>4</sup>. » Étrange situation! On accablait Luynes auprès de Marie de Médicis; on le lui représentait sous le jour le plus odieux : « Les actions empruntées, la feinte modestie, la naïve et grossière bonté à l'extérieur; et, en son intérieur, une profonde avarice, une ambition démesurée, la dissimulation<sup>5</sup>. » Et toutes les protestations de Luynes n'y faisaient rien. Pendant le siège de Montauban, l'entourage de Marie de Médicis se félicitait d'un insuccès qui était de nature à abattre le favori<sup>6</sup>; Luynes avait beau faire des avances, tenir Marie de Médicis au courant des événements<sup>7</sup>, écrire à Richelieu en protestant de sa confiance et de son dévouement<sup>8</sup>, il perdait son temps. Il est mort haï et déçu. On se l'est imaginé plus logique qu'il n'était.

1. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 228 : « Dans les commencements, Luynes fut combattu de faire quelque liaison avec la reine et en témoigna diverses envies dont il fut aisé de le détourner à ceux qui lui faisoient mesurer le ressentiment de la reine par la grandeur des offenses qu'elle avoit reçues. Pour l'affermir en cette pensée, je lui dis, etc... » Cf. une lettre de Richelieu à un ami, de la fin de 1621 (Avenel, t. VII, p. 514).

2. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 229 : « Je lui représentai (à Marie de Médicis) que M. de Luynes ne vouloit que, etc... »

3. Avenel, t. VII, p. 508 : « On persuade à M. le connétable que la reine lui veut un extrême mal. »

4. Avenel, t. VII, p. 507.

5. « Oraisons jaculatoires » du P. Arnoux (Arch. des Affaires étrangères, France 772, fol. 49 r°).

6. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 124, d'après les dépêches de l'envoyé florentin.

7. Lettre de Luynes à Richelieu du 20 septembre 1621 (Arch. du château de Dampierre).

8. Lettre de Luynes à Richelieu du 24 août 1621 (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 17 r°).

A l'égard de Richelieu, la situation a été identique, mais les conséquences ont été plus fâcheuses. D'esprit naïf, de caractère bon, de volonté instable, le connétable ici se heurtait à un homme d'intelligence aiguë et pénétrante, de tendance malveillante, de fermeté inflexible. Luynes occupait une place que voulait avoir Richelieu. Celui-ci l'a poursuivi de son vivant et après sa mort d'une animosité ardente. Il a contribué plus que personne à l'idée que l'histoire s'est faite de M. de Luynes.

Luynes avait tenté cependant ce qu'il avait pu pour qu'il en fût autrement. Dès la première heure, il avait témoigné à Richelieu de ses bonnes dispositions, et Richelieu, le reconnaissant, protestait de ses sentiments de gratitude à l'égard du favori. Car, enfin, si l'évêque de Luçon avait pu sauver un peu sa fortune à la chute de Concini et suivre Marie de Médicis à Blois, c'était à Luynes qu'il le devait<sup>1</sup>. « Je vous supplie de remarquer », écrivait Richelieu à Déageant le 10 mai 1617, « que la même chose à quoi je m'oblige pour le roi (fidélité, affection, dévouement), je m'y oblige aussi pour M. de Luynes »<sup>2</sup>. « Je vous prie de continuer les assurances de mon affection au service du roi et de M. de Luynes, à qui je me lie, comme vous savez<sup>3</sup>. » De son côté, Luynes répondait par des dispositions pareilles : « L'affection que je vous ai jurée », disait-il à l'évêque de Luçon, « sera très véritable et les services que je vous ai voués très certains »<sup>4</sup>. L'archevêque de Sens, ami et confident de Richelieu, assurait celui-ci de la sincérité de M. de Luynes<sup>5</sup>.

Ce ne fut pas Luynes qui exila Richelieu de Blois. L'évêque de Luçon fait allusion dans ses *Mémoires* aux attaques dont il était l'objet auprès de Louis XIII ; il explique comment on revenait constamment sur ce qu'il était impossible d'avoir confiance en lui, qu'il cabalait, que sous le nom de la reine mère il se livrait à des menées et des intrigues ; il avoue que Luynes, le mettant au cou-

1. Lettre de Richelieu à Luynes de mai 1617 (Avenel, t. VII, p. 386) : « Je vous rends mille grâces de la confiance qu'il a plu au roi me témoigner par votre moyen en agréant l'honneur que la reine a voulu me faire en m'établissant chef de son Conseil et me mettant ses affaires entre les mains. »

2. Avenel, t. VII, p. 385.

3. Ibid., p. 397.

4. Lettre de Luynes à Richelieu du 6 juin 1617 (Arch. des Affaires étrangères, France 771, fol. 126 r°).

5. Lettres de l'archevêque de Sens à Richelieu (Ibid., France 773, fol. 245 r°, 248 r° et suiv. Plusieurs lettres sur le même sujet).



rant, essayait de combattre ces attaques, sans d'ailleurs y réussir<sup>1</sup>. Richelieu savait avoir des ennemis ardents à la cour : les ministres, le chancelier, le garde des sceaux, Puisieux, qui détestaient son ambition peu scrupuleuse, son goût d'arriver par tous les moyens, son esprit d'intrigue<sup>2</sup>; Vitry<sup>3</sup>, le roi lui-même qui le soupçonnait de n'être qu'un « fourbe ». Il ajoute, dans ses *Mémoires*, qu'il ne se fiait pas aux sentiments d'amitié que lui témoignait M. de Luynes, et, cependant, Tantucci, son homme de confiance, lui mandait : « Vous avez des ennemis, mais aussi des amis, et particulièrement M. de Luynes et M. Déageant, auxquels vous pouvez écrire<sup>4</sup>. » On sait ce qui se passa. Le frère de l'évêque de Luçon rencontrant M. de Châteauneuf, celui-ci lui apprit qu'au Conseil on venait de parler du renvoi de Richelieu de Blois. Richelieu, prévenu par son frère, aima mieux s'en aller que de se faire chasser : il partit. En réalité, aucune décision n'avait été prise, Luçon s'était alarmé trop tôt. Mais le gouverneur saisit l'occasion et écrivit à Richelieu pour lui dire qu'il avait bien fait de quitter Blois et de n'y pas retourner. C'était un malentendu ; les ministres en avaient profité<sup>5</sup>. Luynes fut surpris comme tout le monde. « Je n'ai pas assez de force », écrivait-il à Richelieu, « pour vous représenter le déplaisir que m'a apporté la nouvelle que vous dira ce porteur ; je vous l'écris avec moins de patience que vous n'en aurez à le recevoir, vous ayant reconnu en toutes occasions capable de supporter un plus rude coup que celui-ci. » Il lui proposait par l'évêque de Béziers, M. de Bonzi, un moyen de sortir de cette situation ou lui demandait d'en trouver une autre. « Vous me verrez porté », protestait-il, « à l'exécuter s'il se peut avec de la violence. Les diables sont déchaînés, voilà tout ce que je vous en puis dire ; bref, soyez assuré que, quoi qu'il arrive, je n'oublierai l'affection que je vous ai jurée, y étant obligé par la conservation des bonnes grâces de la reine en mon endroit<sup>6</sup>. » De son côté, M. de Richelieu écrivait à son

1. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 171.

2. « Questi ministri sono suoi nemici e son quali che nudriscono principalmente i sospetti » (Bentivoglio, *Lettere*, t. I, p. 156 ; lettre du 19 juillet 1617). Cf. lettre du 26 août 1620 (*Ibid.*, t. IV, p. 393).

3. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 173.

4. Lettre de Tantucci à Richelieu (Avenel, t. VII, p. 402).

5. Voir le récit détaillé dans G. Hanotaux, *Hist. du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 218 et suiv.

6. Lettre de Luynes à Richelieu du 25 mai 1617 (Arch. du château de Dampierre, orig.).

frère l'évêque de Luçon : « Je suis au désespoir de vous avoir donné l'avis de ce que je vous ai mandé... J'ai vu M. de Luynes qui nous a témoigné grande affection et toute assistance pour vous. Si j'eusse su tout ce qu'il m'a dit depuis, qui avoit été convenu entre vous deux, je vous eusse parlé d'autre façon<sup>1</sup>. » Ce qui avait été convenu, c'était que Luynes défendrait Richelieu auprès du roi et que Richelieu préviendrait Luynes et dégageant de tout ce qui se ferait autour de Marie de Médicis, en ménageant « les bonnes grâces » de celle-ci à l'égard du favori<sup>2</sup>. Mais le favori n'avait pas pu, — plus tard, pour Richelieu ulcéré, n'avait pas voulu, — tenir sa parole.

Marie de Médicis essaya tout au monde afin de faire revenir Richelieu près d'elle. Ne croyant pas encore que Luynes fût pour quoi que ce fût dans cette affaire, elle lui écrivait : « Je serois bien plus affligée si ce n'est l'espérance que j'ai que vous ne m'abandonnez point en cette occasion, remontrant au roi le tort qu'il se fait... Puisque le roi a confiance en vous, c'est à vous à lui remontrer qu'il ne doit pas craindre de déplaire à quelques particuliers pour donner contentement à sa mère<sup>3</sup>. » Les « quelques particuliers » étaient les ministres. Richelieu, qui, dans sa détresse, ne savait à qui s'adresser, suppliait Luynes humblement, protestant de sa fidélité : « Je me suis mis en votre protection », lui disait-il, « je suis enfant d'obéissance. Je vous supplie d'aviser à ce que vous estimerez pour le mieux et contribuer à la conservation de l'honneur d'une personne à qui, véritablement, on ne le peut ôter. Je vous conjure de me mettre à couvert des calomnies... Ce qui me console est que je sais l'opinion que Sa Majesté et vous avez de moi... Je vous supplie de me départir vos conseils comme votre protection; en revanche, je m'oblige à vous rendre tout le service que vous sauriez jamais attendre de la personne la plus passionnée du monde à vos intérêts<sup>4</sup>. » Et Luynes promettait de faire ce qu'il pourrait. « Luynes », mandait Bonzi à Richelieu, « m'a encore donné sa parole d'épier le temps pour votre retour ici ». « Quand vous aurez été quelque temps absent »,

1. Avenel, t. VII, p. 402.

2. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 171 : « De ce temps, je lui rendis compte exact (à Luynes) des actions de la Reine. »

3. Avenel, t. VII, p. 403.

4. *Ibid.*, p. 408, 409, 410. « L'amitié que vous m'avez toujours promise » (p. 411).

écrivait Tantucci également, « M. de Luynes procurera que le roi vous permette de revenir »<sup>1</sup>. « M. de Luynes », disait M. de Richelieu à son frère, « vous continue sa bonne volonté, m'ayant depuis peu encore, par deux fois, donné parole de votre retour »<sup>2</sup>. Ce qu'on ne savait pas, c'était que, dans l'intimité du gouvernement de l'État, Luynes était beaucoup moins influent qu'on ne le croyait.

L'exil de Richelieu fut aggravé. Il fut relégué à Avignon. Il avait été même question de lui faire passer plus complètement la frontière<sup>3</sup>. La fin de cette disgrâce et l'envoi de l'évêque de Luçon à Angoulême auprès de Marie de Médicis, enfuie de Blois, fut une opération dont M. de Luynes se trouva être en partie l'artisan. Vingt fois, à Avignon, Richelieu, qui vivait retiré, ne voyait personne, occupé d'études et de piété, avait assuré M. de Luynes de ses bonnes intentions et « qu'il ne songeait jamais à sortir du lieu où on l'avait mis si lui-même ne l'en tiroit et pour son service ». L'affaire fut combinée entre Richelieu et le P. Joseph. Celui-ci vit Déageant, lui demanda de suggérer au roi ainsi qu'à M. de Luynes l'idée de faire envoyer Luçon à Angoulême afin de paralyser les efforts des intrigants qui entouraient Marie de Médicis et de ramener la reine mère à son fils; on pouvait compter sur le dévouement de Richelieu<sup>4</sup>. Déageant et Luynes décidèrent le roi, à l'insu des ministres, ce qui d'ailleurs provoqua des scènes vives<sup>5</sup>. Le frère du P. Joseph, Charles du Tremblay, alla porter à Richelieu les lettres libératrices parmi

1. Avenel, t. VII, p. 406.

2. Lettre de M. de Richelieu à l'évêque de Luçon du 12 juillet 1617 (Arch. des Affaires étrangères, France 771, fol. 155 r°).

3. De l'envoyer à Rome; il fallut y renoncer. Nous reviendrons ailleurs sur le rôle et l'attitude de Richelieu de 1617 à 1624, en tâchant de voir ce qu'a été véritablement à cette date la conduite du futur grand ministre.

4. Biographie du P. Joseph de Lepré-Balain, citée par Fagniez, *le P. Joseph et Richelieu*, t. I, p. 81. On avait d'abord envoyé à Marie de Médicis Sébastien Bouthillier, abbé de la Cochère, doyen de Luçon, sur les conseils des PP. de Bérulle et Joseph. Bouthillier revint sans succès et se joignit au P. Joseph pour proposer l'envoi de Richelieu. Au dire de Mathieu de Morgues (*Lumières pour l'hist. de France*, 1643, in-12, p. 61), qui recueillit plus tard les confidences de Marie de Médicis, Richelieu aurait écrit à Luynes directement pour se proposer. Si Louis XIII avait laissé faire, ajoute Morgues, c'est qu'il croyait que la présence de Luçon à Angoulême ne ferait qu'embrouiller davantage la situation de la reine mère.

5. Déageant, *Mém.*, éd. de 1668, p. 213. Ce serait Déageant qui aurait rédigé les lettres.

lesquelles il y en avait une de M. de Luynes « fort gracieuse », « pleine de paroles très affectueuses »<sup>1</sup>. A peine arrivé à Angoulême, où il devait réussir, Richelieu assurait Luynes « de son très humble service »<sup>2</sup>. En retour, le favori écrivait à l'évêque : « J'ai une extrême passion de me conserver en l'honneur de vos bonnes grâces et un passionné désir de vous témoigner que je suis votre très humble serviteur<sup>3</sup>. » Mais on avait eu besoin de Richelieu ; sa situation se consolidait : on remarque dans sa correspondance qu'il devient plus froid à l'égard de Luynes. Toutefois, lorsque les deux personnages se retrouvèrent à Tours, en octobre 1619, après la rencontre de Louis XIII et de Marie de Médicis, leur entrevue fut cordiale<sup>4</sup>. Dans ses lettres, à la suite, Luynes continuait à protester à Richelieu de ses bonnes dispositions<sup>5</sup>. Après la bataille des Ponts-de-Cé et le traité d'Angers, Richelieu et Luynes se rencontrant à nouveau, celui-ci faisait « de grandes caresses »<sup>6</sup>. Il affirmait toujours sa loyauté : « Si vous cherchez de l'artifice », écrivait-il à Luçon, « vous n'en verrez jamais ni en mes discours ni en mes actions ni en mes lettres ; c'est pourquoi prenez et ce que je fais et ce que j'écris comme je l'entends, qui est pour l'honneur de la reine et pour notre contentement, puisque c'est mon but<sup>7</sup>. » Or c'est à ce moment que se posa la question du cardinalat de Richelieu qu'on a tant reproché à Luynes d'avoir fait échouer<sup>8</sup>.

1. Lettre du cardinal Borghèse, secrétaire d'État du Saint-Siège, au nonce, à Paris, du 25 mars 1619, dans Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 261. Le vice-légat d'Avignon avait écrit le 7 du mois, mandait Borghèse, qu'un gentilhomme était venu dans cette ville expédié par S. M. à l'évêque de Luçon avec une lettre de Luynes disant à Richelieu qu'il se rendit en diligence auprès de la reine mère.

2. Avenel, t. VII, p. 462 ; lettre du 19 juin 1619.

3. Lettre de Luynes à Richelieu du 22 août 1619 (Arch. du château de Dam-pierre).

4. Le nonce parle, le 24 octobre 1619 (Bentivoglio, *Lettere*, t. III, p. 573), de « la continuazione della buona intelligenza tra il signor duca di Luynes e Monsignor Vescovo di Luçon ».

5. Lettre du 22 janvier 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 3 r°).

6. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 228. M. de Morgues prétend qu'avant la bataille des Ponts-de-Cé Richelieu aurait prévenu secrètement Luynes de l'état des affaires de la reine mère, ce qui aurait permis au roi de vaincre (*Lumières pour l'hist. de France*, 1643, in-12, p. 77). L'articulation est douteuse.

7. Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 244 r°.

8. Voir sur le cardinalat de Richelieu l'article d'Avenel, *l'Évêque de Luçon et le connétable de Luynes. Élévation de Richelieu au cardinalat*, dans *Revue des questions historiques*, t. IX, p. 77.

Ce cardinalat avait été l'objet d'un marché entre le gouvernement et l'évêque de Luçon. Pour décider Richelieu à faire accepter de Marie de Médicis qu'il tenait dans sa main les clauses du traité d'Angers, on avait été contraint de lui promettre le chapeau de cardinal<sup>1</sup>. Les ministres, l'entourage de Louis XIII, Louis XIII lui-même en éprouvèrent un extrême déplaisir. Le P. Arnoux disait au nonce « qu'il faisait un cas de conscience au roi de ne pas laisser nommer Luçon cardinal, à cause du grand scandale qui résulterait de voir promu à une telle dignité l'homme qui avait été le principal instrument de tout le mal provenant de la discorde entre le roi et sa mère »<sup>2</sup>. — On le croyait ainsi. — Pour les ministres, le roi, en nommant Richelieu, allait commettre une action indigne, car ce serait acheter, en quelque sorte, de Luçon, avec cette dignité, la paix qui avait été conclue entre la mère et le fils<sup>3</sup>. Puis, devenu cardinal, Richelieu, plus difficile à saisir ou à exiler, serait singulièrement dangereux dans les cabales. Il fut donc décidé qu'on demanderait officiellement le chapeau pour Richelieu, mais qu'officieusement on prierait le pape de ne pas le donner. Le 21 août 1620, le prince de Condé venait annoncer au nonce qu'on avait dû promettre à Richelieu le cardinalat afin d'obtenir de lui la conclusion de la paix d'Angers<sup>4</sup>; le 22 août, la lettre officielle de demande était rédigée, signée et envoyée à Rome par un M. de Chazan<sup>5</sup>; quatre jours après, le 26, le nonce écrivait au Saint-Siège qu'il avait reçu une lettre de Puisieux à ce sujet et qu'il avait des raisons de croire que, si la nomination

1. C'est ce que vient déclarer le prince de Condé au nonce le 21 août (lettre de Bentivoglio du 21 août 1620. *Lettre*, t. IV, p. 385). Le traité d'Angers est du 10 août, la demande de cardinalat du 22.

2. « E a me ha detto il padre Arnoux, ch' egli pose in coscienza al re di non dover lasciar fare cardinale Luçon, per lo scandalo grande che si riceverebbe in vedere premiato d'una tale dignità uno che era stato principale istromento dei mali ch' erano per seguire dalle discordie fra il re e la regina madre » (Bentivoglio, *Lettre*, t. IV, p. 519).

3. Propos de Puisieux au nonce. Lettre de celui-ci du 6 septembre 1620 (*Ibid.*, p. 408-410) : « Il re stimerebbe di fare una azione troppo indigno in comprare, per così dire, da Luçon, con questa dignità, la pace ch'è seguita colla regina sua madre. »

4. Bentivoglio, *Lettre*, t. IV, p. 385; lettre du 21 août du nonce.

5. Nous avons le texte de la lettre du roi (Bibl. nat., ms. fr. 3722, fol. 5 r°). Louis XIII y disait : « Très Saint-Père, Dieu m'ayant fait la grâce d'avoir, comme en un moment, calmé les troubles dont mon État étoit menacé et trouvé le moyen dans les mouvements d'y faire paroître le parfait amour que je porte à la reine, Madame ma mère, des effets duquel elle demeure grande-



de Richelieu n'était pas obtenue, on n'en serait pas autrement fâché, le prince de Condé, ajoutait-il, le chancelier, le garde des sceaux, tous ennemis de Luçon, et surtout Puisieux, remercié de sa charge de secrétaire d'État en 1616 pour faire place à Richelieu, y étant opposés : il ne nommait pas M. de Luynes<sup>1</sup>. Mais, le 6 septembre, le nonce recevait la visite de Puisieux et de Luynes, et là Puisieux expliquait à l'envoyé du Saint-Siège qu'on avait bien demandé le chapeau de cardinal pour Luçon, afin de plaire à la reine mère, mais que M. de Chazan, envoyé à Rome, avait également la mission de dire au pape qu'il ne fallait pas donner suite à cette demande : il en indiquait les raisons. Que la chose, continuait-il, fût tenue secrète parce que, si la reine mère et Richelieu le savaient, de nouveaux désordres seraient provoqués et il faudrait ensuite « vendre la réconciliation au prix du cardinalat ». Quelle chose extravagante, concluait le nonce en mandant à Rome cette conversation, que Richelieu, — ainsi que le disait le prince de Condé, — exilé à Avignon, tenu pour l'auteur principal des conseils turbulents suivis par la reine mère dans les derniers troubles et ayant inspiré au gouvernement mille dégoûts, reçût maintenant comme récompense le chapeau de cardinal<sup>2</sup>!

Luynes, de sa présence, appuyait les déclarations de Puisieux. Peu après, il venait à son tour s'entretenir en particulier avec le nonce. Il s'exprima en termes amers sur le compte de l'évêque de Luçon. Il répéta ce qu'avait dit Puisieux, que décidément on craignait autour du roi que Luçon ne se servît de sa dignité nouvelle pour donner plus de poids au parti de la reine mère, résolu à renouveler les vieilles discordes. Puis, faisant un retour sur lui-même, il se plaignait de l'ingratitude de Richelieu; il rappé-

ment consolée, j'ai encore désiré, pour sa plus grande consolation, lui faire cognoistre que je n'ai rien qui me soit tant recommandé que de témoigner, en sa faveur, ma bienveillance à aucuns de ses particuliers serviteurs qui ont aidé à la bonne intelligence qui est entre nous, comme a fait le sieur évesque de Luçon... A cette fin, j'ai promis à la dite reine Madame ma mère de m'employer de toute mon affection envers votre sainteté à ce que son bon plaisir soit qu'à la prochaine promotion qu'elle fera, le sieur archevêque de Toulouse et lui soient promus à la dignité de cardinal. »

1. Bentivoglio, *Lettere*, 1870, t. IV, p. 393.

2. Lettre du nonce du 6 septembre 1620 (Bentivoglio, *Lettere*, t. IV, p. 408-410) : « Io confesso che mi pareva stravagantissima cosa! » Le nonce commence sa lettre en ne spécifiant pas d'abord quel est celui des deux visiteurs qui lui parle : « Ils m'ont dit... » (« Mi hanno detto... »); puis il nomme Puisieux comme étant celui qui a la parole.

lait qu'il l'avait sauvé du danger au moment de la ruine de Concini; qu'il l'avait fait mettre auprès de Marie de Médicis, l'avait rappelé de l'exil d'Avignon afin de le replacer près de la reine mère; et, en retour, qu'avait fait Luçon, sinon le tromper et, par tous les désordres dont il était l'auteur, chercher à provoquer sa ruine? Ce n'était qu'un brouillon! En novembre, Marsillac, l'ami et le confident de Luynes, partait pour Rome, où il allait confirmer la mission de Chazan et insister afin que Richelieu ne fût pas cardinal<sup>1</sup>.

On voit quel a été le rôle de Luynes dans cette opposition secrète au cardinalat de Richelieu. Il n'en fut pas l'auteur uniquement responsable. Il le fut si peu que le nonce conseillait lui-même à Rome de ne pas donner le chapeau<sup>2</sup> et que le Saint-Siège, pas mieux disposé, ne le donnera pas et attendra deux ans avant de céder, soit près d'un an encore après la mort de Luynes. Celui-ci, sentant que tout le monde était opposé au cardinalat de Richelieu, suivit le courant; il le suivit gauchement, en homme inconsistant et contradictoire, car il osait écrire tout de même à Richelieu, le 11 septembre 1620, qu'il « l'assurait de nouveau de son affection »<sup>3</sup>; il ajoutait, le 17 octobre: « Je suis extrêmement content de quoi vous aurez reconnu le soin que j'ai pris de vous servir en votre affaire de Rome. Le sieur de la Cochère m'a écrit en être très satisfait et, à l'industrie qu'y a apporté pour le faire réussir le sieur de Chazan, nous continuerons à faire les mêmes instances que nous avons faites<sup>4</sup>. » Faiblesse, mensonges, demi-inconscience? On n'était pas au bout de ses contradictions.

1. « Un broglione. » Lettre de Bentivoglio du 6 septembre 1620 (*Lettere*, t. IV, p. 414). La conversation a lieu à Poitiers; le nonce écrit: « Luynes mi ha fatte grandi esagerazioni. »

2. *Ibid.*, p. 466. Marsillac, en réalité, part chargé ostensiblement d'aller remercier le pape du bref de félicitations que celui-ci a envoyé au roi à propos de la conclusion de l'affaire du Béarn. Il vient au préalable voir le nonce et lui dit ce dont il est chargé en ce qui concerne Richelieu, ajoutant qu'il a une lettre de Luynes à cet effet. Le nonce lui demande s'il en a une du roi, l'autre répond négativement. Le nonce, du reste, ne dira pas un mot à Louis XIII du cardinalat de Richelieu.

3. *Ibid.*, p. 418. Il était d'avis d'attendre, tout changeant tellement en France, ajoutait-il.

4. Lettre de Luynes à Richelieu (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 117 r°).

5. *Ibid.*, fol. 139 r°. Sébastien Bouthillier de la Cochère, doyen de Luçon, suivait à Rome l'affaire du cardinalat au compte de Richelieu.

Dans le même temps où se poursuivait cette négociation double du cardinalat, il n'était rien moins question que d'une alliance matrimoniale entre la famille de Richelieu et celle de Luynes par le mariage du neveu du favori, M. de Combalet, avec une nièce de l'évêque de Luçon, M<sup>lle</sup> du Pont de Courlay<sup>1</sup>. Le P. Joseph avait eu cette singulière idée en faisant valoir que « ce seroit un moyen d'entrer en quelque confiance »<sup>2</sup>. Marie de Médicis approuvait et appuyait fortement. Richelieu s'était récrié, voulant refuser, mais la reine mère l'avait contraint à céder, « de crainte que Luynes ne conçût quelque opinion de nos mauvaises volontés »<sup>3</sup>. Luynes acceptait vivement. Le mariage eut lieu en novembre. Luynes fut tout à la joie d'un rapprochement étroit avec Richelieu. Richelieu s'y prêta<sup>4</sup>. Ils s'accablèrent de témoignages mutuels d'amitié. « Ne vous mettez plus en peine », écrivait Luynes à Luçon, « d'imprimer en mon esprit l'affection que vous avez pour moi, puisque je ne suis nullement en doute ni de la chose ni de la promesse que vous m'avez faite; il faut donc désormais faire et ne plus rien dire, puisque nos cœurs sont hors de soupçon; je vous proteste que le mien est en cette assiette; pour le vôtre, je n'ai doute et ne douterai plus. Voilà comme je suis fait; donnez-en les assurances où il faut et à l'avenir répondez pour moi, puisque vous n'avez un plus franc ni plus cher

1. Sur ce mariage, voir : c<sup>te</sup> de Bonneau-Avenant, *La duchesse d'Aiguillon*, Paris, 1882, in-12, p. 80. La sœur de Luynes, Marie d'Albert, avait épousé Claude de Grimoard de Beauvoir du Roure, seigneur de Bonneval et de Combalet (le P. Anselme, t. IV, p. 266).

2. Lettre du P. Joseph, de décembre 1620, à la prieure de Lencloltre (arch. du Calvaire; citée par Fagniez, *le P. Joseph et Richelieu*, t. I, p. 86) : « Un certain mariage entre les proches de leurs intimes que le vigilant (le P. Joseph) avait concerté, à quoi tout l'enfer s'est opposé, a été effectué. Les susdits me témoignent grande confiance, voyant les bons effets qui les consolent fort. » Avenel attribuant, après Richelieu (*Mém.*, t. I, p. 229), l'idée à Luynes, accuse celui-ci « d'inconséquence de conduite » (Avenel, *l'Évêque de Luçon et le connétable de Luynes*, dans *Revue des questions historiques*, 1870, t. IX, p. 115). Cf. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 153.

3. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 229. « Je lui représentai (à Marie de Médicis) que par l'union de nos familles M. de Luynes donneroit de la jalousie à mes amis, rendroit ma personne suspecte à ses anciens serviteurs et odieuse à l'État. » Voir le genre de lettre assez froide et compassée qu'écrivit à ce moment Richelieu à Luynes (*Catalogue of the collection of Morrison*, t. V, p. 261).

4. Lettre du nonce du 2 décembre 1620 (Bentivoglio, *Lettere*, 1870, t. IV, p. 493).

ami et serviteur<sup>1</sup>. » Et alors, brusquement, Luynes décidait de ne plus faire d'opposition au cardinalat de Richelieu. De sa propre initiative, il écrivit à son ami Marsillac, à Rome, qu'il fallait s'arrêter dans sa campagne contre Luçon et même apporter ses efforts à faire réussir le projet<sup>2</sup>. N'osant pas aller voir le nonce lui-même, il chargea M. de Montbazou, son beau-père, de prier l'envoyé du Saint-Siège de s'employer désormais à ce que Richelieu fût compris dans la plus prochaine promotion. Le nonce fut un peu étonné<sup>3</sup>. Puisieux vint le trouver et lui déclara qu'il était « émerveillé de l'instabilité de Luynes », que c'était là « de l'extravagance ». Le gouvernement, lui, maintenait son opposition<sup>4</sup>. De son côté, le cardinal Borghèse, secrétaire d'État du Saint-Siège, répondait au nonce, le 11 janvier 1621, qu'au dire de Chazan et de Marsillac le roi ne révoquait pas le moins du monde l'opposition qu'il faisait à la promotion de Richelieu<sup>5</sup>. La promotion parut; Richelieu n'y figurait pas. Les contradictions déconcertantes de M. de Luynes n'étaient pas encore finies. Quand il vit le pas de clerc qu'il avait fait, il vint trouver le nonce et, d'une façon embarrassée, lui dit qu'évidemment, depuis son alliance avec Richelieu, il avait sincèrement désiré le cardinalat pour lui, mais que, puisque Sa Sainteté ne l'avait pas voulu, il n'en éprouvait pas la moindre contrariété et même qu'il avait souci de mieux étudier le prélat pendant quelque temps

1. Lettre de Luynes à Richelieu datée d'Amiens, 19 décembre 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 165 r°; cf. aussi 161 r°), et il écrivait encore le 21 décembre (fol. 167 r°) : « Vous ne sauriez m'obliger plus en me faisant connoître votre affection être continuelle; je le désire passionnément et qu'il s'offre occasion que je vous puisse faire voir le contentement que j'en recevrois. »

2. Lettre de Bentivoglio du 12 décembre 1620 (Bentivoglio, *Lettere*, t. IV, p. 495).

3. *Ibid.*, p. 503. Lettre du 17 décembre 1620. « S'e mutato », dit-il le 9 janvier 1621 (p. 519), « in capo, a due giorni, dopo il parentado seguito! »

4. Lettre du 15 janvier 1621 (*Ibid.*, p. 525) : « Mostra di restare meravigliato dell' instabilità di Luynes... che non si possa dubitare di stravaganze..., etc. »

5. Lettre de Borghèse à Bentivoglio (*Ibid.*, p. 549). Chazan et Marsillac avaient expliqué au secrétaire d'État qu'avant de partir de Paris le ministre leur avaient spécifié que la révocation de leur mission leur serait faite par un envoyé spécial et non par lettre. Puisieux avait pris ses précautions contre « l'instabilité » de Luynes. L'envoyé spécial n'étant pas venu, Chazan et Marsillac considéraient la pensée du gouvernement comme toujours contraire à la promotion de Richelieu.

avant de le voir faire cardinal; il concluait : « S'il est nommé, ce sera bien, s'il ne l'est pas, encore mieux<sup>1</sup>. » C'était pitoyable! Plus d'un an et demi encore, Richelieu fera presser par Marie de Médicis pour avoir le chapeau; les ministres maintiendront leur opposition. Luynes ne s'en occupera presque plus<sup>2</sup>.

Mais il continuera à témoigner à Richelieu de son affection naïve et inconsidérée, sans se douter de ce que l'autre pouvait vraiment penser de lui. « Vos chanoines de Luçon m'ont dit du bien de vous », lui écrivait-il le 27 mai 1621, « je ne leur en ai pas dit du mal; il n'en sortira jamais ni de ma bouche, ni de ma pensée, puisque vous avez place retenue dans mon cœur et possédez absolument mon affection. En voilà assez pour un courtisan; si j'en disois davantage, je croirois n'être pas cru<sup>3</sup>. » Richelieu ne ménageait pas au favori ces lettres aux termes excessifs qui venaient si facilement sous sa plume et dont l'expression n'a d'égale que l'extrême sévérité avec laquelle, ensuite, il a jugé dans ses *Mémoires* les personnes qu'il a le plus accablées de compliments durant sa vie. « Vos belles paroles m'ont tellement charmé », lui répondait Luynes le 3 juin, « ou, pour mieux dire, vos belles lettres, que, si je pouvois, je ferois le courrier pour achever à dire ce que j'ai accompli dans mon cœur, et dans mon dépit je n'omettrois rien de ce que je dois pour mon ami et du soin qu'il faudra prendre pour l'accomplissement de l'affaire<sup>4</sup>. » Son affection était ardente : « Je voudrois avoir donné de mon sang et que vous fussiez avec nous », lui écrivait-il le 9 juillet<sup>5</sup>, et le 28 : « Que j'ai du regret de ne vous voir proche du roi pour avoir part à tout ce qui se passe à son avantage<sup>6</sup>. » Cinq

1. « Se vien fatto cardinale, bene, se non vien fatto, anche meglio. » Voir la lettre très précise du nonce du 19 janvier 1621, *Ibid.*, p. 535.

2. Lettre de Luynes à Richelieu du 24 août 1621 (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 17 r°); dépêche du nonce Corsini du 24 novembre 1621, dans Zeller, *Le Connétable de Luynes*, p. 288. Avenel écrit lui-même : « Le connétable était mort le 14 décembre (1621) et ceux qui pensaient que Luynes était le seul obstacle à la promotion de Richelieu ne tardèrent pas à être déçus, car cette promotion, il fallut l'attendre plus de huit mois encore » (Avenel, *l'Évêque de Luçon et le connétable de Luynes*, dans *Revue des questions historiques*, 1870, p. 122).

3. De Niort (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 8 r°).

4. De Saint-Jean-d'Angély (*Ibid.*, fol. 9 r°).

5. Devant Coutras (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 12 r°).

6. Du camp devant Clérac (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 14 r°). Il ajoutait : « Ne faites pas comme vous avez accoutumé de faire, qui est



semaines avant sa mort, il lui mandait encore : « Je ne m'arrêterai aux longues lettres ni aux longs discours, puisque, en quatre mots, je vous puis assurer de ma continuelle affection... Je vous proteste que je demeurerai toujours tout semblable à celui qui vous a juré de demeurer éternellement votre serviteur très affectionné<sup>1</sup>. » L'entourage était dupe, comme M. de Luynes. Modène écrira à Richelieu après la disparition du favori : « Je ne doute point que la mort de M. le connétable ne vous ait touché le cœur, vu l'alliance et l'amitié que vous aviez contractées, parce que je sais véritablement que vous en eussiez reçu des témoignages en peu de temps qui ne vous eussent plus laissé douter de son affection<sup>2</sup>. » Il se trompait, comme Luynes se trompait.

Il n'est que de relire le passage des *Mémoires* de Richelieu où celui-ci fait le portrait de M. de Luynes, réquisitoire d'une sévérité implacable, plein de passion contenue et de mépris, pour juger quels étaient les sentiments réels du cardinal<sup>3</sup> : et il parlait à Luynes, en août 1621, « de son jugement incomparable qui lui faisait fort bien prendre les choses comme il falloit<sup>4</sup> ! » Richelieu a l'air de dire dans ses *Mémoires* qu'offusqué des avances de Luynes, il chercha à les décliner<sup>5</sup>. Ses lettres, écrites au moment même, ne témoignent de sa part que de protestations de service et de sollicitations d'amitié. Les amis de Richelieu, mieux au courant et plus droits, cherchaient au moins à s'en tirer par des échappatoires. « Je trouvai à Cognac », mandait l'archevêque de Sens à Richelieu, « M. le connétable fort content de votre vue, ce que je crus d'autant plus qu'il me témoigna croire que vous l'étiez de lui, me demandant s'il n'en étoit pas ainsi ; je lui renouvelai les assurances que vous lui aviez données des bonnes intentions de la reine<sup>6</sup>. » M. de Luynes ne connaissait

d'expliquer nos sentiments au contraire de ce qu'ils sont et que lorsque je vous rapporte les discours communs vous croyez qu'ils viennent de ma boutique. »

1. Au camp devant Montauban, 6 novembre 1621 (Arch. du château de Dampierre, orig.).

2. Lettre de Modène à Richelieu du 17 janvier 1622 (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 244 r°).

3. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 211, 252.

4. Lettre de Richelieu à Luynes (Avenel, t. I, p. 691) : « Je me sens grandement votre obligé », lui disait-il, « de l'affection que vous avez pour moi ».

5. Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 239.

6. Lettre datée de Tonneins le 21 juillet 1621 (Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 23 r°).

pas le sentiment de Richelieu à son égard; il ne savait pas surtout la part importante que prenait Richelieu à la campagne de presse haineuse, acharnée, menée contre lui en 1620 et 1621. On a attribué quelques-uns des nombreux pamphlets parus à cette date à la plume même de l'évêque de Luçon; un certain nombre, des plus retentissants, sont dus à un chanoine qui était au service de Richelieu depuis 1617, Fancan<sup>1</sup>, d'autres à un secrétaire de Marie de Médicis que Richelieu fit travailler, Jacques Pelletier<sup>2</sup>. Plus tard, le cardinal réunira ces libelles en un recueil spécial, comme pour mieux conserver à la postérité les charges dont il avait cherché à accabler la mémoire du connétable afin de perdre sa réputation<sup>3</sup>. Si la réputation de M. de Luynes a été perdue, Richelieu y est pour beaucoup; mais, il faut le dire aussi, M. de Luynes y a, de son côté, notablement contribué par son caractère et sa conduite.

LOUIS BATIFFOL.

(Sera continué.)

1. Fancan vivait auprès de Richelieu en 1622 (voir une lettre de M<sup>me</sup> Samson à Alphonse de Richelieu, chartreux. Arch. des Affaires étrangères, France 775, fol. 59 r<sup>e</sup>). Nous rappelons sur Fancan les travaux de Geley, *Fancan et la politique de Richelieu de 1617 à 1627*, Paris, 1884, in-8°; Th. Kükelhaus, *Zur Geschichte Richelieus. Unbekannte Papiere Francans*, dans *Historische Vierteljahrsschrift*, 1899, p. 18-38, qui donne une liste des pamphlets dus probablement à cet auteur; Fagniez, *l'Opinion publique et la presse politique sous Louis XIII*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1900, p. 366. Voir aussi sur ce personnage les pages qu'a écrites M. Hanotaux, *Histoire de Richelieu*, t. II, p. 465 et suiv.

2. Sur ce J. Pelletier, consulter Fagniez, *op. cit.*, p. 365, et sur ses rapports avec Richelieu, voir la lettre qu'il écrit à Luçon au moment où celui-ci est nommé cardinal (publiée par L. Lacroix, *Richelieu à Luçon*, p. 252).

3. *Recueil des pièces les plus curieuses qui ont été faites pendant le règne du connétable M. de Luynes*, in-12. La 4<sup>e</sup> édition, de 1632, est la meilleure, 602 pages. Remarquer le mot « règne ». Il y a eu beaucoup d'ensemble dans la campagne de presse menée contre Luynes; il y en aura beaucoup aussi dans l'attaque menée contre les ministres de 1624, la Vieuville et autres. On ne retrouvera cet ensemble sous le ministère de Richelieu que dans la défense du gouvernement du cardinal.

## LES PHILOSOPHES

ET LA

# SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

EN FRANCE

A LA FIN DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

Il y a encore des historiens pour s'étonner que la Révolution n'ait pas proclamé dès le premier jour la séparation des Églises et de l'État. Ces historiens se scandalisent de « l'énorme erreur » de la Constitution civile du clergé. Ils déplorent l'erreur, plus énorme encore, des cultes révolutionnaires. Ils méconnaissent le véritable caractère de la séparation accomplie par la Convention et ils regrettent que la Constituante n'ait pas recouru à cette solution radicale. Bref, ils ne peuvent parvenir à s'expliquer la politique religieuse de la Révolution, car on ne s'étonne pas, on ne s'indigne pas de ce qu'on s'explique. Leur erreur provient d'un faux point de départ. Ils ont admis, sans examen, que les hommes de 89 étaient détachés de toute idée religieuse et résolus à faire triompher dans la loi un prétendu idéal de laïcité et de neutralité qui n'était pas de leur temps.

S'ils avaient mieux connu les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'ils ne les avaient pas lus à travers le prisme de leurs pensées et de leurs passions contemporaines, la politique des révolutionnaires leur aurait paru logique et claire, et leurs surprises, leurs condamnations se seraient arrêtées au bout de la plume.

Comment les philosophes, dont les révolutionnaires furent les fils intellectuels, ont-ils donc conçu les rapports de l'Église et de l'État? Les révolutionnaires ont-ils été infidèles à leurs enseignements ou se sont-ils bornés à suivre leurs conseils? La réponse à la première question nous donnera la réponse à la seconde.

Nous ne serons jamais assez reconnaissants à la génération des philosophes de ce qu'ils ont fait pour affranchir l'esprit humain des croyances superstitieuses et la société civile des tyrannies sacerdotales. Mais ce n'est pas diminuer le mérite de ces grands bienfaiteurs que de refuser de les considérer comme des négateurs systématiques de l'idée et de l'institution religieuses. Anticléricaux, ils le furent abondamment, irrégieux, très rarement, désireux de faire passer leur irrégion dans les lois, jamais. Tous, à des degrés divers, mais sous des formes assez voisines, tous firent profession de croire à la nécessité d'une religion pour la société, pour le peuple, même ceux qui étaient de purs mécanistes en philosophie, même les athées. Aucun de ceux, assez rares, qui estimaient la religion mauvaise en soi, n'a formulé cette espérance, exprimé ce désir : la séparation de l'Église et de l'État. Aucun, à ma connaissance, ne crut immédiatement possible ni souhaitable l'organisation d'un état neutre, indifférent aux dogmes, à tous les dogmes, comme aux pratiques cultuelles. Aucun n'eut l'idée de reléguer complètement la religion dans la catégorie de ces choses privées dont la société n'a pas à s'occuper et qui doivent échapper par leur nature à son contrôle. Aucun n'a donné à ses compatriotes le conseil de rompre sur-le-champ avec le catholicisme et de lui enlever tout caractère officiel.

Montesquieu a criblé d'épigrammes le clergé de son temps dans *l'Esprit des lois* comme dans les *Lettres persanes*. Il a dénoncé l'oisiveté des moines, mis en relief les dangers de la mainmorte : « Les dervis », écrit son Persan, « ont en leurs mains presque toutes les richesses de l'État; c'est une société de gens avares qui prennent toujours et ne rendent jamais. Ils accumulent sans cesse les revenus pour acquérir des capitaux. Tant de richesses tombent, pour ainsi dire, en paralysie; plus de circulation, plus de commerce, plus d'arts, plus de manufactures »<sup>1</sup>. Il veut que les biens d'Église paient l'impôt comme les biens des simples particuliers et que des bornes soient mises à leur accroissement<sup>2</sup>. Il flétrit l'Inquisition à maintes reprises, notamment dans sa spirituelle « très humble remontrance aux inquisiteurs d'Espagne et de Portugal »<sup>3</sup>. Il a plaidé éloquemment la cause de la tolérance, mais il n'a même pas demandé la liberté et l'éga-

1. Lettre 117.

2. *Esprit des lois*, livre XXV, ch. v.

3. Livre XXV, ch. XIII.

lité de tous les cultes : « Comme il n'y a guère que les religions intolérantes », dit-il, « qui aient un grand zèle pour s'établir ailleurs, parce qu'une religion qui peut tolérer les autres ne songe guère à sa propagation, ce sera une très bonne loi civile, lorsque l'État est satisfait de la religion déjà établie, de ne point souffrir l'établissement d'une autre<sup>1</sup>. Voici donc le principe fondamental des lois politiques en fait de religion : quand on est maître de recevoir dans un État une nouvelle religion ou de ne pas la recevoir, il ne faut pas l'y établir; quand elle y est établie, il faut la tolérer<sup>2</sup>. »

On sent déjà percer sous ces conseils politiques un certain scepticisme, pour ne pas dire un certain dédain, sur les mérites réciproques des religions. Fidèle à sa théorie des climats, ne considère-t-il pas les religions en quelque manière comme un produit des conditions naturelles? La métempsycose, explique-t-il, est faite pour le climat des Indes, car l'excessive chaleur fait mourir le bétail qui disparaîtrait, n'était la loi religieuse qui le conserve<sup>3</sup>. « Athènes avait dans son sein une multitude innombrable de peuple; son territoire était stérile; ce fut une maxime religieuse que ceux qui offraient aux dieux de certains petits présents les honoraient plus que ceux qui immolaient des bœufs<sup>4</sup>. »

A part ces différences qui tiennent au pays où elles sont nées, toutes les religions se valent ou à peu près pour Montesquieu. Leur efficacité morale et sociale est équivalente, car il ne doute pas de cette efficacité. Il en doute si peu qu'il réfute longuement le paradoxe de Bayle qui avait prétendu prouver, dans ses *Pensées sur la Comète*, « qu'il valait mieux être athée qu'idolâtre; c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il est moins dangereux de n'avoir point du tout de religion que d'en avoir une mauvaise ». « C'est mal raisonner contre la religion », dit Montesquieu, « de rassembler dans un grand ouvrage une longue énumération des maux qu'elle a produits, si l'on ne fait de même celle des biens qu'elle a faits. Si je voulais raconter tous les maux qu'ont produits dans le monde les lois civiles, la monarchie, le gouverne-

1. Il ajoute en note cette restriction prudente et ironique : « Je ne parle point, dans tout ce chapitre, de la religion chrétienne, parce que, comme j'ai dit ailleurs, la religion chrétienne est le premier bien. »

2. *Espirit des lois*, livre XXV, ch. XII.

3. Livre XXIV, ch. XXIV.

4. *Ibid.*



ment républicain, je dirais des choses effroyables<sup>1</sup>. » « La religion, même fausse », ajoute-t-il encore, « est le meilleur garant que les hommes puissent avoir de la probité des hommes »<sup>2</sup>. L'utilité de la religion, même mensongère, réside dans ce fait qu'elle facilite l'application des lois civiles. Une société n'est tranquille et prospère que si les lois civiles et les lois religieuses sont en harmonie mutuelle. « Les dogmes les plus vrais et les plus saints peuvent avoir de très mauvaises conséquences lorsqu'on ne les lie pas avec les principes de la société, et, au contraire, les dogmes les plus faux en peuvent avoir d'admirables, lorsqu'on fait qu'ils se rapportent aux mêmes principes...<sup>3</sup>. » Loin de songer à séparer l'Eglise de l'État, Montesquieu songe donc à les rapprocher et même à les lier plus étroitement. Mais, dans l'attelage harmonieux qu'il rêve, il donne la direction à l'État.

C'est déjà subordonner la religion à la société que de ne lui reconnaître d'autre utilité qu'une utilité sociale. Montesquieu précise qu'en cas de désaccord entre les lois naturelles et les lois religieuses, les lois naturelles doivent l'emporter<sup>4</sup>. Il établit longuement l'indépendance du droit civil à l'égard du droit canon<sup>5</sup>. Il veut que le mariage soit entouré de garanties civiles, garanties qui font défaut au sacrement, etc.<sup>6</sup>. En somme, si Montesquieu, en bon magistrat français qu'il était, tient fermement à la suprématie du pouvoir civil, il est à cent lieues de l'idée de l'État laïque et neutre, puisqu'il veut conclure une alliance de raison entre l'État et le catholicisme<sup>7</sup>.

Voltaire, plus agressif dans ses attaques contre l'infâme, n'est pas au fond plus hardi dans ses conclusions. Il crible de railleries méprisantes les religions positives fondées sur la révélation et les mystères. Il voit dans tout fondateur de religion un charlatan, dans tout prêtre un hypocrite ou un imbécile. Mais il n'exporte

1. *Esprit des lois*, livre XXIV, ch. II.

2. Livre XXIV, ch. VIII.

3. Livre XXIV, ch. XIX.

4. Livre XXVI, ch. VII.

5. Livre XXVI, ch. VIII, IX, X, XI.

6. *Ibid.*

7. M. Rothenbücher porte sur la politique religieuse de Montesquieu le même jugement dans des termes équivalents (Karl Rothenbücher, *Die Trennung von Staat und Kirche*, München, 1908, p. 64). — J'ignorais le livre de M. Rothenbücher, qui n'était pas encore paru, quand je rédigeais cet article.

pas son incrédulité au delà d'une certaine classe sociale. Il la réserve pour la noblesse et le clergé, pour la haute bourgeoisie, comme un luxe, comme un privilège d'esprit, comme le complément d'une éducation distinguée.

Plus encore que Montesquieu, il croit à la nécessité d'une religion pour le peuple et pour les enfants. Il fait bâtir une église dans ses terres de Ferney et grave au fronton cette inscription où il traite Dieu d'égal à égal : *Deo erexit Voltaire*. Il suit régulièrement les offices, fait dévotement ses pâques, afin d'édifier ses manants. Le catholicisme qu'il raille au dessert lui paraît une excellente religion de coffre-fort qu'il serait désolé de voir périlcliter dans le respect des masses.

Lui aussi, il ne réclame que la tolérance pour les cultes dissidents. Il entend conserver au catholicisme son caractère de religion privilégiée : « Je ne dis pas que tous ceux qui ne sont point de la religion du prince doivent partager les places et les honneurs de ceux qui sont de la religion dominante<sup>1</sup>. »

Voici comment il conçoit les rapports qui doivent exister normalement entre l'État et l'Église :

Nous avons institué des prêtres afin qu'ils fussent uniquement ce qu'ils doivent être, des précepteurs de morale pour nos enfants. Ces précepteurs doivent être payés et considérés, mais ils ne doivent prétendre ni juridiction, ni inspection, ni honneurs; ils ne doivent en aucun cas s'égaliser à la magistrature. Une assemblée ecclésiastique, qui présumerait de faire mettre à genoux un citoyen devant elle, jouerait le rôle d'un pédant qui corrige des enfants ou d'un tyran qui punit des esclaves. — C'est insulter la raison et les lois de prononcer ces mots : *Gouvernement civil et ecclésiastique*. Il faut dire : *Gouvernement civil et règlements ecclésiastiques*, et aucun de ces règlements ne doit être fait que par la puissance civile<sup>2</sup>.

En un mot, l'Église doit être l'humble servante de l'État.

« Il ne doit pas y avoir deux puissances dans un État, » dit-il encore, « on abuse de la distinction entre puissance spirituelle et

1. Cette citation et les suivantes sont empruntées à l'excellente anthologie de MM. Albert Bayet et François Albert, *Les écrivains politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, A. Colin, 1904. *Traité sur la tolérance*, p. 79 de l'anthologie citée.

2. *Les écrivains politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 117 (extr. des *Idées républicaines*).

puissance temporelle. Dans ma maison, reconnaît-on deux maîtres, moi, qui suis le père de famille et le précepteur de mes enfants, à qui je donne des gages? Je veux qu'on ait de très grands égards pour le précepteur de nos enfants; mais je ne veux point du tout qu'il ait la moindre autorité dans ma maison<sup>1</sup>. » On connaît les vers célèbres de la tragédie des *Guèbres* :

Que chacun dans sa loi cherche en paix la lumière,  
Mais la loi de l'État est toujours la première.

En un mot, tolérance pour les cultes, mais subordination étroite des cultes à l'État, voilà le programme de Voltaire<sup>2</sup>. L'État devra surveiller, réformer, épurer la religion. Les couvents seront réduits, la mainmorte paiera l'impôt, les prêtres seront utilisés, dans l'intérêt général, par exemple pour propager la vaccine ou la culture de la pomme de terre. Les magistrats ne leur permettront d'enseigner que des choses raisonnables ou des mystères déraisonnables socialement utiles. « La religion n'est instituée que pour maintenir les hommes dans l'ordre<sup>3</sup>. »

La pensée de Voltaire a été la pensée du siècle. Aucune autre ne la contredit. Elle a pénétré toutes les intelligences. Elle règne sans conteste.

Ouvrons les livres des écrivains les plus audacieux, de ceux même que Voltaire trouvait trop avancés, le *Système de la nature* ou le *Système social* ou la *Contagion sacrée* de D'Holbach, l'*Esprit* ou l'*Homme* d'Helvétius.

D'Holbach définit le sacerdoce « une ligue formée par quelques imposteurs contre la liberté, le bonheur et le repos du genre humain »<sup>4</sup>. Ne concluez pas qu'il faille supprimer au plus vite une institution aussi horrible. D'Holbach est un politique modéré, ennemi des solutions intransigeantes<sup>5</sup>. Une réforme de l'éducation lui suffit. L'État laissera subsister la ligue des imposteurs,

1. *Les écrivains politiques...*, p. 117 (extr. de *La voix du sage et du peuple*).

2. M. Rothenbücher a bien vu que Voltaire fondait la tolérance sur la raison d'État, sur l'utilité sociale, et non pas, comme les Anglais et les Américains, sur les droits de l'homme (*op. cit.*, p. 65).

3. Voltaire ajoute « et leur faire mériter les bontés de Dieu par la vertu », mais l'addition, on le sent, est de style. *Les écrivains politiques...*, p. 120 (extr. de l'article *Droit canonique* du *Dictionnaire philosophique*).

4. *Les écrivains politiques...*, p. 214 (extr. de la *Contagion sacrée*).

5. Cf. ce qu'il dit de la violence et de son inutilité. *Ibid.*, p. 221 (extr. du *Système social*).

mais instituera à côté ce que d'Holbach appelle une *censure morale*, sorte d'église officielle qui dressera les hommes à la vertu par un ensemble de peines et de récompenses réelles et non plus fictives. « Par là, le magistrat deviendrait un prêtre utile et le législateur exercerait un sacerdoce bien plus avantageux aux nations que celui qui, sous prétexte de les conduire au salut, ne les repaît que de vaines chimères et ne leur enseigne que de fausses vertus<sup>1</sup>. » Une religion raisonnable à opposer à une religion pernicieuse, voilà la solution de d'Holbach. Il ne parvient pas à concevoir une société sans dogmes et sans prêtres d'aucune sorte.

Helvétius, si on en croit son dernier biographe, aurait été une exception au milieu des autres philosophes. Il aurait « préconisé l'éducation laïque, l'éducation nationale et la séparation de l'Église et de l'État, nécessaires au bien-être du pays »<sup>2</sup>. M. Albert Keim est ici tombé dans l'erreur commune. Il a prêté à Helvétius nos idées d'aujourd'hui. Oui, Helvétius, comme d'Holbach, considère toutes les religions existantes comme foncièrement nuisibles. Mais voici sa conclusion : « Nul empire », dit-il, « ne peut être gouverné sagement par deux pouvoirs suprêmes et indépendants. Il est impossible de faire concourir les deux puissances spirituelle et temporelle au même objet, c'est-à-dire au bien public. » Cela n'est pas, tant s'en faut, d'une « politique très moderne »<sup>3</sup>, c'est au contraire d'une politique très ancienne, puisque cela procède de la vieille conception unitaire de l'État antique. C'est la négation de la liberté religieuse et de la neutralité de l'État. Ce point de vue est à l'opposé de la séparation de l'Église et de l'État.

1. *Les écrivains politiques...*, p. 228 (extr. du *Système social*). — J'éprouve, il est vrai, quelque surprise quand je lis ensuite le commentaire dont MM. A. Bayet et F. Albert font suivre cet extrait de d'Holbach : « D'Holbach estime donc », disent-ils, « que non seulement l'enseignement de la morale, mais les principes mêmes de la morale doivent venir du gouvernement. Il est bien entendu que ces principes seraient ceux d'une morale laïque » (p. 228, note). En quoi la morale émanée d'un tel gouvernement sera-t-elle *laïque*? En cela sans doute qu'elle sera enseignée par des laïques? Mais, c'est le cas de le redire, l'habit ne fait pas le moine. Des fonctionnaires enseignant une morale d'État et ayant à leur disposition des moyens coercitifs, en dépit de leur costume, ne sont plus des laïques, au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire des esprits indépendants et libres.

2. Albert Keim, *Helvétius*. Paris, F. Alcan, 1907, p. 192.

3. A. Keim, p. 569.

M. Albert Keim se corrige lui-même à un autre endroit de son livre quand il écrit : « A noter qu'Helvétius admet comme une sorte de religion d'excellentes lois, œuvres de l'expérience et d'une raison éclairée. Le culte le plus agréable à la divinité », dit-il, « est l'observation de telles lois... Ce texte comme ceux des *Notes* de la main d'Helvétius montre bien qu'Helvétius n'est point un de ces libres penseurs forcenés qui condamnent *a priori* toute conception religieuse et jusqu'au mot de Dieu<sup>1</sup>. » Je le crois bien ! Cet ennemi des religions entendait donner à son État idéal le caractère religieux. Il ne supprimait pas la religion, il l'absorbait dans l'État. Mais, à peine moins prudent que d'Holbach, il reculait le plus loin possible cette absorption. Il distinguait, en attendant, la religion du Christ, douce et tolérante, dont il consentait à s'accommoder, de la religion des prêtres qu'il flétrissait comme une entreprise de discorde et de sang<sup>2</sup>.

De tous les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'un des plus originaux et des plus hardis, quoique des moins connus, est Jean Meslier, curé d'Étrépigny en Champagne<sup>3</sup>, qui mourut en 1729, laissant un *Testament*, dont Voltaire édita en 1762 les extraits les plus saillants. Le *Testament* de Jean Meslier est à sa date un livre d'une audace effrayante. C'est certainement le plus parfait manuel de l'athéisme qui ait jamais été écrit. Une passion contenue, une résignation hautaine et désenchantée animent sa logique terrible et lui donnent comme une beauté farouche. Ici, plus de ménagements ni d'ornements superflus. L'auteur est près du peuple. Il n'a pas fréquenté les salons élégants. Il dit la vérité toute crue.

Eh bien ! j'ai cherché dans ce livre, l'un des plus impressionnants du siècle et de tous les siècles, une trace quelconque de l'idée de la séparation de l'Église et de l'État, et je n'ai rien trouvé.

Meslier ne voit pas de différence entre la religion naturelle, la religion de Voltaire « et la superstition la plus sombre et la plus servile ». « Si le théiste », dit-il, « ne voit Dieu que du beau côté, le superstitieux l'envisage du côté le plus hideux. La folie de l'un est gaie, la folie de l'autre est lugubre. Mais tous deux sont également en délire<sup>4</sup>. » Meslier traite de supposition absurde

1. A. Keim, p. 574.

2. *Ibid.*, p. 569.

3. Étrépigny, Ardennes, arr. de Mézières, cant. de Flize.

4. *Le bon sens du curé de Meslier*, éd. Drevel. Corbeil, 1898, p. 38.



l'existence de l'âme humaine, de supposition plus absurde encore l'existence d'une âme immortelle. Il fait de la morale chrétienne une critique formidable. Il conteste, avec des arguments très forts, cette prétendue vertu sociale des religions, tant vantée par Voltaire et par Montesquieu : « Les caresses d'une femme l'emportent tous les jours sur les menaces du Très-Haut. Une plaisanterie, un ridicule, un bon mot font plus d'impression sur l'homme du monde que toutes les notions graves de sa religion... Vous dites que la religion est bonne pour le peuple, pourquoi donc ce peuple est-il donc si vicieux et si dépravé<sup>1</sup> ? »

Et pourtant, ce rude destructeur d'idoles est singulièrement timide et réservé dans ses conclusions pratiques. Ce plébéien ne croit pas ses vérités utiles à dire aux siens :

On demandera peut-être si l'athéisme raisonné peut convenir à la multitude. Je réponds que tout système qui demande de la discussion n'est pas fait pour la multitude... Les arguments d'un athée ne sont pas plus faits pour le vulgaire, qui jamais ne raisonne, que les systèmes d'un physicien, les observations d'un astronome, les expériences d'un chimiste, les calculs d'un géomètre, les recherches d'un médecin, les dessins d'un architecte, les plaidoyers d'un avocat, qui tous travaillent pour le peuple à son insu... Ce serait une entreprise folle que d'écrire pour le vulgaire, que de prétendre tout d'un coup le guérir de ses préjugés. On n'écrit que pour ceux qui lisent et qui raisonnent<sup>2</sup>.

A la bonne heure, Voltaire comprenait ce langage, et on s'explique qu'il ait publié le *Testament*.

Le programme pratique de Meslier ne diffère pas essentiellement de celui de Voltaire. Il se résume en ces mots : utiliser les prêtres en leur faisant accomplir des tâches raisonnables. « ... Entre les mains d'un gouvernement éclairé, les prêtres deviendraient les plus utiles des citoyens. Des hommes, déjà richement stipendiés par l'État et dispensés du soin de pourvoir à leur propre subsistance, auraient-ils rien de mieux à faire que de s'instruire eux-mêmes afin de se mettre en état de travailler à l'instruction des autres<sup>3</sup> ?... » Faire servir habilement les prêtres au progrès de la philosophie, telle était toute la politique du curé

1. *Le bon sens du curé de Meslier*, éd. Drevet, p. 146.

2. *Ibid.*, p. 166.

3. *Ibid.*, p. 161-163.

champenois. Elle ne risquait pas de conduire le siècle à la séparation de l'Église et de l'État.

M. Aulard s'est plu à opposer le prétendu christianisme de J.-J. Rousseau au déisme de Voltaire<sup>1</sup>. Il ne voit Rousseau qu'à travers Robespierre, son élève, et il déteste Robespierre. L'opposition est factice. Entre les idées religieuses de Voltaire et celles de Rousseau, la différence n'est pas dans le fond, mais dans la forme, dans l'accent : Voltaire plus froid, plus utilitaire, Rousseau plus vibrant, plus sentimental, moins préoccupé de l'utilité sociale que du progrès moral de l'individu. J'ai beau relire la célèbre profession de foi du vicaire savoyard, je n'y trouve rien de spécifiquement chrétien. C'est d'ailleurs dans le non moins célèbre chapitre du *Contrat social* sur la religion civile qu'il faut aller chercher la pensée véritable de Rousseau et sa théorie des rapports de l'Église et de l'État.

Rousseau conçoit l'État comme une personne morale, comme une sorte de Providence. Le contrat qui lui donne l'existence est *saint*. Saint, cela ne veut pas dire seulement obligatoire et impératif, mais digne d'un respect religieux comme une chose de nature à faire le bien de l'humanité.

Personne morale, l'État a des devoirs moraux à remplir. Le premier de ses devoirs est justement de préparer le bonheur de ses membres, le bonheur dans tous les sens du terme. La fin de l'État, c'est le *bien commun*. L'État est matière et instrument de bonheur comme la Religion. Son contrat constitutif est saint par définition, car si ce contrat n'était pas saint, c'est-à-dire conforme à la loi morale, expression définitive du bonheur commun, il ne pourrait pas donner naissance à un État véritable, à un État légitime, à une personne morale.

Comment l'État remplira-t-il sa mission morale et providentielle? Par la loi. La loi est le moyen par lequel l'État poursuit sa fin, qui est le bonheur commun. La loi est par définition l'expression de la volonté générale, qui est elle-même identique à l'intérêt général. Les hommes, étant corrompus, sont incapables de comprendre leur véritable intérêt et, par suite, d'avoir une volonté générale conforme au bien commun, par suite encore de faire eux-mêmes la loi. On aura donc recours à des hommes élevés par leur intelligence et leur moralité au-dessus de l'humana-

1. A. Aulard, *Le culte de la Raison*, 1892, p. 257 et *passim*.

nité, à des *législateurs* qui prépareront dans le recueillement le Contrat social, la Constitution idéale, la Loi. « Il faudrait des dieux pour donner des lois aux hommes » (livre II, ch. vii). « Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine... » (*ibid.*). Le législateur proposera la loi au peuple comme Moïse l'a proposée aux Hébreux (comme Rousseau l'a proposée aux Polonais et aux Corses). Cette loi portera en elle-même une telle force persuasive qu'elle sera non seulement adoptée par le peuple, mais vénérée par lui, sinon à l'instar d'un don surnaturel, du moins comme l'expression « d'une raison sublime ».

Il n'y a pas de place dans une pareille conception de l'État pour des religions particulières. Rousseau regrette la séparation du système politique et du système religieux, résultat du triomphe du christianisme (livre IV, ch. iii). Comme Hobbes, il veut « réunir les deux têtes de l'aigle et tout ramener à l'unité politique, sans laquelle jamais État ni gouvernement ne sera bien constitué ». Les Saint-Simoniens, Auguste Comte rêveront le même rêve.

Mais comment, dans la pratique, supprimer l'opposition des deux royaumes, du spirituel et du temporel, rendre à l'État les attributions morales dont l'Église l'a dépouillé? Rousseau répond : par la *religion civile*. Il ne s'agit pas du tout de constituer de toutes pièces une religion nouvelle. Nullement.

La religion civile de Rousseau n'est pas à créer, elle a toujours existé, elle est aussi ancienne que l'humanité, elle est le fond commun de toutes les religions et de toutes les sociétés. Une société ne peut pas vivre sans un minimum de postulats acceptés comme d'instinct par tous ses membres, et c'est là, pour le dire en passant, une vue très profonde. Pour établir la religion civile qui donnera à l'État la force morale qui lui est nécessaire, le législateur n'aura qu'à dégager de la masse des superstitions et des préjugés qui les ont recouverts ces quelques postulats simples, indiscutables qu'on retrouve à la base de l'humanité : « L'existence de la Divinité puissante, intelligente, bienfaisante, prévoyante et pourvoyante, la vie à venir, le bonheur des justes, le châtiement des méchants, la sainteté du Contrat social et des lois... »

Rousseau espère bien, sans qu'il le dise ouvertement, que cette religion civile ou naturelle supplantera peu à peu, en les rendant inutiles, les religions positives, toutes inciviles. Son État

est à la fois religieux par la mission morale qui est sa raison d'être et antireligieux par son action nécessaire, quoique tolérante, contre les anciens cultes qui sont autant d'obstacles à l'accomplissement de sa mission.

Si cette interprétation du *Contrat social* est valable, on comprend mieux, ce me semble, la place de la religion civile dans l'ensemble du système. La loi est la volonté générale, dit Rousseau, mais pour que la loi soit réellement la volonté générale, pour qu'elle n'opprime pas les individus, il faut qu'elle soit, autant que possible, acceptée par eux tous librement et sciemment. Comment en sera-t-il ainsi s'il n'y a pas accord préalable entre eux sur les principes mêmes de la société? Tout se tient donc logiquement dans cette conception. Otez la religion civile à l'État de Rousseau et vous lui enlevez du même coup la possibilité, l'être.

Cette conception de l'État n'était ni originale ni singulière en son temps. Tous les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle l'ont admise plus ou moins implicitement. Tous ont cru que la loi pouvait et devait être un instrument de bonheur, tous ont proclamé que l'État avait une mission morale à remplir. De quel droit auraient-ils mis l'Église sous la surveillance de l'État s'ils n'avaient pas attribué à ce dernier un idéal supérieur<sup>1</sup>?

Écoutez, pour finir, l'abbé Raynal, l'auteur violemment anticléric de l'*Histoire philosophique des deux Indes*, livre aujourd'hui bien oublié, mais dont le succès fut immense à son apparition. En formules d'une netteté saisissante, Raynal a résumé et systématisé la pensée du siècle :

L'État, ce me semble, n'est point fait pour la religion, mais la religion est faite pour l'État. Premier principe.

1. M. Rothenbücher range avec raison Mably parmi les partisans d'une église d'État. Mably veut réaliser par la législation l'union entre la philosophie et la religion, afin que l'une ne tombe pas dans l'athéisme et l'autre dans la superstition. Les physiocrates, qui réclament pour l'individu la liberté économique, le maintiennent en politique sous la tutelle du despotisme éclairé. Quesnay semble bien s'être prononcé pour l'unité religieuse et pour la liaison de la religion avec la législation. Turgot, seul dans l'école, sous l'influence des idées américaines, a défendu la liberté de conscience et la liberté des cultes (Rothenbücher, p. 65 et 66). J'ajouterais que Dupont (de Nemours) pensait comme Turgot, mais que ni l'un ni l'autre ne songeaient à la séparation de l'Église et de l'État.

L'intérêt général est la règle de tout ce qui doit subsister dans l'État.  
Second principe.

Le peuple, ou l'autorité, souveraine dépositaire de la sienne, a seul le droit de juger de la conformité de quelque institution que ce soit avec l'intérêt général. Troisième principe.

Ces trois principes me paraissent d'une évidence incontestable, et les propositions qui suivent n'en sont que des corollaires.

C'est donc à cette autorité et à cette autorité seule qu'il appartient d'examiner les dogmes et la discipline d'une religion; les dogmes, pour s'assurer si, contraires au sens commun, ils n'exposeraient point la tranquillité à des troubles d'autant plus dangereux que les idées d'un bonheur à venir s'y compliqueraient avec le zèle pour la gloire de Dieu et la soumission à des vérités qu'on regardera comme révélées; la discipline, pour voir si elle ne choque pas les mœurs régnautes, n'éteint pas l'esprit patriotique, n'affaiblit pas le courage, ne dégoûte point de l'industrie, du mariage et des affaires publiques, ne nuit pas à la sociabilité, n'inspire pas le fanatisme et l'intolérance, ne sème point la division entre les proches de la même famille, entre les familles de la même cité, entre les cités du même royaume, entre les différents royaumes de la terre, ne diminue point le respect dû au souverain et aux magistrats et ne prêche ni des maximes d'une austérité qui attriste, ni des conseils qui mènent à la folie.

Cette autorité, et cette autorité seule, peut donc proscrire le culte établi, en adopter un nouveau ou même se passer de culte, si cela lui convient. La forme générale du gouvernement en étant toujours au premier instant de son adoption, comment la religion pourrait-elle prescrire par sa durée?

L'État a la suprématie en tout. La distinction d'une puissance temporelle et d'une puissance spirituelle est une absurdité palpable, et il ne peut y avoir qu'une seule et unique juridiction partout où il ne convient qu'à l'utilité publique d'ordonner ou de défendre...

Point d'autre concile que l'assemblée des ministres du souverain. Quand les administrateurs de l'État sont assemblés, l'Église est assemblée. Quand l'État a prononcé, l'Église n'a plus rien à dire.

Point d'autres canons que les édits des princes et les arrêts des cours de judicature...<sup>1</sup>.

Sans doute la logique un peu sèche de l'abbé Raynal conduit par ses conséquences extrêmes à l'État laïque, mais elle ne conduit pas à l'État neutre et moins encore à la séparation de l'Église et de l'État. Elle conduit immédiatement à l'asservissement de l'Église, dans le lointain à la suppression de l'Église.

1. *Histoire des deux Indes*, XIX, II, dans *Les écrivains politiques...*, p. 388-390.



De cette revue rapide des principaux philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle me paraît résulter cette conclusion remarquable : c'est que, malgré les divergences qui les séparent, ils s'entendent sur une conception commune. Tous sont persuadés qu'il peut exister une science politique et sociale, autrement dit que la raison humaine est capable de construire et de réaliser cette société idéale, juste et fraternelle qu'ils appellent du nom de *Patrie*, nom magique qui leur sert de mot de ralliement, nom magique que les révolutionnaires adoreront à la lettre. Tous croient avec l'abbé de Saint-Pierre, qui ne fut pas aussi original en son temps qu'on l'a dit, que l'État a une mission comme la Religion, celle d'assurer le bonheur terrestre, celle de faire régner de nouveau sur le globe l'âge d'or. L'abbé de Saint-Pierre demande la création d'une « Académie politique »<sup>1</sup> pour former ces prêtres du bonheur social qui sont les bons législateurs, et cette Académie politique fait déjà songer au Conseil de Newton qu'imaginera un siècle plus tard le socialiste mystique Saint-Simon<sup>2</sup>.

Tous ont la plus grande confiance dans la vertu des lois pour transformer les mœurs et conduire l'humanité à la régénération. « C'est le gouvernement qui fait les vertus et les vices des hommes », écrit Voltaire<sup>3</sup>. Helvétius dit de même : « C'est le bon législateur qui fait le bon citoyen<sup>4</sup>. » Mably considère que le législateur est proprement l'éducateur des sociétés et que sa

1. Cf. *Projet pour perfectionner le gouvernement des états*, dans le recueil cité, p. 13-14.

2. D'après M. Rothenbücher (p. 71-72), Condorcet aurait été une exception parmi les philosophes. Il se serait élevé à l'idée de l'État neutre et laïque. — Dans l'écrit même où il critiqua la Constitution civile du clergé, Condorcet se résigne à la situation privilégiée faite au catholicisme et excuse ce privilège par des raisons d'opportunité, d'ordre et de paix (*Condorcet*, par Alengry, p. 66, *Condorcet*, par Cahen, p. 234-235). Il demanda sans doute la sécularisation de l'état civil, de la morale et de l'éducation, mais cette réforme de la Constitution civile était imposée par les circonstances. La séparation de l'Église et de l'État ne fut jamais présentée par lui que comme un idéal lointain, et ce n'était peut-être pas une séparation véritable. Il réclame en principe pour les différentes églises la liberté et l'égalité entières, mais il les subordonne très étroitement à l'État, puisqu'il veut que l'État impose aux futurs prêtres l'éducation commune à tous les citoyens et interdise toute réunion ecclésiastique quelconque. Il combat la Constitution civile du clergé beaucoup moins encore au nom de la liberté naturelle à l'homme qu'au nom de l'intérêt de la société qui lui paraît compromis par une réforme trop favorable, à l'en croire, au catholicisme.

3. *Commentaire sur l'Esprit des lois*, recueil cité, p. 106.

4. *Système social*, III, 1, dans recueil cité, p. 226.

tâche principale consiste à leur faire contracter de bonnes habitudes<sup>1</sup>. Pour Dupont de Nemours, la loi a quelque chose de mystique. Elle participe à la justice éternelle. Les hommes ne la font pas, ils la « déclarent », comme l'expression de la raison suprême qui gouverne l'Univers<sup>2</sup>. Turgot veut instituer une éducation d'État, animée d'un seul esprit et d'un esprit utile à la patrie<sup>3</sup>. Lui aussi est convaincu qu'une bonne Constitution fera le bonheur de la France.

Demandant beaucoup à l'État, le considérant comme une Providence terrestre, les philosophes l'arment naturellement des pouvoirs les plus étendus et ils lui subordonnent la religion<sup>4</sup>. Ils réclament pour le *prince* ou pour le *souverain*, que ce souverain soit un homme ou une collectivité, non seulement le droit d'exiger du clergé le respect absolu des lois, de toutes les lois, mais encore le droit de contrôler jusqu'à l'enseignement de l'Église, jusqu'au dogme!

Ils sont des adversaires du catholicisme, qu'ils jugent antisocial, *incivil*, comme ils disent, mais ce ne sont pas des adversaires de l'idée religieuse. Même les plus rationalistes en apparence ne conçoivent pas un État sans religion, un État sans dogmes, au moins politiques et moraux, un État neutre, un État qui n'exigerait pas de tous ses membres la reconnaissance d'un *credo*.

Comprenons-nous maintenant pourquoi les hommes de 89 n'iront pas d'emblée à la solution de l'État laïque, à la séparation de l'Église et de l'État?

En bons élèves des philosophes, ils essaieront d'abord de nationaliser le catholicisme, de le mettre au service de l'ordre nouveau. Cette tentative, c'est la Constitution civile du clergé, à laquelle auraient applaudi Montesquieu, Voltaire, tous les encyclopédistes. Mais la Constitution civile du clergé, qui faillit

1. *De l'étude de l'histoire*, I, II, dans recueil cité, p. 308-310.

2. *Maximes du docteur Quesnay*, *ibid.*, p. 332.

3. *Mémoire au Roi sur les municipalités*, *ibid.*, p. 360 et suiv.

4. M. L. Ducros, dans son excellent livre sur les *Encyclopédistes* (Paris, Champion, 1900), a déjà dénoncé la *manie* des encyclopédistes de tout rapporter à l'État : « Leur législateur idéal », dit-il très justement, « a le devoir de rendre les hommes non seulement heureux, mais vertueux » (p. 159-160). M. E. Faguet a fait sien ce jugement de M. Ducros sur les encyclopédistes : « Ils se détachent bien moins qu'on ne pourrait croire de l'antique conception de l'État..., etc. » (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1901).

réussir, échoua pour des raisons diverses. Les révolutionnaires s'obstinèrent deux ans à la faire vivre et triompher. Ils refusent aux dissidents restés fidèles à Rome cette liberté et cette égalité des cultes qu'ils n'avaient pas inscrite dans leur déclaration des droits. Ils n'y avaient inscrit que la tolérance. Ils sont obligés cependant de se rendre à l'évidence et à la nécessité. Il leur est impossible d'imposer à toute la France leur catholicisme épuré. Leur déception se change en colère quand ils s'aperçoivent que les prêtres jureurs eux-mêmes, que les prêtres de la loi se montrent indociles à leurs directions. Ils décrètent alors la ruine de leur propre création. Ils enlèvent tout caractère officiel au clergé constitutionnel et le réduisent à son tour à se contenter de la tolérance. Ils cessent de le payer le 2<sup>e</sup> jour sans-culottide an II (18 septembre 1794). Il semble qu'on puisse dater de ce jour-là le régime de la séparation de l'Église et de l'État. Sans doute, l'État fut ce jour-là séparé de l'ancienne Église, mais la séparation ainsi accomplie ne fut qu'une séparation incomplète et boiteuse.

En abattant le catholicisme, les révolutionnaires n'ont pas renoncé à leur rêve d'unité morale et religieuse. Leur mentalité n'est pas devenue *laïque*. Au moment même où ils sécularisaient l'état civil, sous la pression de nécessités pratiques inéluctables, ils commençaient à organiser et à rendre officiel le culte de la patrie, éclos spontanément dans l'enthousiasme des fédérations. Ce culte de la patrie grandit du même pas que déclinait le culte catholique constitutionnel. Quand celui-ci perdit son caractère de religion nationale, celui-là était adulte et apte à le remplacer. Le culte de la patrie durera autant que la séparation elle-même, à laquelle il est intimement lié, jusqu'au Concordat. Quels que soient les noms divers qu'on lui donne, culte de la Raison, culte de l'Être suprême, culte décadaire, il resta durant tout ce temps identique à lui-même, il fut essentiellement l'État culte et religion.

La politique religieuse de la Révolution française présente ainsi un double aspect, un aspect négatif, quand on la considère dans la guerre qu'elle fit aux anciennes églises, un aspect positif, quand on l'examine dans ses nouvelles constructions culturelles. Ces deux aspects sont aussi ceux de la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Faute d'avoir compris cette philosophie, les historiens étrangers à l'esprit historique, — le nombre en est plus grand qu'on ne pense, — n'ont rien compris à l'histoire religieuse de la Révolution

française. Ils l'ont tour à tour et parfois simultanément honnie et exaltée.

Dualité singulière de cette doctrine et de cette politique, dualité plus apparente que réelle. Ici et là se révèle la même mentalité. Philosophes et révolutionnaires ont été élevés par des prêtres, les seuls éducateurs d'alors, ne l'oublions pas; leur formation est double, chrétienne et classique, catholique et antique. Ils ont vécu dans une société restée harmonique au moins dans ses principes. Ils ont construit leur cité future avec les éléments de la cité présente. Convaincus que la réforme politique et sociale ne pouvait se suffire à elle-même, ils voulurent la compléter par une réforme morale et religieuse correspondante. En un mot, ils eurent la passion de l'unité, passion romaine et catholique. On peut se demander si ce qui fit leur force ne fait pas notre faiblesse<sup>1</sup>.

Albert MATHIEZ.

---

1. M. J. Jaurès résout la question comme les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle : « Bien loin que l'humanité doive tendre comme à un idéal à la séparation du spirituel et du temporel, c'est leur fusion au contraire qu'elle doit désirer » (*Histoire socialiste. La Constituante*, p. 534).

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LA QUESTION NESTORIENNE

D'APRÈS UN DOCUMENT NOUVEAU.

---

Il est toujours imprudent de juger un homme sur un témoignage unique, surtout lorsque ce témoignage unique émane d'un adversaire. Un pareil procédé égare bien souvent l'histoire. Toute la tâche de la critique est d'apporter aux appréciations inexactes des rectifications, qui permettent de serrer la vérité de plus en plus près. Le hasard, qui semble se plaire à nous ménager de temps à autre des surprises déconcertantes, vient de servir la cause de l'histoire en lui permettant de reprendre un problème qu'on croyait épuisé. Jusqu'ici, on ne connaissait la doctrine de Nestorius que par les écrits de Cyrille d'Alexandrie et par quelques bribes disséminées çà et là et ramassées par M. Loofs sous le titre de *Nestoriana*. Toutes les œuvres du fameux patriarche de Constantinople avaient disparu; car la coutume voulait qu'on détruisit les écrits des hérétiques. Un manuscrit syriaque, que la Perse nous a récemment livré<sup>1</sup>, nous obligera sans doute à modifier sur quelques points notre jugement et à aiguiller l'enquête dans une nouvelle direction.

1. *Le Bazar d'Héraclides de Damas*. Le mot syriaque *Tégurtá* signifie proprement « marchandise ». Le manuscrit se trouve à Urmiah, en Perse. Le Dr H. Goussen l'a fait connaître au monde savant, dans son ouvrage : *Martyrius Sahdona's Leben und Werke*, Leipzig, 1897. Cf. Braun, *Das Buch der Synhados*, Stuttgart, 1900; Loofs, *Nestoriana*, Halle, 1905. Une copie du manuscrit se trouve actuellement entre les mains de l'orientaliste P. Bedjan. J'ai eu à ma disposition pendant plusieurs mois la copie de M. Bedjan et en ai traduit une bonne partie en latin. Trois autres copies ont été obtenues, grâce à la Mission anglicane d'Urmiah, par D. Jenks, R. Harris et Parry. En utilisant la copie de M. Parry, le Rév. J.-F. Bethune-Baker, de Cambridge, a publié un petit volume de vulgarisation : *Nestorius and his teaching*, Cambridge, 1908, in-8°. Ebed Jesu, auteur nestorien, mort en 1318, mentionne, comme ouvrages de Nestorius, existant à son époque : la *Tragédie*, le *Livre d'Héra-*



La christologie est le centre de la théologie de Nestorius. Tout s'y ramène ou en découle. Jusqu'ici, on avait reconstitué cette christologie sur des documents dont la critique peut suspecter la portée. Les meilleurs auteurs ramènent la christologie de Nestorius à celle de l'école d'Antioche. M. Ad. Harnack<sup>1</sup> nous déclare que sa christologie était celle de Théodore de Mopsueste; qu'on ne peut pas dire qu'il l'ait poussée plus loin; qu'on y décele au contraire l'influence de Chrysostome. Pour avoir l'exposé classique de la christologie de Nestorius, il faut donc se résigner, ce qu'on fait d'ordinaire, à exposer celle de l'école d'Antioche. Le Christ possédait deux natures au sens strict du mot; par conséquent l'union physique, *ἔνωσις φυσική*, ou l'union hypostatique, *ἔνωσις καθ' ὑπόστασιν*, altèrent l'humanité et la divinité du Christ, ce qui a eu lieu dans la doctrine d'Arius et dans celle d'Apollinaire. — A partir de la conception de Marie, le Verbe a habité (*ἐνοίκησις*) dans l'homme Jésus. — Cette habitation n'est pas substantielle, *κατ' οὐσίαν*, ce qui impliquerait un changement ou une limitation de la divinité; elle est uniquement, selon la grâce, *κατὰ χάριν*, une habitation de bienveillance, *κατ' εὐδοκίαν*. Le Verbe y habite comme dans un temple<sup>2</sup>. Entre le Verbe et l'homme Jésus, il n'existe qu'une sorte de conjonction, *συνάφεια*<sup>3</sup>. — L'union entre le Verbe et Jésus n'est donc qu'une union de relation, *ἔνωσις σχετική*, par conséquent purement morale. — Par cette union, Jésus mérite cependant les honneurs du culte : *χωρίζω τὰς φύσεις, ἐνὺ τὴν*

*clides*, la *Lettre à Cosmas*, une *Liturgie*, un recueil de *Lettres* et un recueil d'*Homélies et de sermons*. Une autre liste, insérée dans la préface du traducteur du *Livre d'Héraclides*, mentionne : le *Théopaschites*, la *Tragédie et Historica*. D'après le traducteur, le *Bazar d'Héraclides* était divisé en deux livres, dont le premier se subdivisait en trois parties et le second en deux : livre I, 1<sup>re</sup> partie : *De toutes les hérésies opposées à l'Eglise et de toutes les divergences par rapport à la foi des 318 (Pères de Nicée)*; 2<sup>e</sup> partie : *Contre Cyrille, des juges et des charges de ou contre Cyrille*; 3<sup>e</sup> partie : *Apologie de Nestorius*. Livre II, 1<sup>re</sup> partie : *Apologie et réfutation des charges contre Nestorius*; 2<sup>e</sup> partie : *Depuis son excommunication jusqu'à la fin de sa vie*.

1. *Dogmengesch.*, II, 3<sup>e</sup> éd., p. 337 : « Seine Christologie war die Theodor's; man kann nicht sagen, dass er sie weiter geführt hätte. Im Gegentheil — man gewährt den Einfluss des Chrysostomus. »

2. Athanase avait déjà employé cette image, *De incarnat.*, 20.

3. L'expression *συνάφεια*, au sens christologique, se trouve déjà dans un fragment d'Hippolyte, édit. Lagarde, p. 202 : « ἵνα ὁ πρωτότοκος θεοῦ πρωτότοκος ἀνθρώπου συναπτόμενος διευθῇ. » Dans une lettre à Aristide, édit. Spitta, p. 121, Jules l'Africain emploie cette même expression pour désigner la parenté.

προσκύνησιν. — Comme chacune des deux natures est une vraie personne, il suit qu'il y a dans le Christ deux personnes, δύο ὑποστάσεις ou πρόσωπα. — Puisque la personne est un sujet complet, il est impossible que le Verbe soit devenu homme, qu'il ait souffert et soit mort. — Marie ne peut être dite « mère de Dieu », θεοτόκος, car elle n'a conçu et engendré que l'humanité, Dieu ne pouvant être ni conçu ni engendré. On pourra l'appeler « mère de l'homme », ἀνθρωποτόκος, ou « mère du Christ », Χριστοτόκος, mais on ne peut l'appeler « mère de Dieu », θεοτόκος, que par relation, τῇ ἀναφορᾷ. Il est pourtant à remarquer que les Antiochiens admettaient une certaine unité dans le Christ. Diodore de Tarse avait déjà dit : « Je ne dis pas deux fils de David », δύο υἱοὺς τοῦ Δαβὶδ οὐ λέγω<sup>1</sup>. Théodore de Mopsueste dira plus énergiquement : « Nous ne disons ni deux fils ni deux seigneurs, parce qu'un seul est le Fils quant à l'essence<sup>2</sup>. »

Ce serait la christologie de Nestorius. Les auteurs ne se sont pas occupés des autres points de sa doctrine, qui viennent en discussion dans le *Bazar*. On sait que le Concile d'Éphèse (431) s'appropriâ les douze anathématismes de Cyrille d'Alexandrie contre Nestorius<sup>3</sup>.

..

Comme Nestorius passait pour avoir enseigné ces doctrines, sa mémoire avait traversé les âges chargée des plus sombres couleurs. Le nouveau document semble pourtant attester qu'on s'était montré trop sévère à son égard. Je ne partage certes pas l'enthousiasme du Rév. Bethune-Baker. Mais je ne puis pas m'empêcher de penser que des malentendus se sont glissés dans le duel entre Cyrille d'Alexandrie et Nestorius. Et comme l'histoire a le droit d'être exactement

1. Cf. Léonce de Byzance, *Adv. Nestor. et Eutych.*, dans Migne, *Patr. grec.*, t. LXXXVI, col. 1388.

2. « Οὐτε δύο φαμέν υἱοὺς, οὔτε δύο κυρίους, ἐπειδὴ... εἰς υἱὸς κατ' οὐσίαν » (*Symb. Theodor. Mopsuest.*, dans Mansi, *Concil.*, IV, 1345). — On peut voir sur les travaux de l'école d'Antioche F.-Ch. Münter, *Commentatio de schola Antiochena*, Copenhague, 1811; Dubois, *Études sur les principaux travaux de l'école d'Antioche*, Genève, 1858; K. Hornung, *Schola Antiochena*, Neustadt am Saal, 1864; Kuhn, *Die antiochenische Schule*, Ingolstadt, 1866; Ph. Hergenröther, *Die antiochenische Schule*, Wurtzbourg, 1866; H. Kihn, *Die Bedeutung der antiochenischen Schule*, Weissenbourg, 1867; Id., *Theodor von Mopsuestia und Julius Africanus*, Fribourg-en-B., 1880; F.-A. Specht, *Der exegetische Standpunkt des Theod. v. Mops. und Theodor. v. Kyros*, Munich, 1871; Ad. Harnack, *Dogmengeschichte*, t. II, 3<sup>e</sup> éd., p. 322-330; mon article dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, t. I, col. 1435-1439.

3. Les Anathématismes visent Nestorius sans jamais le nommer explicitement.

renseignée, il appartient à chacun de nous de l'y aider, dans la mesure de ses moyens.

Commençons par prendre connaissance des documents qui ont servi à étoffer l'histoire en ce qui concerne Nestorius. L'historien Socrate décrit son caractère en termes peu flatteurs. Il se croyait savant, mais, en réalité, il était ignorant<sup>1</sup>. Il ne lisait jamais les livres des anciens<sup>2</sup>. Orgueilleux de son beau parler, il n'avait pas assez d'égards pour les anciens, mais il se croyait supérieur à tous<sup>3</sup>. Enfin il ne répudia jamais ses blasphèmes<sup>4</sup>. Il est difficile d'admettre que ce jugement, si tranchant et si laconique, soit, dans toutes ses parties, l'expression de la vérité. On doit même supposer que l'historien grec n'était pas, en le formulant, à l'abri de la passion. Nestorius a si peu méprisé ou dédaigné les écrivains qui l'avaient précédé qu'on reconnaît aujourd'hui unanimement qu'il a reçu les germes de sa doctrine de ses maîtres d'Antioche : de Diodore de Tarse et surtout de Théodore de Mopsueste. Ce qui est certain, c'est que Nestorius a suivi le courant de sa formation, qu'il a tiré les conséquences des principes posés par l'école d'Antioche. Et comme l'école d'Antioche suivait, sur le terrain exégétique et christologique, une méthode absolument opposée à celle de l'école d'Alexandrie, il faut conclure que Nestorius n'a pas vécu dans le commerce des Alexandrins et qu'il n'en a subi à aucun degré l'influence<sup>5</sup>.

Sur le terrain doctrinal, la tradition historique reproche surtout à Nestorius d'avoir nié la maternité divine de Marie, d'avoir admis deux personnes en Jésus-Christ, et par conséquent une simple union morale entre la divinité et l'humanité, et d'avoir repoussé la présence réelle dans l'Eucharistie<sup>6</sup>. Cette manière de voir était devenue classique. Les historiens de l'Eglise et même les historiens des dogmes se bornaient à l'enregistrer. On vivait des mêmes impres-

1. « Περαιεσθαι μὲν νομίζετο· τῇ δὲ ἀληθείᾳ, ἀνάγωγος ἦν » (*Hist. eccles.*, VII, 32).

2. « Τὰς τῶν παλαιῶν ἐρμηνεύσεων βιβλους, ἀπηξίου μανθάνειν » (*Ibid.*).

3. « Τυφόμενος γὰρ ὑπὸ τῆς εὐγλωττίας, οὐκ ἀκριβῶς προσεῖχε τοῖς παλαιοῖς, ἀλλὰ πάντων κρείττονα ἐνόμιζεν ἑαυτὸν » (*Ibid.*).

4. « Οὐδὲ γὰρ... τῆς οἰκείας διασπρημίας ἡρέμησεν » (*Ibid.*).

5. On peut voir sur ce sujet Ad. Harnack, *Dogmengeschichte*, II, 3<sup>e</sup> éd. (Fribourg-en-B., 1894, in-8°), p. 322 et suiv., et mon article *École d'Antioche*, dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, déjà cité.

6. Vincent de Lérins se contente de dire (*Commonitorium*, I, 2, dans Migne, *Patrol. lat.*, t. I, col. 637) que Nestorius interpréta les Ecritures à sa façon, comme d'ailleurs les autres hérétiques. Pour Gennadius (*De vir. illustr.*, LIII) Nestorius composa de nombreux écrits sur différents sujets, dans lesquels il distilla avec une malice raffinée le poison de son hérésie, qui finit par se trahir elle-même.

sions et l'on nous présentait partout un exposé à peu près identique, ou le nestorianisme était censé avoir trouvé sa formule définitive<sup>1</sup>. Au point de vue d'une critique rigoureuse et strictement scientifique, on aurait dû cependant se préoccuper de la plainte de Nestorius et se demander à tout le moins si elle est ou non fondée. D'après l'historien Évagre, le patriarche de Constantinople accusait Cyrille d'Alexandrie d'avoir falsifié les actes du concile d'Éphèse<sup>2</sup>. Évagre réfute, il est vrai, une pareille accusation. Mais son argumentation n'est, à tout prendre, qu'un cri d'indignation : si Cyrille avait falsifié les actes du concile d'Éphèse, pourquoi Nestorius a-t-il été déposé de son siège et pourquoi au contraire Cyrille est-il entouré de la vénération universelle? Indignation n'est pas raison.

Il importe donc de reprendre les divers points que nous avons énumérés et de les examiner à la lumière du nouveau document<sup>3</sup>. Essentiellement historique, notre article laissera parler le plus souvent possible Nestorius lui-même.

\* \* \*

D'abord la maternité divine de Marie. On connaît le reproche que l'on adresse couramment à Nestorius. Il aurait enseigné que Marie est non « mère de Dieu » (θεοτόκος), mais « mère du Christ » (χριστοτόκος), ce qui cependant ne veut pas dire qu'elle soit simplement « mère d'un homme » (ἀνθρωποτόκος). Ces expressions reviennent en effet dans la bouche de Nestorius, mais, si l'on analyse les textes, on se convaincra qu'il n'attache pas à la première le sens péjoratif dont on l'a rendu responsable. Nestorius déclare, en pre-

1. M. Harnack lui-même, qui ne s'est pas assez affranchi des voies ordinaires, reconnaît pourtant, *op. cit.*, p. 337, note 1, que l'*Histoire des conciles* d'Hefele est tout à fait partielle (*Die Geschichte bei Hefele, a. a. O. II<sup>2</sup> S. 141-288, der freilich ganz parteilich ist*). On ne peut pas faire état de la lettre de l'archidiacre Épiphane et du syncelle Cyrille à Maximien, évêque de Constantinople, laquelle forme le chapitre ccm du curieux ouvrage intitulé *Synodicon adversus tragaediam Irenaei*, dans Migne, *Patrol. grec.*, t. LXXXIV, col. 826-829.

2. « ... μεμρόμενον μή κατά τό δὲν τὰ ἐν Ἐφέσῳ συντεθῆναι ὑπομνήματα, πανουργίᾳ δὲ καὶ τινὶ ἀθέσμῳ κακωτομίᾳ Κυρίου τεχνάζοντος » (*Hist. eccles.*, I, 7, dans Migne, *Patrol. grec.*, t. LXXXVI, col. 2437).

3. Remarquons au préalable qu'il y aurait tout un travail à faire pour fixer le sens des termes οὐσία, φύσις, πρόσωπον, ὑπόστασις, et de leurs équivalents syriaques ʾlḥāta ou ʾlḥyā, k'yānā, partzopa, q'nōma. On consultera avec profit Bethune-Baker, *op. cit.*, p. 212-232; du même, *Introduction to the early history of Christian Doctrine*, p. 231-238; *Texts and Studies*, t. VII, n° 1, et *Journal of Theological Studies*, t. IV, n° 15, p. 440; t. VIII, n° 29, p. 124.

mier lieu, que l'Écriture ne dit nulle part que Dieu<sup>1</sup> soit né de la Vierge, mère du Christ, mais *Jésus-Christ et le Fils et le Seigneur*<sup>2</sup>. « L'Écriture parle de l'Incarnation du Verbe, mais jamais de sa naissance<sup>3</sup>. » Parlant de ses adversaires, il dira :

Ils font Dieu le Verbe *postérieur* à la bienheureuse Marie et donnent une mère temporelle à la *Divinité*, qui a créé le temps. Si celui qui est né de Marie n'était pas *nature d'homme*, mais *Dieu le Verbe*, comme ils le disent, alors celle qui enfanta n'était pas la mère de celui qui est né. Comment peut-on être mère de celui qui n'a pas la même nature? S'ils donnent à Marie le nom de « mère », ce qui est né, c'est l'humanité, non la divinité, parce que le fruit de la mère doit être de la même substance qu'elle<sup>4</sup>... Celle qui enfanta le Christ fut la mère de l'enfant et non de la divinité qui est universelle<sup>5</sup>...

La Vierge, qui a engendré le Christ, *a réellement engendré le Fils de Dieu*, mais puisque le Fils de Dieu est double en natures [= a deux natures], elle a engendré le Fils de Dieu, mais elle a engendré l'humanité, qui est Fils, parce qu'elle appartient au Fils, qui lui est uni... Il n'est pas possible à Dieu le Verbe de faire quoi que ce soit sans l'humanité, parce que l'humanité est arrivée à un état de complète union avec lui, mais elle n'a jamais été déifiée, comme le prétendent les sots parmi nos jeunes dogmatistes<sup>6</sup>... Honorons la forme que prit Dieu<sup>7</sup> comme Dieu en même temps que Dieu le Verbe, mais n'honorons pas comme Dieu la Vierge qui reçut Dieu. Je dis : *qui reçut Dieu*, et non : *qui donna naissance à Dieu*,... parce qu'il n'y a que Dieu le Père à qui convienne ce mot composé (θεοτόκος)<sup>8</sup>.

Et l'auteur se plaint amèrement que Cyrille ait altéré sa pensée en dénaturant ses paroles :

J'ai dit<sup>9</sup> : « Marie n'a pas donné naissance à la divinité, mais elle a donné naissance à un homme, *instrument inséparable* de la Divinité. » Mais lui (Cyrille), en changeant le terme « Divinité », m'a fait dire : « Marie n'a pas donné naissance à Dieu ». Mais il est très différent de dire « Dieu » et de dire « Divinité ». Car le second terme indique la

1. C'est nous qui soulignons tous les mots dans ces citations.

2. *Nestoriana*, édit. Loofs, p. 278.

3. *Ibid.*, p. 287.

4. *Ibid.* (Serm., VIII), p. 245.

5. *Ibid.*, p. 246.

6. *Ibid.* (Serm., X), p. 274, 275.

7. Par le changement du τ en θ, Nestorius remplace θεοτόκος, « engendrant Dieu », par θεοδέχος, « recevant Dieu ».

8. *Ibid.*, p. 276.

9. En répondant à une objection des païens.



substance divine et incorporelle, et nullement la chair, tandis que « Dieu » est un mot qu'on peut appliquer également au temple de la divinité, qui, par son union avec la substance divine de Dieu, reçoit dignité, mais n'est pas changée en la divine substance<sup>1</sup>.

Ce qui ressort de ces passages, c'est que Nestorius semble redouter le θεοτόκος, parce qu'il craint qu'on n'y attache une fausse signification, qu'on ne confonde le concret avec l'abstrait, l'individu avec la nature, et qu'on n'arrive à dire que Marie a engendré la Divinité elle-même. Il accepte la formule : « Marie, mère du Fils de Dieu », mais il rejette la formule : « Marie, mère de la Divinité<sup>2</sup>. »

Passons à la dualité des personnes. Nestorius a-t-il admis, comme on l'enseigne ordinairement, deux personnes (δύο πρόσωπα) en Jésus-Christ? L'examen attentif des textes nous le dira. Dans le *Bazar*, prenant nettement position contre des disciples de Paul de Samosate, dont il semble d'ailleurs mal interpréter la doctrine, puisqu'ils auraient, à l'entendre, divisé le Christ en deux Fils, il formule assez clairement son opinion : « Ils parlent d'un double fils et d'un double Christ, quant aux personnes et quant aux substances, et comme les saints ont reçu l'habitation et l'image de Dieu, ils pensent qu'il en a été de même du Christ<sup>3</sup>. » Que pense-t-il d'une pareille théorie? Il s'attache à la réfuter, s'appuyant sur le prologue du quatrième Évangile :

Comment pouvons-nous comprendre que le Verbe, qui a pris notre

1. *Tragédie*, *ibid.*, p. 205. Voir aussi p. 252, 337. A la page 353, il dit : « J'ai déjà dit plusieurs fois que, s'il plaît à quelqu'un d'employer l'expression *Mère de Dieu*, je ne lui chercherai pas querelle. Mais qu'il ne fasse pas de la Vierge une déesse (θεά). »

2. C'est dans le même sens qu'il faut interpréter la fameuse phrase de Nestorius, rapportée par Socrate, *Hist. eccles.*, VII, 34, à propos d'une question. On était à Éphèse. Pendant qu'on attendait l'arrivée de Jean d'Antioche et des évêques de sa province, Théodote, évêque d'Ancyre, en Galatie, entreprit, un jour, de convaincre Nestorius de son erreur. La discussion entre les deux interlocuteurs se termina par cette remarque de Nestorius : « Je ne puis pas appeler Dieu celui qui était âgé de deux mois et de trois mois. Et c'est pourquoi je suis innocent de votre sang, et, dès maintenant, je ne viendrai pas à vous. » (Ἐγώ... τὸν γενόμενον διμηνῆιον καὶ τριμηνῆιον οὐκ ἂν Θεὸν ὀνομάσαιμι καὶ διὰ τοῦτο καθαρὸς εἰμι ἀπὸ αἱματος ὑμῶν, καὶ ἀπὸ τοῦ νῦν πρὸς ὑμᾶς οὐκ ἐλεύσομαι.) Ce qui paraît ressortir de l'ensemble de la discussion, c'est que Nestorius soutenait que la divinité, ou plutôt la nature divine, ne peut être dite âgée de deux et de trois mois, parce qu'elle n'est pas née. Cf. Bethune-Baker, *op. cit.*, p. 67 et suiv. Sa proposition aurait donc eu un sens parfaitement orthodoxe, parce qu'il n'est pas permis d'attribuer les propriétés d'une nature à l'autre.

3. P. 40.

chair, soit un Fils et que le Christ soit un autre Fils? Car le Christ conserve l'égalité et l'honneur de la Filiation dans l'image de Celui dont vous dites qu'il n'a pas été envoyé et qu'il n'a pas habité parmi nous. L'Évangéliste commence par Dieu le Verbe et nous conduit à Dieu le Verbe. Il ne sait rien d'un Verbe ou d'un Fils unique de Dieu, isolé de Dieu le Verbe, mais il ne connaît que Lui, le même avec sa chair<sup>1</sup>...

Dieu le Verbe et l'homme qu'il devint (ἐν ᾧ γέγονεν) ne sont pas numériquement deux. Car la personne des deux était une en dignité et en honneur, adorée par toute la création, nullement et en aucun temps divisée par la différence de propos (θελημα?) et de volonté (θελησεις?)<sup>2</sup>... L'unité des natures n'est pas divisée; ce sont les essences (οὐσιαι) des natures unies qui sont divisées. Cette division consiste, non dans la suppression de l'union, mais dans l'idée de chair et de divinité. Le Christ est indivisible dans son être de Christ, mais il est double en ce qu'il est Dieu et en ce qu'il est homme. Il est individuel dans sa Filiation, mais il est double en Celui qui a pris [la chair] et en celui qui a été pris. Dans la personne du Fils, il est une [personne] individuelle, mais, comme dans deux yeux, il est différent dans les natures de l'humanité et de la divinité. Car nous ne connaissons ni deux Christs ni deux Fils, ni deux Monogènes ni deux seigneurs, non un et un autre Fils, non un premier et un second Christ, mais un seul et le même, qui a été vu dans une nature créée et [dans une nature] incréée<sup>3</sup>.

L'argumentation devient de plus en plus pressante, à mesure que les besoins de la controverse l'exigent :

Comment peux-tu m'accuser de parler de deux Christs, dès lors que toi-même tu avoues que le Christ se compose de deux natures : celle de la divinité, qui est appelée Christ, et celle de l'humanité, que tu appelles aussi Christ? Parce que les natures sont différentes, reconnaitras-tu deux Christs : l'un, l'humanité, qui est né de la Vierge, et l'autre, Dieu le Verbe, qui est né de Dieu le Père? Ou bien diras-tu, comme il [Cyrille] dit : « Un dans l'union » et rien de plus? Pourquoi alors es-tu allé à de telles extrémités et y as-tu conduit d'autres, contre un homme qui a, lui aussi, dit cela?<sup>4</sup>

C'est une question de terminologie qui est en jeu. Οὐσια, φύσις, ὑπόστασις, πρόσωπον, expressions flottantes et imprécises, et dès lors susceptibles d'une masse d'équivoques. Au point de vue historique, le terme ὑπόστασις est sans doute le centre du débat. Mais ce terme, on l'a pris tour à tour dans le sens de « personne » et dans le sens de

1. P. 43, 44.

2. Nestoriana, p. 224.

3. Ibid. (Serm., XII), p. 280.

4. Bazar, p. 299, 300.

« substance ». Si l'on avait sous les yeux le texte grec de Nestorius, on y verrait peut-être qu'il admettait dans le Christ une seule personne (πρόσωπον) et deux natures ou substances (υποστάσεις). L'orthodoxie finit par souder ces deux termes l'un à l'autre, et l'on arriva ainsi à la formule du concile de Chalcédoine (451) : une personne (ἐν πρόσωπον) et une hypostase (μία ὑπόστασις) <sup>1</sup>.

\* \*

Dans la controverse nestorienne, la question de l'union hypostatique stimulait les efforts des deux partis. Elle constituait le pivot même de la christologie. Dans un sermon, qui aurait été prononcé, au dire de Marius Mercator, le 12 décembre 430, au reçu de la lettre d'excommunication, Nestorius suspecte la bonne foi de Cyrille et le somme de discuter ouvertement, au lieu de se cacher dans les ténèbres et de diriger contre lui des flèches en or<sup>2</sup>. Les pages 486-496 s'occupent tout spécialement de l'union hypostatique (ἐνωσις ὑποστατική). Si l'on entend par là l'union de deux natures, en prenant le mot ὑπόστασις dans le sens de substance, Nestorius se refuse à sanctionner cette doctrine, car elle entraînerait la confusion de la Divinité et de l'humanité. Si au contraire, par union hypostatique, Cyrille entend dire que les deux natures, tout en gardant leurs propriétés distinctives, se sont unies pour constituer une seule personne, Nestorius ne ferait aucune difficulté de lui tendre la main<sup>3</sup>. Dans ce

1. Il y a aussi lieu de préciser les termes employés par Nestorius pour exprimer la relation qui existe entre la Divinité et l'humanité. Il se sert du mot συνάρησις, « conjonction », qu'on oppose au mot choisi par l'orthodoxie : ἐνωσις, « union ». Mais la lecture du *Bazar* atteste que Nestorius emploie fréquemment les termes « union » et « unis ». D'autre part, quand il emploie le mot συνάρησις, il semble le prendre, non dans le sens de pure conjonction, d'adhérence, mais dans celui d'union; en d'autres termes, il ne l'opposerait pas à « union » (ἐνωσις), mais à « mélange » (κράσις, μίξις, σύγχυσις). Il parle aussi, à la suite de Théodore de Mopsueste, d'une habitation de « bienveillance » (εὐδοκία) de la Divinité dans l'humanité; d'où l'on a conclu qu'il n'admettait qu'une union « morale » ou de pure « relation » (σχετική). Mais l'expression εὐδοκία paraît présenter, chez Nestorius, un sens tout différent. Elle indiquerait, non le *mode d'union* des deux natures, mais la *modalité* de l'Incarnation; c'est-à-dire elle affirmerait que le Verbe a pris la chair humaine *librement* par pure *bienveillance* (εὐδοκία) et non par *nécessité* (ἀνάγκη). Dans la conclusion de la 1<sup>re</sup> partie du *Bazar*, il dira, en répondant à Supérianus, que le Verbe, en s'incarnant, a fait comme un roi qui pousserait la condescendance (εὐδοκία) jusqu'à se mettre au niveau de l'un de ses sujets, et rejoindra ainsi le passage de l'Épître aux Philippiens, II, 6-7 : « Ὃς ἐν μορφῇ Θεοῦ ὑπάρχων... εἰς τὸν ἐξῆναισεν μορφὴν δούλου λαβὼν, ἐν ὁμοιώματι ἀνθρώπων γέννημενος. »

2. *Nestoriana* (Serm., XVIII), p. 297 et suiv.

3. L'expression ἐνωσις φυσική, qu'on employait très souvent pour ἐνωσις ὑποσ-

débat, Nestorius prend une attitude qui ne mérite ni les blâmes qu'on lui a adressés ni les éloges qu'on a décernés à Cyrille d'Alexandrie<sup>1</sup>. S'adressant directement à Cyrille, il lui demande : « Ne te semble-t-il pas absurde de parler d'une union de deux natures différentes dans le sens d'union d'essence (ὁσία) et non dans le sens d'union de personne (πρόσωπον)? » Et il reproche à son adversaire de ne pas s'expliquer clairement : « Quel sens es-tu censé attacher à la formule *union hypostatique*? Qu'est cette *union hypostatique*, qu'on ne peut comprendre? Ou comment pourrions-nous l'accepter sans la comprendre? Ou comment l'as-tu comprise? » Le besoin d'avoir une réponse ne fait que préciser l'argumentation. Nestorius souligne le vrai point de la discussion :

Dis-moi, qu'as-tu entendu par *union hypostatique*? As-tu voulu nous faire prendre *hypostase* pour *personne*, comme nous parlons d'une *essence* (ὁσία) de la divinité et de trois *hypostases* (ὑποστάσεις), entendant les *hypostases* comme des *personnes* (πρόσωπα)? S'il en est ainsi, par *hypostatique* tu entendais *union personnelle* (προσώπινη). Mais l'union était, non des personnes, mais des natures. As-tu voulu indiquer une seule personne du Christ et as-tu voulu, par *union hypostatique*, parler d'une union de natures? Mais, moi aussi, je dis cela, et en cela je t'applaudis d'avoir parlé ainsi et fait une distinction de natures, — de Dieu le Verbe et de l'humanité, — et leur union en une personne. Tu m'as blâmé comme si je n'avais pas admis l'*union hypostatique*. Je ne connais pas d'autre *union hypostatique* de diverses natures; je ne connais, non plus, rien d'autre que ce qui est propre à l'union des différentes natures, sauf une *seule personne*, pour laquelle et dans laquelle les deux natures sont reconnues et qui fait que les choses, qui appartiennent à elles [aux natures], appartiennent à la personne.

La modalité de l'union est définie en termes précis. Comment se reconnaître et comment évoluer au milieu de toutes ces subtilités, qui se choquent et s'enchevêtrent? Nestorius trouve une formule assez heureuse : « L'union a eu lieu dans la personne du Fils de Dieu; non dans une *essence* (ὁσία), non dans une *nature* (φύσις), mais des *natures*<sup>3</sup>; non dans une *nature*, mais dans une *personne*; car tout

ταύτι, prêtait à l'équivoque, car elle ne dit pas si elle porte sur les natures ou sur la personne.

1. On lit dans l'*Histoire des Conciles* d'Hefele, trad. Leclercq, II, p. 293, que Cyrille, avant l'ouverture du concile, s'employa, par des arguments pleins de sagacité, à convaincre d'erreur Nestorius.

2. Cyrille n'avait jamais donné une définition nette de l'« union hypostatique », à cause de l'ambiguïté du mot ὑπόστασις, qui équivalait tantôt à ὁσία, tantôt à πρόσωπον.

3. L'union des natures.

ce qui est à la personne appartient à la chair, sauf l'essence [divine]. » Loin d'être séparée de la Divinité par un abîme infranchissable, la chair, c'est-à-dire la nature humaine, lui est intimement unie. Nestorius rejoint ici l'orthodoxie, et il serait assurément difficile de trouver dans ses paroles quelque chose de répréhensible : « La chair, qui, par sa nature et dans son *essence*, est corporelle, est néanmoins, par son union avec Dieu le Verbe, le Fils de Dieu, à la fois Dieu et Fils. On ne peut pas dire que les choses, qui sont différentes *par nature* et qui sont unies par une union *de natures*, soient deux chairs ou deux Fils<sup>1</sup>. » Et comme, après avoir serré son adversaire, il n'a pas réussi à saisir le fond de sa pensée, il se demande, avec une sorte d'anxiété, ce qu'il a voulu dire : « Je ne sais pas dans quel sens tu as parlé de l'union *hypostatique*, de façon que je puisse l'admettre ou ne pas l'admettre comme quelque chose d'incompréhensible ou de malséant, de sorte que l'homme soit isolé et considéré *à part* comme ayant le titre et l'honneur de Fils, et *à part* aussi le Verbe, qui est de Dieu<sup>2</sup>. »

L'effort de Nestorius porte surtout contre la confusion des deux natures. Réagissant contre la formule : « une nature incarnée de Dieu le Verbe »<sup>3</sup>, qui paraissait favoriser le monophysisme, les Antiochiens s'appliquent à mettre au premier plan la dualité des natures. Conditionné par l'unité de personne, le langage des Alexandrins se teinte un peu trop de la formule apollinariste et pourrait donner lieu à une interprétation monophysiste. Héritier et continuateur de la tradition antiochienne, Nestorius ne perd jamais de vue la dualité des natures et ne cesse de signaler le danger de leur confusion :

Comment entends-tu le terme « séparément »?... Comment as-tu dit que nous ne comprendrions pas la nature de l'homme « séparément », — à part de l'essence de Dieu le Verbe, — comme étant le Fils, non [par nature] mais par l'union? Si les différences des natures n'ont pas été abolies, la nature de la chair, prise *séparément*, est la nature de l'humanité; mais ce qui est Fils et *consubstantiel* au Père, et l'Esprit-Saint est, *séparément*, la [nature] de la divinité, mais dans l'union la chair est Fils et Dieu le Verbe est chair. Celui qui parle ainsi ne parle donc ni de deux Fils ni de deux chairs; il ne parle pas, non plus, de deux chairs par nature : d'un côté la chair et de l'autre [sa] filia-

1. Par *Fils*, Nestorius entend évidemment la personne.

2. Nous traduisons par *à part* l'adverbe grec *ἰδιωῶς*, « proprement, séparément »; quoique obscure, l'idée est, ce semble, qu'il faut considérer séparément l'homme et le Verbe, si l'on a égard aux deux natures.

3. « Μία φύσις τοῦ Θεοῦ λόγου σεσαρκωμένη. » Cette formule est probablement d'Apollinaire. Cf. Caspari, *Alle und neue Quellen zur Geschichte des Taufsymbols*, 1879, p. 102.



tion. Mais, dans la personne, les natures usent réciproquement de leurs propriétés<sup>1</sup>, comme le feu dans le buisson<sup>2</sup>. Le buisson devint feu et le feu buisson; séparément ils étaient cependant buisson et feu, non deux buissons ni deux feux, puisque les deux étaient dans le feu et les deux dans le buisson. Il n'y a pas de division, mais, par l'union des deux natures, les deux natures deviennent une personne. Cesse donc de parler de natures distinctes demeurant avec les distinctions de leurs natures et n'étant pas détruites, ou dis qu'elles sont restées dans différentes natures.

Le mélange des deux natures est la grande préoccupation de Nestorius. Son esprit est, en quelque sorte, hanté par le pressentiment du monophysisme, et les explications de Cyrille, pour rassurantes qu'elles soient pour leur auteur, ne font que le fortifier dans son impression :

Comme l'âme et le corps forment une seule nature de l'homme, ainsi (comme tu le prétends) Dieu le Verbe était uni à l'humanité<sup>3</sup>, et cela tu l'as appelé une union *hypostatique*. Mais ici, quoique les natures persistent, l'union a lieu dans une nature passible, faite et créée. Car une union physique (*ἐνωσις φυσική*) est un second acte de création; ce que l'on n'a pas par sa propre nature, il le reçoit par la nature [de l'autre] dans l'union physique. Or les choses qui sont unies par une union physique sont unies de telle manière que chacune d'elles a les passions de l'autre physiquement et ne les reçoit pas librement; ainsi le corps et l'âme, qui par leur nature ne sont pas susceptibles de recevoir l'un les propriétés de l'autre, entrent, par l'union physique, en participation l'un de l'autre et, par une nécessité physique, l'un reçoit de l'autre ses passions et lui communique les siennes, de sorte que chacun des deux souffre ce qu'il n'aurait pas souffert séparément... Si par le terme *hypostatique* tu entends, de cette sorte, le terme *physique*, tu parles comme les Ariens; car si le Verbe a souffert par une passibilité physique, c'est une union physique et non libre. Il a, disent-ils [les Cyrilliens], souffert par une union physique [avec la chair], parce qu'en vertu de ce composé physique les passions de l'esprit sont les passions du corps. Mais Celui qui n'a pas été fait, qui par sa nature est incréé, n'était pas composé de manière à souffrir comme ce qui est créé et fait<sup>4</sup>.

\* \*

La définition du concile de Chalcédoine éclaire d'un jour nouveau la christologie de Nestorius. Non pas qu'elle dissipe complètement

1. C'est à peu près ce qu'on appelle la « communication des idiomes ».

2. Le buisson ardent, que vit Moïse.

3. Cyrille d'Alexandrie emploie cette comparaison dans la seconde de ses lettres lue au concile d'Éphèse.

4. Toute l'argumentation de Nestorius consiste à repousser l'assimilation

les difficultés qui encombrèrent la route de l'histoire, mais elle nous donne une direction assez importante. Le concile de Chalcedoine (451) n'est séparé que de vingt ans de celui d'Éphèse (431) qui condamna le nestorianisme. La date de la mort de Nestorius est incertaine. A-t-il vécu jusqu'à la veille du concile de Chalcedoine? On peut le supposer. Le *Bazar* fixe un point. Nestorius vécut assez pour lire la lettre de saint Léon à Flavien, qui prépara la définition de Chalcedoine. Le monophysisme, réprouvé à Chalcedoine, avait pour auteurs Eutychès de Constantinople et Dioscore d'Alexandrie. Nestorius n'est pas loin d'y voir l'aboutissant nécessaire de la christologie alexandrine et des principes cyrilliens. Aussi approuve-t-il pleinement la *Lettre dogmatique* du pape Léon I<sup>er</sup> à Flavien, patriarche de Constantinople. Il s'en réjouit comme d'un événement heureux et la regarde comme le triomphe de la foi orthodoxe.

Son langage est significatif et provoque des méditations : « Lorsque l'évêque de Rome eût lu ce qui avait été fait contre Eutychès, il condamna Eutychès comme coupable d'impiété. Lorsque je tombai sur cette exposition<sup>1</sup> et que je la lus, je rendis grâce à Dieu de ce que l'Église de Rome avait une profession de foi saine et irrécusable<sup>2</sup>. » A la fin du *Bazar*, Nestorius présente en termes émouvants sa propre apologie. Il déclare à plusieurs reprises que lui, Léon et Flavien ont professé les mêmes opinions et que la manière scandaleuse dont on avait traité Flavien, — « qui remplissait sa place », — au « Brigandage d'Éphèse » n'avait été que la répétition de ce qui lui était arrivé à lui-même<sup>3</sup>. La cause était la même. Seules les personnes différaient. Nestorius reconnaît cependant dans tous ces événements la main de Dieu. Il se plaint de ce qu'on lui ait imposé silence et qu'on n'ait pas cru à ses paroles. Et la conclusion?

C'est Dieu qui a fait cela, non en vue de moi, — car qu'est Nesto-

faite par Cyrille entre l'union hypostatique et l'union réalisée dans l'homme par l'âme et le corps. En cela, il avait certainement raison. Dominé par le souci de l'unité, Cyrille apportait des comparaisons inexactes. Et Nestorius conclut contre son adversaire en déclarant que ceux qui parlent ainsi de l'union hypostatique sont des impies. Il vise, on ne voit pas pourquoi, les Ariens.

1. La *Lettre* de saint Léon.

2. *Bazar*, p. 337.

3. On sait que Flavien fut déposé par le synode monophysite d'Éphèse (449), qui avait été convoqué par Théodose et dont Dioscore avait été nommé président par l'empereur lui-même. Ce synode porte dans l'histoire le nom de « Synode de brigands », *σύνδος ληστρικῆς*. On y déposa Flavien, Eusèbe et d'autres évêques, parmi lesquels Théodoret de Cyr et Ibas d'Édesse. Flavien y fut si maltraité qu'il mourut au bout de trois jours. Le synode déclara Eutychès orthodoxe, après qu'il eût déclaré condamner Apollinaire, Nestorius et les autres hérétiques et adhérer aux conciles de Nicée et d'Éphèse.

rius, ou qu'est sa vie ou sa mort dans le monde? — mais pour la cause de la vérité qu'il a donnée au monde et qui a été annihilée par l'erreur. Et parce que les hommes me tenaient en suspicion et ne voulaient pas croire ce que je disais, — car on me traitait comme quelqu'un qui cache la vérité et en écarte l'exacte signification, — Dieu a donné à cette doctrine un propagateur à l'abri de tout soupçon, Léon, qui proclama la vérité sans crainte... Celui qui avait été tout-puissant ne jouissait plus maintenant d'aucune influence; je pense à Dioscore, évêque d'Alexandrie; « d'aucune influence », dis-je, car il se mit à fuir pour éviter d'être déposé et envoyé en exil. Tout cela arriva afin qu'en subissant les mêmes traitements, ils<sup>1</sup> pussent croire ce qui avait été dit contre moi par un Égyptien dans le précédent synode<sup>2</sup> et sussent que ce fut par la perfidie de l'empereur et des nobles de la cour que j'avais été regardé comme résistant au concile. C'est parce qu'ils<sup>3</sup> n'ont jamais cherché la vérité qu'ils m'ont tenu pour blasphémateur... (Pour des raisons analogues), Dieu permit que Flavien vint au synode et souffrit ce qu'il a souffert afin de les convaincre qu'eux aussi avaient été des meurtriers. Car il est clair que [ce qui fut fait à Flavien] est ce qui aurait été fait à moi-même par ceux-là<sup>4</sup>.

Et, après une justification de sa conduite, basée sur des rapprochements avec des personnages du passé<sup>5</sup>, Nestorius propose la formule suivante comme l'une des expressions de sa christologie :

En parlant d'une union de *natures*, je parle d'une *personne*, d'une *égalité*, d'un *honneur*, d'une *autorité*, d'une *seigneurie*. En résumé, partout où la personne résulte de cette nature-ci et de celle-là, ces *natures* sont dans l'union d'une *personne*. Car la *personne* est *des natures*, mais elle n'est pas *une nature*. Elle est *par la nature*, mais elle n'est pas *une nature*... Le Verbe a pris l'homme dans sa *personne*, mais non

1. Évidemment les partisans de Flavien.

2. Synode d'Éphèse.

3. Les partisans de Flavien.

4. Vise-t-il les Pères du concile d'Éphèse ou les membres du « Brigandage d'Éphèse » ?

5. « Méléce et Eustathe n'auraient pas été évêques d'Antioche s'ils avaient acquiescé à l'élection et au jugement d'un synode d'hérétiques, qui leur était hostile. Athanase n'aurait pas été évêque d'Alexandrie s'il avait, sans le moindre doute, accepté, comme émanant d'un orthodoxe, sa sentence de déposition. Jean (Chrysostome) n'aurait pas été évêque de Constantinople s'il avait accepté sans examen comme émanant d'un [vrai] synode, la sentence de déposition prononcée contre lui. Flavien n'aurait pas été évêque de Constantinople s'il avait adhéré à la décision du concile œcuménique qui l'avait déposé, comme émanant d'un concile. Tous ceux qui ont souffert toutes ces choses pour moi ne brilleraient pas comme le soleil, si j'avais eu égard à mes accusateurs plutôt qu'à Dieu... Ce n'est pas mon œuvre, mais c'est l'œuvre du Christ qui m'a fortifié » (*Bazar*, p. 366-370).

dans l'essence ou nature [divine]... Car l'humanité est la personne de la Divinité et la Divinité est la personne de l'humanité; mais elles sont distinctes dans leur nature et dans l'union.

\* \* \*

Dans l'histoire des doctrines, la christologie et l'Eucharistie ont très souvent lié leur sort. On s'appuie sur l'un de ces dogmes pour consolider l'autre. Irénée avait déjà exploité cette mine contre les Docètes, qui niaient la réalité de la chair du Christ. « Le corps du Christ », observe-t-il, « était réel, parce que le pain et le vin eucharistiques sont réels et capables de nourrir notre corps et notre sang; ils nous octroient le don de la vie éternelle, parce qu'ils deviennent le vrai corps et le vrai sang du Verbe de Dieu incarné »<sup>1</sup>. Les adversaires de Nestorius en avaient appelé au dogme eucharistique. Le *Bazar* nous a conservé un Dialogue entre Nestorius et leur avocat, un certain Superianus<sup>2</sup>. On peut par la lecture de ce morceau se faire une idée de l'enseignement eucharistique de Nestorius.

Mais cette lecture est de nature à détruire bien des préjugés. Elle nous apprend que Nestorius ne professa pas, en ce qui concerne le dogme eucharistique, un radicalisme absolu et que la réserve dans laquelle il se tint fut conditionnée par le caractère que la doctrine cyrillienne revêtait à ses yeux. La polémique déteint toujours sur les doctrines et leur communique un aspect de relativité qu'elles n'auraient pas eu dans d'autres conditions. C'est un phénomène, dont il importe présentement de se rendre compte.

La théorie eucharistique de Nestorius est, en un sens, un essai de conciliation. Elle s'interpose entre deux tendances extrêmes : celle d'une fusion et celle d'une simple juxtaposition. Nestorius n'admet évidemment pas ce qu'on appellera plus tard la transsubstantiation. Il croit à la permanence des éléments sensibles, c'est-à-dire du pain et du vin. Sous ce rapport, il est opposé à la conception dont le concile de Trente énoncera la formule contre les négations du Luthéranisme; il est, pour le dire d'un mot, antitranssubstantiationiste. Mais, d'un autre côté, il est aux antipodes des théories luthériennes, suivant lesquelles les éléments sensibles, dans leur nature sensible, coexistent avec le corps et le sang du Christ. Pour Nestorius, les éléments sensibles existent sans doute, mais ils sont identiques à l'humanité du Christ.

Le patriarche de Constantinople veut avant tout sauver l'économie

1. *Adv. haeres.*, IV, 31<sup>a</sup>, 51<sup>a</sup>; VII, 2.

2. P. 27 et suiv.

de l'Incarnation, qu'il croit menacée par la christologie de Cyrille. L'économie de l'Incarnation postule la dualité des natures. Or, à son avis, la christologie de Cyrille exagère tellement l'unité personnelle du Christ qu'elle compromet la dualité des natures, qu'elle absorbe la nature humaine dans la nature divine. Imaginaire ou réel, apparent ou fondé, ce danger effraie et trouble Nestorius. Il veut y parer, il veut l'écarter. Et alors, il se demande comment, si les éléments sensibles disparaissent conformément à la doctrine cyrillienne, il serait possible de sauver la nature humaine du Christ. Pour sauver cette nature, il ne voit qu'un moyen : c'est de la river aux éléments sensibles et de maintenir la persistance de ces derniers. Il arrive ainsi à cette formule : le pain et le vin persèverent dans leur nature, mais ils ne sont le corps et le sang du Christ qu'en tant que leur essence est la même que son essence humaine. Donc, d'un côté, la nature divine du Christ représentée par le Verbe et, de l'autre, sa nature humaine identique à celle du pain et du vin<sup>1</sup>.

\* \*

Il est temps de conclure cette enquête et de dessiner, en quelques lignes, les nuances de la pensée de Nestorius, autant que l'obscurité

1. Ces préoccupations se sont incrustées dans les textes, et ces textes nous viennent de Cyrille lui-même. Le danger monophysite pointe à l'horizon et Nestorius y attire l'attention. Dans sa réponse au 6<sup>e</sup> *Anathématisme* de Cyrille, il s'exprime ainsi : « Pourquoi donc, les deux [natures], comme nous l'avons entendu, s'étant, d'après toi, mélangées, le Seigneur, donnant à ses disciples la puissance du mystère, parle-t-il ainsi ? Prenant le pain, et, ayant rendu grâces, il le donna à ses disciples, disant : *Prenez, mangez tous ; ceci est mon corps*. Pourquoi n'a-t-il pas dit : *Ceci est ma divinité, qui est rompue pour vous* ? Et encore, donnant la coupe des mystères, pourquoi n'a-t-il pas dit : *Ceci est ma divinité, qui est répandue pour vous*, mais : *Ceci est mon sang, qui est répandu pour vous, pour la rémission des péchés* ? » (*Adversus Nestor.*, IV, 6, dans Migne, *Patrol. grec.*, t. LXXVI, col. 205). Et quelle défense les Orientaux opposent-ils au 11<sup>e</sup> *Anathématisme* ? « Il est clair que le sommet de l'union ne le [Cyrille] satisfait pas, à moins qu'il ne confonde les natures. Mais, nous autres, nous conservons les natures, non confondues, et nous confessons l'unité suprême et divine et incompréhensible » (*Ibid.*, col. 372). Théodoret, évêque de Cyr, se ment dans la même perspective. Il est tellement convaincu que le point central de la controverse christologique est la dualité des natures que, dans sa critique du 11<sup>e</sup> *Anathématisme*, il atteste que Cyrille lui-même est obligé de reconnaître contre son gré la différence des natures. « Lui aussi il professe involontairement la différence des natures, puisqu'il parle de la chair et de Dieu le Verbe et qu'il déclare que la chair lui appartient en propre. Donc Dieu le Verbe ne s'est pas changé en la nature de la chair, mais il a sa propre chair, la nature incompréhensible, qu'il a rendue vivante par l'union » (*Ibid.*, col. 448).



des *Nestoriana* et surtout du *Bazar* permet de le faire. Il n'est certes pas facile de renoncer aux habitudes simplificatrices de la synthèse. Mais il faut toujours s'efforcer de demander à l'analyse de dégager les aspects multiples d'un système doctrinal, pour que l'histoire puisse formuler une appréciation plus juste et plus équitable.

Il semble bien que Nestorius fut amené à nier la maternité divine de Marie et à repousser le *θεοτόκος* non pas tant par le postulat de la dualité des personnes qu'aurait impliqué sa christologie que par la crainte d'attribuer à Marie la génération de la Divinité elle-même. Nestorius admet dans le Christ une certaine unité, qui reste, il est vrai, un peu nuageuse, probablement à cause de l'élasticité des vocables *personne* et *hypostase*. Mais il n'arrive pas à saisir nettement la distinction entre le supôt et la forme, entre le concret et l'abstrait, que nous devons à l'analyse philosophique des grands métaphysiciens. Il redoute dès lors que, si l'on affirme que Marie a enfanté « Dieu » ou « celui qui est Dieu », il ne faille conclure qu'elle a enfanté « la Divinité » ou « l'essence divine », qui est inengendurable. Il tourne dans cette impasse sans parvenir à en sortir en donnant satisfaction à la conscience chrétienne, qui ne tolère pas que l'on conteste le plus grand des privilèges de Marie, et en sauvegardant les propriétés essentielles de la nature divine. Il appartiendra à l'orthodoxie de trouver la formule qui conciliera, par une heureuse distinction, le *θεοτόκος* de Marie et l'*ἀγεννήτος* de la nature divine.

Le problème de la personne du Christ est solidaire d'une terminologie flottante et imprécise. Le terme *ὑπόστασις* est au centre de la discussion qui se déroule entre Nestorius et Cyrille d'Alexandrie. Y a-t-il en Jésus-Christ une ou deux personnes? La réponse à cette question dépendait nécessairement du sens qu'on attachait au mot *ὑπόστασις*. Aucun des deux adversaires ne pouvait évidemment se désintéresser de la signification de ce terme, car elle portait les destinées de la christologie. Dans la littérature chrétienne, et surtout au milieu des controverses théologiques, le mot *ὑπόστασις* a été tantôt l'équivalent de *πρόσωπον*, tantôt celui d'*οὐσία*. Le manque du texte grec du *Bazar* nous met dans l'impossibilité de connaître la vraie pensée de Nestorius sur ce sujet. On peut supposer, — car des indices favorables ne manquent pas, — qu'en employant, lorsqu'il parle du Christ, la formule *ὁὗς ὑπόστασις*, il l'entendait dans le sens de *ὁὗς οὐσία* ou *ἐίς*, tandis qu'aux yeux de Cyrille d'Alexandrie, il y attachait le sens de *ὁὗς πρόσωπον*. Dans ce cas, on se serait battu pour une question de mots.

La même observation paraît devoir s'appliquer au problème de l'union hypostatique. L'ambiguïté du mot *ὑπόστασις* jette une grande

hésitation dans le débat, et cette hésitation n'est pas sans influencer sur l'orientation de la pensée. Il n'est pas sûr que Nestorius ait rejeté la formule « union hypostatique » pour rester fidèle à la thèse des deux personnes. Comme on pouvait prendre le mot *ὑπόστασις* dans le sens de *φύσις*, et que la formule « union hypostatique » était dès lors susceptible de prêter le flanc à une double interprétation, Nestorius laisse entendre dans plusieurs passages qu'il la rejette pour éviter la confusion des deux natures. A l'entendre, le monophysisme découlerait directement de la thèse de l'union hypostatique. Aussi admire-t-il la lettre du pape saint Léon à Flavian de Constantinople et peut-être put-il se réjouir de la condamnation du monophysisme à Chalcédoine. Ici encore, il faudrait accorder un certain rôle à l'ambiguïté des mots et des formules.

En ce qui concerne le dogme eucharistique, Nestorius n'est ni catholique ni luthérien. Il a une théorie originale qui n'est, à proprement parler, ni la transsubstantiation ni l'impanation. Il pose en principe que le pain et le vin sont identiques à la nature humaine du Christ. Par conséquent, on ne peut pas soutenir qu'ils disparaissent : autrement il faudrait dire que la nature humaine disparaît aussi. Ils persistent donc après la consécration. En enseignant la persistance du pain et du vin, Nestorius s'éloigne des catholiques et se rapproche des luthériens. Mais il s'en détourne aussitôt. Car dans la théorie luthérienne, le pain et le vin qui persistent après la consécration sont distincts de la nature humaine du Christ, tandis que, pour Nestorius, ils s'identifient avec elle. Pour sauver la persistance de la nature humaine du Christ, Nestorius défend donc celle du pain et du vin.

Qu'on ne se méprenne pas sur la valeur de cette interprétation. On ne songe pas à donner ces conclusions comme des certitudes, car les textes, sur lesquels elles s'appuient, n'ont pas une clarté absolue. Il reste donc, malgré tout, des points d'interrogation. Mais ces points d'interrogation sont un motif plus que suffisant de revoir ce problème avec plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Pour notre part, nous attendons avec impatience l'apparition du troisième volume de l'*Histoire ancienne de l'Eglise* par Mgr Duchesne, sûr d'avance que l'éminent historien voudra tirer au clair la question nestorienne et nous apportera sur ce point les lumières de son expérience et de sa critique.

V. ERMONT.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE.

#### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

M. Frédéric Masson<sup>1</sup> donne deux séries de petits récits napoléoniens qu'il intitule *Autour de Sainte-Hélène*. Il les fait précéder d'un « Avis au lecteur », où s'exprime un beau mépris des archives et des dépôts publics, notamment des Affaires étrangères ; et ce serait inquiétant si l'on ne se rassurait presque aussitôt à voir M. F. Masson (p. xxxiv) attribuer la plus grande importance aux archives des Affaires étrangères de Russie, qui sans doute ne valent ni mieux ni moins que les autres. Dans la première série, M. Masson donne de nouveaux détails sur les « missionnaires de Sainte-Hélène » ; il expose le beau dévouement de Las Cases, le cas du général Gourgaud et son imposture en s'attribuant une mission de l'empereur pour expliquer son départ de Sainte-Hélène (pièces justificatives), le cas du chirurgien Antommarchi. — La deuxième série est de personnages moins remarquables, mais plus pittoresques : le marquis de Montchenu, le représentant de Louis XVIII ; le comte Piontkowski ; la comtesse de Rohan-Miniac de Jersey, qui avait essayé de s'installer à l'île d'Elbe et, faute de l'empereur, fit la joie des généraux autrichiens de la garnison de Milan : une lointaine ressemblance avec Marie-Louise ; les cuisiniers de Napoléon, Lepage et Chandelier, et le menu de ses repas. Tout cela est intéressant.

Le sujet traité par M. Stenger, *le Retour des Bourbons*<sup>2</sup>, est un sujet connu ; il est ici à peine renouvelé, quoique l'auteur, en sa préface, annonce « des faits de vie sociale négligés par les historiens politiques et sortis de l'ombre où ils restaient enfouis ». La plus grande nouveauté du livre est dans le ton de sévérité, parfois partielle, à l'égard des Bourbons : ils errent à travers l'Europe, en grande

1. Frédéric Masson, *Autour de Sainte-Hélène*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séries. Paris, Ollendorff, 1909, 2 vol. in-12, xxxv-321 et 312 p.

2. Gilbert Stenger, *le Retour des Bourbons : d'Hartwell à Gand. Le règne des émigrés (1814-1815)*. Paris, Plon, 1908, in-8°, iii-447 p.

joie des malheurs de la France, surtout à partir de Moscou; on relève ici quelques expressions curieuses de cette joie indécente; on les connaissait pour la plupart avec les ouvrages de Vaulabelle, d'Ernest Daudet ou de Henry Houssaye. Les principaux chapitres du livre sont : Hartwell, le comte d'Artois à Paris, Paris royaliste, le roi Louis XVIII, le règne des émigrés en 1814 (c'est le plus important morceau), la fuite du roi, les luttes intestines à Gand, le retour de Gand, la joie de la victoire de Waterloo; on connaissait par M. Madelin le rôle de Fouché après Waterloo.

Dans le volume publié par M. HANOEAU, *Lettres du prince de Metternich à la comtesse de Liéven (1818-1819)*<sup>1</sup>, nous n'avons qu'une partie des lettres de l'amant, et peut-être n'éprouvera-t-on pas le désir d'avoir les autres; car ces lettres d'amour, sans doute intéressantes pour les intéressés, sont vite monotones pour les indifférents; « elles font l'effet », dit Metternich plus tard, « d'un remède qui porte au cœur à force d'être fade ». Le comte de Liéven était ambassadeur de Russie à Londres depuis 1812; Metternich connut la comtesse au congrès d'Aix-la-Chapelle; ils furent « les amants de Spa ». Séparés presque aussitôt, ils n'en éprouvèrent pas une douleur dramatique et échangèrent les lettres que nous avons : amour qui ne fut ni très poétique ni très fleuri, auquel on trouvera peut-être un intérêt psychologique, avec quelques formules qui ne sont pas très nouvelles : « Je m'aime parce que tu m'aimes. » — « Moins aimer, c'est ne plus aimer. » — « Mon amie, il ne faut pas être communs pour nous appartenir comme nous nous appartenions. » Les confidences que se firent les deux amants sur leurs amours antérieures sont plus piquantes, car elles étaient variées de part et d'autre. Une jolie phrase de Metternich sur M<sup>me</sup> de Staël : « Son esprit m'a fait mal; ses gestes m'ont fait peur. La femme-homme me tue. Son salon ressemblait au forum et son fauteuil à une tribune. » Les amants restèrent éloignés; il fut impossible à Metternich d'obtenir la nomination du comte de Liéven comme ambassadeur de Russie à Vienne; peut-être n'y fit-il pas de grands efforts ou le tsar Alexandre y mit-il de la malice. Et ce grand amour ne résista pas à la distance. Les dernières lettres racontent des impressions de voyage en Italie, les formules d'amour ne suffisant plus à les remplir. Metternich se remaria avec une jolie personne, la baronne de Leykam; puis, veuf une seconde fois, avec la belle comtesse Zichy; et M<sup>me</sup> de Liéven,

1. *Lettres du prince de Metternich à la comtesse de Liéven (1818-1819)*, publ., avec une introduction, une conclusion et des notes, par Jean Hanoteau; préface de M. Arthur Chuquet. Paris, Plon, 1909, in-8°, LXXII-422 p.

devenue l'Égérie de Guizot, appela son amant de Spa « le plus grand fourbe du monde, le plus grand coquin qui soit sur la face de la terre ».

Les *Souvenirs du chevalier de Cussy*, publiés par le comte DE GERMINY<sup>1</sup>, sont amusants. Attaché à la légation de Berlin sous le marquis de Bonnay, il fait avec agrément la chronique scandaleuse de la cour de Prusse, parmi des héroïnes comme la femme de l'ambassadeur de Russie, M<sup>me</sup> d'Alopéus, « la plus belle femme du monde », M<sup>me</sup> de Narsichkine, M<sup>me</sup> de Crayen, « la Ninon de Lenclos de Berlin », parmi des scènes édifiantes qui en disent long sur la moralité de cette société aristocratique et royale de Berlin. Envoyé ensuite à Dresde comme chef de légation, le chevalier de Cussy se trouva mêlé de près à une bruyante affaire, l'arrestation et l'expulsion du professeur Cousin, signalé au gouvernement saxon par la police française elle-même comme coupable d'idées révolutionnaires; l'attitude de Cousin y fut assez ridicule. On verra dans ce premier volume de souvenirs une contribution piquante à l'étude de la haute société française et étrangère à l'époque de la Restauration.

Charles de Montalembert était à Stockholm, auprès de son père, ministre de France en Suède; son ami, Alphonse d'Herbelot, jeune professeur au collège Henri IV, lui adressa une trentaine de lettres qui sont de vraies chroniques politiques sur la situation intérieure de la France à la veille de la révolution de Juillet<sup>2</sup>. Le jeune universitaire est sévère pour les politiciens de son temps et il assiste avec quelque dédain à la curée des places; il exprime avec une éloquente sincérité les colères de la jeunesse libérale contre le gouvernement de Charles X, contre les Suisses qui sont menacés de « Suis-side » (le calembour fut alors à la mode), et un ardent retour d'admiration pour les morts de Waterloo, pour les grands soldats de 1792 et 1793. Entre temps, d'Herbelot tient son ami au courant de ses études sur la Réforme; il lui demande des conseils, ce qui lui donne l'occasion de quelques observations pénétrantes et originales. On y trouvera aussi quelques indications précieuses sur la formation du caractère de Montalembert : il avait montré jusque-là le scepticisme voltairien dont était marquée cette génération de 1830. Son

1. *Souvenirs du chevalier de Cussy, garde du corps, diplomate et consul général (1795-1866)*, publ. par Marc de Germiny; t. I. Paris, Plon, 1909, in-8°, iv-417 p.

2. *La jeunesse libérale de 1830. Lettres d'Alphonse d'Herbelot à Charles de Montalembert et à Léon Cornudet (1828-1830)*, publ. pour la Société d'histoire contemporaine par ses petits-neveux. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, xvii-295 p.



long séjour en Suède, une incurable maladie de sa sœur, d'autres dispositions sans doute que son ami n'analyse pas firent apparaître en lui une sentimentalité mystique dont d'Herbelot s'inquiéta avec leur ami commun Léon Cornudet; nous avons en effet, en appendice, une belle lettre de Montalembert sur la Suède, sur les bonnes rêveries où il s'y était attardé, sur le regret pénétrant de quitter un pays où l'on ne reviendra jamais.

Nous voici maintenant au règne de Louis-Philippe; la littérature historique en fut cette année assez riche. M. ARNAUD consacre à la sœur du roi, Adélaïde d'Orléans<sup>1</sup>, un joli volume, où le portrait de l'héroïne est peut-être quelque peu embelli. Nous y retrouvons, à propos de l'enfance de M<sup>me</sup> Adélaïde, le souvenir de la grande influence exercée par M<sup>me</sup> de Genlis sur ses élèves; lorsque la gouvernante eut été chassée par la duchesse d'Orléans, il fallut la rappeler, Adélaïde étant tombée gravement malade. Pendant la Révolution, elle suivit M<sup>me</sup> de Genlis en Angleterre, en Suisse; elle ne s'en sépara que pour se retirer à Fribourg chez la princesse de Conti. De retour à Paris, lors de la restauration des Bourbons, M<sup>lle</sup> d'Orléans fit de son salon un centre d'opposition à la famille royale; elle y laissa voir toute sa haine pour les Bourbons à cause des petites humiliations qu'ils ne lui épargnaient pas. Elle fut ainsi pour quelque chose dans la préparation de la révolution de Juillet; pourtant il ne semble pas que son rôle y ait été absolument décisif et qu'il faille considérer l'avènement de Louis-Philippe comme « son œuvre ». De même, il est probable que ses conseils ont eu de l'influence sur le gouvernement de son frère, mais il est impossible de saisir son action personnelle sur aucun événement précis. Elle eut le bonheur de mourir avant la révolution de 1848.

La *Chronique* de la duchesse DE DINO, publiée par la princesse Radziwill<sup>2</sup>, s'annonce en ses deux premiers volumes comme une publication d'un grand intérêt. Les premières pages en ont été écrites à Londres, pendant l'ambassade de M. de Talleyrand; elles disent les bizarreries du roi Guillaume IV, grand amateur de vin de Xérès, les grossièretés du chancelier Lord Brougham, l'influence de la princesse de Liéven, la bassesse de Lucien Bonaparte demandant à rendre

1. Raoul Arnaud, *l'Égérie de Louis-Philippe, Adélaïde d'Orléans (1777-1847)*, d'après des documents inédits, ouvrage orné de portraits. Paris, Perrin, 1908, in-8°, 375 p.

2. Duchesse de Dino (puis duchesse de Talleyrand et de Sagan), *Chronique de 1831 à 1862*, publ., avec des annotations et un index biographique, par la princesse Radziwill, née Castellane; t. I : 1831-1835; t. II : 1836-1840. Paris, Plon, 1909, 2 vol. in-8°, 461 et 544 p.

hommage au vainqueur de Waterloo et sollicitant du duc d'Orléans la place de ministre de France à Florence, l'impression produite par la réforme de 1832, la lente décomposition du ministère Grey, « la dégringolade de l'Angleterre ». Les historiens recueilleront précieusement les renseignements fournis par la duchesse de Dino sur la façon dont son oncle préparait ses Mémoires (t. I, p. 137-138) : il ne tenait pas un journal régulier, il avait la plus parfaite incurie dans la tenue de ses papiers, sa mémoire surchargée laissait voir souvent des lacunes regrettables, il dictait, selon le caprice et sans notes, des morceaux de mémoires qui étaient recopiés ensuite par l'un ou par l'autre : explication des étonnantes erreurs qui scandalisèrent les lecteurs de ces Mémoires lors de leur publication par le duc de Broglie en 1894.

La Chronique de Paris, après 1834, est aussi intéressante ; la duchesse fait l'histoire de la démission de Talleyrand, de sa lettre au roi composée avec elle et relue par Royer-Collard. Elle raconte joliment la réception de Thiers à l'Académie, la perruque de Royer-Collard faisant des hauts et des bas pour manifester sa très vive approbation ; un nouveau trait du personnage de Talleyrand : le désir qu'il avait de voir mourir sa femme pour augmenter son revenu, le désir réciproque de celle-ci ; le diable boiteux l'emporta, elle mourut la première en 1835. Dans l'été de 1840, la duchesse de Dino alla visiter ses terres de Silésie ; ce lui fut l'occasion d'un séjour à Berlin et de relations intéressantes avec la famille royale de Prusse. Ce second volume (1836-1840) donne beaucoup de place au personnage de M. Thiers, à propos de l'affaire d'Espagne, à propos de l'affaire d'Orient en 1840, où le beau-père de Thiers, M. Dosne, fit une grosse fortune grâce au désarroi de la Bourse. Il y est surtout question de la fin de M. de Talleyrand : la duchesse de Dino exerça une action personnelle sur sa réconciliation avec l'Église, avec l'archevêque de Paris, Mgr de Quélen, et l'abbé Dupanloup. Ainsi, pour la connaissance des plus grands personnages de ce temps, cette Chronique a une réelle valeur : cette publication n'est pas une déception comme celle des Mémoires de son oncle ; il est vrai qu'elle n'a pas la prétention de traiter de la grande politique.

M. SAVINE reprend le récit de l'une des plus scandaleuses affaires de ce temps, *l'Assassinat de la duchesse de Praslin*<sup>1</sup> ; il se sert de quelques dossiers tirés des Archives nationales, il redit la jeunesse de Fanny Sébastiani, l'influence fatale exercée sur elle par une gou-

1. Albert Savine, *l'Assassinat de la duchesse de Praslin*, d'après les documents d'archives et les mémoires (illustrations documentaires). Paris, Michaud, in-12, 192 p.

vernante, M<sup>lle</sup> Mendelssohn, « qui laissa derrière elle le germe fatal de vices qui ont fait du bruit dans des enceintes de justice », puis, après son mariage avec le duc de Praslin, le détraquement de ses nerfs, aggravé par ses grossesses, le duc obligé de lui interdire la chambre des enfants, de l'empêcher d'aller aux bains de mer avec eux. Leur vraie mère fut alors leur gouvernante, Henriette Deluzy-Desportes; elle tint ainsi une grande place dans la maison et excita la plus violente jalousie de la duchesse. Le maréchal Sébastiani intervint; le duc éloigna Henriette Deluzy; mais les filles s'élevèrent contre leur mère, voulurent revoir la gouvernante, furent enfermées dans leurs chambres, parmi des scènes extraordinaires. C'est là que la duchesse fut assassinée à coups de poignard; le duc arrêté s'empoisonna avec de l'acide arsénieux; il échappa aux poursuites judiciaires; mais il laissa ainsi l'opinion favorable, à tort, à la victime. Ce procès peut-il être considéré désormais comme vidé?

La publication des *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode*<sup>1</sup> se continue avec un intérêt très inégal. Les premières pages du tome VII sont occupées par la correspondance du chancelier avec sa femme pendant la campagne des Balkans, et notamment pendant le siège de Varna, auquel il assista quelque temps dans l'entourage de l'empereur Nicolas. Il y a ensuite une série de lettres confidentielles et très intéressantes entre Nesselrode et le comte de la Feronnays : celui-ci fait appel à la modération de la Russie en faveur de la Turquie, prie le tsar de ne pas dévorer le sultan, de rassurer l'Europe, lui dit les inquiétudes des puissances, surtout de l'Angleterre, au sujet de la politique russe dans les Balkans. Le volume contient ensuite des lettres d'un diplomate russe, M. Faber, à la comtesse de Nesselrode sur la société parisienne à cette date, les nouveautés qu'on rencontre à Paris, les nouvelles rues, l'épuration morale du Palais-Royal, les entreprises de voitures publiques et d'omnibus, les bouillons, les grands et larges chapeaux des dames qui les ôtent à l'Opéra « pour donner la vue à ceux qui se trouvent derrière elles » (1829). Enfin, la comtesse de Nesselrode, pendant un séjour en Angleterre, donna dans ses lettres quelques impressions sur la situation politique, exprima sa joie en apprenant les victoires des Hollandais sur les Belges : on a vu aux volumes précédents ses opinions ultra-royalistes très ferventes. Elle dit encore sa stupeur à la nouvelle du mariage de la grande-duchesse Marie, fille de l'empe-

1. *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode (1760-1850)*, extraits de ses archives, publiés et annotés avec une introduction par le comte A. de Nesselrode; t. VII : 1828-1839. Paris, Lahure, s. d., in-8°, III-308 p. — Voir *Revue historique*, t. C, p. 118.

reur Nicolas, avec le prince de Leuchtenberg : une grande-duchesse, « un ange de vertu et de beauté, qui descend au fils d'un simple particulier ». On attendait d'autres révélations de la publication des archives d'un chancelier de Russie.

La *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau*, que publie M. L. SCHEMANN<sup>1</sup>, est extraite, pour les lettres de Tocqueville, de la collection Gobineau, à Strasbourg, et, pour les lettres de Gobineau, des papiers de la famille de Tocqueville. Une première série de lettres, de 1843 et 1844, a pour sujet un travail que Gobineau et Tocqueville avaient entrepris ensemble, pour l'Académie des sciences morales, sur le développement de la morale dans les temps modernes; Gobineau s'était chargé à cette intention d'analyser Priestley, Bentham et les philosophes allemands; ils recherchèrent d'après cela ce qu'il y avait de nouveau dans les moralistes modernes et par quelles notions chrétiennes ils avaient modifié la morale antique. — Une seconde série de lettres, la plus importante, est celle des années 1849 à 1854. En 1849, Arthur de Gobineau fut le chef de cabinet de Tocqueville au ministère des Affaires étrangères; puis secrétaire d'ambassade à Berne, il écrivit sur la Suisse des lettres singulièrement passionnées; il accuse le parti radical, qui venait d'y triompher, de représenter les tendances socialistes les plus destructives, de vouloir faire de la Confédération une ferme modèle pour la culture de tous les systèmes communistes; aussi voit-il dans la Suisse le centre de la démagogie européenne, et il voudrait que les gouvernements voisins se missent vite d'accord pour ramener la Suisse à ses anciennes frontières et organiser autour d'elle la surveillance la plus rigoureuse. — Même de Téhéran, où il fut envoyé comme ministre de France en 1853, Gobineau, parmi quelques indications sur la rivalité anglo-russe dans l'Asie centrale, ne put contenir sa haine pour l'œuvre de la Constituante de 1789, et contre lui, doucement, Tocqueville défendait le principe de la liberté; il racontait à son ami le coup d'État impérial à l'Académie des sciences morales et la nomination par l'empereur de la section de la politique, de « la garnison », comme disaient les autres académiciens, et par là il passe à travers cette correspondance un beau souffle de libéralisme.

En publiant les *Souvenirs* d'Adolphe DE CIRCOURT<sup>2</sup> sur sa mission

1. *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau, 1843-1853*, publ. par L. Schemann. Paris, Plon, 1909, in-8°, vii-357 p.

2. Adolphe de Circourt, *Souvenirs d'une mission à Berlin en 1848*, publ. pour la Société d'histoire contemporaine par Georges Bourgin. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, xiv-447 p.

à Berlin en 1848, M. G. BOURGIN les a fait précéder d'une importante introduction sur l'auteur, sur ses grandes relations cosmopolites, sur son amitié avec Lamartine, son dévouement pour le comte de Chambord, dont il fut un des informateurs politiques, sur sa culture et ses lectures très étendues. M. de Circourt a consacré les premières pages de ses *Souvenirs* à la révolution du 24 février; les impressions sont celles d'un garde national légitimiste qui raille la superstition du régime constitutionnel, qui appelle la *Marseillaise* « un hymne abominable », qui allait travailler dans les journées de juin à « sauver la société française et la civilisation européenne ». Envoyé par Lamartine à Berlin, il y alla pour « la bonne vieille cause », malgré les « infinis dégoûts » qu'il éprouvait à servir un gouvernement républicain. A Berlin, il contribua à rendre vains les efforts du club polonais qui voulait étendre la Révolution jusqu'au cœur de la Russie<sup>1</sup>. Mais, surtout, adoptant la formule de Lamartine : « Préserver l'Europe d'un incendie général », il fit tout ce qu'il put pour empêcher que l'Allemagne ne fût envahie par les principes subversifs et les passions révolutionnaires, qu'elle ne fût ébranlée par le contre-coup de la catastrophe de Paris. Lors des journées de mars à Berlin, il admira la belle tenue des troupes, dont pas un bataillon ne bougea; il blâma la faiblesse du roi, qui n'eut souci que d'arrêter l'effusion du sang; et le salut de la monarchie prussienne fut dû à l'attitude du représentant de la République française, dit-il lui-même : « Si j'avais arboré le drapeau français, si j'avais encouragé les clubs, la République serait sortie des barricades de Berlin comme de celles de Paris. » Il fut fier de son rôle, du service ainsi rendu à la Prusse, à l'Allemagne, à la France, à l'humanité.

M. LEBEY continue son histoire très personnelle de *Louis-Napoléon et la Révolution de 1848*<sup>2</sup>; il y poursuit l'exposé de sa doctrine que l'Assemblée nationale n'était pas le peuple, que c'était Louis-Napoléon le vrai, le seul représentant du peuple. Il s'agit en ce deuxième volume de la seconde élection du prince et de ses résultats : vers la présidence. Toutes les espérances du pays se concentraient sur lui,

1. A ce propos, nous signalerons à M. G. Bourgin un lapsus qui lui a échappé, p. 296 : parlant du prince Czartoryski, né en 1770, et de ses bonnes fortunes, il cite l'impératrice Elisabeth comme la plus brillante et la plus avérée de ses conquêtes, et il ajoute en note : Elisabeth Pétrouva, morte en 1762. Il est évident qu'il s'agit ici de l'impératrice Elisabeth, femme du tsar Alexandre I<sup>er</sup>, qui fut lui-même du dernier bien avec la belle princesse Radziwill, devenue la princesse Czartoryski.

2. André Lebey, *Louis-Napoléon Bonaparte et la Révolution de 1848*; t. II. Paris, Juven, s. d., 451 p. — Pour le t. I, voir *Revue historique*, t. XCVIII, p. 325.



et à ce propos citons en spécimen cette phrase de M. Lebey : « Victor Hugo, vaste luth tendu au milieu de la France comme une toile d'araignée éolienne, captait naturellement au passage les souffles les plus divers et les métamorphosait en prodigieuses musiques. » Il devait même les métamorphoser en *Châtiments*. En attendant, tous les ennemis de Cavaignac formaient le parti de Louis-Napoléon, les ouvriers, les paysans, l'armée, une grande partie de la presse, et c'est de là que M. Lebey tire sa curieuse théorie du messianisme depuis les premiers prophètes, par Zoroastre, Moïse, Jésus, Napoléon. Après Wronski, Towianski, Mickiewicz, à qui Napoléon I<sup>er</sup> était apparu comme le Messie sauveur, M. Lebey généralise l'idée, et voici Louis-Napoléon à son tour devenu Messie. Doit-il ressusciter une troisième fois ? Cela le conduit à une théorie, originale aussi, sur le serment « absurde et faux » : « Un serment », dit-il, « ne dépend pas que de lui-même, mais aussi de ceux qui vous l'ont fait consentir, de l'avenir enfin qui le domine ». Il est vrai, ajoute-t-on, que Louis-Napoléon n'était pas destiné à faire la grandeur de la France ; mais il contribua puissamment, sans le vouloir et sans le savoir, à la formation de la nationalité italienne et à celle de l'empire allemand : ce n'était peut-être pas une raison pour refaire ici toute l'histoire de la révolution de 1848 en Europe, et notamment en Italie, d'après les ouvrages de MM. de Crozals et Bolton King.

M. Georges Renard présente en une préface le livre de M. JEANJEAN sur *Armand Barbès*<sup>1</sup>, « chevalier de l'idéal », « paladin du droit populaire » ; il félicite l'auteur de n'avoir pas eu « l'illusoire prétention d'être impartial », d'avoir gardé au contraire « la magique vertu d'une sympathie chaleureuse », tout en fouillant assidûment les archives « où dorment encore tant de documents ». En l'espèce, il s'agit surtout d'autographes de Barbès et des archives du département de l'Aude. M. Jeanjean étudie Barbès à la Société des droits de l'homme, défenseur des accusés d'avril qu'il aida à s'évader de Sainte-Pélagie, inquiet comme suspect de complicité dans l'attentat de Fieschi, prisonnier à Carcassonne ; puis à la Société des Saisons, avec l'insurrection du 12 mai 1839, la disparition de Blanqui, la condamnation de Barbès, son emprisonnement au Mont-Saint-Michel, puis à Nîmes ; délivré par la révolution de 1848, il était déjà tellement habitué à la prison qu'il y revint coucher le premier soir de sa libération. Ce premier volume, très intéressant, simple et émouvant, se termine par une importante discussion sur les relations suspectes

1. J.-F. Jeanjean, *Armand Barbès, 1809-1870 : sa vie, son action politique, sa correspondance*, d'après de nombreux documents inédits ; t. I. Paris, Cornély, 1909, in-8°, xi-272 p.

de Blanqui et du ministre Duchâtel en 1839 : Barbès était à ce sujet extrêmement sévère pour Blanqui; M. Jeanjean partage l'opinion de son héros, et il semble bien que la conviction du lecteur doive se faire dans le même sens.

Le livre de M. Hubert BOURGIN, sur *Victor Considérant*<sup>1</sup>, n'est pas une biographie, mais une étude du théoricien, de l'homme politique, du propagateur du fouriérisme et du chef d'école, avec quelques documents inédits. Il passe donc en revue les publications essentielles de Considérant, le *Phalanstère*, la *Destinée sociale*, exposition méthodique et complète du système de Fourier, le journal la *Phalange*, le *Manifeste de l'École sociétaire en 1840*, puis le journal quotidien la *Démocratie pacifique*, les tournées de conférences de Considérant, son action politique au Conseil général de la Seine, à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative comme député du Loiret, puis de la Seine. Après ses essais de phalanstère en Amérique, Victor Considérant, qui vécut jusqu'en 1893, passa les dernières années de sa vie, non dans le désespoir, mais dans le désarroi de ses idées humanitaires, parmi la dureté des temps et la propagande du collectivisme allemand.

M. Octave FESTY enferme son livre sur le *Mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet*<sup>2</sup> entre la révolution de 1830 et la loi sur les associations du 10 avril 1834. Tout l'intérêt de ce moment historique est dans le grand mouvement d'agitation qui jeta les ouvriers contre les machines et même les ouvriers imprimeurs contre les presses mécaniques. Alors naquit pour eux la nécessité de s'organiser, et dès lors nous suivons ici leurs premiers efforts d'association, le mutuellisme à Lyon, l'*École de la fabrique*, la tentative de fixation des tarifs et l'émeute de novembre 1834, de nombreuses coalitions dans les divers corps d'État à Lyon, Saint-Étienne, Limoges, Paris, des expériences de cessation de travail, l'apparition du mot grève, des demandes de relèvement de salaires. A ce moment aussi, la Société des droits de l'homme commence à amener les ouvriers au parti républicain, développant ainsi l'idée féconde de l'association pour des intérêts économiques autant que pour des intérêts politiques. La législation, notamment dans la loi de 1834, demeurerait uniquement répressive, mais la répression déjà ne paraissait pas être une solution.

1. Hubert Bourgin, *Victor Considérant, son œuvre*. Paris, Cornély, 1909, in-8°, 128 p.

2. Octave Festy, *Le Mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet, 1830-1834*. Paris, Cornély, 1908, in-8°, 359 p. (*Bibliothèque d'histoire moderne*, t. II, p. 3).

Les documents que publie M. GOSSEZ, *Mémoires de l'ouvrier François Leblanc, Projet d'Adolphe Peynaud sur la crise industrielle de 1848 à Rouen*<sup>1</sup>, sont utiles à l'étude de la situation économique de la France au moment de la révolution de 1848. François Leblanc, peintre-vitrier, a voulu raconter la grande joie de la révolution victorieuse, la fraternelle union de toutes les classes et de tous les partis, puis les inquiétudes nées de la question du travail, les désordres même au petit pays de Monville et l'attentat du pont de Malaunay, le départ des volontaires pour aller aider à la répression de l'insurrection de juin à Paris. — Le second document, tout différent, est un projet de réorganisation de l'industrie par un grand emprunt de l'État représenté par des bons industriels, une idée de vaste application du crédit industriel, une contribution louable à la solution de la question ouvrière.

Les *Procès-verbaux du Comité du travail à l'Assemblée constituante de 1848*<sup>2</sup>, qui viennent d'être publiés dans la *Bibliothèque de la révolution de 1848*, constituent un volume très soigneusement établi qui sera un excellent instrument de travail. Le Comité du travail, dont les principaux membres étaient Michel Alcan, Frédéric Bastiat, Victor Considérant, Athanase Coquerel, Pascal Duprat, le vicomte de Falloux, fut surtout occupé d'abord des ateliers nationaux. Mais, après les journées de juin, « conscient de la nécessité de reconstituer le travail véritable au lieu de la fiction de travail qui existe aujourd'hui », il prépara tout un programme de travaux et de législation ouvrière : étude des travaux possibles comme la construction des Halles à Paris, système de grandes entreprises par de grandes compagnies, encouragements à donner aux associations de travailleurs, colonies agricoles comme celle de Mettray, création de jurys professionnels, travail des enfants et des femmes dans les manufactures et les ateliers, logements d'ouvriers, maisons ouvrières, indigents invalides de la campagne, repos hebdomadaire, contrat d'apprentissage, caisse nationale de retraites pour les ouvriers, caisses de secours mutuels. Ce précieux volume contient aussi l'enregistrement général de toutes les propositions individuelles, mémoires et demandes d'audience adressés au Comité, avec une table analytique des procès-verbaux, une table alphabétique des noms de personnes

1. *Mémoires de l'ouvrier François Leblanc, adjoint au maire de Monville en 1848. Projets d'Adolphe Peynaud, manufacturier, sur la crise industrielle de 1848 à Rouen*, documents publiés par A.-M. Gossez. Paris, Cornély, 1908, in-8°, 72 p. (*Bibl. de la Révolution de 1848*, n° 1).

2. *Procès-verbaux du Comité du travail à l'Assemblée constituante de 1848*. Paris, Cornély, 1908, in-8°, xii-329 p. (*Bibl. de la Révolution de 1848*, n° 1. Volume établi avec le concours de la Société d'histoire moderne).

y figurant, une table alphabétique des noms de personnes, de lieux et des matières figurant à l'enregistrement général.

L'œuvre de Taine suscite en ce moment toute une littérature historique qui finira par en déterminer la véritable valeur. Après les travaux critiques de M. Aulard, après la belle étude de M. Ch. PICARD, si brillamment et si justement couronnée par l'Académie française, M. Paul LACOMBE vient d'écrire un livre très intéressant aussi sur *Taine historien et sociologue*<sup>1</sup>. Il s'agit d'une critique de Taine autant que d'un exposé de sa doctrine. Les généralisations de Taine sont souvent des déformations, des abstractions arbitraires; « le seigneur », qu'il définit le protecteur du fief, en est souvent le brigand, le loup. Il a des idées préconçues nées du spectacle de l'Angleterre. Le respect de la tradition, qui est la base de sa doctrine politique, est vain et peut-être faux, car toute société évolue. Il parcourt l'histoire à grandes enjambées, ce qui n'est pas la meilleure condition de la science véritable. Il attaque avec une violence passionnée l'esprit classique, où il voit une sorte d'empoisonnement intellectuel; il reproche aux Constituants, aux Jacobins d'avoir eu dans l'esprit le concept de l'homme en général et non des Français; mais cet esprit même est un fait de la tradition française, de la culture française; d'ailleurs, les Jacqueries ne sont pas inspirées par des conceptions classiques, mais par des préoccupations très positives; de même, la nuit du 4 août, et aussi la proclamation de la République et la Terreur, à propos de laquelle Taine, par la plus injuste des abstractions, ne tient pas compte du fait principal, l'invasion étrangère : toute la Révolution est faite de passions plutôt que d'idées, et il n'y fut pas beaucoup question du contrat social. Il eût été, au contraire, d'une abstraction antinationale d'imiter l'Angleterre, car il faut tenir compte de la race et du milieu, et Taine, en offrant à la France une constitution anglaise, est un révolutionnaire plus qu'un traditionaliste. Ses généralisations, par déformations d'abstractions, produisent les plus graves conséquences; celle du Jacobin, la plus typique, ne répond pas à la réalité; le Jacobin n'existe pas; les Jacobins ont été très divers, et aucun peut-être ne rentrerait dans la définition où Taine prétend les enfermer tous, en sorte que la vérité historique se trouve en ce cas, par généralisation classique, par une sorte de formulaire scolastique, presque absolument trahie. Peut-être se rendra-t-on compte, par ces quelques lignes, du grand intérêt offert par le livre de M. Lacombe.

1. Charles Picard, *H. Taine* (prix d'éloquence à l'Académie française). Paris, Perrin, 1909, in-12, 99 p. — Paul Lacombe, *Taine historien et sociologue*, Paris, Giard et Brière, 1909, in-8°, 274 p.

M. Gaston STRAUSS a écrit une très curieuse, et par endroits très pénétrante étude de la *Politique de Renan*<sup>1</sup>. La philosophie que Renan se fait de l'histoire, sous l'influence de la philosophie allemande, au moins en partie, c'est que la fin de l'humanité est de réaliser la plus haute culture humaine possible, et non pas seulement pour assurer le bien-être du plus grand nombre, mais surtout pour élever le peuple et hâter le règne de la raison. Il met sur cet évolutionnisme la marque de son tempérament aristocratique et de son sentiment esthétique, d'une sorte d'orgueil sacerdotal : il veut l'éducation du peuple par l'élite et peut-être davantage pour l'élite. En matière purement politique, il voit les causes de l'instabilité politique de la France dans le conflit perpétuel des institutions romaines et des mœurs germaniques, de la tendance romaine centralisatrice et de la tendance germanique féodale, à quoi il faudrait peut-être ajouter la nature même de la race. On sait que de ces hauteurs philosophiques Renan descendit sur la place publique; il fit campagne à Meaux en 1869; il eut de la peine à formuler sa doctrine en déclarations et professions de foi qui s'accordaient mal avec son scepticisme aristocratique et esthétique; il fut battu par le candidat radical; il n'en eut pas un long ennui.

Le sous-titre du tome XIII de *l'Empire libéral* de M. Émile OLLIVIER<sup>2</sup> en dit assez le contenu. Ce qui importe le plus ici, à propos du concile, c'est l'opposition radicale entre Daru, « la bouche pleine des droits de l'État », et Ollivier, qui se faisait une conception toute idéaliste de la liberté de l'Église; cette incohérence fut une des raisons de la retraite de Daru. Le chef du ministère du 2 janvier 1870 donne naturellement, au sujet du plébiscite, de très intéressants renseignements sur la discussion du sénatus-consulte qui le prépara, sur la difficulté qu'il y eut à accorder la responsabilité ministérielle et l'autorité impériale, presque aussi inconciliables que la prescience de Dieu et la liberté humaine. Quoi qu'il en soit, M. Émile Ollivier chante le triomphe du plébiscite, qui, dit-il, consacrait la paix : qu'eût-ce été s'il ne l'avait pas consacrée? Enfin, le volume contient les origines du « guet-apens Hohenzollern » jusqu'au 4<sup>er</sup> juillet, c'est-à-dire les intrigues de Prim autour du trône d'Espagne, le désaccord entre Daru et Ollivier, Daru résolu à s'opposer au pas-

1. Gaston Strauss, *la Politique de Renan, suivie d'une étude sur les candidatures de 1869 et de 1878*, d'après des notes et des documents inédits. Paris, Calmann-Lévy, s. d., in-8°, 356 p.

2. Émile Ollivier, *l'Empire libéral, études, récits, souvenirs*; t. XIII : *le guet-apens Hohenzollern, le concile oecuménique, le plébiscite*. Paris, Garnier, in-12, 670 p.



sage du Mein et Ollivier trouvant toute naturelle l'unité allemande, la mission Salazar à Sigmaringen et les premiers bruits sur la candidature Hohenzollern, qui ne fut, en somme, officiellement connue que par les journaux. Tout ce récit se poursuit dans une atmosphère de libéralisme et de pacifisme qui ne paraît pas contemporaine de Bismarck.

Les *Souvenirs de l'Assemblée nationale* de M. Bosq<sup>1</sup> ne renferment pas de révélation sensationnelle, mais ils sont parfois bien amusants. Le cadre historique est constitué par les grands débats de l'Assemblée à Bordeaux et à Versailles, sur le vote de la paix, sur le 24 mai, sur la tentative de fusion et la conspiration royaliste, sur les lois constitutionnelles, mais sur ce fond paraît une série de silhouettes politiques soulignées des traits les plus spirituels. Il en faut indiquer quelques-unes : Thiers se récriait contre le titre de chef du pouvoir exécutif, que l'assemblée de Bordeaux lui avait attribué : « C'est ridicule, je ne veux pas qu'on m'appelle M. le chef : j'aurais l'air d'un cuisinier. » Il prit pour aide de camp l'officier le plus grand de l'armée française pour faire ressortir tout ensemble sa petite taille et son puissant génie; il eût voulu à Versailles habiter le palais de Louis XIV; la chose étant impossible, il dut établir le palais de la présidence à la Préfecture, que les mauvaises langues appelèrent « le palais de la Pénitence ». D'autres portraits passent, Jules Grévy, le Prudhomme-Machiavel; Henri Brisson, « un faux-col et rien dedans », dit Gambetta; Pouyer-Quertier, dangereux à la tribune, où il renversait régulièrement les lampes et les verres sur les sténographes; le duc de Broglie, qui dit à un journaliste indiscret : « Êtes-vous capable, Monsieur, de garder un secret? — Assurément! — Eh bien! moi aussi! » M. de Gavardie, pudibond, demandant des pantalons pour les nymphes du parc; Pradié, fondateur et membre unique de la Ligue du Bien public; Saint-Marc Girardin, qui, vice-président de l'Assemblée, se couvrait dans les tumultes avec un chapeau trop grand où il disparaissait; Louis Blanc, si petit que Thiers paraissait auprès de lui un tambour-major, obligé à la tribune de monter sur un tabouret, ce qui n'était pas sans inconvénients dans les grands mouvements d'éloquence. Ces pittoresques tableaux sont une part expressive de la vérité historique.

Mais arrivons aux affaires sérieuses. M. DE CHALVET-NASTRAC a écrit un livre pour faire ressortir le rôle du général Ducrot dans les projets de restauration monarchique<sup>2</sup>, rôle qu'il estime insuffisam-

1. Paul Bosq, *Souvenirs de l'Assemblée nationale, 1871-1875*. Paris, Plon, 1908, in-8°, 341 p.

2. V<sup>ie</sup> de Chalvet-Nastrac, *les Projets de restauration monarchique et le*

ment expliqué par M. Gabriel Hanotaux, dans son *Histoire de la France contemporaine*, et par d'autres historiens. Il résulte bien de ce livre que Ducrot fut un furieux légitimiste; qu'il fut de bonne heure un ami du comte de Chambord; qu'il envoya un de ses officiers à Frohsdorf au moment de la lettre à M. Chesnelong, trop tard d'ailleurs; qu'il crut devoir organiser, aux grandes manœuvres de 1876, la manifestation cléricale du mont Beuvray, l'évêque de Nevers donnant aux troupes du VIII<sup>e</sup> corps la bénédiction pontificale; qu'enfin, en cas de restauration, il était prêt à l'action contre le gouvernement et les Chambres, ayant été nommé éventuellement par le comte de Chambord commandant supérieur des forces de terre et de mer; qu'il se conduisit donc presque ouvertement comme un général de coup d'État et qu'il est tout naturel que le gouvernement républicain de 1879 se soit vite débarrassé de lui. Mais il ne résulte pas de ce livre que son rôle ait été à aucun moment décisif dans les projets de restauration monarchique; il eut des espérances et des intentions véhémentes; il ne fut pas un des principaux acteurs de ce moment historique.

La question de la restauration monarchique était encore plus compliquée qu'on ne pourrait croire, si l'on en juge par le récent livre de M. DU BOURG, *les Entrevues des princes à Frohsdorf*<sup>1</sup>. L'auteur ayant été attaché au service du comte de Chambord, son ouvrage renferme des détails curieux et émouvants sur les derniers moments du prince, sur sa dévotion au Sacré-Cœur, — il n'attendait que son avènement pour y consacrer la France, — sur la mystérieuse maladie dont il mourut, une déchirure de l'œsophage et du haut de l'estomac produite sans doute par du verre pilé, crime commis par les francs-maçons (naturellement!), à moins que ce ne fût par le comte de Paris. Car les princes d'Orléans ont habilement répandu la légende de leur cordiale réconciliation avec le chef de la branche aînée; mais la vérité est qu'il ne se prononça jamais sur la question de la succession, qu'il réserva toujours soigneusement les droits des Bourbons d'Espagne, et qu'à ses funérailles la comtesse de Chambord eut grand soin de se conformer à ses dernières volontés en assurant la première place à don Jaime et à don Carlos. En sorte que nous ne savons plus maintenant quel est le légitime prétendant à la couronne de France. Cruelle énigme!

En dépit de son titre, le livre de M. DE MARCÈRE, intitulé : *Histoire*

*général Ducrot*, d'après ses Mémoires et sa correspondance. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, viii-381 p.

1. Joseph du Bourg, *les Entrevues des princes à Frohsdorf, 1873 et 1883. La vérité et la légende*. Paris, Perrin, 1910, in-12, x-311 p.

de la République de 1876 à 1878<sup>1</sup>, est un volume de mémoires très personnels plutôt qu'une histoire; l'influence qui y est, sans preuves, attribuée à la franc-maçonnerie ne suffit pas d'ailleurs à en renouveler l'intérêt. Il s'agit notamment du rôle de l'auteur comme ministre de l'Intérieur dans le ministère Dufaure; il chercha alors l'appui des conservateurs et se plaint aujourd'hui qu'ils ne l'aient pas compris, que l'Élysée ait mal soutenu ce ministère bien intentionné. Le ministère Jules Simon fut, paraît-il, le signal d'une poussée de la franc-maçonnerie, avec son cri de guerre contre le cléricalisme. M. de Marcère, peu clairvoyant, ne vit pas alors l'influence de la secte; car il mena le même combat : comme président du centre gauche, il fut l'un des chefs de la résistance au 16 mai, « malgré l'avertissement anonyme d'un homme très au courant de ce qui se passait » (*sic*, p. 232); il mit son nom en tête de l'ordre du jour des 363; et, si les circonstances l'avaient voulu, il eût pu arriver aux plus hautes charges de la république même maçonnique.

L'*Histoire socialiste*, parmi quelques morceaux de valeur, laissera derrière elle bien des déceptions : une grande entreprise qui n'est pas loin d'être une grande faillite. On pouvait attendre autre chose, en particulier, de la partie consacrée à la *Troisième République*<sup>2</sup>. Ce douzième volume, dont l'auteur est M. LABUSQUIÈRE, n'a rien de proprement socialiste, et le moindre manuel d'inspiration républicaine peut offrir autant d'intérêt et d'utilité. Les deux tiers au moins du volume sont une histoire politique, nullement nouvelle ni par le fond ni surtout par la forme, de l'établissement de la troisième République. Le reste est un résumé médiocre des événements politiques postérieurs, dont les principaux sont ici le boulangisme et l'affaire Dreyfus : ce n'est pas à dire qu'on y trouvera, même sur ces points, des clartés particulières. Et voici une histoire socialiste qui, sous prétexte de hâte, mauvais prétexte, ne dit rien ou presque rien du mouvement socialiste ou des lois sociales, de la doctrine en général, des écoles diverses et de leurs chefs, des syndicats, de leur organisation et de leur action, de l'évolution du parti, de son rôle au Parlement et hors du Parlement. Mais, en vérité, nous n'avons pas la prétention de donner le programme dont nous espérions la réalisation; nous avons le regret de constater que nous n'avons pas

1. M. de Marcère, *Histoire de la République de 1876 à 1879*. 1<sup>re</sup> partie : *De la fin de l'Assemblée nationale au 16 mai 1877*. Paris, Plon, 1908, in-12, vii-264 p.

2. John Labusquière, *la Troisième République, 1871-1900*; t. XII et dernier de l'*Histoire socialiste*, avec une conclusion, *le Bilan social du XIX<sup>e</sup> siècle*, par Jean Jaurès.

encore l'histoire socialiste, ni même seulement sociale, de la troisième République : une grande œuvre qui attend son ouvrier. Il y a une belle phrase dans la conclusion de M. Jean Jaurès sur « le Vulcain démocratique et socialiste ».

M. HANOTAUX, en hâte de retourner à Richelieu, vient d'achever avec le tome IV son *Histoire de la France contemporaine*, qu'il ne pousse pas plus loin que la mort de Gambetta<sup>1</sup>. « Œuvre écrite trop hâtivement », dit-il en la préface de ce quatrième volume, dont le défaut principal est dans la « disproportion des parties ». Nous ajouterons à ce jugement de modestie que certaines parties, très remarquables, suffisent à soutenir la valeur de cet important ouvrage et le font digne de son auteur. Nous ne pouvons guère faire plus que les indiquer. — La campagne monarchique fait le principal intérêt du tome II. Il n'était peut-être pas nécessaire de reprendre à ce sujet toute la généalogie et toute la biographie de Mac-Mahon ou du duc de Broglie; c'est une histoire uniquement parlementaire, et il est vrai que cette campagne fut toute d'intrigues de couloirs. Le récit en est fondé sur des documents inédits, auxquels M. de Chalvet-Nastrac n'ajoute rien d'important, et il est conduit de la manière la plus captivante et, par endroits la plus dramatique, avec de jolis mots comme celui-ci : « Il traîne une odeur de portefeuille dans les plus fameuses journées parlementaires. » Dès lors, on peut considérer sans doute comme définitif l'exposé de l'entrevue de Salzbourg, de la mission de M. Chesnelong et de toute la question du drapeau, de la mentalité du comte de Chambord à ce moment critique, des circonstances de la lettre du 27 octobre et du voyage du prétendant à Versailles, du désarroi où le parti monarchique demeura meurtri. Cet épisode d'histoire parlementaire est suivi dans le même volume d'une série de chapitres sur le relèvement du pays, l'avènement de la démocratie, la vitalité du peuple français; les lettres, l'opinion, la presse, par exemple l'évolution de Renan et de Taine après la guerre; les arts, les sciences, Pasteur et la démocratie des microbes qui grouille en tumulte sous l'élite des animaux supérieurs; la crise morale : il semble qu'un tel tableau, puisqu'il s'inspire de l'idée générale du relèvement national, soit assez mal placé au lendemain de la chute du premier ministère de Broglie et qu'il conviendrait mieux à la date de 1878 ou à la fin de l'ouvrage. — Le tome III tient presque tout entier dans l'étude de la constitution, « le lent suicide des

1. Gabriel Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*; t. II : *la Présidence du maréchal de Mac-Mahon, l'échec de la monarchie*; t. III : *Id.*; *la constitution de 1875*; t. IV : *la République parlementaire*. Paris, Société d'édition contemporaine, 3 vol. in-8°, VIII-707, 731 et VIII-783 p.

classes dirigeantes sous la pression latente ou directe du suffrage universel ». L'étude en est parfois longuement noyée dans les intrigues des groupes et des sous-groupes ; comme elle est souvent dogmatique et non pas purement scientifique, elle pourrait donner lieu à beaucoup de discussions ; elle conclut d'ailleurs à l'idée du triomphe définitif de la démocratie et de la toute-puissance de l'opinion. Ce même volume commence l'histoire du 16 Mai, que les nécessités de la mise en page ont coupée au beau milieu, à la lettre même du maréchal à Jules Simon. Dans tout son ouvrage, M. Hanotaux avait suivi avec une grande pénétration et une grande largeur de vues l'évolution de la « politique blanche » internationale, de la question cléricale que Jules Ferry appelait la question d'Occident ; il l'avait saisie dans la campagne monarchique, contemporaine des lois du Kulturkampf ; il la retrouve dans les origines du 16 Mai, et il la traite avec une grande vigueur dans l'histoire du second ministère de Broglie ; il y montre l'action du Vatican, éclairée par la visite de l'impératrice et du prince impérial au pape Pie IX, « machination suprême qui, en ramenant le parti catholique et au besoin l'Empire, doit décider d'une orientation nouvelle de la politique, non seulement en France, mais en Europe ». On a ainsi toute la gravité exceptionnelle des élections d'octobre 1877 et du triomphe de l'idée laïque, qui contient en germe les lois scolaires de Jules Ferry. — Le tome IV renferme aussi des pages très brillantes sur la question d'Orient, où l'on reconnaît l'ancien ministre des Affaires étrangères. Il avait déjà marqué plus haut, en un des meilleurs chapitres de l'ouvrage, à propos de l'alerte de 1875, l'action de la Russie et le « réveil de l'Europe » ; il note ensuite l'importance capitale de ces événements, la poussée de l'hégémonie allemande, le pangermanisme, le recul de la Russie à la convention de Reichstadt, « la guerre entre le monde germanique et le monde russo-slave ». Il renouvelle l'histoire du congrès de Berlin avec les *Souvenirs* du comte de Schouwaloff, de Carathéodory-Pacha, avec quelques autres documents inédits ; il montre l'influence germanique en Bosnie, passant décidément la Save, et l'influence russe arrêtée au Danube par la double barrière de la Roumanie et de la Bulgarie. — La fin de l'ouvrage est mélancolique ; il semble que la France contemporaine doive à jamais porter le deuil de Gambetta. Déjà, dès le début du tome II, M. Hanotaux avait entrepris un exposé de la doctrine gambettiste, qui demeurerait d'ailleurs assez ondoyant : y a-t-il une doctrine de Gambetta ? Y a-t-il en sa carrière autre chose qu'une politique ? Quoi qu'il en soit, l'historien suit ici avec une âpre émotion l'ardente campagne des jalousies contre Gambetta à partir de 1880, les accusations de



dictature, de volonté belliqueuse, l'évolution du parti républicain vers le gouvernement anonyme. C'est « la fin de l'âge héroïque » ; c'est aussi la fin de l'ouvrage, et c'est pourquoi il reste une impression douloureuse de ces luttes dramatiques pour le relèvement de la France, de ces efforts pénibles d'organisation démocratique, du grand deuil de 1882. Mais ainsi ces quatre volumes ne sont pas, à proprement parler, une *Histoire de la France contemporaine* ; ils sont plutôt une histoire des origines de la troisième République, une introduction à l'histoire de la France contemporaine, de son expansion coloniale, de son relèvement diplomatique, de sa lutte contre l'Église, de ses réformes sociales, de son activité économique, intellectuelle et morale ; car le spectacle de la France contemporaine depuis 1882 est plus réconfortant, plus largement dégagé des difficultés de la fondation.

Les questions religieuses sont naturellement l'objet d'une littérature de plus en plus riche : ce ne sont pas toujours des œuvres de polémique, car, malgré tout, le calme se fait dans les esprits, plus capables chaque jour d'impartialité historique. Ce n'est pas cependant tout à fait le cas du gros ouvrage de M. le chanoine ALBERT, consacré à l'*Histoire de Mgr de Thiollaz*<sup>1</sup> ; on y trouvera plus de dévotion fervente que d'esprit scientifique. Ce saint homme vécut, nous dit-on, en des temps aussi troublés que ceux que nous traversons aujourd'hui ; il s'y comporta avec une vaillance exemplaire. Il était né dans ce diocèse de Genève qui avait eu « la triste gloire d'être le berceau de Jean-Jacques Rousseau » ; sa naissance fut sans doute à ce malheureux pays comme une compensation. Trois « gigantesques catapultes » étaient dressées alors contre l'Église : l'action dissolvante du protestantisme aidé du gallicanisme et du jansénisme, la franc-maçonnerie, c'est-à-dire « l'égout collecteur de tout ce que le génie du mal a produit de pire », et le philosophisme ; Mgr de Thiollaz ne renversa pas ces épouvantables catapultes, mais il lutta contre elles avec la vaillance du lion et avec la prudence du serpent, et, parmi les épreuves des temps révolutionnaires, il fut une des colonnes de l'Église de Savoie. Après de longs services comme vicaire général de Chambéry, il devint évêque d'Annecy en 1822, lors de la restauration du siège ; il eut à accomplir toute l'œuvre de la reconstitution ; il organisa le chapitre, le grand séminaire, les petits séminaires, les écoles primaires ; il fonda le petit séminaire de la Roche, construisit l'église de la Visitation et un grand nombre

1. Nestor Albert, *Histoire de Mgr C.-F. de Thiollaz, premier évêque d'Annecy (1752-1832), et du rétablissement de ce siège épiscopal (1814-1824)*. Paris, Champlon, et Annecy, 1907, 2 vol. in-8°, 516 et 641 p.

d'autres; il présida à la translation des reliques de saint François de Sales et de sainte Jeanne de Chantal, et ce fut l'occasion de grandes fêtes « qui eussent dû balayer les ordures de la Révolution; mais dans le champ du père de famille l'ivraie est toujours mêlée au froment ». Plein de jours, il mourut, comme saint Augustin, sans effroi devant l'invasion des barbares, ce qui signifie ici devant le progrès des idées révolutionnaires. On lui éleva des monuments pieux, et sa mémoire dura, parmi les fidèles de son diocèse.

L'ouvrage de M. l'abbé BOUTARD sur *Lamennais, sa vie et ses doctrines*, a une autre valeur<sup>1</sup>. Il montre le solitaire de La Chesnaie méditant sur les deux grandes forces désormais en présence : l'Église et la Révolution. Dès l'époque de la Restauration, il concevait la nécessité de la liberté de la presse et de la liberté de l'enseignement pour assurer à l'Église les moyens de sa propagande; cependant, son frère, l'abbé Jean Lamennais, fondait l'Institut des Frères de l'instruction chrétienne; l'école de La Chesnaie se développait avec une éclatante prospérité et essaimait ses idées parmi les séminaires. Ce fut la révolution de Juillet qui détermina les résolutions décisives de Lamennais; il affirma des tendances purement démocratiques et républicaines; il demanda l'abolition du Concordat, entrave à la liberté de l'Église; il conçut le grand rôle social de la papauté, qui devait établir la paix entre les classes, entre les peuples; il fonda l'*Avenir* avec Charles de Montalembert et l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse*. Il inquiéta les pouvoirs publics et passa en cour d'assises en 1834. Il fut ému davantage des hostilités qu'il rencontra à Rome autour du pape Grégoire XVI. Il s'y rendit; il attendit longtemps les résolutions du souverain pontife; il passa par la Bavière et reçut un accueil triomphal à Munich, au milieu duquel éclata la nouvelle de l'encyclique *Mirari vos*. Il céda d'abord; puis il résista aux exigences de Rome; il perdit, et ce fut une douloureuse crise de sa conscience, toute espérance dans les destinées de la papauté. Il écrivit les *Paroles d'un croyant*. Le scrupuleux orthodoxe qui est M. l'abbé Boutard ne peut se défendre d'une vive sympathie pour celui qui avait rêvé l'Église plus grande que jamais par la papauté.

Il y a quelque chose des idées de Lamennais dans le clergé de 1848; on le verra dans le livre de M. CABANE, *Histoire du clergé de France pendant la révolution de 1848*<sup>2</sup>. Il y eut à ce moment un

1. Abbé Charles Boutard, *Lamennais, sa vie et ses doctrines*; t. II : le Catholicisme libéral (1828-1834). Paris, Perrin, 1908, in-8°, vi-409 p.

2. Henri Cabane, *Histoire du clergé de France pendant la révolution de 1848*. Paris, Bloud, in-12, 252 p. (Nouvelle bibliothèque historique).

effort, généralement sincère, pour l'union de la liberté et de la religion. Aux journées de Février, le peuple montra les dispositions les plus bienveillantes pour la religion et pour les prêtres; on put croire à l'avènement d'une république catholique et démocratique; le clergé bénit les arbres de la liberté. Mais, aux élections, le gouvernement demanda l'appui du clergé contre le parti rouge; les curés conduisirent les électeurs au canton, soucieux surtout de leur faire voter le programme de la liberté religieuse: ceux qui furent élus siégèrent d'ailleurs pour la plupart à droite, à côté des légitimistes, et déjà il ne parut plus que la démocratie pût compter sur eux. La puissance renouvelée de l'Église fut à la fois sollicitée en faveur du général Cavaignac et du prince Louis-Napoléon: Cavaignac lui promit la liberté, Louis-Napoléon lui promit l'autorité; elle préféra Louis-Napoléon.

Le livre de M. Georges WEILL, *Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908)*<sup>1</sup>, est un essai d'histoire intérieure du catholicisme français. M. Weill marque les débuts du catholicisme libéral au ministère Martignac; il semble que cette date soit beaucoup trop précise et qu'il faille en rechercher plus haut les origines. Dès lors, on suit les trois défaites du catholicisme libéral au XIX<sup>e</sup> siècle: après l'*Avenir* de Lamennais, après l'apostolat libéral de Lacordaire et de Montalembert, l'encyclique *Mirari vos* fut la première défaite du catholicisme libéral. Après la liberté de l'enseignement de 1850, le réveil catholique qui en fut la conséquence, les premiers signes d'un grand mouvement intellectuel sous l'Empire, le libéralisme subit une seconde défaite avec l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus*. Enfin, après la politique du ralliement, le nouveau développement du catholicisme libéral sous Léon XIII, le modernisme scientifique par l'étude et l'interprétation des textes, avec l'abbé Loisy, Édouard Le Roy, la troisième défaite du libéralisme est contemporaine du refus d'accepter la loi de séparation, dont Lamennais eût été partisan. Du moins, tout cela prouve une grande activité intérieure dans l'Église, pénétrée malgré tout par l'action du siècle: il faut chercher la cause de ces défaites dans le triomphe de l'ultramontanisme en France à la suite du Concordat, dans la reconstitution de l'autorité épiscopale, dans la rigidité du dogme catholique. M. Georges Weill a fait de cette délicate évolution un exposé très clair, très méthodique, avec un grand sens de l'impartialité.

L'ouvrage de M. DESDEVICES DU DEZERT, *L'Église et l'État en France*<sup>2</sup>, est le résultat d'un cours en vingt-deux leçons professé à

1. Georges Weill, *Histoire du catholicisme libéral en France (1828-1908)*. Paris, Alcan, 1909, in-12, 312 p.

2. G. Desdevises du Désert, *L'Église et l'État en France*; t. II: Depuis le

l'Université de Clermont; il a en effet gardé les divisions et les formes de leçons orales. Il répond assez mal à son titre. La première partie est bien une étude des relations de l'Église et de l'État. La leçon sur Napoléon et l'Église est assez peu originale; elle reprend même d'assez vieilles histoires, comme celle de Napoléon au sacre prenant la couronne impériale sous le nez de Pie VII. Nous avons ensuite une série de leçons sur les origines du parti prêtre; le Concordat de 1817 et la congrégation; Charles X et l'Église, « l'armée », dit alors Sébastiani, « tourmentée par la délation et l'espionnage »; l'Église et l'Université; la liberté de l'enseignement; Lamennais et Grégoire XVI (leçon éloquente et chaleureusement sympathique pour Lamennais); le mouvement de 1848; l'unité italienne et la papauté; le *Syllabus* et les encycliques, généralement rédigées en « style de saule pleureur », observait alors un prêtre intelligent; le concile du Vatican; l'Église et la République de 1870 à 1900. — Une seconde partie du volume contient une série de leçons plus originales sur la France catholique contemporaine. Ce n'est plus l'Église et l'État, mais l'Église et la société française; les écrivains et les penseurs; les polémistes et notamment Veillot; les attardés et les violents; et, dans la France non catholique, les dissidents, Victor Hugo, Musset, Renan, qui sont l'objet de quelques belles pages; les adversaires, les socialistes, Cabot, Michelet, Balzac, George Sand, Aulard, Mathiez, etc., dans une revue qui ressemble à un chapitre de manuel d'histoire littéraire; les adversaires enfin, et surtout Anatole France; puis, pour finir, la guerre aux congrégations, la séparation de l'Église et de l'État et ses suites, l'avenir de l'Église, une leçon dogmatique où l'auteur souhaite à la France quelque chose comme le régime ecclésiastique de l'Amérique de Mgr Ireland, l'Église libre dans l'État libre. Mais un tel régime est-il possible en France?

Ce n'est peut-être pas l'avis de M. DEBIDOUR. Son dernier volume, *l'Église catholique et l'État sous la troisième République*<sup>1</sup>, répond bien à son titre, et, comme entre 1889 et 1906 la question religieuse a été la plus importante de notre histoire contemporaine, ce livre devient forcément une histoire de la troisième République entre ces deux dates; on y trouvera notamment un résumé fort clair de l'affaire Dreyfus, qui est au tournant de cette histoire, entre l'esprit nouveau et le divorce. L'esprit nouveau, c'est le ralliement et le catholicisme social; la porte ouverte, Spuller et le ministère Méline;

*Concordat jusqu'à nos jours (1801-1906)*. Paris, Société française d'imprimerie et de librairie, 1908, in-8°, 367 p.

1. A. Debidour, *l'Église catholique et l'État sous la troisième République (1870-1906)*; t. II : 1889-1906. Paris, Alcan, 1909, in-8°, 634 p.

Tartufe chez Orgon (on sait que M. Debidour aime les titres pittoresques); « il n'y a pas d'affaire Dreyfus ». Le divorce, c'est la défense républicaine; la guerre aux moines, la loi sur les associations et Waldeck-Rousseau; « le petit père Combes », Léon XIII et Pie IX; « Invitus Invitam dimisit ». On ne cherchera pas en ce récit le ton d'une impartialité absolue; le style de la polémique conduit à quelque injustice à l'endroit de Léon XIII, qui ne fut pas seulement « rusé », « cauteleux », « retors », etc., et à l'endroit de Pie X et du cardinal Merry del Val, dont M. Debidour plaint la naïveté et la niaiserie. En traitant ainsi ces choses religieuses du point de vue de la pure politique anticléricale, on n'indique pas la nécessité où est l'Église catholique, sous peine de mort, de s'attacher plus rigoureusement que jamais au dogme, au « roc », à la pierre de saint Pierre; car, si elle se laissait entamer par le libéralisme, par la tolérance, par le modernisme, elle disparaîtrait; elle est fondée sur la foi, sur l'autorité, non pas sur la science ni sur la liberté.

Édouard DRIAULT.

## HISTOIRE DE L'ÉGLISE

### AU MOYEN ÂGE.

**PUBLICATIONS DE TEXTES.** — La grande collection des registres pontificaux, publiée par l'École française de Rome ou par les chapelains de Saint-Louis des Français, continue d'avancer, plus ou moins rapidement selon les pontificats. Elle est trop connue pour qu'il soit utile, soit d'en rappeler l'économie, soit d'en faire ressortir l'intérêt pour l'histoire politique et religieuse ou pour l'histoire de l'administration pontificale. Nous avons sous les yeux le onzième fascicule des registres de Grégoire IX, par M. AUVRAY<sup>1</sup> (il comprend le commencement de la treizième année du pontificat, à partir du 24 mars 1239); le quatrième fascicule des registres de Boniface VIII, par M. DIGARD<sup>2</sup> (fin des lettres communes et lettres curiales de la troisième année, 1297-1298); et la première partie du neuvième et les

1. Lucien Auvray, *les Registres de Grégoire IX, recueil des bulles de ce pape publiées et analysées d'après les manuscrits originaux du Vatican*, 11<sup>e</sup> fasc. Paris, Fontemoing, 1908, in-4<sup>e</sup>, col. 1 à 224 (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, 2<sup>e</sup> série, IX, 11).

2. Georges Digard, *les Registres de Boniface VIII, recueil des bulles de ce pape publiées ou analysées d'après les manuscrits originaux des Archives du*



dixième, onzième et douzième fascicules des lettres communes de Jean XXII, par M. MOLLAT<sup>1</sup> (du 15 mars 1323 au 4 septembre 1325).

Peu de tâches plus urgentes s'offraient à l'érudition que l'établissement de bons textes et d'éditions maniables des écrits des grands humanistes de la Renaissance italienne. Aussi faut-il se féliciter que la collection des *Fontes rerum Austriacarum* ait fait une place à la correspondance d'Enea Silvio Piccolomini, publiée par M. WOLKAN<sup>2</sup>. Il est inutile d'en expliquer les raisons et de rappeler comment le célèbre humaniste appartient à l'Autriche par toute une période de sa carrière si agitée. Le premier volume, consacré aux lettres privées de la période laïque d'Enea Silvio, renferme 203 pièces, émanées de lui, en très grande majorité, ou à lui adressées. Un petit nombre étaient inédites (il y en aura beaucoup plus dans les volumes suivants); parmi les plus intéressantes, nous signalerons une brillante description de Gênes, spécimen d'un genre dans lequel l'auteur excellait, et plusieurs rapports sur le concile de Bâle, adressés à la *balia* de Sienne. Mais de beaucoup de lettres déjà connues, M. Wolkan donne de meilleurs textes, avec des dates rectifiées et des variantes intéressantes. Réservant pour un autre ouvrage l'utilisation historique des matériaux ainsi préparés, il se borne, dans son introduction, à s'expliquer sur les sources auxquelles il a puisé et les principes suivant lesquels il a établi son édition. Il entre dans de curieux détails sur les diverses rédactions de ses lettres faites par Enea Silvio, sur les retouches auxquelles il les soumit, soit pour en rendre le style plus conforme aux modèles classiques (ainsi par la substitution du *tu* au *vos*), soit surtout pour effacer des légèretés de jeunesse ou des opinions subversives que, devenu grand dignitaire ecclésiastique, il jugeait peu compatibles avec sa situation nouvelle. Tantôt il supprime, tantôt il attribue à ses correspondants ce qu'il avait dit jadis en son propre nom; habile procédé pour ne rien laisser perdre de ce qui était sorti de sa plume, tout en sauvegardant les convenances essentielles. Il est fort à désirer que le prochain volume,

Vatican, 4<sup>e</sup> fasc. Paris, Fontemoing, 1907, in-4<sup>e</sup>, col. 881 à 974 (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, 2<sup>e</sup> série, IV, 4).

1. G. Mollat, *Jean XXII (1316-1334); lettres communes analysées d'après les registres dits d'Avignon et du Vatican*. Paris, Fontemoing, in-4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> fasc., 1<sup>re</sup> partie, 1907, p. 249 à 296; 10<sup>e</sup> fasc., 1907, p. 1 à 128; 11<sup>e</sup> fasc., 1907, p. 129 à 217; 12<sup>e</sup> fasc., 1909, p. 219 à 468 (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, 3<sup>e</sup> série, I bis).

2. Rudolf Wolkan, *Der Briefwechsel des Eneas Silvius Piccolomini*; 1 Abteilung: *Briefe aus der Laienzeit (1431-1445)*; 1 Band: *Privatbriefe*. Vienne, Hölder, 1909, in-8<sup>e</sup>, xxviii-595 p. (*Fontes rerum Austriacarum*; 2 Abteilung: *Diplomataria et Acta*, LXI Band).

qui doit renfermer les lettres officielles de la même période, nous apporte un index des noms propres. Cela est indispensable pour qu'on puisse exploiter comme il convient une mine si précieuse.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Dans quelle mesure le consentement des parents, et particulièrement du père, est-il, en droit canonique, nécessaire à la validité du mariage? Les réponses données jusqu'à présent sont quelque peu divergentes. M. KÖSTLER<sup>1</sup> montre qu'il faut distinguer suivant les temps et les pays; l'Église a subi des influences différentes; elle a envisagé la question sous des angles divers; elle l'a parfois résolue par des circonstances de fait. En Orient, elle a de très bonne heure adopté une solution définitive que lui dictaient les exemples de l'Ancien Testament et le droit romain. De saint Basile à nos jours, elle n'a pas cessé de tenir le consentement paternel pour indispensable, sans distinction d'âge ni de sexe. En Occident, la situation était plus complexe. Depuis le <sup>v</sup>e siècle, deux droits se trouvaient en présence. Le droit romain exigeait en principe le consentement paternel; mais dans la plupart des pays d'Occident, durant le haut moyen âge, il fut reçu sous la forme particulière du code Théodosien, dans lequel figurait une constitution de Gratien sur le rapt qui, sans supprimer pour le ravisseur la peine de mort édictée par une loi de Constantin, décidait que ce crime serait prescrit par cinq ans, et que, passé ce délai, la validité même du mariage ne pourrait être contestée; il y avait donc des cas où le mariage d'une fille en dehors de tout consentement de son père se trouvait devenir valide. D'autre part, les divers droits germaniques, d'abord distinguaient entre le fils et la fille, celle-ci seule étant soumise à une restriction de sa volonté, motivée par le désir moins de sauvegarder l'autorité paternelle que d'assurer au père le prix nuptial; ensuite admettaient que le rapt, bien qu'illicite et punissable, pouvait cependant donner naissance à une forme de mariage inférieure, mais valide<sup>2</sup>. Il va de soi que le rapt exposait aux vengeances des parents de la jeune fille. Là fut, dans cette société violente, une des causes les plus fréquentes des guerres privées. L'Église, préoccupée d'y porter remède<sup>3</sup>,

1. Rudolf Köstler, *Die väterliche Ehebewilligung; eine kirchenrechtliche Untersuchung auf rechtsvergleichenden Grundlage*. Stuttgart, Enke, 1908, in-8°, xxx-184 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, herausgegeben von U. Stutz, fasc. 51).

2. Cela est vrai même pour le droit alamannique, comme M. Köstler l'a montré dans un appendice spécial.

3. Elle avait d'autant plus lieu de s'en inquiéter qu'elle contribuait, sans le vouloir, à favoriser le mal, par l'extension du droit d'asile, auquel elle tenait comme à une précieuse prérogative, mais qui avait pour résultat d'encourager les crimes en leur assurant l'impunité. M. Köstler insiste sur le fait que le pre-

chercha à ôter au rapt sa raison d'être, en le faisant considérer comme un empêchement au mariage, empêchement que pouvait seul faire disparaître le consentement subséquent du père. Du point de vue où elle se plaçait, l'Église franque, on le voit, n'avait pas à s'occuper du mariage du fils. Quant au Saint-Siège, M. Köstler a montré qu'il se désintéressa quelque peu de la question (l'état social de l'Italie étant moins troublé, il n'avait pas, pour intervenir, les mêmes raisons de fait) et qu'il laissa, peut-être jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, la loi civile décider de la validité des mariages. En sorte que, durant le haut moyen âge, il n'y a pas d'unité de vues même dans l'Église latine. Les choses changèrent au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle quand, sous l'influence de l'école de Paris et de Pierre Lombard, on se mit à traiter la question du point de vue de la théologie sacramentaire qui s'élaborait alors. La réception de tout sacrement doit être libre; voilà le principe essentiel; en tant que sacrement, le mariage ne peut plus être subordonné au consentement d'autrui. De là la doctrine à laquelle, depuis Pierre Lombard, se rallient de plus en plus théologiens et canonistes et que sanctionnent implicitement, sinon explicitement, les décrétales pontificales de la fin du moyen âge. Mais alors se révèle un autre danger : ce système facilitait par trop les mariages clandestins. De là les efforts faits auprès du concile de Trente, de divers côtés et surtout par le roi de France Charles IX, pour obtenir que le consentement paternel fût déclaré indispensable. On sait que le concile s'y refusa, après discussion, et prit d'autres mesures contre la clandestinité. Nous nous bornerons à cette brève analyse du livre de M. Köstler, sans pouvoir signaler toutes les remarques intéressantes qu'on lui doit, surtout pour la période du haut moyen âge, sur laquelle il a particulièrement insisté.

OUVRAGES CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE. — Dans une excellente thèse de doctorat en droit, M. VIARD<sup>1</sup> retrace, jusque vers le milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, l'histoire de la dime ecclésiastique. Il y distingue quatre périodes : durant la première, la dime s'établit peu à peu, mais sans être encore imposée ni par la loi canonique ni, à plus forte raison, par la loi civile. Elle n'est encore qu'un simple usage, le taux du dixième servant aux fidèles de règle de conduite pour leurs aumônes

mier concile d'Orléans, en 511, le premier qui en Gaule ait réglé le droit d'asile, est aussi le premier qui ordonne de rendre au père, dans tous les cas, la jeune fille séduite, même consentante. Ce rapprochement est intéressant; toutefois y a-t-il là plus qu'une coïncidence?

1. Paul Viard, *Histoire de la dime ecclésiastique, principalement en France, jusqu'au Décret de Gratien*, Dijon, impr. Jobard, 1909, in-8°, xii-266 p. (thèse pour le doctorat en droit; Dijon).

obligatoires en conscience, facultatives au for externe. L'obligation juridique et, par suite, la seconde période commence avec le deuxième concile de Mâcon de 585, qui prononce l'excommunication contre les récalcitrants. Mais le bras séculier ne fut mis sur ce point au service de l'Église qu'à partir de la troisième période, c'est-à-dire de Charlemagne. Contrairement à l'opinion de M. Stutz, M. Viard ne voit dans la lettre de Pépin à Lul de Mayence, qui prescrit le paiement de la dime, qu'un ordre exceptionnel valable pour une seule année. Par le capitulaire d'Herstall de 779, Charlemagne faisait au contraire de ce paiement une loi perpétuelle de l'empire. Se séparant ici encore de M. Stutz, M. Viard, avec raison selon nous, explique l'acte de Charlemagne par sa dévotion, son dévouement à l'Église et sa conviction que la dime était d'institution divine, non par le désir d'accorder à l'Église une compensation pour les spoliations de Charles Martel, auxquelles il était autrement pourvu. Désormais, le principe même de la dime n'est plus guère contesté, et M. Viard réunit avec soin les renseignements que l'on possède sur l'assiette, la perception, la répartition et l'emploi de cet impôt. Mais la grosse question qui se pose est celle de la propriété des dimes; c'est elle qui caractérise la période de la dime féodale, pour prendre l'expression de M. Viard. Tandis que, dans le principe, la dime devait être payée à l'église paroissiale, on assiste à tout un processus d'acquisition et d'appropriation des dimes, soit au profit des monastères, soit au profit des seigneurs laïques. La réforme grégorienne insiste naturellement sur le caractère purement religieux de la dime; l'un des articles de son programme vise la restitution des dimes indûment possédées par les laïques. Par contre, la papauté est favorable aux dimes monastiques. Comme d'ailleurs les idées réformatrices ne triomphent que très imparfaitement, les dimes continuent d'être partagées entre trois groupes de décimateurs, dans une proportion qu'il est naturellement impossible de préciser.

M. GREINACHER<sup>1</sup> expose, d'après la correspondance de Nicolas I<sup>er</sup>, les idées de ce pape sur la primauté pontificale et sur les rapports de l'Église et de l'État. Grand adversaire du système des églises nationales tel qu'il tendait à s'établir en France et en Orient, Nicolas I<sup>er</sup> professe que les deux puissances ont des domaines bien distincts; il sépare en un sens l'Église de l'État, mais dans l'intérêt exclusif de l'Église, qu'il veut libre et dégagée des intérêts et de la cor-

1. Anton Greinacher, *Die Anschauungen des Papstes Nikolaus I. über das Verhältnis von Staat und Kirche*. Berlin et Leipzig, Walter Rothschild, 1909, in-8°, iv-60 p. (*Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*, X).

ruption du monde; bien entendu, il estime d'ailleurs que les deux pouvoirs doivent marcher d'accord et que le pouvoir civil doit se conformer aux principes chrétiens et servir l'Église. Sans faire œuvre bien nouvelle en un sujet souvent étudié, M. Greinacher a réuni et classé de façon judicieuse et commode un grand nombre de textes et de références. En s'abstenant de parti pris de rapprochements avec les temps qui ont précédé et suivi Nicolas I<sup>er</sup>; en renonçant à le situer à sa place dans l'histoire des théories politico-religieuses, il a renoncé aussi à établir complètement sa conclusion, d'ailleurs acceptable, que Nicolas I<sup>er</sup>, homme d'action plus que penseur original, n'a rien ajouté aux doctrines antérieures; que c'est par ses actes surtout qu'il les a dépassées et a préparé l'avenir.

Après Mirbt, mais en se plaçant à un point de vue beaucoup plus spécial, M. SCHARNAGL<sup>1</sup> a dépouillé les pamphlets échangés au temps de la querelle des investitures et analysé les actes des empereurs et des papes, afin de déterminer ce que pensaient les uns et les autres de la nature, de la portée et de la légitimité de cette investiture laïque au sujet de laquelle on bataillait. Il a volontairement laissé de côté les autres débats qui se greffèrent sur celui-là, y compris les plus étroitement connexes; ainsi il ne traite pas la question de la simonie et celle de la liberté des élections. Il montre que, sur l'investiture laïque, il y eut trois systèmes en présence, formulés de façon plus ou moins claire et consciente : 1° l'investiture porte non seulement sur les biens, mais sur l'Église elle-même et la dignité ecclésiastique; elle exclut presque complètement l'intervention de l'autorité religieuse, l'évêque n'étant plus que le consécrateur nécessaire. C'est bien ce genre d'investiture qui était pratiqué presque partout au milieu du XI<sup>e</sup> siècle et que Henri IV refusa d'abandonner. Difficilement justifiable, il ne fut que rarement défendu en théorie. Ce sont surtout les écrivains du parti grégorien qui ont attaché ce sens à l'investiture laïque afin de mieux la combattre. 2° L'investiture ne concerne que le temporel; elle ne peut être donnée qu'aux sujets canoniquement promus et doit leur être donnée, mais elle est accompagnée de la prestation des serments de fidélité et d'hommage; si donc le collateur a perdu son droit de désignation, il s'en faut qu'il n'ait plus qu'à accomplir une vaine formalité. Sous cette forme, le Saint-Siège a admis ou au moins toléré l'investiture jusqu'en 1093. Mais Urbain II interdit aux ecclésiastiques toute prestation d'hommage à

1. Anton Scharnagl, *Der Begriff der Investitur in den Quellen und der Literatur des Investiturstreites*. Stuttgart, Enke, 1908, in-8°, XIV-141 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, herausgegeben von U. Stutz, fasc. 56).



des laïques. Pascal II interdit toute investiture laïque, même limitée au temporel. C'est qu'on jugeait le serment d'hommage incompatible avec la dignité et l'indépendance du clergé. On se rendait compte, d'autre part, que l'investiture laïque supposait que le temporel des églises était resté dans le domaine éminent des princes fondateurs ou donateurs et dérivait de la pratique de l'appropriation privée des églises; à l'encontre de cette pratique, où l'on voyait la racine de tout le mal, on tenait à proclamer le droit de propriété absolu de l'Église. Enfin, on se choquait moins encore du principe de l'investiture que des symboles employés, la crosse et l'anneau. 3° Mais, à défaut d'une investiture véritable, quelques publicistes attribuent à l'autorité laïque ce que l'on voit appelé parfois, d'un terme très impropre, investiture encore; c'est un simple droit (et devoir) de confirmation du temporel à chaque nouveau titulaire. Par le concordat de Worms, on transigea. Abandonnant la position extrême d'Urbain II et de Pascal II, Calixte II maintint à Henri V l'investiture; mais celle-ci devait être donnée par le sceptre et ne portait que sur les droits régaliens et les domaines jadis concédés par l'Empire; en sorte que l'Église obtenait tout ce qu'avait réclamé Grégoire VII et même un peu davantage. Quand il s'agit d'écrivains du moyen âge de la période pré-scholastique, qui n'ont fait ni leur droit ni leur philosophie, on se heurte bien souvent au vague et à l'incohérence de la pensée, et à l'impropriété des termes. Je ne voudrais pas affirmer que M. Scharnagl n'ait pas prêté parfois aux écrivains qu'il analysait sa propre netteté d'esprit et sa logique et précisé leur pensée plus que de raison. Mais son livre est un excellent instrument d'orientation dans un sujet très complexe.

Le livre de M. PIRIE-GORDON<sup>1</sup> sur Innocent III n'est qu'une œuvre de vulgarisation assez superficielle. Tout autre, cela va sans dire, est la valeur du grand ouvrage que la mort a à peine laissé à M. LUCHAIRE le temps de terminer. Les quatre premiers volumes ont été analysés dans cette Revue; nous n'avons à signaler que les deux derniers. L'un<sup>2</sup> traite des relations d'Innocent III avec les États ibériques, la Hongrie et les pays slaves, l'Angleterre, la France; c'est l'histoire de l'établissement ou de l'exercice, sur les divers pays d'Europe, de cette espèce de suzeraineté universelle que l'Église revendiquait; seule la France a vraiment pu dire alors qu'elle ne

1. C. H. C. Pirie-Gordon, *Innocent the Great, an essay on his life and times*. Londres, Longmans-Green, 1907, in-8°, xxiv-273 p., 8 tableaux généalogiques et 4 cartes hors texte.

2. Achille Luchaire, *Innocent III; les royautés vassales du Saint-Siège*. Paris, Hachette, 1908, in-16, 279 p.

relevait que de Dieu. L'autre volume<sup>1</sup>, indépendamment d'une bibliographie, d'additions et corrections et d'une table alphabétique de tout l'ouvrage, est consacré avant tout à ce concile de Latran qui a été le couronnement du règne d'Innocent III et le résumé de son activité. Mais M. Luchaire en prend occasion pour étudier la politique du pape dans ses rapports avec le clergé. Il détermine très finement le point exact qu'avait atteint, au commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, la centralisation ecclésiastique. Il explique comment un homme qu'il proclame à maintes reprises si respectueux du droit et de la tradition, — deux choses qui pour le moyen âge se confondent presque, — a cependant tellement contribué à hâter l'évolution qui entraînait l'Église. Le tableau qu'il trace de la société ecclésiastique est très vivant, un peu pessimiste peut-être; il en a emprunté les traits à la correspondance pontificale, laquelle parle surtout des procès à trancher ou des abus à réformer; il a glissé davantage sur les côtés brillants et notamment sur la fondation de ces nouveaux ordres qui attestent alors la vitalité et la puissance d'adaptation de l'Église.

La dissertation inaugurale de M. BRAUN<sup>2</sup> comprend les deux premiers chapitres du livre qu'il se propose de consacrer à Conrad de Marbourg. Il y suit la vie de son héros jusqu'en 1226, démontre, d'une façon qui semble péremptoire, qu'il ne fut jamais dominicain, retrace son activité comme prédicateur de la croisade, au temps d'Innocent III et d'Honorius III, et ses premiers débuts dans la persécution des hérétiques.

L'*Histoire de l'Inquisition en France* de M. DE CAUZONS<sup>3</sup> est conçue sur un plan assez ample, puisque le premier volume, le seul actuellement paru, est tout entier consacré aux seules origines de l'institution. L'auteur remonte en effet très haut; après un premier chapitre sur l'intolérance hébraïque et l'influence qu'elle a pu exercer sur l'Église, ainsi que sur les raisons de l'intolérance des religions en général et du catholicisme en particulier, il étudie successivement la conduite de l'Église vis-à-vis des païens (depuis le paganisme gréco-romain jusqu'aux Indiens de l'Amérique espagnole), puis vis-à-vis des hérétiques, depuis les temps apostoliques jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Il montre comment, après certaines hésitations, la peine

1. Achille Luchaire, *Innocent III; le concile de Latran et la réforme de l'Église*. Paris, Hachette, 1908, in-16, x-291 p.

2. Paul Braun, *Der Beichtvater der heiligen Elisabeth und deutsche Inquisitor Konrad von Marburg*. Weimar, Hof-Buchdruckerei, 1909, in-8°, 61 p. (Inaugural-Dissertation; Iena).

3. Th. de Cauzons, *Histoire de l'Inquisition en France; t. I : les Origines de l'Inquisition*, Paris, Bloud, 1909, in-8°, LVI-499 p.

de mort, d'abord purement coutumière, finit par devenir légale. Il se rallie donc sur ce point plutôt à l'opinion de MM. Ficker et Havet qu'à celle de M. Tanon; il nous paraît avoir réduit à leur juste valeur l'autorité et l'influence des lois romaines, que ce dernier avait invoquées pour soutenir que la mort n'avait pas cessé d'être le châ-timent légal de l'hérésie. Vient ensuite une étude sur la procédure suivie vis-à-vis des hérétiques jusqu'à l'établissement de l'Inquisition. Sur un sujet déjà si souvent traité, M. de Caanzons ne pouvait guère apporter des résultats bien nouveaux; mais il se montre bien au courant des travaux antérieurs. On pourrait relever quelques traces d'inexpérience ou de hâte : des longueurs, des digressions, l'abus des références, sur des points trop connus pour qu'une preuve soit nécessaire, des contradictions, au moins dans la forme; ce qu'il faut louer sans réserves, c'est le désir évident de sincérité et de modération qui éclate à chaque page. L'auteur, qui écrit manifestement pour le public catholique, n'a pas cherché à dissimuler, s'il a beaucoup cherché à expliquer, et à faire comprendre le point de vue auquel se plaçait l'Église. On peut regretter à ce propos qu'il n'ait pas suffisamment mis en lumière les motifs de l'attitude si différente prise vis-à-vis des païens, que l'on ne contraint pas au baptême, au moins en principe, et vis-à-vis des hérétiques, que tout l'effort de l'Inquisition a pour objet de contraindre à la rétractation.

S'appuyant sur les travaux de Menendez Pelayo, et ceux, plus récents, de M. Finke, auxquels il ne paraît avoir rien ajouté de bien essentiel, M. DIEPGEN<sup>1</sup> a retracé la curieuse figure d'Arnauld de Villeneuve, ou mieux certains aspects de cette figure, car, laissant de côté, chez son héros, le médecin, auteur de traités remarquables pour son temps, il s'est occupé seulement du politique, du théologien, du publiciste. Arnauld, assez souvent employé dans des missions diplomatiques, d'ailleurs de second ordre, mais en rapports personnels avec bon nombre de papes et de souverains de son temps, qu'il avait dans sa clientèle médicale, est l'un de ces infatigables rédacteurs de mémoires et de projets, l'une de ces mouches du coche qui bourdonnaient alors autour de tous les gouvernements. Par ses tendances générales (et cela ne laisse pas d'étonner chez un homme de science, d'esprit positif et sensé dans sa spécialité), il se rattachait aux joachimites, aux spirituels; on voit justement par son exemple comment le joachimisme, ce produit de l'inquiétude religieuse si répandue

1. Paul Dieppen, *Arnauld von Villanova als Politiker und Laientheologe*. Berlin et Leipzig, Walter Rothschild, 1909, in-8°, 105 p. (*Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*, IX).

due à la fin du moyen âge, ne reste pas confiné dans les milieux franciscains, mais fait des adeptes même parmi les laïques. Arnould a d'ailleurs quelques nuances qui lui sont propres. En sa qualité de laïque, autodidacte en théologie, il représente tout particulièrement l'hostilité contre la science officielle des universités. D'autre part, sans doute par l'effet de sa situation, il croit plus que la plupart des joachimites à la possibilité d'assurer le triomphe de ses idées en y gagnant un roi ou un pape. Il a réussi au moins une fois. M. Diepgen a bien mis au point le singulier épisode de ses rapports avec Frédéric d'Aragon, roi de Sicile, dont il capte la confiance par l'interprétation d'un songe, dont il conquiert l'enthousiasme amitié, pour lequel il rédige tout un programme de réformes politiques et de vie privée, en partie réalisé par le roi. M. Finke voyait là « un spectacle étrange et pathétique, d'une originalité rare au moyen âge »<sup>1</sup>. Malheureusement Arnould de Villeneuve fit voir à cette occasion que, comme beaucoup de mystiques exaltés, à une sincérité de conviction qui lui a fait braver parfois de vrais dangers pour la défense de ses idées, il était capable de joindre le charlatanisme et le mensonge. C'est ce que démontre péremptoirement M. Diepgen par la comparaison de deux de ses écrits, l'*Interpretatio de visionibus in somniis* et le *Rahonament* (en langue catalane), où il présente de façon fort différente ses relations avec les princes aragonais.

E. JORDAN.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

### HISTOIRE POLITIQUE DE 1519 A 1648<sup>2</sup>.

I. — DOCUMENTS. — Le précieux recueil des lettres du duc Christophe de Wurtemberg, publié par M. ERNST<sup>3</sup>, s'est augmenté d'un volume, relatif aux quatre premières années qui suivirent la paix d'Augsbourg (1555). On y voit le duc, animé d'un zèle religieux, luttant pour l'unité intérieure du protestantisme. Son idéal est de créer des règlements uniformes pour tous les domaines de la vie religieuse évangélique, pour la doctrine comme pour la discipline de l'Eglise.

1. Finke, *Aus der Tagen Bonifaz VIII*, p. 225-226.

2. Pour l'histoire religieuse de l'Allemagne au temps de la Réforme, voir le Bulletin publié par M. Stern, *Rev. hist.*, t. CII, p. 364-378.

3. *Briefwechsel des Herzogs Christoph von Württemberg*, publ. par Viktor Ernst; t. IV : 1556-1559. Stuttgart, Kohlhammer, 1907, in-8°, LIV-746 p.

Il nous apparaît au milieu de longues et pénibles négociations où ses espérances sans cesse renouvelées sont sans cesse déçues. On veut bien protéger et défendre ce qui a été obtenu par une action commune à la paix d'Augsbourg, mais l'unanimité des princes protestants de l'Allemagne ne va pas plus loin. Ce qui fait défaut, c'est une puissance, une personnalité qui, par sa situation prépondérante, pourrait contraindre les éléments récalcitrants à accepter un programme plus vaste. En un sens seulement, les efforts de Christophe ne furent pas vains : ils contribuèrent à renforcer le sentiment de solidarité parmi les princes protestants de l'Allemagne. Ce quatrième volume de l'édition de M. Ernst offre un commentaire aussi abondant et témoigne d'un travail aussi approfondi que les trois précédents.

Parmi les grandes publications allemandes, les *Lettres et actes pour l'histoire de la guerre de Trente ans* ont été longtemps l'objet d'une sollicitude toute particulière. Projeté en 1860 par la Commission historique de l'Académie royale des sciences de Bavière, le premier volume parut en 1870 (publié par M. Maurice Ritter). L'entreprise, primitivement limitée au domaine de la politique bavaroise et palatine, s'élargit très vite, et, dès les quatrième et cinquième volumes, l'éditeur, M. Félix Stieve, n'observait que dans le titre (*la Politique de la Bavière, 1591 à 1608*) le programme de la Commission, tandis qu'en fait il traitait de l'histoire de l'empire germanique. Les successeurs de M. Stieve ont plus ou moins conservé ce plan élargi. Mais les matériaux sont devenus de plus en plus abondants et difficiles à dominer, et l'on peut dire que les documents se présentent d'une manière aussi trouble et confuse que le gouvernement même du Saint-Empire romain germanique. Aussi, en plus de quarante ans, cette publication, qui débute à l'année 1598, n'a-t-elle atteint, avec son onzième volume, que l'année 1613. Cinq années la séparent donc encore de la guerre de Trente ans.

Pour hâter l'avancement de cette importante publication, on a décidé il y a quelques années de commencer une *Nouvelle série* avec l'année 1618 et en même temps de s'en tenir plus rigoureusement qu'auparavant au programme primitif de la Commission, c'est-à-dire de se limiter de nouveau au domaine de la politique bavaroise. Il nous faut donc désormais distinguer une série ancienne et une série nouvelle des *Lettres et actes*. De l'*Ancienne série*, le huitième volume<sup>1</sup> contient encore des matériaux rassemblés par M. Stieve et

1. *Briefe und Akten zur Geschichte des dreissigjährigen Krieges in den Zeiten des vorwaltenden Einflusses der Wittelsbacher*; t. VIII : Von den



revus par M. MATR. Ce volume va de mars à décembre 1640 et fournit pour cette période restreinte les bases de l'histoire politique de l'Empire. Nous y trouvons les actes de la Ligue catholique avec les procès-verbaux de ses séances, les documents relatifs à la politique suivie par le duc Maximilien vis-à-vis des états catholiques et de l'empereur, l'histoire des troupes de Passau. Nous y trouvons encore des correspondances entre la Bavière et l'Espagne, des procès-verbaux de la diète de Prague, les pièces diplomatiques concernant les rapports entre la Ligue et l'Union, des documents sur l'histoire de la querelle pour la possession de Juliers et enfin des matériaux concernant les derniers rapports du roi de France Henri IV avec l'empereur, ses relations avec la Ligue, son rôle dans la question de Juliers, etc. Le onzième volume, paru récemment, et que l'on doit à M. CHROUST<sup>1</sup>, traite de la diète d'Augsbourg et des faits qui l'ont immédiatement précédée, du 1<sup>er</sup> janvier au 2 novembre 1643. Outre les documents se rapportant uniquement à la diète, le volume contient des correspondances de princes allemands, des rapports d'ambassadeurs et de nonces étrangers, des instructions pour les députés à l'assemblée de la Ligue, des correspondances de la cour de Vienne et d'autres cours allemandes, surtout avec Londres, Madrid, Rome.

De la *Nouvelle série*, un seul volume a paru jusqu'ici, le premier volume de la deuxième partie, publié par M. Walter Goetz<sup>2</sup>. En dehors du changement de fond dans le programme dont nous avons déjà parlé, ce volume apporte un autre changement encore dans la manière de reproduire les textes. L'édition de M. Goetz tient le milieu entre le système d'une reproduction littérale des documents et le système malheureux par lequel Stieve, dans sa *Politik Baierns*, a voulu condenser, sous forme d'un exposé suivi, la masse formidable des documents. Ce dernier système ne permet pas de se rendre un compte exact des documents et empêche le récit d'être clair et lisible. Avec le volume de M. Goetz, il semble que la méthode la mieux appropriée aux circonstances soit enfin trouvée. M. Goetz limite la reproduction littérale aux pièces les plus importantes et cherche à grouper autour de celles-ci tous les matériaux d'une importance secondaire sous forme d'extraits. De cette manière, il lui

*Rüstungen Herzog Maximilians von Bayern bis zum Aufbruch der Passauer*, par Karl Mayr. München, Rieger, 1908, in-8°, viii-800 p.

1. *Briefe u. Akten*, etc.; t. XI : *Der Reichstag von 1613*, publ. par Anton Chroust. München, Rieger, 1909, in-8°, xxv-1106 p.

2. *Briefe und Akten*, etc.; Neue Folge : *Die Politik Maximilians I. von Bayern und seiner Verbündeten, 1618-1651*; 2<sup>e</sup> partie, t. I : 1623-1624, publ. par Walter Goetz. Leipzig, Teubner, 1907, in-8°, xvii-680 p.

a été possible de réunir en un seul volume les lettres et les documents des années 1623 et 1624, ces deux années de la guerre de Trente ans si riches en événements; avec l'ancien système, c'est deux ou trois volumes qu'il aurait fallu. M. Goetz a de plus réussi à donner une certaine forme à ces documents sans ôter à son ouvrage le caractère d'une publication de textes : il a pour ainsi dire lié les pièces d'importance secondaire en un faisceau de notes et rattaché à chaque document d'importance capitale les pièces secondaires qui s'y rapportent<sup>1</sup>. La politique de la Ligue catholique conduite par le duc de Bavière, les débats de l'assemblée des princes à Ratisbonne en 1623 et de l'assemblée de la Ligue à Augsbourg en 1624 forment le contenu principal de son volume. En bien des points, ce que nous savions des relations de la politique bavaroise et palatine avec la France, l'Angleterre et l'Espagne se trouve précisé par des détails essentiels. On voit notamment Maximilien I<sup>er</sup> de Bavière obligé par l'antipathie de l'empereur Ferdinand II à faire meilleur accueil aux tentatives de rapprochement de la France.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Un exposé d'ensemble de l'histoire allemande au siècle de la Réforme et de la Contre-Réforme nous est présenté dans l'*Histoire universelle* de M. J. von PFLUGK-HARTTUNG<sup>2</sup>. Le chapitre sur la Contre-Réforme est dû au défunt historien autrichien Hans von ZWIEDINECK-SÜDENHORST. L'auteur trace un tableau intéressant et vivant du siècle de la Contre-Réforme en Allemagne depuis la paix d'Augsbourg (1555) jusqu'à la paix de Westphalie (1648). Il ne faut pas s'attendre à trouver dans ces cent pages les résultats de recherches originales; mais l'auteur y a scrupuleusement tenu compte des plus récents travaux, et si, d'une façon générale, il a écrit pour le grand public, l'historien de profession profitera cependant çà et là de mainte observation excellente. Zwiedineck s'occupe d'abord des causes intellectuelles qui poussaient à la Contre-Réforme, puis il dépeint la situation économique, les institutions politiques de l'Allemagne et les institutions militaires à cette époque. La première moitié de la période étudiée, celle antérieure à la guerre, est, avec raison, la plus brièvement traitée, car à ce moment le progrès des idées est entravé par les forces conservatrices. C'est le récit

1. Il faut signaler aussi qu'en dehors du changement dans le système de publication des textes, le papier et l'impression, un peu négligés jusqu'alors, sont devenus plus dignes d'un ouvrage historique d'une telle importance nationale.

2. *Weltgeschichte. Die Entwicklung der Menschheit in Staat und Gesellschaft, in Kultur und Geistesleben*, herausgegeben von J. von Pflugk-Harttung. Berlin, Ullstein, 1907, in-8°, 3<sup>e</sup> partie, p. 417-517.

de la guerre de Trente ans qui forme la partie principale de l'exposé. Le jugement sur les personnages dirigeants est juste et mesuré, sans être cependant particulièrement profond. L'exposé se clôt par un coup d'œil rétrospectif sur les conséquences économiques de la plus dévastatrice de toutes les guerres modernes et par une appréciation de la paix de Westphalie au point de vue de l'histoire constitutionnelle. Mais la pensée que cette époque de désolation, époque des pires déchirements, ait pu par contraste agir d'une manière salubre et favorable sur le sentiment national des Allemands aura certainement besoin, pour devenir plausible, de preuves plus fortes que celles apportées par Zwiedineck.

Un autre ouvrage d'ensemble, l'*Histoire d'Allemagne au siècle de la Contre-Réforme et de la guerre de Trente ans* de M. Maurice RITTER, est terminé maintenant. Cet excellent ouvrage, qui, grâce aux recherches consciencieuses et à la conception impartiale de l'auteur, restera longtemps classique, a été récemment ici l'objet d'un compte-rendu spécial<sup>1</sup>.

III. — TRAVAUX DE DÉTAIL. — En dehors du livre de M. Stolze sur la « Guerre des paysans » (1524-1525) dont il a déjà été question ici (t. CII, p. 372), la plupart des travaux de détail sont relatifs aux personnages dirigeants de la Réforme allemande et aux chefs du catholicisme, surtout au duc Georges de Saxe.

M. CARDAUNS traite un intéressant chapitre de l'histoire diplomatique de Charles-Quint<sup>2</sup>. Son point de départ est le pape Farnèse, Paul III, qui cherche à sauvegarder sa situation par sa neutralité à l'égard des puissances temporelles. Il nous montre le pape circonvenu et menacé par les deux irréconciliables adversaires, Charles-Quint et François I<sup>er</sup>. Leur rivalité pour obtenir l'alliance politique avec le Saint-Siège est étroitement liée à la grande question religieuse du temps. La France, repoussée par Rome, menace du schisme. L'empereur, repoussé par Rome, pouvait se dérober à la grande tâche du maintien de l'unité de l'Église, de la guerre contre les hérétiques et les infidèles. La lutte diplomatique des deux souverains pour obtenir la faveur du Saint-Siège dans les deux années qui précèdent leur troisième guerre et en même temps les vains efforts du pape pour empêcher la rupture imminente entre la France et la monarchie mondiale des Habsbourg, tout cela nous est représenté par M. Cardauns en partie d'après des sources nouvelles et avec la plus minutieuse conscience.

1. *Rev. hist.*, t. CI, p. 184-185.

2. Ludwig Cardauns, *Paul III., Karl V. und Franz I. in den Jahren 1535 und 1536*. Rome, Loescher, 1908, in-8°, 100 p. (extr. des *Quellen und Forschungen aus Italienischen Archiven und Bibliotheken*, t. XI, p. 147-244).

On possède enfin une biographie détaillée et solide de l'électeur de Saxe Jean-Frédéric le Magnanime, qui fut un des principaux chefs du protestantisme allemand<sup>1</sup>. L'auteur de cette biographie, M. MENTZ, a réuni pour écrire son livre une telle masse de documents imprimés ou inédits que ce livre restera sans doute longtemps fondamental. Étant donnée la place centrale occupée par Jean-Frédéric dans l'histoire du protestantisme allemand, sa biographie intéresse à la fois l'histoire générale de l'Allemagne et l'histoire de la politique européenne. A ce dernier point de vue, ce que l'ouvrage de M. Mentz apporte de nouveau est peu important; mais on peut dire que notre connaissance de l'activité déployée par Jean-Frédéric comme souverain se trouve ici, sinon très modifiée, du moins précisée sur une foule de points. En appendice, M. Mentz a réuni des documents inédits choisis avec le plus grand soin dans la correspondance de Jean-Frédéric et parmi lesquels il faut noter plusieurs instructions et lettres qui jettent une lumière nouvelle sur les relations du protestantisme allemand avec la France et l'Angleterre pendant les années 1538-1539. Après ce travail, il ne restera plus guère qu'à tirer des matériaux et des renseignements recueillis par M. Mentz avec une aussi louable diligence les éléments d'une biographie plus accessible et plus artistiquement composée.

L'adversaire de Jean-Frédéric et celui-là même qui lui vola son chapeau d'électeur, le duc Maurice de Saxe, a fourni en tant que prince protestant la matière d'une étude de M. ISSLEIB<sup>2</sup>. Malheureusement, sur aucun point, M. Issleib ne nous fait mieux comprendre la personnalité du prince électeur, pas plus qu'il n'approfondit le sens de sa politique. Ce travail est une compilation correcte de faits présentés dans leur enchaînement extérieur, tels que les documents les fournissent, sans rien pour les apprécier ou les expliquer, sans un mot sur la psychologie d'aucun personnage, même pas de Maurice de Saxe. M. Issleib veut prouver que la politique de son héros était la politique d'un prince protestant, mais nous ne trouvons nulle part un effort pour analyser l'esprit de cette politique ambiguë. Au total, ouvrage qui ne fait pas avancer la science et de lecture difficile, parce qu'il est mal composé.

1. Georg Mentz, *Johann Friedrich der Grossmütige, 1503-1554*; t. II : *Vom Regierungsantritt bis zum Beginn des Schmalkaldischen Krieges*; t. III : *Vom Beginn des Schmalkaldischen Krieges. Aktenstücke*. Iena, Fischer, 1908, 2 vol. in-8°, xxvi-562 et x-602 p. (coll. des *Beiträge zur neueren Geschichte Thüringens*). — Pour la 1<sup>re</sup> partie, parue en 1903, et qui menait l'histoire de Jean-Frédéric jusqu'à son avènement (1532), voir *Rev. Hist.*, t. XCH, p. 373.

2. S. Issleib, *Moritz von Sachsen als evangelischer Fürst, 1541-1553*. Leipzig, Barth, 1907, in-8°, 213 p.

L'étude que M. CARDAUNS a consacrée à l'oncle du duc Maurice, au catholique Georges de Saxe<sup>1</sup>, est plus précieuse bien que courte. Ce personnage, rigoureusement conservateur, rigide dans son attachement à l'Église, dans ses sentiments sincèrement religieux, fut certainement parmi les princes allemands du temps de Luther l'adversaire le plus sérieux, au point de vue intellectuel, de la Réforme protestante. Partisan résolu d'un retour aux croyances de l'ancienne Église, il lutta pendant deux décades « avec une verge de fer » contre l'envahissement de son duché saxon par le protestantisme, qu'il considérait comme un malheur national, sans fermer les yeux un seul instant aux graves abus de la vieille Église. L'activité réformatrice de Georges dans son duché, la surveillance sévère qu'il exerça sur le clergé séculier et régulier nous étaient déjà connues et n'ont été qu'indiquées par M. Cardauns; mais cet érudit jette un jour nouveau sur les relations du duc avec la curie romaine. Le duc Georges était convaincu que le maintien de l'unité de l'Église était impossible si l'on n'accordait la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres, et cependant il était bien résolu à les refuser tant que l'Église s'y opposerait. Jusqu'où les choses allèrent dans cette alternative désespérée, c'est ce que nous montre avec la plus grande netteté la requête des conseillers du duc aux évêques de Meissen et de Mersebourg. Cette pièce, qui est publiée par M. Cardauns, devint la base de la pétition des évêques au pape pour l'obtention des deux concessions. Rome répondit par un refus, et avec le duc Georges disparut le dernier soutien du catholicisme en Saxe.

A.-O. METER.

## HISTOIRE D'ITALIE.

### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

(Suite et fin<sup>2</sup>.)

L'ITALIE MÉRIDIONALE, 1820-1864. — On doit à M. TRIFONE une étude sur un curieux projet de loi présenté au parlement napolitain le 15 décembre 1820 par Natale del Vallo, de Catane, sur l'abolition

1. Ludwig Cardauns, *Zur Kirchenpolitik Herzog Georgs von Sachsen, vornehmlich in seinen letzten Regierungsjahren*. Rome, Loescher, 1907, in-8°, 53 p. (extr. des *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*; t. X, p. 101-151).

2. Voir *Rev. Hist.*, t. CII, p. 379-395.



du régime féodal en Sicile<sup>1</sup>; modifié dans le sens conservateur par la commission de législation, soumis au prince régent le 42 janvier, renvoyé le 8 mars au parlement, atténué et sanctionné le 13 mars, il ne fut pas imprimé par suite de l'abolition de la constitution.

M. G. Bianco montrait naguère le caractère intensif du régionalisme sicilien<sup>2</sup>. La petite contribution de M. G. RACUSA MOLETI<sup>3</sup> et le grand ouvrage de M. Francesco Guardione fortifient ce point de vue. Je ne puis comparer ici à la première édition, parue en 1901, la nouvelle édition du livre de M. GUARDIONE<sup>4</sup>; tel qu'il apparaît actuellement, ce livre est loin de présenter toutes les qualités requises par la critique : M. Guardione travaille beaucoup, mais ne travaille pas très soigneusement<sup>5</sup>. On peut en effet excuser la grandiloquence, l'allure polémique de son avertissement et de sa préface, qui sont parties adventices de l'ouvrage; mais il eût été nécessaire, tout au moins au début d'une si longue étude, de préciser, dans une introduction critique, l'état des sources et des travaux sur la question abordée, — car, à ce point de vue, la liste bibliographique qui clôt le second volume est d'une choquante insuffisance, — de prévenir le lecteur que la documentation était réduite aux grands dépôts siciliens et aux imprimés, à l'exclusion des autres dépôts italiens et étrangers où repose la solution de tant de questions obscures, controversées, de le mettre en garde qu'il ne devait pas trouver ici une étude complète de la politique napolitaine en Sicile, puisque tout ce qui concerne l'administration proprement dite, — générale et communale, — l'organisation financière et judiciaire, le progrès économique y fait complètement défaut. Ce sont là en effet les plus patentes lacunes du livre de M. Guardione, auquel on est en droit de reprocher également une composition fractionnée en un nombre considérable de chapitres qu'unit seulement le fil chronologique des événements, sans qu'à aucun moment l'auteur s'arrête pour considérer un groupe de faits synthétiques, pour déterminer le sens ou la

1. Romualdo Trifone, *Vicende di un progetto parlamentare del 1820-1821 per l'everzione della feudalità in Sicilia*. Napoli, Giannini, 1907, in-4°, 42 p.

2. *La rivoluzione siciliana del 1820*. Firenze, 1905, in-8°. — Cf. le compte-rendu important de M. Rodolico dans l'*Arch. stor. ital.*, 1908, t. XLI, p. 214-223.

3. *La Sicilia e l'unità patria. Lettura fatta nel Politeama di Palermo*. Palermo, Sicula, 1908, in-16, 45 p.

4. Francesco Guardione, *Il dominio dei Borboni in Sicilia dal 1830 al 1861 in relazione alle vicende nazionali con documenti inediti*, dans *Bibl. stor.*, n° 129 et 133. Torino, Società tipografico-editrice nazionale, 1907, 2 vol. in-8°, 520 et 670 p.

5. Je signale à ce point de vue son étude sur *Maria-Carolina d'Autriche e la politica inglese in Sicilia*, lue à l'Académie des Zelanti d'Acireale (*Memorie dell' Accademia*, 3<sup>e</sup> sér., t. VI, 1907-1908).

rapidité de l'évolution, sans qu'il débarrasse enfin son récit de digressions inutiles sur la pensée de Dante ou de Machiavel ou de critiques désobligeantes et mal justifiées à l'égard de tel ou tel écrivain. M. Guardione prend l'histoire de la Sicile à l'avènement de Ferdinand II, — ce prince dont la comtesse de Boigne parle de façon si savoureuse au tome III de ses *Mémoires*<sup>1</sup>, — le 8 novembre 1830, et nous conduit jusqu'au vote de l'unité, le 18 février 1861. L'un des épisodes les mieux étudiés, c'est celui des mouvements de 1837, consécutif à la propagation du choléra dans l'île : la mentalité de la population sicilienne s'y révèle arriérée à l'égal de celle des gens du moyen âge, qui se jetaient avec la cruauté qu'on sait sur les Juifs et les lépreux soupçonnés d'empoisonner les fontaines. M. Guardione a réuni aussi un grand nombre de faits sur les efforts de la police sicilienne pour empêcher l'influence de la pensée étrangère de pénétrer dans l'île, où elle avait déjà fort à faire pour lutter contre les menées sectaires, et les pièces justificatives qui suivent chacun des chapitres consacrés à ce sujet, à peu près toutes empruntées à l'*Archivio di Stato* de Palerme, sont presque toutes du plus vif intérêt<sup>2</sup>. L'incapacité du gouvernement napolitain, les violences inutiles des personnages revêtus du pouvoir d'*alter ego*, comme Del Caretto ou Landi, finirent par faire éclater, le 12 janvier 1848, une révolution à Palerme, la première des révolutions européennes. M. Guardione n'est guère plus tendre pour les libéraux de 1848 que pour les unitaires de 1860 : ce n'est pas peu dire ; toutefois, il justifie assez sérieusement son opinion en montrant que les hommes du parlement sicilien n'ont pas su associer le peuple au mouvement ni mettre l'île en défense contre l'expédition du général Filangieri<sup>3</sup>. Le second volume de M. Guardione s'ouvre après le 15 mai 1849 et retrace la réaction inaugurée par Filangieri, continuée par le prince Castelcicala sous le règne de François II, qui monte sur le trône le 22 mai 1859 ; les proclamations de Mazzini et de La Farina ne cessent pas d'attiser dans les cités siciliennes la flamme patriotique et, au début d'avril 1860, éclate un nouveau mouvement. C'est pour soutenir ce mouve-

1. P. 63-64.

2. Ces pièces sont généralement reproduites, même les pièces françaises, où il y a seulement des erreurs d'accentuation. A noter, au t. II, les états concernant les Mille (p. 272 et suiv.) et le récit de Salvatore Calvino (p. 384 et suiv.). — Il faut lire, t. I, p. 110, *Lebzellern* ; p. 227, *Mac-Gregor* ; t. II, p. 115, *La Guéronnière* ; p. 419, *Pimodan*.

3. Je ne crois pas que M. Guardione ait connu et utilisé une importante lettre à la *Revue des Deux-Mondes* sur la médiation franco-anglaise à Palerme en 1849 (nouv. sér., 1849, t. II, p. 353-364).

ment que Garibaldi organise sa fameuse expédition des Mille, dont on trouvera ici une étude minutieuse dans les chapitres VIII et suivants. Mais c'est alors que les insuffisances de la documentation et du plan de M. Guardione apparaissent le mieux : on ne voit pas du tout, dans son livre, quel intérêt les autres régions de l'Italie, — pas même Naples, — et les autres pays d'Europe ont pris aux événements siciliens; les tractations entre Garibaldi et le gouvernement de Victor-Emmanuel apparaissent obscures; enfin on n'aperçoit pas pourquoi M. Guardione a cru devoir consacrer à l'expédition garibaldienne sur le continent, puis à l'expédition piémontaise tant de pages qui ne se rattachent qu'indirectement à son sujet strict. Les deux derniers chapitres de M. Guardione et sa courte conclusion énumèrent un certain nombre des griefs de l'Italie du sud contre l'annexion, ou plutôt contre les formes de l'annexion; je n'ai pas ici à examiner leur valeur, mais il est piquant de les rapprocher des réflexions contemporaines de Cuvillier-Fleury sur ce qu'il appelait une « comédie de l'annexion et du suffrage universel »<sup>1</sup>.

C'est aussi l'histoire générale des Deux-Siciles qu'a étudiée M. Albert MAAG en faisant l'histoire des troupes suisses au service du royaume de Naples de 1825 à 1864<sup>2</sup>. M. Maag renouvelle un sujet déjà abordé par M. von Steiger<sup>3</sup>, parce qu'il connaît fort bien l'histoire générale des régiments suisses employés par les Bourbons au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup> et l'histoire militaire de l'Italie contemporaine<sup>5</sup>. Le gouvernement des Deux-Siciles a employé des Suisses dès 1776, puis, à la Restauration, à partir de 1818; mais c'est après le départ des corps autrichiens chargés de réprimer la révolution napolitaine de 1821 et l'expérience faite en Espagne de la valeur des corps suisses que les rois de Naples songèrent à conclure, de 1825 à 1828, des capitulations militaires avec les cantons helvétiques. M. Maag étudie successivement l'organisation intérieure des régiments suisses, soumis à

1. Lettre de Cuvillier-Fleury à Victor Tivy, du 22 avril 1862, dans la *Revue hebdomadaire* (15 mai 1909, p. 313). Cuvillier-Fleury était bien informé des choses italiennes par son beau-frère Thouvenel.

2. Albert Maag, *Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten, 1825-1861*, mit Uniformbildern, Portraits, Karten und Plänen. Hggben durch die Stiftung von Schnyder von Warbensee. Zürich, Schultess, 1909, in-8°, xviii-791 p.

3. *Die Schweizerregimenter in königlich-neapolitanischen Diensten*. Bern, 1851.

4. Voy. en particulier sa *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten, 1816-1830*. Zürich, 1899.

5. Il a publié au livre de Finocchiaro, *La rivoluzione siciliana del 1848-1849* (1906), un appendice sur *I reggimenti svizzeri nella spedizione di Catania*.

une discipline rigoureuse, et le rôle qu'ils jouèrent au milieu des événements intérieurs survenus dans le royaume de Naples; il a pu donner sur la tragédie qui éclata à Naples en mai 1848, sur la répression de l'insurrection sicilienne, sur la part prise par l'armée napolitaine à la guerre contre la république romaine un grand nombre d'aperçus nouveaux, grâce à l'usage des sources militaires suisses, à peu près entièrement inédites, et qui fournissent des détails minutieux et précis, — en particulier sur la guerre des barricades à Naples, à Messine et à Palerme. — Mais, dès le mois de mai 1848, une question de droit international public s'était posée à l'occasion de l'emploi par le gouvernement napolitain de citoyens suisses pour la répression des troubles intérieurs du royaume; avec cela, dans les corps suisses eux-mêmes, la propagande libérale commençait à recruter des prosélytes, et, même en juin-juillet 1859, une mutinerie de soldats éclata, de sorte que, de part et d'autre, la Suisse et Naples ne tenaient plus guère à continuer le régime des capitulations. La loi fédérale suisse du 30 juillet 1859 et le décret royal du 13 août 1859 réglèrent le congé des corps suisses; mais, malgré les efforts du commissaire fédéral Latour, les officiers suisses organisèrent une sorte de contre-façon des corps dissous, — impeccable d'ailleurs au point de vue du droit international et du droit des États, — en constituant trois bataillons étrangers. Ces bataillons furent employés contre Garibaldi en Sicile, contre l'armée régulière autour de Gaëte, et la capitulation de Gaëte spécifia le libre retour dans leur pays des étrangers incorporés dans l'armée napolitaine (février 1864). M. Maag a utilisé, pour raconter cette odyssée des Suisses au service du roi de Naples, une grande quantité de sources, dont il a dressé la liste à l'appendice<sup>1</sup>, en même temps que les souvenirs de ceux des soldats qui vivent encore au pays. Son travail n'a pas la sécheresse des historiques régimentaires habituels, parce qu'il a su associer l'histoire proprement dite des régiments suisses à l'histoire générale de Naples, sans pour cela que celle-ci écrase celle-là. Je ne lui ferai qu'un reproche, c'est de n'avoir pas suffisamment montré quelle était la vie journalière à l'intérieur de ces corps de troupes isolés au milieu de populations hostiles, quels liens attachaient les soldats à leurs chefs, quelle était la mentalité de ces mercenaires courageux au ser-

1. En appendice figurent également le texte des capitulations de 1825, des états concernant les cadres des régiments suisses et étrangers, la liste des blessés, des morts et des décorés dans les diverses campagnes napolitaines entre 1848 et 1860, l'état de service par ordre alphabétique des officiers qui ont servi pendant la même période. Après les appendices, au nombre de 23, un vaste index, qui rendra des services. Les planches représentent le costume des troupes suisses et étrangères.

vice de causes qui, à Naples comme aux Tuileries, ont fini par faire faillite : ce que M. Maag dit à ce sujet dans les chapitres I et X est par trop maigre.

Les ouvrages généraux de MM. Guardione et Maag donnent un grand nombre de renseignements sur les événements de 1848 dans le royaume des Deux-Siciles. Des contributions spéciales, dont certaines ont la valeur de livres de première main, les complètent sur divers points. C'est en 1839, dix ans après les événements, que Carlo de Angelis écrivit pour ses fils des *Mémoires*, dont l'éditeur, M. Matteo Mazziotti, n'a publié que ce qui concerne l'histoire des dernières années de la monarchie napolitaine<sup>1</sup>. Né le 27 juillet 1813 à Castellabate, Carlo de Angelis appartenait à une famille libérale du Cilento et subit pour ses idées, à partir de 1837, une véritable persécution de la part des autorités napolitaines. Au début de 1848, il prenait part au mouvement révolutionnaire du Cilento et se réfugiait au mois de juillet à Naples; il fut arrêté plus d'un an après, le 14 septembre 1849, et condamné aux travaux forcés le 27 janvier 1852. Mis en liberté après un séjour dans les bagnes de Nisida et de Procida, il fut poursuivi une seconde fois après que Cavour eut porté au Congrès de Paris les accusations célèbres contre les gouvernements rétrogrades d'Italie. Condamné à douze années de fer au mois d'octobre 1856, il connut les divers bagnes du royaume napolitain, ceux de Carmine et de Brindisi en particulier. Un décret royal du 27 décembre 1858 commuait sa peine en celle de l'exil perpétuel et de la déportation en Amérique; le décret fut exécuté le 16 janvier 1859, au moment où la libération de l'Italie commençait à se réaliser. Le capitaine du navire qui le transportait avec d'autres condamnés politiques consentit, sur les représentations des déportés, à les débarquer en Irlande le 6 mars. Accueillis à bras ouverts par les représentants officiels de la monarchie sarde à Londres, les Napolitains se mirent au courant des derniers événements survenus dans la péninsule; le 26 avril, de Angelis partait pour la France, le 5 mai pour Turin et, quelque temps après, il secondait, du mieux qu'il pouvait, les efforts des révolutionnaires du sud de l'Italie. Le rôle politique de Carlo de Angelis est évidemment mince; c'est, après tout, un comparse de troisième ordre, et ses *Mémoires* de bon patriote devenu bon fonctionnaire, — il quitta l'administration en 1879 et mourut le 5 septembre 1899, — ne contiennent pas des révélations sensationnelles; ils renferment toutefois sur les procédés de la police napolitaine et de la chiourme des bagnes des indications curieuses,

1. Carlo de Angelis, *Memorie*, dans *Bibl. del risorg. ital.*, ser. V, n° 4. Roma-Milano, Albrighi, 1908, in-18, vi-141 p.



qu'il ne semble pas que l'auteur ait gonflées d'indignations rétrospectives, et constituant, par leur médiocrité même, un témoignage intéressant sur la psychologie des patriotes moyens.

L'éditeur des Mémoires de Carlo de Angelis, M. Matteo MAZZIOTTI, connaît bien l'histoire générale de Naples et l'histoire particulière du pays de Salerne, notamment de la région dite Cilento<sup>1</sup>. C'est ce qui donnera tant de valeur à son livre sur *Costabile Carducci ed i moti del Cilento nel 1848* dont nous n'avons jusqu'ici que le premier volume<sup>2</sup>. Ce qu'on pourra reprocher avant tout à ce livre, c'est de faire, à propos de Carducci et du Cilento, une véritable histoire du mouvement de 1848 dans le royaume de Naples et de faire cette histoire, au moins au point de vue de la formation du parti libéral, en remontant jusqu'à l'année 1830. Si M. Mazziotti a mis son livre sous l'égide du nom de Carducci, c'est que ce personnage secondaire fut, en janvier 1847, dans le district de Tocchiara, le chef d'une insurrection dont la trame avait été tissée par Poerio. La part prise par le Cilento à l'agitation politique qui sépara la publication de l'acte souverain (29 janvier) de l'ouverture du parlement napolitain (15 mai) est racontée par notre auteur avec beaucoup de détails, qui mettent en lumière non seulement les efforts de la propagande libérale ou républicaine, mais aussi les résultats fâcheux de l'accession brusque à la liberté d'une population qui la confondit souvent avec la licence et se jeta, en particulier, dans une véritable fureur de déprédation sur les biens communaux et privés. Carducci, commandant des gardes nationaux de la province de Salerne, songea un instant à secourir les insurgés napolitains du 15 mai; il porta en Calabre son ardeur et essaya d'organiser une insurrection que déconseillaient les modérés Poerio, Settembrini, Massari, d'Avossa; la Calabre combattit seule, et l'expédition envoyée par le gouvernement de Palerme ne sut pas la soutenir. En juillet, Carducci était à nouveau dans le Cilento, où un second mouvement allait éclater. Ce qu'a été ce second mouvement, M. Mazziotti nous le montrera dans son prochain volume, appuyé sans doute, comme celui-ci, sur une vaste littérature historique et une documentation inédite puisée aux archives de Naples, de Salerne et de Potenza<sup>3</sup>.

C'est également sur une documentation inédite, — en particulier

1. Il a déjà publié une étude sur la *Rivolta del Cilento nel 1821* (Bibl. stor. del ris. ital., ser. V, n° 9).

2. Matteo Mazziotti, *Costabile Carducci ed i moti del Cilento nel 1848*; t. I. Roma-Milano, Albrighi, 1909, in-18, VIII-220 p.

3. Les courtes notices biographiques renfermées dans les notes de M. Mazziotti constituent un des attraits et une des commodités de son volume. Il est probable que son second volume contiendra un index alphabétique renvoyant,

les archives de Bari, — que repose le livre, beaucoup moins bon, que M. Saverio Daconto a consacré à *la Provincia di Bari nel 1848-49*<sup>1</sup>. Après une introduction sur l'esprit public dans cette région depuis 1821 et sur la propagande libérale et patriotique de Cozzoli, M. Daconto nous donne une série de chapitres sur la façon dont l'avènement du régime constitutionnel fut accueilli à Andria, à Ruvo, à Trani, à Molfetta, dans toutes ces petites cités où des ferments carbonariques subsistaient, où des *circoli* (clubs) s'organisèrent et où une sorte d'anticléricalisme inattendu se développa, puis sur celle dont on répondit dans le pays à la réaction napolitaine. Le plus curieux, à cet égard, c'est l'organisation d'une *Deputazione municipale*, sorte de Comité de Salut public, que laissèrent se constituer l'intendant et le commissaire de police, et celle de groupes secrets de libéraux plus accentués, dont l'activité politique aboutit à la réunion, au début de juillet, d'une diète provinciale; un procès institué par la grande cour criminelle de Trani devait aboutir, en 1851, à la condamnation des principaux instigateurs, le chanoine del Drago, Bozzi, Turi, Laginestra, de Ruggerio. D'autres procès criminels marquèrent le rétablissement de l'ordre dans la province de Bari; Cozzoli, condamné à mort pour son rôle à Molfetta, put s'enfuir en France, d'où il revint en 1860 pour mourir misérablement en 1864; à Gravina et Altamura, les troubles eurent un caractère social de lutte de classes qui fait d'ordinaire défaut; à Pertignano, Fasano, Capurso, Canneto, Folignano, Barletta, Noci, Bari, ils naquirent, en 1849, surtout à l'occasion de la levée; les procès de Giovinazzo et d'Andria furent dirigés surtout contre les libéraux sectaires, toujours organisés à la façon carbonarique, et que les procédés mazziniens n'avaient pas encore touchés. Pour cette étude des troubles locaux de la province de Bari, il semble que l'auteur eût dû consulter les archives municipales, ce qui lui aurait permis d'arriver sans doute, en plus d'un cas, à une plus grande précision. La partie introductive pourra être rapprochée du livre de M. Benedetto Paolillo, signalé précédemment (t. CII, p. 385).

L'ITALIE CONTEMPORAINE (depuis 1871). — M. Pietro Vico a entrepris de continuer les *Annales* italiennes de Muratori-Coppi-Ghiron,

en particulier, à ces très utiles notices; il serait bon qu'il voulût y joindre une carte, sans laquelle l'intelligence des événements n'est guère possible.

1. Saverio Daconto, *La provincia di Bari nel 1848-1849. Narrazione storica dai documenti inediti dell' Archivio di Stato*, con prefazioni del comm. G. Palombella. Trani, Vicchi, 1908, in-8°, 203 p. — Il n'est pas nécessaire de parler ici de la préface de M. Palombella, d'une allure vivement polémique et toute dirigée contre l'*afarismo* de l'Italie contemporaine.

qui s'arrêtent à 1870<sup>1</sup> ; il racontera les événements jusqu'en 1900 et consacrera un volume entier au développement de la culture italienne dans cette période. Le premier volume va jusqu'à 1874, le second jusqu'à la fin de 1878 ; ils sont strictement chronologiques, sèchement précis, écrits d'après les documents, dont certains, les plus importants, sont donnés *in extenso*<sup>2</sup>, avec quelques passages tirés des historiens, en somme impartiaux, encore que ce soit autour de la question cléricalle que l'auteur fasse pivoter toute l'histoire italienne, sans trop d'erreurs de détail<sup>3</sup> ; l'histoire économique fait complètement défaut dans ces *Annali*. A la fin de chaque volume, des index alphabétiques rendront des services que l'impression de quelques manchettes chronologiques à l'intérieur des volumes aurait rendus plus nombreux.

La veuve du professeur de philosophie Carlo CANTONI, en faisant publier les *Scritti vari* de son mari<sup>4</sup>, a fourni une contribution à l'étude de la pensée italienne contemporaine. Patriote éduqué à l'Université de Turin, néo-kantien convaincu par l'enseignement des professeurs de Berlin et de Göttingen, Carlo Cantoni a, comme professeur, recteur de l'Université de Turin et sénateur, toujours combattu en faveur du libéralisme et de l'éducation comme moyen de progrès national. Pour l'historien, ce sont ses études sur les partis religieux et sur la Triple-Alliance, — celle-ci écrite lors de l'affaire tunisienne et dans un esprit assez hostile à la France, — qui méritent le plus d'attirer l'attention<sup>5</sup>.

La question religieuse en Italie et la situation diplomatique du pays continuent en effet de préoccuper les esprits. *Lo stato contro la chiesa*, de l'abbé Domenico BATTAINI, est l'œuvre d'un prêtre libéral effleuré par le modernisme si vivace au delà des monts<sup>6</sup>. On trou-

1. Pietro Vigo, *Annali d'Italia, storia degli ultimi trent' anni del secolo XIX*. Milano, Treves, in-16 ; t. I (1908), 410 p. ; t. II (1908), 339 p.

2. Au tome I, la loi des garanties, le discours de Victor-Emmanuel du 27 novembre 1871 ; au tome II, l'importante circulaire du garde des sceaux de 1877.

3. Je note, en passant, t. I, p. 333, Mallenkrodt ; t. II, p. 147, Madier de Montgou ; p. 203, Beltemont.

4. *In memoria di Carlo Cantoni. Scritti vari*. Pavia, Bizzoni, 1908, in-4°, xxvii-710 p. — Une notice du professeur Vidari sert d'introduction biographique et critique.

5. Ces deux études font partie du second groupe des *Scritti vari* (études et discours politiques), lesquels en comprennent encore trois autres : I. Études historiques et exposés universitaires ; III. Problèmes universitaires ; IV. Écrits mineurs sur des sujets divers.

6. Sac. Domenico Battaini, *Lo stato contra la chiesa*, dans *Piccola biblioteca di scienze moderne*, n° 150. Milano, Bocca, 1908, 352 p.

vera dans son livre une vive critique du cléricalisme, dont il analyse les procédés d'action en lui opposant le *vrai* catholicisme, et un historique, trop souvent imprécis, de la crise religieuse.

M. Battaini est un polémiste. Cette qualification s'applique encore plus justement à MM. Luciano MAGRINI et Eduardo Cimbali. Le premier a voulu ouvrir les yeux du peuple italien sur les dangers de la politique triplicienne<sup>1</sup>; mais son livre n'est qu'un réquisitoire passionné contre le pangermanisme, dont il n'a pas su analyser les causes profondes.

M. CIMBALI ne partage pas le sentiment de M. Magrini, en ce sens qu'il ne ménage pas la politique française dans sa brochure sur le Maroc<sup>2</sup>. M. Cimbali est professeur de droit international à l'Université de Sassari, et il voit dans la politique de l'Europe et surtout dans celle de la France en Afrique une atteinte profonde au droit dont il enseigne les règles. Tout n'est pas à rejeter dans la brochure de M. Cimbali, qui s'est efforcé de montrer, en opposition aux appétits des puissances européennes, la valeur des civilisations dites barbares; mais elle a presque partout l'allure d'un pamphlet.

DIVERS. — La *Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano* continue d'exercer en Italie son action scientifique et patriotique. Après avoir constitué à Milan, Venise, Turin et Rome des comités régionaux, elle en a organisé un à Florence sous la présidence de M. Zanichelli<sup>3</sup>. En attendant que pour son second congrès, tenu à Pérouse les 12-14 septembre 1907, paraisse, comme pour le premier, un compte-rendu détaillé<sup>4</sup>, on pourra se reporter, pour juger de l'ampleur de ses travaux, soit aux notes insérées dans l'*Archivio storico italiano*<sup>5</sup>, soit à la revue qu'elle publie, depuis le mois de janvier 1908, sous la direction de M. B. Manzone<sup>6</sup>. Non seulement les groupements scientifiques, comme cette société, ou patriotiques, comme celui des vétérans des *patrie battaglie*<sup>7</sup>, mais l'État italien

1. Luciano Magrini, *Il pericolo tedesco*. Milano, Società editrice milanese, [1907,] in-18, 197 p.

2. Eduardo Cimbali, *L'Europa fa opera di civiltà nel Marocco? E la nazione dell' 89*. Roma, Lux, 1907, in-8°, 54 p.

3. *Arch. stor. ital.*, t. XLI (1908), p. 484.

4. *Atti del primo congresso per la storia del risorgimento italiano, tenutosi in Milano del novembre 1906*. Milano, 1907, in-8°, 189 p.

5. *Arch. stor. ital.*, t. XL (1907), p. 436-437.

6. *Il Risorgimento italiano*. Torino, Bocca. — Ce périodique contient sept rubriques : 1. Memorie e documenti inediti ; 2. Musei del risorgimento ; 3. Varietà e aneddoti ; 4. Bibliografia ; 5. Questionario ; 6. Cronaca ; 7. Atti ufficiali della Società.

7. *Atti del VII congresso dei superstiti delle patrie battaglie 1848-1870*

lui-même font tous leurs efforts pour jeter une pleine lumière sur l'histoire du *Risorgimento*; on a vu en effet, au début de l'année 1908, le gouvernement italien acheter la bibliothèque de Crispi, comprenant des documents du plus grand intérêt, — feuilles volantes, proclamations, affiches, pamphlets, — pour la période 1848-1860, principalement dans le royaume des Deux-Siciles<sup>1</sup>. Des concours ont été un peu partout institués dans le but de faire connaître les principaux hommes ou les principaux événements du *Risorgimento*, au moyen d'ouvrages dont le mérite sera récompensé<sup>2</sup>; l'Italie contemporaine pourra doublement tirer parti, au point de vue de l'éducation nationale, des travaux espérés, s'il est prouvé qu'ils ont été conçus dans un esprit largement scientifique, et les historiens français, ici, à Rome, avec l'École d'archéologie et d'histoire<sup>3</sup>, à Florence, avec l'Institut créé par M. J. Luchaire<sup>4</sup>, devront considérer avec curiosité les résultats de l'expérience italienne, où doivent venir se confondre le désir de l'impartialité scientifique et le souci de l'apologie patriotique.

Georges BOURGIN.

*tenuto in Milano 18-21 settembre 1906. Sesto San Giovanni, Doni-Trasi, 1907, in-8°, 147 p.*

1. *Petit Temps*, 10 mars 1908. Voy. la *Révolution française*, 14 avril 1908, p. 362-363.

2. Le Conseil municipal de Bologne offre 10,000 l. pour une histoire de l'expédition de Mille (concours international, fermé le 30 juin 1910); la *Società nazionale* 500 l. pour quatre monographies populaires (Victor-Emmanuel, Garibaldi, Cavour, Mazzini; clos le 30 juin 1908); le Conseil provincial de Turin 500 l. pour une biographie populaire de Cavour (clos le 30 octobre 1908); M. Beltrami 6,000 l. pour une histoire populaire de la campagne de 1859; l'éditeur Cogliati 1,500 l. pour une histoire critique de l'action de Napoléon III en Italie; le Conseil municipal de Venise 8,000 l. pour une histoire de la révolution vénitienne de 1848-1849.

3. On pourra regretter que, jusqu'ici, les membres de cette École se soient trop peu souvent attachés à l'histoire moderne et contemporaine de l'Italie, pour laquelle ils ont tant de documents et d'instruments de travail sous la main.

4. Voy. le *Premier rapport sur l'Institut français de Florence au 1<sup>er</sup> février 1908* (in-8°, 12 p.), par M. J. Luchaire. L'absence d'une section proprement historique est peut-être à regretter dans l'organisation de cet Institut.



## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

D. PARODI. *Traditionalisme et démocratie*. Paris, A. Colin, 1909.  
In-18, 325 pages.

Le livre de M. Parodi est à la fois une critique et une apologie : une critique du « traditionalisme » qui attaque la démocratie et une apologie, — basée sur une analyse philosophique, — de cette même démocratie. Il en résulte quelque confusion dans l'esprit du lecteur, d'autant que l'auteur dans son *Introduction* ne révèle pas clairement son plan. Il le rattache à une distinction entre une soi-disant politique du fait et une soi-disant politique de l'idée, inspirée l'une de l'esprit traditionaliste et l'autre de l'esprit rationaliste, distinction qui ne repose pas, à mon avis, sur des caractérisations bien réelles, et où les mots jouent un rôle plus grand que la vraie nature des choses. L'auteur voit sous ces mots une « logique secrète » qui fait l'unité de groupements incohérents en apparence et transforme « des affinités obscures en principes nouveaux ». Il y a là, je le crains, trop de subtilité philosophique apportée à l'examen de mobiles plus simples et plus positifs que ne les représente l'auteur. Il aurait pu se dispenser, je crois, de cette tentative de synthétiser en deux armées bien distinctes par les visées et la méthode les groupes de doctrines et d'écrivains dont il voulait s'occuper et il aurait pu entrer plus vite dans le vif de son sujet, qui était l'analyse et la réfutation de doctrines et d'écrits d'un certain groupe d'auteurs contemporains.

Là, bien qu'il apporte encore quelque artifice dans le groupement qu'il présente des « traditionalistes »<sup>1</sup>, il a rempli son programme avec beaucoup de conscience et de pénétration. Sa conscience l'a même entraîné à un peu de longueur, et il aurait pu, ce semble, dans plusieurs parties de son volume, être plus concis. Mais il ne faut pas se plaindre de ces analyses étendues si leurs développements mêmes donnent confiance au lecteur et lui font penser que le critique n'a rien négligé des auteurs qu'il examine et réfute.

En ce qui concerne ce qu'on pourrait appeler le vice fondamental de

1. M. Parodi étudie successivement, dans des chapitres aux titres d'une symétrie un peu factice, « M. Brunetière (traditionalisme et moralité), M. Bourget (traditionalisme et positivisme), M. Barrès (traditionalisme et individualisme), l'Action française (traditionalisme et politique), le romantisme traditionaliste... », puis, dans une seconde partie de son livre, les *Principes démocratiques*, la notion d'égalité, les principes de 89, la démocratie dans ses relations avec la science, l'histoire et la civilisation.

l'argumentation des traditionalistes, M. Parodi indique bien combien est dangereuse la méthode qui consiste à employer la méthode rationnelle, non pour découvrir la vérité, mais pour défendre une vérité qui sert de point de départ et qui est un simple *a priori*. De cette façon, on n'applique pas l'analyse rationnelle, on l'utilise, ce qui est très différent. Il serait permis de dire que tout l'esprit scientifique est dans l'un des procédés, et le contraire de l'esprit scientifique, malgré l'apparence, dans l'autre. Le premier recherche, l'autre démontre. Déjà par la différence des objets, on peut prévoir, que l'un s'entourera de toutes les précautions possibles dans l'investigation avant d'affirmer; que l'autre sera tenté de se contenter d'à peu près, de résultats partiels, pourvu que par certains côtés mis en relief, — même avec des coups de pousse, — ils apportent de la force à l'argumentation. Ces à peu près, ces résultats partiels, c'est ce que les « simples littérateurs que sont les traditionalistes » (le mot est de M. Parodi) appellent triomphalement des faits, et ils opposent les « faits » aux « idées » qu'ils bafouent chez les « intellectuels ». Toute la question serait de savoir ce qu'on a le droit, scientifiquement, d'appeler « un fait », et il est probable que là-dessus les véritables savants ne s'entendraient pas avec les représentants du néo-traditionalisme.

Aussi ceux-ci se gardent-ils bien d'engager le débat sur ces questions de définitions. Par un détour habile, là où leurs prédécesseurs craignaient et condamnaient la science, ils ont préféré l'appeler à leur aide contre la démocratie. M. Parodi marque justement l'origine de ce mouvement tournant dans les derniers travaux de Renan et de Taine : mais ceux-ci, dans leur réaction finale contre l'esprit du XVIII<sup>e</sup> siècle, sont restés des philosophes, exprimant leurs doutes, critiquant des données générales optimistes trop absolues qu'avaient démenties les événements terribles dont ils venaient d'être les témoins épouvantés; on ne peut dire qu'ils aient formulé un système de réaction scientifique et soi-disant positiviste comme celui que veut nous imposer le néo-traditionalisme.

Ce dernier, — M. Parodi le remarque avec exactitude, — procède, — sans le dire, — « à la façon de la métaphysique ou de la théologie classiques; il choisit les faits de l'histoire comme les données de la science... à la lumière d'une théorie sous-entendue... », et il ne peut l'avouer (peut-être même se l'avouer à lui-même), « puisque ce serait abandonner toute l'apparente originalité de l'attitude prise, tout cet appareil pseudo-scientifique si propre à en imposer, et revenir à l'idéologie pure et simple ».

La théorie sous-entendue est, croyons-nous, celle-ci : l'histoire (d'une nation, d'une société) se compose de deux parties successives, l'une qu'on appelle le passé traditionnel, passé de formation et de structure, et qu'on arrête par la pensée au moment où il répond le mieux, par le milieu social qu'il a engendré, aux sympathies, aux inclinations ou aux répugnances et aux haines de celui qui se charge d'établir la démarcation; l'autre qui s'étend depuis l'opération césarienne qu'on vient de

réaliser, qui est une période de déformation, une sorte de contresens perpétuel conscient ou inconscient relativement à la phase antérieure, qu'il faut hardiment supprimer et abolir dans son développement pour revenir aux bienfaits de la première période. Ce n'est même plus la succession des époques « organiques et critiques » de Saint-Simon, dans laquelle les dernières préparaient, par une sorte de fermentation intime, l'évolution ultérieure de l'être social : c'est la maladie opposée à la santé, l'empoisonnement qu'il faut détruire par le fer et le feu (si les contrepoisons ne suffisent pas), pour délivrer l'organisme des germes malsains qui l'ont envahi et le rendre à l'équilibre antérieur. « L'histoire seule, pour M. Barrès », écrit justement M. Parodi, « a créé et seule nous révèle la loi d'un peuple ou sa tradition ; mais, en nous la révélant, on dirait qu'elle la fixe et l'immobilise pour jamais... et nous interdit de la continuer : et c'est ce qu'on appelle la vertu régénératrice du sens historique ! »

Appliquant à l'école néo-traditionaliste sa propre méthode dite historique, mais avec plus d'exactitude qu'elle ne le fait elle-même, on ne saurait trop se rappeler dans quelles circonstances et sous quelles influences elle s'est originalement groupée. Si inconcevable que cela puisse paraître au premier abord, le désir de trouver des justifications d'ordre ou d'apparence un peu supérieure à une erreur incroyablement basse a joué un grand rôle dans la cristallisation d'idées qui s'est opérée autour du déni de justice qu'a été tout d'abord et qu'est restée pour un certain parti l'*Affaire Dreyfus*. S'entêter dans un simple refus de revision, malgré les démonstrations éclatantes de l'erreur initiale, c'était insuffisant pour des esprits déliés qui s'étaient toujours piqués de critique et d'intellectualisme raffiné. Alors on vit se produire, ce qui s'est tant de fois passé en matière théologique ou philosophique : pour sauver une thèse absurde par elle-même, on vit amonceler autour de cette thèse centrale, et souvent en ayant l'air de l'oublier, ce qui donnait plus de force aux constructions annexes, des thèses subsidiaires qui vont chercher leurs racines dans les diverses régions de l'histoire ou de la pensée humaine. Cela a été le fait de la plupart des religions et des philosophies. Les montagnes de littérature et de dissertations qu'elles ont soulevées pour sauver tel principe ou tel dogme inacceptable à la simple raison, mais avantageuse à certains intérêts ou à certaines passions, représentent une bonne partie de la production intellectuelle du passé. Il faut quelquefois de longs siècles pour voir s'écrouler ces chaînes de forteresses, qui, tout à coup, sous un simple souffle de bon sens, et malgré leur enchevêtrement d'apparence formidable, s'abattent comme des châteaux de cartes. Leur résistance prolongée vient en partie de la difficulté qu'éprouve la raison à concevoir qu'un effort aussi gigantesque ait été employé pour fortifier une puérilité, une fable inconsistante, une donnée imaginaire ou absurde.

Le traditionalisme, à son tour, a enveloppé dans un vaste système historique, politique et social de ce genre, une défaillance de juge-

ment et d'équité; et comme marque d'origine, ainsi que l'observe justement M. Parodi, « il emploie trop souvent... les procédés d'argumentation et de langage dont il fit sa méthode à propos de cette particulière occasion où il prit naissance ».

C'est une bonne appréciation, et qui devrait suffire à qualifier les moyens de discussion de certains modernes traditionalistes. M. Parodi n'a pas voulu se contenter de cette condamnation en quelque sorte négative du système général de ses adversaires. Il a résolu de reprendre le procès dans ses éléments mêmes, autrement dit de discuter à nouveau sur des bases purement philosophiques le problème de la liberté et de l'égalité, haïssables à la nouvelle école. De là, dans son volume, une seconde partie, où il fait preuve de beaucoup de pénétration, mais aussi de quelque subtilité. Appliquer aux matières sociales les procédés d'analyse de la métaphysique ou de la logique rationnelle m'a toujours paru ou stérile ou dangereux. Avec des raisonnements purement verbaux, on peut démontrer tout ce qu'on veut. Je signale à ce point de vue le chapitre de M. Parodi relatif à la notion d'égalité sociale; c'est un modèle de ce que j'appelle la discussion verbale. Intéressante au point de vue intellectuel et abstrait, que prouve-t-elle au point de vue social? Peu de chose. Une vue historique du sujet serait beaucoup plus efficace. Il faut bien admettre que l'idée d'égalité a joué un grand rôle dans l'imagination des hommes; mais se sont-ils creusé la tête pour se définir à eux-mêmes cette notion d'égalité et y introduire tous les raffinements qu'y apporte l'esprit aiguisé d'un philosophe comme M. Parodi? Nullement. Ce n'est donc pas la notion philosophique d'égalité sociale qui socialement a porté ses fruits, c'est la notion courante d'égalité, comprise surtout comme réaction contre l'oppression des privilèges, et c'est celle-là qui agit encore sur les esprits contemporains. Pourquoi dès lors se perdre en déductions infinies sur les caractères de la légitimité ou de l'illégitimité de l'égalité *en soi*, aperçue d'un point de vue abstrait?

Cette pente vers l'abstrait, c'est le grand péril de l'intrusion de la philosophie pure dans l'économie sociale. Platon y avait buté, et bien d'autres y ont buté après lui. M. Parodi est plus sage que certains de ses prédécesseurs en déclarant lui-même qu'« il est trop clair que de l'étude toute abstraite à laquelle il vient de se livrer on ne peut rien conclure sur la place qu'il convient de faire à la notion d'égalité dans une société historique donnée et rien non plus sur la vraisemblance ou l'utilité de ses progrès à venir... ». Mais il est un peu inconséquent avec lui-même, lorsque, tout en se défendant de faire du « concret », il transporte à l'idéal social la notion de la liberté et de l'égalité sous le nom de justice. « Il est juste », écrit-il, « non pas que tous, grands et petits, travailleurs et paresseux, économes et prodigues, vicieux et vertueux, aient le même rôle, la même vie, la même récompense, mais partent à peu près du même point et dans des conditions à peu près identiques... » Qu'est-ce ici que les « conditions identiques »? Est-ce ce que donne ou fournit en biens, instruction, etc., la société? Est-ce

ce que confère la nature en dons intellectuels et physiques, et qui varie à l'infini d'un individu à l'autre? Le socialisme a toujours hésité entre les réponses à faire suivant qu'il accordait la rémunération au mérite, au travail, à la capacité ou aux besoins. Et pourquoi a-t-il hésité, si ce n'est parce qu'il apercevait les injustices d'une justice partielle et les impossibilités pratiques d'une justice totale? M. Parodi, lui, simplifie la question en déclarant que « les désirs normaux et profonds ne vont le plus souvent qu'avec la possibilité naturelle de se satisfaire... En bonne psychologie, l'homme ne veut que ce qu'il est fait pour posséder, et il n'a de jouissance que dans l'accomplissement de ses fonctions spontanées physiques ou morales ». C'est peut-être là de la « bonne psychologie », lisez de la psychologie idéale, mais est-ce de la psychologie réelle, celle où l'on puisse appuyer une appréciation positive de la démocratie?

Eugène D'EIGHTHAL.

---

**Jules MAURICE. Numismatique constantinienne, iconographie et chronologie; description historique des émissions monétaires.** T. I. Paris, Leroux, 1908. In-8°, CLXXIX-507 pages; 23 pl.

On connaît la compétence numismatique de M. Jules Maurice. Depuis de longues années, il s'est attaché au classement méthodique des monnaies de Constantin, et par de nombreuses recherches de détail sur les différents ateliers monétaires il a réussi à mettre de l'ordre et de la clarté là où tout n'était que confusion et obscurité. Il publie aujourd'hui le premier volume d'une *Numismatique constantinienne* qui sera accueillie avec faveur par les numismates. Bien que l'ouvrage, d'un caractère spécial et technique, semble ne point relever de cette *Revue*, il mérite cependant d'être signalé ici, en raison de l'intérêt qu'il présente pour les études historiques.

Sur bien des points, l'histoire du IV<sup>e</sup> siècle est encore indécise : la numismatique constantinienne permettra de résoudre plus d'une difficulté. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la longue et substantielle introduction de M. Maurice, qui contient tout ce qu'on peut savoir de la chronologie de Constantin, depuis son avènement jusqu'à sa mort. Les conflits des empereurs, les progrès de Constantin, ses victoires, ses campagnes contre les Francs, les Alamans, les Goths et les Daces, sa politique religieuse, son administration, tous les événements un peu importants de son règne sont enregistrés et comme illustrés par les monnaies, dont le témoignage irrécusable précise, complète et souvent rectifie celui des chronographes anciens. Pour prendre quelques exemples, on peut établir, à l'aide des monnaies frappées en Gaule et en Italie, que c'est bien le 31 mars 307, et non à la fin de cette même année, que Constantin prend le titre d'Auguste. On peut constater que la proclamation des Césars Crispus, Constantin II et Licinius II ne se fait pas simultanément en Orient et en Occident. L'ini-



tiative vient de Licinius, qui, pour faire échapper Licinius II aux conséquences de sa naissance servile du côté maternel, le désigne comme César et fait frapper des monnaies avec ce titre dès décembre 314; mais il a besoin de l'adhésion de Constantin et il espère l'obtenir en faisant frapper en même temps des monnaies au nom des deux fils de Constantin, Crispus et Constantin II, qualifiés eux aussi de Césars. Malgré ces avances flatteuses, Constantin refuse son consentement. Ce n'est que trois ans après, en 317, qu'a lieu en Occident la reconnaissance des trois Césars. Le fait est important au point de vue de la critique et du classement des sources. Les auteurs, en effet, ne sont pas d'accord sur la date de la proclamation des trois Césars. Les uns, comme Zosime et les chroniqueurs byzantins, donnent la date de 315; les autres, comme le panégyriste, donnent celle de 317. Il est évident que les premiers ont puisé à des sources orientales, plus ou moins influencées par Licinius, tandis que les autres ont vécu à la cour d'Occident, dans le voisinage de Constantin, ou consulté les archives impériales. A ce propos, il est intéressant de remarquer combien l'étude des monnaies relève l'autorité historique des panégyristes, ainsi que celle de Lactance ou de l'auteur, quel qu'il soit, du *De mortibus persecutorum*. On est souvent tenté de ne voir dans leurs écrits qu'une rhétorique vague. Au contraire, ils sont pleins de détails précis, que l'on peut voir historiquement vérifiés par le témoignage des monnaies. Tel renseignement, comme par exemple l'attribution par Galère du titre de *filii Augustorum* à Maximin Daza et à Constantin en 308-309, n'est connu que par le *De mortibus persecutorum* (XXXII) et par les monnaies frappées dans les ateliers de l'Orient.

La date de la conversion de Constantin a donné lieu à de nombreuses controverses. Les uns, sur la foi de Zosime, reculent l'événement jusque vers 326; les autres, avec Lactance et Eusèbe, le placent aux environs de 312, au temps de la campagne contre Maxence. C'est cette dernière date qui est la vraie. Elle est mise hors de doute par la numismatique. Le monogramme chrétien que l'adversaire de Maxence avait fait représenter, selon Lactance, sur les boucliers de ses soldats, figure bien avant 326 sur les monnaies de Constantin. Au point de vue de la politique religieuse de l'empereur, les monnaies émises entre 312 et 326 sont très significatives. Elles montrent que, pour être chrétien, Constantin n'en est pas moins tolérant à l'égard du paganisme dont il demeurera, du reste, le chef comme *pontifex maximus*. Les types et les légendes païennes (*Soli invicto, Jovi conservatori*) subsistent. Ils ne disparaissent définitivement que vers 322, lors des préparatifs de la campagne contre Licinius. A ce moment (entre 320 et 324), on voit se multiplier les pièces avec le monogramme chrétien, en même temps que se succèdent les lois favorables à l'exercice de la religion nouvelle et à l'indépendance du clergé.

Un des plus grands faits de l'histoire du IV<sup>e</sup> siècle est la fondation de Constantinople. Cette fondation est généralement attribuée à l'année 330 sur la foi des chroniqueurs byzantins. Il y eut bien, en effet, le

11 mai 330 une cérémonie d'inauguration. Mais cette cérémonie ne fut que la consécration solennelle et religieuse d'un état de choses officiellement institué plusieurs années auparavant. C'est ce que la numismatique permet d'établir. Il résulte des pénétrantes études de M. Maurice que la constitution de Constantinople-capitale suit de près la campagne victorieuse de Constantin en Orient et la ruine définitive de Licinius. Dès le 8 novembre 324, il existe à Byzance un atelier monétaire, récemment ouvert, qui émet des monnaies avec l'exergue *Cons[antinopolis]*. La capitale nouvelle est donc, dès ce moment, choisie. Elle a officiellement reçu son nom. Dans les six années qui s'écoulent entre cette dédicace et l'inauguration solennelle, Constantin entreprend de grands travaux pour rendre la vieille Byzance digne de sa nouvelle destination. Il construit des palais et des églises. Mais, dès 324, dès le jour où, Licinius étant vaincu et la campagne d'Orient achevée, il a compris l'importance stratégique de Byzance et s'est mis à en agrandir l'enceinte, Constantinople existe.

En installant sa capitale sur le Bosphore, Constantin marquait nettement qu'il entendait être le souverain de l'Orient. Ce caractère nouveau de la dignité impériale se manifeste sur les monnaies. A partir de 324, l'effigie de l'empereur, comme aussi l'effigie de sa mère Hélène, portent le symbole de la monarchie orientale, le diadème.

On pourrait multiplier ces observations et relever, dans l'introduction de M. Maurice, tout ce que la numismatique ajoute à l'histoire. Mais les exemples que j'ai cités suffisent à montrer la portée de l'ouvrage. Tous ceux qui auront désormais à s'occuper de l'époque de Constantin devront faire état du précieux témoignage des monnaies. Ils sauront gré à M. Maurice de leur permettre l'accès d'un domaine où jusqu'aujourd'hui il était fort malaisé de s'orienter.

Jules MARTHA.

---

Ernst MAYER. *Italienische Verfassungsgeschichte, von der Gothenzeit bis zur Zunft Herrschaft*. Leipzig, A. Deichert, 1909. 2 vol. in-8°, XLVIII-464 et XI-398 pages.

Le livre de M. E. Mayer ne se présente point comme un résumé, une mise au point de travaux antérieurs. Ce n'est point un manuel (en prenant ce terme dans son meilleur sens) rédigé par un homme que ses travaux personnels sur un point spécial auraient mis à même de contrôler et de s'assimiler les études déjà publiées dans le même domaine, pour ensuite coordonner et exposer les résultats acquis. L'auteur a l'habitude de travailler de première main, d'après les documents. En principe, il ne cite jamais les ouvrages de ses devanciers (exception faite, bien entendu, pour ceux qui contiennent des documents ou des répertoires de textes), si ce n'est ceux publiés sur des points spéciaux, pour indiquer brièvement dans une note si leurs conclusions concordent avec les résultats auxquels il est lui-même arrivé. Tel est le cas par

exemple pour le grand ouvrage de M. Chalandon sur les Normands de l'Italie méridionale, dont M. Mayer ne cite qu'occasionnellement les chapitres consacrés à l'administration, ayant lui-même établi directement sur les textes cette partie de son livre. Ses deux volumes représentent des dépouillements considérables, effectués sur de très nombreux recueils d'actes<sup>1</sup>. M. Mayer, en effet, ne se contente pas de commenter les textes législatifs ou juridiques, qui d'ailleurs font trop souvent défaut. Il a minutieusement examiné les textes diplomatiques, qui représentent pour ainsi dire l'application dans la pratique des principes que fournissent ou qu'auraient pu fournir des documents d'un caractère plus théorique. Les renseignements ainsi obtenus par lui, au cours de la patiente enquête à laquelle il s'est livré, ont été groupés selon les cadres multiples mais précis, avec beaucoup de divisions et de subdivisions, auxquels sont accoutumés les théoriciens du droit public. En juriste, M. Mayer s'efforce de préciser autant que possible la valeur de chaque terme. La tâche est parfois difficile lorsqu'il s'agit des titres donnés à telle ou telle catégorie de fonctionnaires. Les textes emploient parfois des vocables inexacts, ou qui varient quant à leur portée. C'est ainsi que M. Mayer a pu montrer comment les désignations et les attributions des divers détenteurs de l'autorité publique, dans des fonctions cependant à peu près semblables, ont différé selon le progrès de la domination franque, byzantine ou lombarde dans les régions situées au sud de l'État pontifical. La question de la substitution des comtes aux gastalds lombards dans l'Italie méridionale est assez confuse. J'aurais été tenté de croire que certains gastalds, plus puissants que les autres, avaient pris et porté le titre de comte, désignant à l'origine un fonctionnaire d'un rang plus élevé. M. Mayer a serré de près les textes et montré que si telle est, en effet, l'origine d'un certain nombre de comtés méridionaux, l'ancien gastaldat s'est conservé dans des conditions déterminées et non au hasard des circonstances. Il a subsisté des gastalds dans les villes soumises à l'influence byzantine, dans la principauté de Salerne et dans les cités où s'exerçait directement l'autorité des princes de Bénévent. De même dans l'Italie septentrionale, où la liste des villes dont les comtes portent le titre de *marchiones* apparaît comme assez variable<sup>2</sup>. M. Mayer a tenté de déterminer les conditions dans lesquelles ces divers marquisats pou-

1. M. Mayer paraît se méfier, avec raison, de la terminologie, souvent vague ou inexacte, employée par les chroniqueurs ou les annalistes. Peut-être cependant eût-il pu trouver parfois dans les textes narratifs des détails susceptibles d'« illustrer » les données un peu sommaires et théoriques des textes législatifs et diplomatiques.

2. Je ne suis pas persuadé que le titre de *dux*, donné par Charles le Chauve à Boson (p. 299 et n. 59), corresponde au gouvernement de l'ancien marquisat de Milan plutôt qu'à celui de tout le pays conquis ou à conquérir au delà des Alpes, et il me paraît peu vraisemblable, — quoique possible, — que Boson ait abandonné son beau-frère après 872 pour devenir le fidèle de l'empereur Louis II.

vaient avoir été créés, — pour un temps parfois très court, — comme ceux de Trente et d'Istrie au milieu du x<sup>e</sup> siècle, et ne paraît pas considérer que le titre de *marchio* ait pu être pris par des comtes puissants, désireux simplement d'affirmer leur autorité, du moins jusqu'au xi<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle on le voit porté par les représentants de certaines grandes maisons féodales (les Palavicini par exemple) en diverses villes.

L'*Italianische Verfassungsgeschichte* n'est pas de ces ouvrages qui puissent s'analyser. Je ne puis qu'en indiquer sommairement le plan général et ajouter quelques observations sur des points de détail. Le premier volume est consacré à la condition des terres et des personnes et aux devoirs de ces dernières envers l'État, impôts et service militaire. Le second comprend les chapitres relatifs à l'organisation administrative et judiciaire. M. Mayer y passe successivement en revue les institutions de Rome avec l'État pontifical et de l'Italie byzantine (y compris Venise et ses magistrats spéciaux), puis celles du royaume lombard et des principautés indépendantes de l'Italie du sud, enfin celles de l'État normand de Naples et de Sicile. Un chapitre spécial est consacré à l'organisation municipale jusqu'au xii<sup>e</sup> siècle à peu près.

M. Mayer a donc eu à étudier des civilisations et des constitutions très diverses. Il a su se montrer à la hauteur de cette tâche vraiment considérable. Je signalerai en passant, au point de vue de l'action que ces diverses civilisations ont pu avoir les unes sur les autres, le chapitre consacré aux cérémonies du couronnement des empereurs carolingiens, comparées avec celles qui avaient lieu dans des circonstances analogues à Byzance, ou les pages dans lesquelles M. Mayer a cherché à montrer la survivance de certains usages de la chancellerie des rois lombards dans celle des Carolingiens d'Italie, notamment en ce qui touche le grand nombre des *recognoscentes* des diplômes. En ce qui concerne Rome même, les choses sont particulièrement complexes, puisqu'à côté de l'autorité pontificale, qui tend à absorber tout le gouvernement de la cité, subsistent toujours des vestiges de l'ancienne administration civile. C'est ainsi que M. Mayer admet, comme M. L. Halphen<sup>1</sup>, que les préfets, dont on peut établir la succession depuis 965, sont les successeurs des préfets antiques, bien qu'on ne trouve qu'une ou deux mentions du personnage entre la fin du vi<sup>e</sup> siècle et le x<sup>e</sup>. D'autre part, on rencontre à certaines époques des fonctionnaires impériaux à côté des agents pontificaux. C'est le cas pour le *missus* théoriquement établi à Rome depuis la fin du x<sup>e</sup> siècle. Un document curieux, connu sous le nom de *Graphia aureae urbis Romae*, attribuée à Otton III une réorganisation de l'administration impériale à Rome et donne une liste de fonctionnaires palatins avec leurs attributions. M. Mayer utilise ce texte, mais, contrairement à son habitude, il ne présente pas d'exemples empruntés à des chartes qui viendraient

1. *Études sur l'administration de Rome au moyen âge*. Paris, 1907, in-8° (Bibl. de l'École des hautes études, fasc. 166).

confirmer les données de la *Graphia*, et ne me paraît pas avoir suffisamment tenu compte des objections élevées, sinon contre la date de ce document, qui serait bien de l'époque d'Otton III, mais contre sa valeur historique, par M. Halphen<sup>1</sup>, aux yeux duquel la *Graphia* n'est que l'œuvre d'un esprit chimérique, transportant maladroitement à Rome des renseignements qui vaudraient seulement pour Byzance. En revanche, M. Mayer me paraît avoir utilement complété les renseignements fournis jusqu'ici sur le rôle du Sénat de Rome durant la première partie du moyen âge, jusqu'à l'époque de la révolution communale, en déterminant la part de l'élément militaire et de l'élément cléricocivil qui semblent avoir concouru à sa formation. Ce qui ressort peut-être moins clairement de son exposé, c'est la manière dont certains fonctionnaires pontificaux passèrent à la condition d'agents de la puissance laïque : le *vestiarius* ou le *vesterarius*, par exemple, chargé primitivement de la garde des trésors du Saint-Siège, serait devenu (p. 40) une sorte de président, ou du moins de *primus senatus*. Quant au titre de *patrice*, objet de tant de controverses, M. Mayer me paraît avoir bien montré que, dans beaucoup de cas, ce titre a été pris par des chefs exerçant une autorité dans des conditions irrégulières. Le patriat a été une « tyrannie », au sens antique du mot<sup>2</sup>.

R. POUPARDIN.

---

Robert PARISOT. *Les origines de la Haute-Lorraine et sa première maison ducale (959-1033)*. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, 644 pages et 3 planches.

Cet ouvrage est la traduction de la thèse latine soutenue par l'auteur en Sorbonne le 8 février 1899, mais la traduction remaniée et considérablement augmentée, si bien qu'il forme un travail nouveau. Si les idées fondamentales et les conclusions générales sont restées les mêmes, le plan a été entièrement modifié; quelques faits ont été étudiés de plus près; certaines études parues dans l'intervalle, comme celles de Lair (*Études critiques sur divers textes des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles*), Lauer (*Louis d'Outre-Mer*), Uhlirz (*Otto II*), ont été discutées; enfin, M. Parisot a pu tirer parti de certaines chartes inédites, petites trouvailles, mais qui ont leur importance lorsqu'elles concernent une période où les documents sont si rares. De l'ancienne thèse latine, nous n'aurons à regretter que les régestes des ducs de cette période : M. Pari-

1. *La cour d'Otton III à Rome*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, t. XXV, p. 349 et suiv.

2. Je formule un regret en terminant. L'ouvrage se termine par une table en forme de *Register* où sont relevés les principaux termes d'institutions, les principaux noms de matières, mais pour les passages essentiels seulement. Une table plus complète, avec relevé des noms de personnes et de lieux, eût permis d'utiliser plus facilement la masse énorme de renseignements précieux accumulés dans ces deux volumes.



sot eût bien fait de les reprendre dans son livre français, qui doit être et qui est un livre définitif.

Ce livre se divise en trois parties de caractère assez différent. Dans la première, après quelques considérations sur le *ducatus Mosiensis* des époques mérovingienne et carolingienne<sup>1</sup>, M. Parisot nous dit pour quels motifs, vers l'année 959, l'archevêque de Cologne Brunon partagea la Lotharingie en deux duchés, l'un, celui de Basse-Lorraine, qui fut confié à Godefroy I<sup>er</sup>, l'autre, celui de Haute-Lorraine ou de Mosellane, donné au comte Frédéric I<sup>er</sup>. Il prouve que le second de ces duchés s'étendait sur toute la province ecclésiastique de Trèves, qu'il comprenait dans la province de Reims les *pagi Castricensis, Mosomensis, Dulcomensis*, mais que l'Alsace, possédée encore par Charles le Chauve, lui était étrangère. Quelle était la nature de l'autorité ducale, quels titres portaient les ducs? Quels étaient leurs devoirs et leurs droits? Quels étaient leurs revenus? M. Parisot répond à ces questions de la façon la plus précise. C'est cette partie du travail qu'il a surtout augmentée dans cette nouvelle édition. Il y a là une série de remarques dont un historien des institutions d'Allemagne fera le plus grand profit; on y verra ce qu'était un duc allemand au temps des rois de la maison de Saxe.

Déjà ce pouvoir ducal était fortement battu en brèche; les prélats de Trèves, de Metz, de Toul et de Verdun se rendaient à peu près indépendants et gouvernaient les vastes territoires qui leur étaient soumis; les comtes héréditaires n'obéissaient pas à leur commandement. Le pouvoir des ducs reposait avant tout sur les biens qu'ils possédaient, soit biens patrimoniaux, soit comtés, soit bénéfices attachés à la dignité ducale. M. Parisot recherche, dans sa seconde partie, quelles furent ces possessions. Les biens patrimoniaux sont disséminés dans les divers *pagi* de la Haute-Lorraine, et même il y en a en Franconie, où Kaiserslautern appartenait aux ducs lorrains. Ceux-ci réussirent aussi à constituer le comté féodal de Bar, qui comprenait le *pagus Barrensis* et le *pagus Odornensis*, peut-être même le *pagus Solocensis* et le *pagus Scarponensis*, et d'où dépendait la vouerie de la grande abbaye de Saint-Mihiel. Enfin, en tant que ducs, ils sont voués des abbayes de Saint-Martin-lès-Metz et de Moyenmoutier, de la collégiale de Saint-Dié, peut-être de Remiremont; certainement ils n'eurent aucun droit sur Senones. M. Parisot arrive à ces résultats après une étude très minutieuse des chartes: il n'avance rien qui ne soit appuyé sur un document; il tire d'un texte tout ce qu'il contient, et, tenant en bride son imagination, il s'efforce de n'y rien ajouter.

Les deux premières parties sont en quelque sorte théoriques; la

1. Nous ne pensons point qu'il faille attribuer aux ducs signalés à la cour de Metz le *ducatus Mosiensis*; des comtes et des ducs vivaient au palais, sans posséder de comté ou de duché; ces titres ne supposent pas que le titulaire administre une circonscription territoriale; ils sont antérieurs au *comitatus* et au *ducatus*.

troisième est narrative. M. Parisot recherche à quels événements ont été mêlés les ducs appartenant à cette famille : Frédéric I<sup>er</sup> (959-978); Thierry I<sup>er</sup> (978-1027); Frédéric II (1027-1033). Il détermine exactement leurs origines, — l'ancêtre est Wigeric (Voiry), comte du palais, mort entre 916 et 919; — il indique leurs alliances et leurs descendants. Les résultats auxquels il est arrivé sont résumés en un tableau généalogique très clair<sup>1</sup>. Au cours des dix-neuf années pendant lesquelles régna Frédéric I<sup>er</sup>, il ne se produit aucun fait de quelque importance; le duc consolide sa puissance; il contracte un brillant mariage avec Béatrice, fille du duc des Francs Hugues le Grand; l'un de ses frères, Adalbéron I<sup>er</sup>, devient évêque de Metz. Thierry, encore enfant, succède à son père, sous la tutelle de Béatrice; pendant sa minorité se déroulent cette série d'événements qui assurèrent en Allemagne la domination du jeune Otton III et donnèrent le trône de France à la dynastie capétienne. M. Parisot nous apprend comment Béatrice y fut mêlée, et, après Julien Havet et Ferdinand Lot, détermine son rôle exact. Il nous dit aussi les luttes que Thierry et son fils Frédéric II, associé dès 1019 au pouvoir, soutinrent contre le fameux Eudes II, comte de Blois et de Chartres, et les tentatives qu'ils firent en 1024 pour opposer Conrad le Jeune au duc de Franconie, devenu roi d'Allemagne sous le nom de Conrad II. Frédéric II ne laissa pas d'héritier mâle; il n'eut que deux filles, Béatrice, qui épousa le marquis de Toscane Boniface et sera la mère de la célèbre comtesse Mathilde; Sophie, qui épousa Louis de Montbéliard. Elles recueillirent les biens patrimoniaux et les comtés; Louis de Montbéliard sera la tige des comtes de Bar; mais la dignité ducale passa à Gozelon, déjà duc de Basse-Lorraine, et qui réunit ainsi les deux duchés; Godefroy le Barbu, son fils, lui succéda en Mosellane; à la suite de sa seconde révolte, l'empereur Henri III lui enleva ce duché, qu'il accorda au comte Adalbert d'Alsace, puis au neveu de celui-ci, Gérard. Avec Gérard d'Alsace commence la seconde dynastie ducale de Lorraine, celle dont descendent les empereurs d'Autriche.

Il faut louer les hautes qualités dont M. Parisot fait preuve en cet ouvrage, la sûreté de l'érudition, la vigueur du raisonnement, la clarté des démonstrations. Il arrive à ses conclusions, parfois un peu lentement, après toutes sortes de détours; mais ces conclusions sont appuyées sur un tel ensemble de preuves qu'il est difficile de ne pas les admettre. On peut parfois ne pas se rallier à telle ou telle de ses hypothèses, mais cette hypothèse devra toujours être discutée de très près, et l'on ne la rejettera qu'après un sérieux examen. Il nous reste à souhaiter que M. Parisot, un jour, comble la lacune qui

1. Ce tableau diffère par quelques détails de celui qu'il avait dressé dans sa thèse latine. Frédéric I<sup>er</sup> avait pour sœur Liutgarde, qui épousa Adalbert, puis Eberhard; à cette Liutgarde M. Parisot, à la suite de E. Kruger (*Der Ursprung des Hauses Lothringen-Habsburg*, Vienne, 1890), avait rattaché, par une série d'intermédiaires, Gérard d'Alsace, le chef de la seconde maison de Lorraine. Il a renoncé à ce système.

existe entre son ouvrage, le *Royaume de Lorraine sous les Carolingiens*, et le présent volume, en traitant la courte période qui s'étend entre 923 et 959, puis qu'il conduise cette histoire depuis la mort de Frédéric II jusqu'à l'investiture de Gérard, de 1033 à 1048. Il aura ainsi, d'une façon remarquable, traité tout entière l'histoire des origines de la Lorraine jusqu'au moment où les princes d'Alsace y fondèrent une dynastie vraiment nationale.

Chr. PFISTER.

**Et. DEJEAN. Un prélat indépendant au XVII<sup>e</sup> siècle. Nicolas Pavillon, évêque d'Alet (1637-1677). Paris, Plon, 1909. In-8°, xxv-393 pages.**

M. Dejean a, comme historien, entre autres mérites, celui de savoir choisir des sujets d'étude qui, limités par leur objet et par leur documentation, peuvent être élucidés dans toutes leurs parties sans exiger des développements très considérables, et qui, en même temps, ont pour l'histoire générale une signification et un intérêt de premier ordre. J'ajouterai que M. Dejean, dans les deux ouvrages qu'il nous a donnés en 1907 et en 1909, s'est attaqué à des sujets restés à peu près vierges, à des biographies qu'il a presque entièrement reconstituées, à l'aide de documents inédits ou d'imprimés rares et oubliés, qu'il a soumis à une investigation aussi sagace qu'attentive. Son livre sur J.-Cl. Beugnot, organisateur des préfectures en 1799 et 1800 et préfet de la Seine-Inférieure de 1800 à 1806, paru il y a deux ans, n'aurait eu qu'une importance très secondaire s'il n'avait eu d'autre résultat que de faire connaître un personnage honnête, spirituel et sage et les actes de son administration; mais l'étude que M. Dejean lui a consacrée a une tout autre portée, car elle nous apporte des lumières et des précisions toutes nouvelles sur quatre questions d'un intérêt capital pour l'histoire : l'organisation de notre administration préfectorale, l'état social et économique d'une des régions les plus riches de la France au moment de cette organisation, les résultats obtenus en peu de temps, malgré la guerre, par le nouveau régime, enfin la nature des relations entretenues par Napoléon avec ses préfets. La nouvelle œuvre biographique que nous offre aujourd'hui M. Dejean nous retrace le portrait d'un personnage beaucoup plus original et plus digne d'admiration que Beugnot, l'évêque d'Alet Nicolas Pavillon, dont la figure méritait d'être remise en pleine lumière, car il n'était guère jusqu'ici mentionné que comme honnête et entêté fanatique<sup>1</sup>; mais si remarquable et si attachant que soit le portrait tracé par M. Dejean de ce prélat qu'il qualifie avec raison « la plus haute conscience épiscopale du règne de Louis XIV », ce qui fait de son livre une contribution importante à

1. Dans l'*Histoire de France* dirigée par M. Lavis, Pavillon n'est nommé qu'en passant.

l'étude de ce règne, c'est ce qu'il apporte de nouveau pour l'histoire générale de l'époque.

Tout d'abord, il nous fait connaître la vie pastorale et le rôle à la fois administratif et religieux d'un évêque dans un diocèse très éloigné de la capitale, où les mœurs sont encore brutales et mal policées et où il a à lutter à la fois contre les restes d'une féodalité dégradée et oppressive et contre des administrateurs locaux prévaricateurs, qui trouvent un appui dans la magistrature parlementaire. En même temps, il nous montre, dans la justice exceptionnelle du Conseil du roi, le seul recours contre ces tyrannies provinciales et cette justice suprême n'arrivant qu'avec peine à faire respecter ses décisions. Pavillon, qui est un homme de la vieille France, presque un homme du moyen âge, répugne à accepter cette intervention, arbitraire par sa nature quoique équitable par son action; il voudrait que ce fussent des conciles provinciaux qui défendissent l'Eglise contre des chanoines mondains et dissolus comme M. de l'Etang, contre des bandits féodaux comme M. de Rasiguières ou contre des juges concussionnaires comme les frères Aosthène, tous soutenus par les autorités locales, État et Parlement. Pavillon, qui était un héros et un saint, élevé à l'école de saint Vincent-de-Paul, mais supérieur à saint Vincent en droiture et en désintéressement de tout calcul politique, réussit à réformer son diocèse et à triompher en partie de ses audacieux ennemis; il n'y réussit que grâce à ce pouvoir royal dont il se méfiait, auquel il osait résister, grâce aussi à l'appui qu'il trouva chez le gouverneur du Languedoc, le prince de Conti, dont il fut l'inspirateur et le directeur et qui considérait ses pouvoirs comme une magistrature religieuse. Cette partie du livre de M. Dejean, qui comprend la moitié du volume (ch. I, N. Pavillon avant son épiscopat; ch. II, le diocèse d'Alet; ch. III, Pavillon, évêque d'Alet; ch. IV, luttes de l'évêque d'Alet dans le diocèse; ch. V, prestige de l'évêque d'Alet), est une étude très précise de la vie d'un diocèse de l'extrême midi de la France, qui nous renseigne en même temps d'une manière très vivante sur le mécanisme si incohérent des institutions administratives et judiciaires de l'ancienne France, incohérence à laquelle la centralisation seule pouvait porter remède. Les deux chapitres qui suivent, sur le jansénisme et la régale, ont un intérêt dramatique encore plus grand que les précédents, puisqu'on voit Pavillon, d'abord en lutte contre le roi et le pape à la fois, dans l'affaire du formulaire imposé aux ecclésiastiques par la question de l'*Augustinus*, puis en lutte contre le roi, avec l'appui du pape, dans l'affaire de la régale. Dans les deux cas, Pavillon n'est nullement inspiré par un esprit d'opposition entêtée et bornée. Il agit au nom d'une conception des droits et des devoirs de l'Eglise de France et de l'indépendance du clergé, qui n'était évidemment plus de son temps, puisqu'elle remontait, par delà le Concordat de François I<sup>er</sup>, aux temps de la Pragmatique sanction. M. Dejean a parfaitement dégagé le caractère et la portée générale de l'attitude de Pavillon, représentant du vrai gallicanisme, du gallicanisme ecclésiastique et national, contre le gallica-

nisme royal, et il fait admirablement ressortir la vanité de ce gallicanisme royal qui, après avoir eu, vis-à-vis de la papauté, des allures de l'arrogance la plus agressive, aboutit, après la pompeuse manifestation de 1682, à l'abandon de tous les droits de l'Eglise et de la royauté au profit de l'absolutisme pontifical. Pavillon a été avec raison considéré par les jansénistes comme un chef, comme le successeur de saint Cyran. Sa sainteté, son austérité, sa haute mysticité le prédestinaient à être un ami des jansénistes et à encourir l'hostilité des jésuites qui, en effet, et à leur tête le P. Annat, confesseur du roi, n'hésitèrent pas à soutenir les plus indignes des adversaires de Pavillon pour ruiner son autorité. Quelque puérile que puisse nous paraître la question du formulaire et la distinction du droit et du fait, elle avait, comme le prouve la lettre par laquelle Pavillon et ses alliés MM. de Pamiers, de Beauvais et d'Angers réclamaient la juridiction d'un concile et le mandement où Pavillon distinguait la soumission de foi de celle de discipline, le caractère d'une question de conscience et d'une question d'indépendance religieuse vis-à-vis du Saint-Siège. De même, dans l'affaire de la régale, la royauté peut être considérée comme ayant eu légitimement le droit de réclamer des droits égaux sur tous les diocèses de France. Mais ici encore, dans la longue lutte soutenue par Pavillon et par Caulet, il ne s'agissait pas d'une tradition surannée, mais de conserver à l'autorité épiscopale des droits sur lesquels la royauté empiétait tous les jours. Nous avons donc, dans la biographie de N. Pavillon, un épisode, le plus significatif des épisodes de la révolution qui achevait de détruire tout ce qui restait de la vieille indépendance de l'Eglise de France, pour la soumettre à l'autorité exclusive du pape et du roi, et bientôt du pape seul. Cette servitude était telle que le *Rituel romain à l'usage du diocèse d'Alet*, approuvé par vingt-neuf évêques, attaqué par les jésuites, fut condamné par Clément IX, uniquement parce qu'il ajoutait des commentaires en français à la liturgie latine. Pavillon, qui avait dû se résigner à signer le formulaire et à retirer son mandement et qui avait dû subir la présence dans son diocèse d'une série d'ecclésiastiques nommés en vertu du droit de régale, mourut en 1677 comme un saint, à l'âge de quatre-vingts ans, laissant derrière lui une mémoire encore vénérée dans un diocèse où son *Rituel* fut conservé jusqu'à la Révolution en dépit de la condamnation pontificale. L'ami de Pavillon, François de Caulet, l'évêque de Pamiers, fut persécuté avec violence et mourut désespéré en 1680. Son successeur, le P. Carles, fut condamné à mort par le parlement de Toulouse. Quoi qu'on dise, M. Dejean qui, à tort selon moi, retrouve chez Bossuet les idées et les principes de Pavillon, ces idées et ces principes étaient bien morts dans l'épiscopat français avec lui et Caulet. Ils ne devaient survivre en partie que chez les jansénistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais déformés et pour conduire à la déplorable aventure de la Constitution civile de 1791.

Il faut ajouter que si M. Dejean a pu tracer un tableau si complet,



si vivant et d'un intérêt historique si étendu de la vie et de l'activité de Nicolas Pavillon, c'est qu'il a ajouté à l'étude attentive des sources imprimées de nombreuses sources inédites : une *Vie manuscrite* en deux volumes d'un anonyme dont M. du Vaucel revise le travail, les documents et correspondances très importants conservés à Utrecht et à Amersfoort par les Vieux-Catholiques, enfin les documents des archives de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, de l'Isère, des Pyrénées-Orientales, des Archives nationales, des archives des Affaires étrangères et des archives du Vatican.

Gabriel MONOD.

---

Eugène HUBERT. *Les églises protestantes du duché de Limbourg pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Étude d'histoire politique et religieuse.* Bruxelles, Hayez, 1908. In-4°, 388 pages. (Extrait des *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*, 2<sup>e</sup> série, t. IV.)

Depuis 1882, M. Eug. Hubert, professeur à l'Université de Liège, a consacré presque toute son activité scientifique à jeter un jour tout nouveau sur l'histoire de la tolérance religieuse en Belgique.

Au xvi<sup>e</sup> siècle, la Flandre et le Brabant avaient été le grand champ de bataille des catholiques et des protestants. Ceux-ci, refoulés vers la Hollande, y fondèrent l'admirable République des Provinces-Unies, qui proclama la liberté religieuse et devint la terre de refuge des persécutés de tout l'Occident. Au contraire, la Flandre et le Brabant (c'est-à-dire la Belgique actuelle) retombèrent sous le joug clérical de l'Espagne et furent privées de toute liberté religieuse. La contre-réforme, les persécutions, la censure et les Jésuites y étouffèrent l'hérésie aussi systématiquement que dans l'héroïque Bohême des Hussites. Cependant, quelques petits groupements de protestants s'étaient maintenus en secret çà et là, et ils parvinrent à échapper comme par miracle à l'extirpation qui semblait inévitable. C'est ainsi que, malgré tout, la Belgique compte encore, de nos jours, sur ses sept à huit millions d'habitants catholiques, quelques centaines de descendants authentiques des Gueux du xvi<sup>e</sup> siècle, échappés de père en fils au glaive du bourreau, à la potence et au bûcher, puis aux vexations moins inhumaines qui suivirent. Inutile de dire que l'histoire de ces parias, qui ont vécu sur un qui-vive perpétuel depuis la fin du xvi<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'aurore du xix<sup>e</sup>, est émouvante au plus haut degré.

M. Hubert en avait tracé déjà un tableau d'ensemble dans son *Étude sur la condition des protestants en Belgique depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II* (1882). Il y étudiait surtout l'édit de tolérance (1784) de l'empereur philosophe; cet acte célèbre fut, du reste, fort mal accueilli en Belgique et bientôt annulé par la cléricale révolution brabançonne de 1789 et par la restauration autrichienne de 1790.

Depuis plus de vingt-cinq ans, M. Hubert a poursuivi son enquête

religieuse en y associant intimement l'histoire politique. On peut dire qu'il a renouvelé, par ses solides monographies, une bonne partie de l'histoire nationale de la Belgique au *xvii<sup>e</sup>* et surtout au *xviii<sup>e</sup>* siècle. Il faut citer ainsi de lui : *la Torture aux Pays-Bas pendant le *xviii<sup>e</sup>* siècle* (1887), *le Voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas en 1781* (1900), *les Garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens* (1902), *les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies depuis la paix de Münster jusqu'au traité d'Utrecht, 1648-1713* (1906). Dans ces volumineux mémoires, que l'Académie royale de Belgique a accueillis avec empressement, M. Hubert rattache les affaires religieuses aux vicissitudes politiques et administratives des provinces qui, au *xvii<sup>e</sup>* et au *xviii<sup>e</sup>* siècle, portèrent tour à tour la livrée de l'Espagne, de la France et de l'Autriche, pour finir par être submergées pendant vingt ans dans les annexions de la première République française.

Mais c'est plus spécialement l'histoire du protestantisme, traqué sans trêve par le clergé catholique et malgré tout insubmersible, qu'a retracée M. Hubert dans ses études intitulées : *les Protestants à Tournay pendant le *xviii<sup>e</sup>* siècle* (1903), *une Page d'histoire religieuse de la Flandre au *xviii<sup>e</sup>* siècle* (1903), *une Enquête sur les affaires religieuses dans les Pays-Bas espagnols au *xvii<sup>e</sup>* siècle* (1904), *le Protestantisme dans le duché de Luxembourg à la fin de l'ancien régime* (1908) et *les États-Généraux des Provinces-Unies et les protestants du duché de Limbourg pendant la guerre de la succession d'Autriche* (1904).

A cette dernière monographie se rattache le gros mémoire qui a paru en décembre 1908 sous le titre de : *les Églises protestantes du duché de Limbourg pendant le *xviii<sup>e</sup>* siècle*. Comme d'habitude, l'auteur a utilisé une grande quantité de documents inédits. Cette fois, ses recherches ont été particulièrement longues, variées et scrupuleusement conduites. Il a exploré non seulement les fonds très riches des archives générales de Belgique à Bruxelles et de Hollande à La Haye, mais il a fouillé bien d'autres dépôts encore : les archives de l'État à Liège, de la Commission pour l'histoire des églises wallonnes à Leide, des presbytères protestants des petits villages belges de Hodimont et d'Eupen, les archives de l'abbaye de Rolduc (conservées au petit séminaire de la même ville du Limbourg hollandais actuel), etc. En outre, il a eu la patience de dépouiller de nombreux imprimés du temps, tout aussi fastidieux et tout aussi prolixes que les documents manuscrits. Il y a d'ailleurs glané de véritables perles de pensée et de style.

Ainsi que son titre le dit, son enquête a porté sur l'ancien duché de Limbourg, qui ne correspondait aucunement, comme on serait tenté de le supposer, aux deux provinces qui actuellement portent encore ce nom dans les royaumes de Hollande et de Belgique. La province belge ne contient pas même une seule commune de l'ancien duché du même nom ; elle englobe, au contraire, l'ancien comté de Loos. La province hollandaise ne contient, elle aussi, qu'une portion de l'ancienne prin-

cipauté. Ainsi, la petite ville de Limbourg, qui avait donné son nom au duché dès le haut moyen âge, est actuellement un bourg endormi de la province de Liège en Belgique.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'époque dont traite l'ouvrage de M. Hubert, le duché de Limbourg avait été partagé entre la République des Provinces-Unies et les souverains de la Belgique (Pays-Bas espagnols, puis autrichiens). La partie hollandaise jouissait de la tolérance religieuse ; le protestantisme y occupait naturellement une position privilégiée, d'après les principes en vigueur dans le droit public le plus large du temps ; mais le culte catholique y était permis et protégé assez efficacement contre les sectaires calvinistes. Dans la partie belge, au contraire, l'Espagne, la France et l'Autriche maintinrent successivement au XVIII<sup>e</sup> siècle le principe de la proscription de l'hérésie. Cependant, on n'y mettait plus l'acharnement des sanglantes guerres de religion. L'intérêt politique faisait souvent pencher la balance au détriment de l'orthodoxie, grâce surtout aux instances incessantes des Provinces-Unies, dont le résident à Bruxelles était le protecteur né des derniers protestants clairsemés des Pays-Bas catholiques. Le gouvernement belge résistait souvent aux exigences des évêques et des curés, qui ne cessaient de réclamer l'application rigoureuse des lois contre les hérétiques. C'est ainsi que dans le Limbourg catholique se trouvaient sept localités où les protestants menaient une existence précaire et toujours menacée, mais où on leur avait permis de construire un lieu de culte ou de tenir leurs réunions dans l'église catholique en dehors des heures des services romains.

Selon que les armées catholiques ou protestantes avançaient ou reculaient dans ce pauvre petit Limbourg durant les interminables guerres de Trente ans et de Louis XIV, les hérétiques respiraient ou tremblaient. M. Hubert nous raconte ces fluctuations poignantes. Il y eut là des conflits obscurs, mais tragiques, où les curés et les capucins, soutenus par la populace ameutée contre les rares calvinistes, luttent contre les pasteurs autour du lit de mort de vieillards protestants (à Eupen et à Hodimont en 1709, etc.).

Au traité de la Barrière (1715), qui fit passer définitivement la Belgique à la maison d'Autriche, l'empereur Charles VI, en digne Habsbourg qu'il était, se montra intraitable sur le maintien exclusif du catholicisme, malgré de longues et pénibles négociations avec les Provinces-Unies. Aussitôt les vexations contre les protestants du Limbourg cédèrent de plus belle. Les petits temples furent fermés, les pasteurs expulsés et les protestants molestés ou acculés à l'exil volontaire. Parfois on ne reculait même pas devant l'enlèvement d'enfants, qu'on enfermait dans des couvents pour les convertir. L'Empereur avait donné comme mot d'ordre en Belgique : « Détruire la semence protestante dans les Pays-Bas catholiques. »

Sa fille, l'impératrice Marie-Thérèse, quoique très pieuse et même

passablement dévot, montra un esprit plus large. Sous son long règne, réparateur à tant d'égards, les autorités civiles inclinèrent à la tolérance et s'appliquèrent à modérer le zèle intempestif du clergé. Toujours, d'ailleurs, elles subissaient la pression des États-Généraux de Hollande et de leur résident à Bruxelles, qui, dans les moments critiques, menaçaient de se livrer à des représailles contre les milliers de catholiques qui jouissaient des bienfaits de la tolérance dans les Provinces-Unies.

Enfin, en 1781, l'empereur Joseph II, mû surtout par des considérations d'ordre économique, accorda, par son édit de tolérance, un commencement d'émancipation aux « acatholiques », comme il désignait les protestants des Pays-Bas. Dans le Limbourg, cela donna lieu à des froissements et à des difficultés diverses qu'expose en détail M. Hubert, qui termine son exposé par la situation faite aux protestants à l'époque de la révolution brabançonne et de l'occupation française qui suivit de près.

Dans une seconde partie, très étoffée et très pittoresque, l'auteur étudie pour terminer l'organisation et la vie intérieure des petites communautés évangéliques du Limbourg à travers le XVIII<sup>e</sup> siècle. On y relèvera beaucoup de traits de mœurs fort curieux et inconnus. Des pièces justificatives nombreuses forment des annexes d'une grande richesse, que complète un index alphabétique.

Il sera superflu d'ajouter combien de telles monographies, composées avec un souci de vérité et d'impartialité sereine, font avancer nos connaissances historiques sur cette époque si rapprochée et encore si peu connue de l'histoire de Belgique.

Paul FREDERICQ.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

### HISTOIRE GÉNÉRALE.

— J. VON PFLUGK-HARTTUNG. *Splitter und Späne aus Geschichte und Gegenwart*; nouvelle série (Berlin, Allgemeiner Verein für deutsche Literatur, 1909, in-8°, 306 p.). — M. von Pflugk-Harttung a réuni dans ce volume quelques essais sur des questions du temps présent et du passé. Nous y relèverons surtout les articles sur les partisans d'Arius et d'Athanase, sur la guerre maritime au temps de Napoléon I<sup>er</sup>, sur la superstition du grand Empereur. P. D.

— Albert NAVARRE. *Histoire générale de la sténographie et de l'écriture à travers les âges* (Paris, Institut sténographique de France, 1909, in-8°, xv-880 p.). — Ce volumineux ouvrage n'intéresse que d'une manière fort indirecte les études historiques, car il est presque tout entier consacré à l'exposé des divers systèmes sténographiques préconisés de nos jours tant en France qu'à l'étranger et à la biographie des sténographes les plus en renom. Mais la sténographie moderne se rattachant aux systèmes tachygraphiques de l'antiquité et du moyen âge, l'auteur a cru devoir, en quelques chapitres préliminaires, rappeler ce qu'on sait des notes dites tironiennes. Il l'a fait en s'aidant de quelques-uns des travaux les plus récents, sans se défier toutefois suffisamment des indications d'ordinaire très sujettes à caution que renferment à cet égard les ouvrages de MM. Guénin. Il y a joint un aperçu très sommaire de l'histoire de l'écriture. L. H.

— Ch. BÉMONT et G. MONOD. *Histoire de l'Europe au moyen âge, de 395 à 1270* (Paris, F. Alcan, 1910, xxiv-588 p.; prix : 5 fr.). — Cette *Histoire* n'est qu'une édition remaniée de l'ancien précis pour la classe de troisième des lycées, conformément au programme officiel de 1890. Comme le disent les auteurs dans l'Avertissement, « la part faite maintenant dans nos établissements d'enseignement secondaire à l'histoire du moyen âge est si mince et la connaissance de cette époque est cependant si nécessaire, en particulier pour les étudiants des Universités, les candidats à la licence et à l'École des chartes, qu'il a semblé opportun de rééditer ce manuel. Le texte n'a été que légèrement retouché, mais on a renouvelé et mis au courant la partie bibliographique de manière à la rendre plus utile au public nouveau à qui s'adresse le volume, et c'est à son intention qu'a été rédigée une introduction où l'étudiant trouvera les indications nécessaires pour guider ses pre-



miers pas dans l'étude personnelle et directe de l'histoire ». Cette introduction contient d'abord un rapide aperçu des grandes publications de textes historiques entreprises en Europe depuis le xvi<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours; en second lieu la mention des livres les plus usuels qui servent à trouver les textes, à les lire, à les critiquer, à les dater, à les interpréter.

— Marie SCHULZ. *Die Lehre von der historischen Methode bei den Geschichtsschreibern des Mittelalters, VI.-XIII. Jahrhundert* (Berlin et Leipzig, Walther Rothschild, 1909, in-8°, viii-143 p.; fasc. 13 des *Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*). — Comment les chroniqueurs du moyen âge antérieurs à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle ont-ils compris leur métier d'historiens? Telle est la question que s'est posée l'auteur de ce mémoire. Des textes réunis dans le cours du volume, et qui sont en majeure partie empruntés à des chroniqueurs allemands, il ressort plus nettement qu'on ne l'avait montré jusqu'alors que beaucoup de ces chroniqueurs ont eu conscience des principes élémentaires de toute critique historique. Ils ont compris que le but essentiel de l'histoire est de serrer la vérité d'aussi près que possible et que tous les témoignages n'étant pas d'égale valeur, il importe de les critiquer. Leur critique, bien entendu, s'exerce d'ordinaire très en surface, et la valeur du témoignage écrit a pour la plupart d'entre eux le prestige que le livre ou le journal, l'« imprimé », conserve encore aujourd'hui pour les esprits de culture inférieure. Mais il n'était pas sans intérêt d'indiquer avec quelque précision dans quelle mesure ils ont fait à cet égard preuve de discernement. M<sup>lle</sup> Schulz a, en outre, cherché à dégager l'idée que les chroniqueurs s'étaient faite de la forme à donner à leur œuvre. Les textes qu'elle a réunis sur ce sujet ne manquent pas non plus d'intérêt, mais nous regrettons qu'elle n'ait pas saisi l'occasion pour examiner les théories émises par les écrivains du moyen âge sur les divers genres historiques : annales, chroniques, histoires. C'est une question qui a été souvent agitée par eux et qu'on se serait attendu à voir traitée ici.

L. H.

— Julien TIERSOT. *Gluck* (Paris, Alcan, 1910, in-16, 249 p.; coll. des *Maîtres de la musique*, prix : 3 fr. 50). — Avec un remarquable article de M. Romain Rolland (reproduit dans ses *Musiciens d'autrefois*, p. 203-246), dont on eût aimé trouver trace ici, le livre de M. Tiersot est peut-être ce qui a été écrit de plus exact et de plus juste sur Gluck et sur la place qu'il occupe dans l'histoire musicale du xviii<sup>e</sup> siècle. Peu d'œuvres artistiques ou littéraires ont été alors, en France du moins, aussi passionnément admirées ou décriées que les siennes; et l'on ne pourrait guère citer d'exemple plus probant de l'importance que l'histoire de la musique a souvent eue dans l'histoire générale d'une époque. M. Tiersot a suivi avec une extrême conscience les diverses étapes de la formation du génie de Gluck; il a montré comment il s'est peu à peu affirmé, comment il a conquis le public français et quelle

fut la portée de la révolution musicale accomplie par celui qu'on peut considérer à bon droit comme le principal inspirateur du drame lyrique moderne.

L. H.

— *Cambridge modern history*; t. VI (Cambridge, University press, 1909, in-8°, xxxviii-1018 p.; prix : 16 sh.). — Ce volume, consacré au XVIII<sup>e</sup> siècle, contient les chapitres suivants : ch. I, la Grande-Bretagne sous Georges I<sup>er</sup>, par A. W. WARD et J. F. CHANCE; ch. II, l'époque de Walpole et des Pelham; ch. III, l'union de l'Écosse avec l'Angleterre et les insurrections jacobites, par C. S. TERRY; ch. IV et V, les Bourbons en France et en Espagne, 1714-1746, par E. ARMSTRONG; ch. VI, aventures financières (Law) et développement colonial, par E. A. BENIANS; ch. VII, la Pologne sous les rois de la maison de Saxe, par feu N. BAIN; ch. VIII, la guerre de la succession d'Autriche, par C. T. ATKINSON (la Pragmatique sanction), E. DANIELS (la Prusse sous Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>), et C. T. ATKINSON (la guerre); ch. IX, la guerre de Sept ans, par E. DANIELS; ch. X, la Russie sous Anne et sous Élisabeth, par N. BAIN; ch. XI, le renversement des alliances et le pacte de famille, par Jean LEMOINE; ch. XII, l'Espagne et le Portugal de 1746 à 1794, par G. EDMUNDSON; ch. XIII, la Grande-Bretagne, de 1756 à 1793, par W. MICHAEL (W. Pitt le Vieux), J. M. RIGG (les amis du roi) et M. J. GRIFFIN (les années de paix et les débuts du jeune Pitt, 1782-1793); ch. XIV, l'Irlande au XVIII<sup>e</sup> siècle, par R. DUNLOP; ch. XVI, l'Inde, par sir Alfred C. LYALL (l'empire mongol), P. E. ROBERTS (les Anglais et les Français dans l'Inde); ch. XVI, l'Italie et la papauté, par M<sup>me</sup> H. M. VERNON; ch. XVII, la Suisse depuis le traité d'Aarau jusqu'à la Révolution française, par J. SCHOLLENBERGER; ch. XVIII, Joseph II, par Eug. HUBERT; ch. XIX, Catherine II, par O. HOETZSCH; ch. XX, Frédéric II et son successeur, par E. DANIELS (politique intérieure et étrangère, 1763-1797) et O. HOETZSCH (la Pologne et la Prusse, 1763-1791); ch. XXI, le Danemark sous les Bernstorff et Struensee, par W. F. REDDAWAY; ch. XXII, les Chapeaux et les Bonnets. Gustave III, par N. BAIN; ch. XXIII, l'Angleterre et les théories politiques au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, par A. L. SMITH; ch. XXV, le mouvement romantique dans la littérature européenne, par C. E. VAUGHAN. Pour terminer le texte de l'ouvrage, il ne reste plus à paraître que le tome XII, réservé à l'époque contemporaine. Puis viendront deux volumes complémentaires qui contiendront des cartes, des tableaux généalogiques et autres, enfin un index général des douze volumes. — Dans l'intervalle commencera la *Cambridge medieval history*, dont le tome I sera mis en vente dans le courant de l'année 1910.

— CH. GIDE et CH. RIST. *Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours* (Paris, Larose, 1909, in-8°, xix-766 p.). — La *Revue historique* ne peut parler aussi longuement qu'il conviendrait d'un ouvrage de ce genre. Elle doit dire en quoi ce gros volume diffère profondément (et heureusement) des manuels ordinaires, en quoi il

intéresse les historiens. Les auteurs remarquent eux-mêmes, dans leur préface, que « l'histoire économique proprement dite, nous voulons dire l'histoire des institutions et des faits, ne possède pas une seule chaire dans nos Universités » ; et, tout en protestant contre une réduction excessive de l'histoire des idées à celle des faits (p. vii), ils ne séparent jamais le « milieu économique » de l'« économiste » lui-même. Tout au plus peut-on noter, à cet égard, une différence d'accent entre les chapitres rédigés par M. Gide et ceux qui sont dus à M. Rist. Si les chapitres sur Sismondi, sur List, sur Proudhon regorgent d'histoire, il semble ailleurs qu'on ait mis une certaine coquetterie à ne pas laisser les faits prendre trop de place dans la genèse des doctrines. C'est ainsi que la physiocratie, surtout la politique économique des physiocrates, doit beaucoup plus qu'on ne le dit ici à l'économie objective du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment à l'expérience du Bureau du commerce. De même, la théorie de Ricardo s'applique à une Angleterre protectionniste et à une époque de frets élevés. — Malgré tout, l'esprit « économiste » se trahit donc dans ce livre : les auteurs semblent admettre que les hommes ont toujours obéi au principe de l'économie de l'effort. Hélas ! la nature humaine est plus complexe, et le problème de l'histoire économique est moins un pur problème de mécanique sociale qu'un problème de psychologie collective. Ce qui a déterminé les hommes à chaque époque, c'est non pas la conception des fins les plus désirables et des moyens les plus avantageux en soi, mais la conception des fins et moyens qui étaient considérés comme tels. — Au reste, on ne peut analyser un livre semblable. On ne peut qu'en conseiller la lecture et surtout la consultation familière. Les auteurs ont trouvé le secret, en une pareille matière et en conservant le cadre d'un manuel, de n'être pas ennuyeux. Ce gros ouvrage n'est jamais lourd, il est spirituel souvent, émouvant parfois et toujours d'une limpide clarté, même lorsqu'il traite du marxisme ou de la théorie de la rente. — Je m'étonne de lire, p. 149, que du temps de Malthus on ne parlait guère encore de l'avortement ni des amours uni-sexuels. — Il est dit, p. 177, n. 1, que les machines agricoles « n'augmentent pas le rendement », mais seulement « diminuent le travail ». Une charrue perfectionnée, une semeuse augmentent le rendement. — P. 182, argument en faveur des pessimistes : la terre « ne contient pas un atome de phosphate ou d'azote de plus qu'aux temps druidiques ». Que devient cet argument en présence de la production industrielle de l'azote ? — Sur la loi Le Chapelier (de 1791 et non 1792, comme il est écrit p. 268, n. 2), on ne tient pas compte des raisons de circonstance mises en lumière par M. Germain Martin. — Sur la formation des idées de Sismondi, noter l'influence des études qu'il avait consacrées aux républiques italiennes, à l'opposition du *popolo crasso* et du *popolo minuto*.

H. HR.

— Leonard ALSTON. *Modern Constitutions in outline; an introductory study in political science* (Londres, Longmans, 1909, in-12, viii-79 p.;

prix : 3 sh. 6 d.). — Édition révisée d'une très brève étude sur une grosse question de droit constitutionnel comparé. Nous ne saurions faire plus que de l'annoncer.

Ch. B.

— Gottlob EGELHAUF. *Politische Jahresübersicht für 1908* (Stuttgart, Carl Krabbe, 1909, in-8°, 96 p.; prix : 1 m. 50). — M. Egelhaaf, dont nous avons cité précédemment (t. CII, p. 151) une histoire de l'époque contemporaine, a aussi publié un tableau des événements les plus importants de l'année 1908. Le premier chapitre est consacré à la politique internationale, les autres à la politique des différents pays. Un appendice contient plusieurs documents importants, comme le célèbre article du *Daily Telegraph* du 28 octobre 1908 qui a tant excité l'opinion publique en Allemagne contre le « régime personnel », le commentaire que le journal *le Temps* a donné de cet article, le discours du chancelier Bülow du 10 nov. 1908, etc. Comme erreur singulière, je relèverai l'opinion émise, p. 52, que le divorce n'existait pas en France avant 1908, ce qui prouve que l'auteur de la *Geschichte der neuesten Zeit* connaît très peu la France moderne.

P. D.

#### HISTOIRE DE FRANCE.

— Alfred LEROUX. *Géographie historique du Limousin (Creuse, Haute-Vienne, Corrèze) depuis les origines jusqu'à nos jours* (Limoges, Ducourtioux et Gout, 1909, in-8°; extr. du *Bulletin de la Soc. archéol. et histor. du Limousin*, t. LVIII, p. 303-431). — Dans ce mémoire, M. Leroux s'est appliqué à condenser les notions que nous possédons et qu'il a lui-même antérieurement déjà tant contribué à préciser sur la géographie historique du pays qu'occupaient les *Lemovices* au temps de la conquête de la Gaule par les Romains et qui forme aujourd'hui les trois départements de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Corrèze et les deux arrondissements de Nontron (Dordogne) et de Confolens (Charente). C'est donc au Limousin *lato sensu* (la Marche y comprise) que s'applique cette étude bourrée de détails techniques et à laquelle on pourrait seulement reprocher d'être dépourvue de cartes et de se présenter plus comme un répertoire, un peu aride, de noms, de dates et de faits que comme un véritable exposé de la formation historique de la région. Elle comprend une courte introduction géographique, quelques pages sur « la population du Limousin depuis les origines », une énumération des circonscriptions civiles et politiques depuis le 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C. jusqu'au x<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, des circonscriptions ecclésiastiques depuis le 1<sup>er</sup> siècle jusqu'à la Révolution, des seigneuries féodales de la fin du ix<sup>e</sup> siècle à la fin du xv<sup>e</sup>, des circonscriptions royales (sénéchaussées et petits bailliages, élections et généralités, gouvernements militaires, etc.) depuis le xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime, des circonscriptions administratives depuis la Révolution jusqu'à nos jours, enfin quelques considérations

sur les villes principales du Limousin et sur les voies de communication. L. H.

— Henri MATROD. *Le voyage de fr. Guillaume de Rubrouck, 1253-1255* (Couvain, Maison Saint-Roch, [Belgique,] 1909, in-8°, 127 p.; extr. des *Études franciscaines*). — Dans cet opuscule, M. Matrod raconte en grand détail l'extraordinaire équipée de Constantinople en Crimée et de là au Volga, à la Caspienne, au Turkestan, au Thibet et en Sibérie, accomplie de 1253 à 1255 par un moine franciscain, originaire de Rubrouck, dans la Flandre française, frère Guillaume, que saint Louis avait envoyé en Orient avec mission de convertir les Mongols. L'échec de frère Guillaume fut complet : après une longue attente à la cour de l'empereur Mangou, il eut la douleur de voir le bouddhisme l'emporter à la cour mongole et revint porteur d'une lettre pleine d'une morgue hautaine à l'adresse du saint roi de France par laquelle Mangou invitait ce dernier à courber la tête sous le joug tartare. M. Matrod n'a pas visé à nous apprendre beaucoup de nouveau; mais il a analysé avec soin et enthousiasme le journal de voyage que frère Guillaume adressa à saint Louis et qui, édité en 1839 dans le *Recueil de voyages et de mémoires publiés par la Société de géographie*, mérite en effet de ne pas rester ignoré des historiens. L. H.

— Auguste PÉTEL. *Templiers et Hospitaliers dans le diocèse de Troyes. Comptes de régie de la commanderie de Payns, 1307-1309* (Troyes, impr. P. Nouel, 1908, in-8°, 92 p.; extr. des *Mémoires de la Soc. acad. de l'Aube*, 1907). — Ces comptes de régie offrent un vif intérêt en ce qui concerne les Templiers. L'auteur a tiré bon parti des documents dont il disposait, et, dans l'ensemble, les conclusions auxquelles il aboutit sont exactes. En particulier, il a très justement relevé l'importance que présente le compte de Thomas de Savières, second régisseur de la commanderie de Payns; ce compte prouve nettement la dilapidation des biens mobiliers du Temple au profit de Philippe le Bel. Mais M. l'abbé Pétel, au lieu de se borner à analyser et à commenter les deux comptes de Jean de Hulles et de Thomas de Savières, aurait pu en tirer encore meilleur parti. Ces documents sont surtout curieux comme « spécimens de comptabilité agricole » au début du xiv<sup>e</sup> siècle; ils pouvaient donc servir à montrer comment les commanderies du Temple étaient administrées et où en était l'agriculture en Champagne à cette époque. Il eût été bon d'insister aussi sur l'extrême simplicité du mobilier des Templiers de Payns et sur l'absence de confort qu'on remarque chez eux. M. l'abbé Pétel y eût trouvé un argument contre la corruption dont on accusait l'ordre. R. COUQUEBERG.

— Paul FOURNIER. *Chaligny. Ses seigneurs et son histoire. Histoire et institutions d'une seigneurie lorraine* (Nancy, A. Crépin-Leblond, 1908, in-8°, 582 p.). — Voici l'histoire d'une toute petite seigneurie lorraine; mais cette histoire a été puisée aux sources, archives communales, registres des comptes des ducs de Lorraine aux archives départemen-



tales de Meurthe-et-Moselle, manuscrits de la Collection de Lorraine à la Bibliothèque nationale; elle est l'œuvre d'un homme à qui la méthode historique est familière, à qui nous devons d'excellents et importants travaux d'histoire générale, comme l'*Histoire du royaume d'Arles*, et, dès lors, cette histoire locale prend une ampleur très grande; elle nous montre ce qu'était une seigneurie et un village lorrain au moyen âge et sous l'ancien régime; elle nous fait assister à la vie quotidienne du paysan; elle devient véritablement représentative. De tels travaux, où l'auteur pénètre dans le détail et répond d'une façon précise, par un exemple particulier, aux questions d'ensemble que l'historien se pose, nous apprennent mille fois plus que des généralités hâtives, plus ou moins brillantes. — Chaligny est situé au sud de Nancy, dans une position pittoresque, sur un promontoire qui se rattache au plateau de Haye et qui domine la Moselle. Le nom apparaît au *x<sup>e</sup>* siècle : Chaligny était alors le centre d'un domaine seigneurial qui comprenait le territoire des villages de Neuves-Maisons, Chavigny, Messein et Maron et une portion de la forêt de Haye; une unique paroisse englobait ces cinq villages. Cette seigneurie, d'où se détachèrent de bonne heure Messein et Maron, appartint d'abord aux évêques de Metz et fut donnée en 1346 aux ducs de Lorraine; elle fut inféodée aux Vaudémont, passa aux Joinville-Vaudémont, puis aux Neuchâtel et aux Thierstein. En 1559, elle fut achetée par Nicolas de Vaudémont, fils puîné du duc Antoine. Il y joignit la terre du Pont-Saint-Vincent, et son neveu, le duc Charles III, érigea en sa faveur le domaine en comté sous le nom du comté de Chaligny. Le comté fut possédé par les Lorraine-Mercœur jusqu'en 1610, où il passa par voie d'achat à François de Vaudémont, frère du duc Henri II, puis à son second fils Nicolas-François. A la mort de ce dernier (1670), il fut supprimé; la région jadis soumise au comte fut placée sous l'autorité directe du duc, et la prévôté ducal remplaça le comté. Dans une première partie, M. Fournier nous décrit toutes ces transformations; on trouvera chez lui une série de renseignements sur des personnages qui ont rempli un rôle dans la grande histoire, Henri de Joinville, le maréchal de Bourgogne, Oswald de Thierstein, vainqueur de la bataille de Nancy et fondateur du château de la Hohkrönigsbourg en Alsace, Louise de Lorraine, femme du roi Henri III, et son frère Philippe-Emmanuel, duc de Mercœur. Dans une seconde partie, M. Fournier passe en revue les institutions civiles et religieuses. Comment le comté était-il gouverné? Quels droits payaient les habitants? Comment étaient organisés les villages? Comment de l'unique cure primitive se sont détachées des chapelles de secours, érigées plus tard en paroisses indépendantes? En quoi consistait la dime? L'auteur répond à toutes ces questions et à bien d'autres. Il nous donne, par exemple, de curieux renseignements sur la culture de la vigne, qui encore aujourd'hui fait la richesse de Chaligny. Il a écrit avec amour l'histoire de ce coin de terre où il passe ses vacances, et sa monographie peut passer pour un véritable modèle.

Le jour où auront paru de pareils travaux sur tous les villages de notre Lorraine, l'histoire du pays sera faite. Il nous reste à terminer par un souhait : que M. Fournier poursuive l'histoire de Chaligny et des localités voisines de 1789 jusqu'à nos jours; qu'il nous dise ce que fut la Révolution en ces villages; qu'il nous montre aussi les transformations profondes causées par l'établissement des forges de Neuves-Maisons et par la substitution progressive du régime de la grande industrie au régime agricole.

Ch. PFISTER.

— Émile DERAINE. *Au pays de Jean de la Fontaine. Notes d'histoire sur Château-Thierry du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle* (Paris, A. Picard, 1909, in-8°, ix-276 p.). — On ne trouvera rien d'inédit dans ces notules (lectures faites à une société locale), mais d'aimables dissertations sur les guerres civiles en Champagne, sur la succession fabuleuse de Jean Thiéry, sur les malheurs conjugaux de Jean de la Fontaine (l'auteur des *Contes* fut ... un sganarelle !), des fragments d'un journal sur la Révolution à Château-Thierry, etc., enfin quelques pages sur Charles de Graimbert, le Champenois dont l'inlassable ténacité répara les désastres accumulés au château de Heidelberg par les soldats de Mélaç ... et par les électeurs palatins. Que dirait Graimbert s'il pouvait voir ce que les restaurateurs modernes ont fait des ruines qu'il eut tant de peine à sauver ? O fâcheuse manie de la *Renovierung*, voilà bien de tes coups ! — H. HR.

— Émile MAGNE. *Le plaisant abbé de Boisrobert, fondateur de l'Académie française (1592-1662). Documents inédits* (Paris, Mercure de France, 1909, in-16, 499 p.). — Le nouveau livre de M. Magne est, comme les précédents, haut en couleur, laborieusement construit avec des fragments d'ouvrages du XVII<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas croyable que les gens d'alors aient trouvé le moyen d'avoir à la fois tant d'aventures, de faire tant de débauches et de ripailles. Le livre est d'ailleurs amusant, et la figure du bouffon de Richelieu y est vivement dessinée. — H. HR.

— K. A. PATMORE. *The court of Louis XIII* (Londres, Methuen, [1909,] in-8°, xv-360 p., 16 grav.). — Très aimable ouvrage où se mêlent les chapitres historiques, les anecdotes, les tableaux de mœurs (chapitres sur la famille royale, quelques courtisans, belles dames, etc.), et qui donne bien à des étrangers l'idée de la manière dont on vivait chez nous il y a trois cents ans. Quoique tout appareil critique ait été supprimé, on sent que la curiosité de l'auteur est alerte et bien informée. Il dit avoir travaillé au British Museum et à la Bodléienne en même temps qu'à la Nationale, et il semble bien qu'il a consulté des documents originaux au moins sur le mariage d'Henriette de France.

H. HR.

— Noël AYMÈS. *Trente années du grand siècle. La France sous Louis XIII* (Paris, Nouvelle librairie nationale, 1909, in-18, xxiv-331 p.; coll. des *Idees claires*, dirigée par N. Aymès). — Sous ce titre assez bizarre, les *Idees claires*, M. Noël Aymès inaugure une série d'ouvrages de vulgarisation dont le premier est consacré à l'époque de Louis XIII. La docu-

mentation est tout entière de seconde main. Mais les gens du monde pourront lire sans ennui ce livre alerte, de bon ton et qui, malgré certains partis pris, fait effort pour n'être pas injuste. Sur deux points, M. Aymès s'attaque (fort courtoisement d'ailleurs) à l'auteur de la présente note. Il dit (p. 55) que le protestantisme est « né hors de France par ses doctrines ». Je crois avoir établi le caractère original de la Réforme française. S'il est vrai que le protestantisme « n'est pas né tout seul en France, sans avoir reçu l'initiation de l'étranger », je ne connais pas de doctrine dont on n'en puisse dire autant. « Il y a donc », ajoute-t-il, « dans la Réforme un internationalisme très caractérisé ». Mais n'y a-t-il pas « un internationalisme » aussi « caractérisé » dans le catholicisme comme doctrine et (du moins au xvi<sup>e</sup> siècle) dans le catholicisme comme parti ? D'ailleurs, M. Aymès reconnaît loyalement qu'en 1610 les chefs protestants étaient groupés autour du roi contre l'étranger, et que le « péril protestant », le fameux « État dans l'État », est né surtout de « l'impéritie provocante » de Concini et de Luynes. On ne saurait mieux dire, à condition d'ajouter à ces deux personnages les assemblées du clergé. P. 61, il est tout à fait inexact de caractériser le parti « républicain » huguenot par ces mots : « privés de fortune » ; ce parti se recrute, au contraire, dans la bourgeoisie marchande. Ailleurs, M. Aymès me reproche d'avoir peint en noir la situation des compagnons de métiers. D'abord, je n'ai point, dans le livre auquel il fait allusion, traité du xvi<sup>e</sup> siècle. Mais, pour cette époque, comme pour la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas (p. 273) « faire du socialisme avant la lettre », c'est simplement constater ce qui est que de noter l'opposition croissante entre les maîtres et les compagnons. Au reste, il n'est nullement sûr qu'à cette date il y eût « plus de salariés que de patrons ». Enfin, je n'ai jamais eu (p. 277, n. 1) l'idée singulière de « nier à peu près » la « coutume » du tour de France. J'ai même montré (*Compagnonnages dijonnais*) que cette coutume était fort ancienne. Ce que j'ai contesté, c'est le caractère idyllique du compagnonnage du « bon vieux temps ». — Les chapitres d'histoire littéraire sont très faibles. Sous couleur d'« idées claires », il n'est peut-être pas indispensable de nous donner des tragédies cornéliennes une analyse digne d'un bon élève de première.

H. HR.

— VICTOR DU BLED. *La société française du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle* ; 7<sup>e</sup> série : *XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, Perrin, 1909, in-12, 312 p.). — Il ne faut pas demander aux aimables volumes de M. du Bled les qualités que l'on exigerait d'un travail historique. Ce sont des causeries autour de l'histoire, à l'usage des gens du monde. Celles-ci portent sur les amateurs et les artistes, les financiers et les salons au xviii<sup>e</sup> siècle. — H. HR.

— VOLTAIRE. *Lettres philosophiques. Édition critique avec une introduction et un commentaire* par Gustave Lanson (Société des textes français modernes. Paris, E. Cornély, 1909, 2 vol. in-8°, LVI-219 et 324 p.; prix : 10 francs). — On ne saurait trop recommander cette publication,

qui est un modèle d'édition critique. Les *Lettres philosophiques* ou *Lettres anglaises* ont été, sans doute, ébauchées par Voltaire pendant son séjour en Angleterre; mais c'est seulement après son retour qu'il les rédigea, en 1729-1732. Elles parurent traduites en anglais en août 1733. M. Lanson a pris pour base l'édition de Jore (1734), que Voltaire corrigea lui-même; il y ajoute les variantes de seize autres éditions. La comparaison minutieuse qu'il a faite de ces rédactions différentes lui a révélé des passages qui avaient échappé jusqu'ici à tous les éditeurs des œuvres complètes. Enfin chaque lettre est suivie d'un commentaire où M. Lanson marque avec la plus grande précision les sources où Voltaire a puisé, car il n'improvisa pas ces lettres où il voulait dire et sous-entendre tant de choses. Sa science est livresque; souvent aussi elle est de seconde main et comme de reflet. Cette méthode de travail permet de mieux apprécier l'œuvre au point de vue tant documentaire que « philosophique », pour garder le mot du temps. Ch. B.

— *Département du Doubs. Rapport au Conseil général*, par Maurice PIGALLET, archiviste du département (Besançon, impr. Millot, 1909, in-8°, 48 p.). — A signaler dans ce rapport sur les archives départementales du Doubs plusieurs documents intéressants de l'époque de la Révolution et de l'Empire analysés ou publiés par M. Pigallet, notamment huit lettres de Masséna (30 floréal an VII-8 brumaire an VIII), un fac-similé d'une lettre de Pichegru (10 frimaire an II), cinq lettres de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse (1792-1795), une adresse des habitants du pays de Montbéliard au roi de Wurtemberg demandant leur réunion à ses États (1816). L. H.

— Joseph TURQUAN. *Du nouveau sur Louis XVII. Solution du problème* (Paris, Émile-Paul, 1908, in-16, 126 p.). — M. Turquan, « sans avoir la prétention d'apporter des documents » sur le « mystère » de Louis XVII, veut seulement nous « présenter une nouvelle solution du problème, oh, bien simple! mais avec preuves ou quasi-preuves à l'appui ». C'est en effet assez nouveau, ce que nous raconte ici l'auteur. Un jour, — « sans doute le 25 novembre 1793 », — Robespierre ordonne à Hébert et à Chaumette de se défaire du « louveteau » par l'entremise de Simon. Par un raffinement de cruauté, l'on choisit pour cet attentat la date (ou à peu près) de la mort de Louis XVI, et c'est dans la nuit du 19 janvier 1794 que l'ex-geôlier du Temple étrangle le jeune prince, l'emporte, sous prétexte de déménagement, sur ses épaules jusqu'aux fossés de la prison et y jette le cadavre dans la chaux vive. Cela n'empêche pas d'Andigné, prisonnier au Temple, d'y voir les ossements en 1801 et de se faire raconter par un geôlier complaisant et bavard (qui n'était entré là qu'en 1798!) que c'était « le corps de Mgr le Dauphin ». Après ce beau coup, Robespierre fait guillotiner Hébert et Chaumette, « la prudence la plus élémentaire lui commandant de les supprimer comme un simple dauphin » (p. 56). Malheureusement, on le supprime bientôt après lui-même, puis Simon également est « mis sur

la liste des bons à guillotiner » par un thermidorien, gêné sans doute par la présence de ce misérable. De la sorte, il ne restait plus un seul acteur du drame du Temple » (p. 63). — On le voit, M. Turquan n'est en aucune façon favorable à une fuite du Temple ni à la substitution d'un enfant idiot ou scrofuleux, pour sauver le petit dauphin. Mais, pas plus que les partisans de Naundorff, il ne démontre ni ne prouve réellement que son récit soit la vérité, même provisoire, sur un fait historique discuté depuis un siècle, sans qu'on soit plus avancé pour cela.

R.

— P. HÉMON. *La Révolution en Bretagne. Notes et documents. Le Déist de Botidoux a-t-il trahi les députés girondins proscrits?* (Saint-Brieuc, Guyon, et Paris, H. Champion, 1909, in-8°, 51 p.). — Dans cette brochure, fragment d'un ouvrage plus considérable qu'il va consacrer aux Girondins proscrits durant leur séjour en Bretagne, M. Hémon répond à la question formulée sur le titre même; il démontre, contrairement aux affirmations de Louvet, répétées récemment par M. Duchatellier, que l'ancien constituant, loin d'avoir trahi lâchement les députés proscrits, a fait son possible pour les sauver. L'étude de M. Hémon est une bonne page de critique historique en même temps qu'une bonne action. Elle défend la mémoire d'un honnête homme, dont la famille a depuis longtemps disparu, contre une injustice manifeste, et elle nous montre en même temps comment l'erreur sur ce point a pu naître et par suite de quels malentendus elle a persisté jusqu'à ce jour. — R.

— Alexandre DE HAYE. *Desaix, étude politique et militaire. Sa carrière, ses premières armes; nos guerres sur le Rhin avant la Révolution* (Paris, J. Leroy, 1909, in-18, iv-243 p.). — J'ai ouvert avec un vif intérêt ce coquet petit volume qui s'annonçait comme une étude complète sur l'illustre et sympathique général dont j'ai si souvent contemplé, tout enfant, le cénotaphe aux portes de ma ville natale, et je regrette d'avoir à dire que la lecture du livre de M. de Haye, quoique rempli d'idées généreuses et patriotiques, m'a quelque peu désillusionné. Au lieu d'un travail d'allure scientifique, on y trouve d'abord une espèce d'éloge académique rédigé selon les vieilles formules, avec un grand luxe de figures de rhétorique, entremêlé de remarques sur certaines misères du temps présent, remarques très justes en partie, mais qu'on est assez surpris de rencontrer dans un livre d'histoire. On n'y trouvera pas même la date de la naissance de Desaix, alors qu'il y est question longuement de Sparte, d'Athènes et de Germanicus, et que l'auteur consacre seize pages à l'« éloge de la guerre légitime et humaine ». La seconde partie du volume nous raconte les campagnes du général sur le Rhin de 1792 à 1794 (où les noms de lieux sont malheureusement trop souvent défigurés); c'en est la partie la plus utile; on ne voit pas bien ce que font là les deux chapitres intercalés sur l'histoire de l'Auvergne pendant la Révolution. En appendice se trouvent quelques notes intéressantes sur l'arrestation de Desaix en 1792, un poème de M. des



Essarts sur Marengo et une esquisse d'une vingtaine de pages sur *Nos guerres sur le Rhin avant la Révolution*. — On se demande comment Couthon a pu « laisser toute la région du Rhin dans le plus affreux désordre » (p. 200), alors qu'il n'y est jamais allé. R.

— *Sous les aigles autrichiennes. Souvenirs du chevalier de Grueber, officier de cavalerie autrichien (1800-1820)*, publ. par F. von St., traduits de l'allemand par le capitaine DE MALBISSE-MELUN (Paris, Perrin, 1909, in-18, XII-302 p.). — Après avoir terminé la lecture de ce volume, on se demande ce qui a bien pu valoir à ces *Souvenirs*, honnêtes, mais absolument insignifiants, d'un jeune hobereau bavarois, l'honneur d'une traduction dans notre langue. Entré comme simple soldat au service de l'Autriche, le chevalier de Grueber assiste, très à l'arrière-plan, aux campagnes de 1800, 1805, 1809, 1812, passe ensuite capitaine dans l'armée bavaroise, s'y bat vingt fois en duel, redevient simple soldat de l'empereur François II, regagne les galons de lieutenant et de capitaine et finit son existence en 1865 dans d'obscures carrières civiles, vingt ans après avoir quitté l'armée. Sauf quelques scènes de sa vie d'adolescent et de cadet, il n'y a rien à retenir de ce récit, où, malheureusement, certaines notes (qu'on désirerait attribuer à l'auteur lui-même plutôt qu'au traducteur) trahissent une ignorance regrettable; c'est ainsi qu'il est dit, p. 19, que Turanne fut tué à la bataille de *Noerdlingen*, en 1635! — P. 81, il est parlé de la « mansuétude » dont Napoléon usa vis-à-vis de Dupont après Baylen; celui qui a pu écrire ces lignes n'a certainement jamais vu l'ouvrage du colonel Titeux. — P. 153, nous apprenons que Maximilien-Joseph, l'ex-colonel de Royal-Alsace, le premier roi de Bavière, qui représentait la branche des *Deux-Ponts*, était le fils de l'Électeur Charles-Théodore, dernier rejeton de la branche de *Neubourg*, dont il n'était que le cousin très éloigné, etc. R.

— Frédéric BARBEY. *La mort de Pichegru. Biville, Paris, le Temple, 1804* (Paris, Perrin, 1909, in-8°, II-283 p., illustr.). — M. Barbey, qui nous a déjà conduit au Temple dans son livre si curieux sur M<sup>me</sup> Atkins, *Une amie de Marie-Antoinette*, nous y ramène à l'occasion de la dernière conspiration de Pichegru; il a réuni dans son volume, très vivant, tous les détails connus et quelques faits nouveaux sur l'expédition fatale qui associait le conquérant de la Hollande et l'ancien président des Cinq-Cents avec le fermier breton Georges Cadoudal et à la meute des assassins qui voulaient supprimer le premier Consul. On y suit le malheureux, au corps de géant, à l'esprit faible, jouet de son ambition maladive et de ses complices, du 16 janvier au 6 avril 1804, de la falaise de Biville jusqu'à la catastrophe finale, dont les murs du Temple ont gardé le secret. M. Barbey s'est refusé « à discuter le bien-fondé des doutes émis par plusieurs historiens sur le suicide de Pichegru » (p. 205), l'étude minutieuse des documents l'ayant « conduit à croire indubitablement au suicide ». Ce n'était pas peut-être une raison suffisante pour ne pas examiner tout au moins les arguments des

adversaires dans un travail intitulé *la Mort de Pichegru*. Ce n'est pas non plus un argument bien topique de dire que Bonaparte « n'avait rien à gagner à le faire mourir » ; il n'avait rien « à gagner » non plus en faisant fusiller le duc d'Enghien, et cela n'a point empêché la tragédie des fossés de Vincennes. L'auteur nous donne en même temps une histoire anecdotique de la célèbre prison jusqu'à sa démolition complète en 1811.

R.

— Burgrave Hannibal DE DOHNA. *Napoléon au printemps de 1807, un tableau historique*, traduit de l'allemand par Georges DOUARE (Nice, 1908, in-8°, 117 p.; extr. de la *Revue des lettres et des arts*). — Nous avons parlé, il y a quelques années, d'un volume intéressant que M. le comte Georges de Dohna avait fait écrire par M. le docteur Joachim sur le séjour de Napoléon à Finckenstein, résidence héréditaire de sa famille, durant l'hiver de 1806 à 1807. Un cousin du burgrave, le général Hannibal de Dohna, a essayé de caractériser, à l'occasion de ce séjour prolongé de l'empereur à Finckenstein, l'activité tout entière de Napoléon durant cette phase la plus brillante de son existence. C'est un tableau vivant, mais qui ne renferme point d'aperçus nouveaux, d'un style un peu pompeux, parfois avec des jugements empruntés à Taine; l'auteur a fait un effort visible d'impartialité, et l'on sent chez cet officier général prussien une admiration, tout au moins partielle, pour certains côtés de l'homme qui vient d'écraser sa patrie. Seulement, il conclut à une différence fondamentale entre les natures *géniales* et les natures *diaboliques* comme Napoléon. « L'homme au génie diabolique se sent environné de puissances sinistres ; tout d'abord, elles le conduisent de succès en succès, mais elles prennent peu à peu le dessus, elles s'emparent de sa volonté et l'entraînent enfin irrésistiblement vers sa perte » (p. 117). On pourrait dire cela plus simplement et sans faire intervenir le diable ; les passions humaines y suffisent.

R.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE ET D'AUTRICHE.

— Johannes LAHUSEN. *Zur Entstehung der Verfassung bairisch-österreichischen Städte* (Berlin et Leipzig, Walther Rothschild, 1908, in-8°, 78 p.; coll. des *Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*).

— L'auteur de ce petit volume a étudié avec soin l'organisation municipale de quatorze villes situées dans la vallée du Danube moyen et qui ont eu au moyen âge quelque importance. Cette contrée fut pendant un certain nombre d'années le théâtre de déplacements considérables de population et de luttes terribles entre les Allemands et les Slaves, elle fut principalement occupée par les Bajovares et ce sont certainement les idées germaniques qui y prirent le dessus. L'organisation fondamentale fut celle du *Gau*; mais, après la création, au VIII<sup>e</sup> siècle, d'un certain nombre d'évêchés, ce fut l'organisation ecclésiastique qui devint prépondérante. M. Lahusen constate que les populations

rurales ont habité dans toutes les régions montagneuses, au moins dans des *Höfe* isolés et non pas dans des villages. Mais par sa situation géographique, la vallée du Danube était prédisposée à avoir une grande activité économique et commerciale. Cette activité augmenta à partir du x<sup>e</sup> siècle. La création de marchés eut alors sur les institutions juridiques une grande importance, elle fut le point de départ d'institutions nouvelles. Ces institutions nous sont malheureusement mal connues. M. Lahusen n'est pas arrivé à faire jaillir la lumière des documents trop peu nombreux et trop peu précis qu'il a consultés. Nous voyons qu'à Passau, qui est désigné au viii<sup>e</sup> siècle sous les noms de *civitas*, *urbs*, *castrum*, *villa*, c'est l'immunité qui est comme le centre de cristallisation de la vie urbaine. Mais les deux premières codifications que nous possédons sont celles de 1225 et de 1300; à ce moment, les villes sont dans une dépendance étroite de l'évêque dont, à plusieurs reprises, notamment en 1298, les habitants cherchèrent vainement à secouer le joug. A Salzburg (*Juvavum*), où toute trace d'organisation romaine a disparu, c'est en 1311 seulement que nous voyons fonctionner un conseil municipal; le plus ancien diplôme que nous ayons (il est de 999) nous permet de croire que l'évêque y était tout-puissant. On ne peut affirmer nulle part l'existence de juridictions urbaines indépendantes avant le xiii<sup>e</sup> siècle. Enns, qui fut probablement le plus important des postes romains pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, devint assez vite, à travers beaucoup de vicissitudes, un centre commercial; en 1212, les citoyens y ont déjà un rôle important : un document de cette époque nous montre que six d'entre eux avaient des pouvoirs d'administrations étendus : « Sex ydonei cives... disponant de mercatu et de universis que ad honorem et utilitatem civitatis pertinent... » A Wells, le mouvement d'émancipation est également intéressant à suivre. Steyer, qui est appelé *civitas* en 1170, ne paraît avoir eu quelque indépendance qu'à la suite de privilèges qui lui furent concédés par Albert d'Autriche en 1287. Des renseignements analogues sont fournis sur Linz, Krems, Tulln, Saint-Pölten. Wiener-Neustadt seul a une physionomie à part, ayant reçu en bloc du duc Léopold, en 1192, des droits étendus.

Georges BLONDEL.

— Fritz VIGENER. *Kaiser Karl IV und der Mainzer Bistumsstreit, 1373-1378* (Trèves, I. Lintz, 1908, in-8°, viii-163 p.; extr. de la *Westdeutsche Zeitschrift*, Beiheft XIV). — Les compétitions aux sièges épiscopaux sont chose très fréquente dans l'histoire ecclésiastique du moyen âge. Ce qui fait l'intérêt particulier de celle qu'étudie M. Vigner, c'est qu'il s'agit du siège de Mayence; que Mayence était l'un des trois grands électors ecclésiastiques du Saint-Empire, et que Charles IV y voulait pousser une créature à lui pour mieux assurer à son fils Wenceslas la succession au trône. L'empereur y réussit une première fois en faisant pourvoir par le pape un sien parent, Jean, évêque de Strasbourg, avril 1371. Ce Jean étant mort au bout de deux ans, il fallut reprendre l'affaire sur nouveaux frais. Charles IV jeta les yeux sur l'un de ses

fidèles, Louis, évêque de Bamberg, mais sans pouvoir écarter l'évêque de Spire, Adolphe de Nassau, que le chapitre de Mayence avait élu précédemment pour « administrateur » de l'archidiocèse. C'est pourtant Louis qui finalement, en 1376, prit part à l'élection de Wenceslas comme roi des Romains et futur empereur. M. Vigner a démêlé avec beaucoup de soin, en cinq chapitres touffus, les péripéties de cet épisode auquel furent mêlés plusieurs évêques de la région du Rhin et du Mein, le pape Grégoire XI, les maisons de Wettin et de Nassau, la ville d'Erfurt, etc. Son travail, qui est un mémoire d'Université (*Habilitationsschrift*), repose tout entier, est-il besoin de le dire ? sur des documents contemporains, abondants et sûrs, et éclaire toutes les faces du sujet.

A. LEROUX.

— *Studien zur Fugger-Geschichte*, publ. par Max JANSEN. Fasc. 1 : *Die Anfänge der Fugger (bis 1494)*, par Max JANSEN ; fasc. 2 : *Hans Fugger (1531-1598) und die Kunst; ein Beitrag zur Geschichte der Spätrenaissance in Süddeutschland*, par G. LILL (Leipzig, Duncker et Humblot, 1907-1908, 2 vol. in-8°, x-200 et x-189 p.; prix : 5 m. le fasc.). — Il faut se réjouir de voir les représentants de la famille Fugger (aujourd'hui partagée en deux branches, la branche princière et la branche comtale) s'acquitter du « noble office » que leur riche histoire leur impose. Sur leur initiative, le professeur de Munich M. Max Jansen a commencé la publication d'une série d'études très documentées sur cette histoire. M. Jansen l'inaugure lui-même par un fascicule consacré aux débuts des Fugger, depuis l'année 1367, où Hans Fugger vint s'établir à Augsbourg en qualité de tisserand, jusqu'en 1494, date à laquelle fut conclu le contrat de la société Fugger, qui marque le commencement de leur situation prépondérante dans le commerce du monde. Enrichis d'abord comme tisserands et marchands, leur situation exceptionnelle à la fin du moyen âge se trouve principalement fondée sur le monopole du commerce de l'argent en Tyrol, qu'ils ont su obtenir du duc d'Autriche. M. Jansen, tout en confirmant dans l'ensemble les idées jusqu'alors admises, apporte ici bien des détails nouveaux. En appendice, il publie un grand nombre de documents inédits. Somme toute, livre substantiel, quoique peut-être un peu touffu. — Ce qui résulte de l'étude de M. G. Lill, fondée notamment sur un dépouillement des archives Fugger d'Augsbourg, c'est que les fameux bains de la maison des Fugger, à Augsbourg, n'ont pas été installés par ordre de Markus Fugger l'aîné, mais qu'ils doivent leur splendeur à Hans Fugger († 1598). C'est lui aussi qui fit bâtir le lourd et riche château de Kirchheim, en Souabe. Hans Fugger était d'ailleurs un mécène brillant auquel dut beaucoup l'art de l'Allemagne méridionale dans la deuxième moitié du xvr<sup>e</sup> siècle. L'auteur a réuni d'intéressants détails sur les peintures, les sculptures, les monnaies et les antiquités dont H. Fugger fit collection et les artistes qu'il prit à son service. Le livre de M. Lill est orné d'un portrait de Hans Fugger et de dix-neuf planches d'une belle exécution.

F. VIGNER.

— Anton HERZOG. *Die Lebensmittelpolitik der Stadt Strassburg im Mittelalter* (Berlin et Leipzig, Walther Rothschild, 1909, in-8°, ix-118 p.; prix : 4 m. *Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*, publ. par G. von Below, Finke, Fr. Meinecke, fasc. 12). — Dans cette thèse, consacrée à l'étude de l'administration des subsistances à Strasbourg pendant le moyen âge, M. Herzog expose l'organisation du commerce du blé, de la farine, du pain, de la viande, des poissons, de la volaille, du gibier, des légumes et des fruits, du sel, de l'huile, des épices; il explique les principes directeurs de la politique économique de la ville, préoccupée d'assurer à ses habitants un approvisionnement à la fois suffisamment abondant, de bonne qualité et de prix modéré. Ce qu'il dit sur l'organisation du commerce des poissons, qui constituaient un élément si important de la nourriture du peuple au moyen âge, surtout à Strasbourg, présente un intérêt tout particulier. On remarquera aussi la fréquence des mesures d'hygiène prises à cette époque; seulement, la question est de savoir dans quelle mesure toutes ces belles ordonnances furent appliquées.

P. D.

— Rud. Arthur PELTZER. *Geschichte der Messingindustrie und der künstlerischen Arbeiten in Messing (Dinanderie) in Aachen und den Ländern zwischen Maas und Rhein von der Römerzeit bis zur Gegenwart* (Aachen, Cremer, 1909, in-8°, 231 p.; extr. de la *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. XXX). — M. Peltzer a étudié dans ce livre très instructif l'histoire de l'industrie du laiton dans le pays entre Meuse et Rhin, surtout dans la ville d'Aix-la-Chapelle depuis l'époque romaine jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. On sait qu'au moyen âge Dinant, sur la Meuse, était le centre de l'industrie du laiton; mais depuis la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle la ville de Charlemagne, voisine des mines de calamine de la Vieille-Montagne devint l'héritière de la ville wallonne. L'industrie du laiton y fut florissante surtout au XVI<sup>e</sup> siècle. M. Peltzer décrit le commerce des matières premières, de la calamine produite dans le voisinage et du cuivre importé de loin, la préparation du laiton et la fabrication des divers produits de cette industrie qui trouvaient leur débouché dans toute l'Europe. L'intolérance religieuse, qui provoqua l'émigration d'une grande partie des industriels protestants, fut la cause du déclin de l'industrie à Aix-la-Chapelle; les émigrés répandirent leurs connaissances dans tous les pays; beaucoup d'entre eux s'établirent dans la ville voisine de Stolberg, où leur industrie prit un grand essor au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le livre de M. Peltzer, orné de quelques illustrations, présente également un vif intérêt pour l'histoire de la « dinanderie ».

P. D.

## HISTOIRE D'ANGLETERRE.

— Hubert HALL. *A Formula book of english official historical documents*. 2<sup>e</sup> partie : *Ministerial and judicial records* (Cambridge, Univer-



sity press, 1909, in-8°, x-229 p.). — Dans un premier volume (*Rev. hist.*, t. C, p. 360), M. Hall avait réuni une grande variété de types employés pour la rédaction des diplômes, chartes, lettres, correspondances politiques et administratives. Dans ce nouveau volume, on en trouvera d'autres que les traités de diplomatique négligent d'ordinaire. Ils se rapportent : 1° aux enquêtes concernant soit l'évaluation des propriétés foncières (le Domesday book, les *extenta* ou *surveys* des manoirs), soit l'établissement des taxes foncières (hide et charriage, fiefs de chevalier, terres d'église, etc.), soit la condition des personnes (*inquisitiones post mortem*, *ad quod damnum*, etc.); 2° à la procédure devant les tribunaux de la couronne. En appendice, ce diligent archiviste, qui est en même temps un professeur distingué de l'Université de Londres, a donné le texte complet (du moins pour ce qui touche les formules) des actes de la procédure qui a été suivie dans trois cas bien choisis : un cas de coups et blessures (1412), un cas de dépossession récente (1402), un cas d'action engagée par un writ de *Præcipe* (1237-1244). Ce dernier donnerait un commentaire tout à fait topique de l'art. 34 de la Grande Charte de Jean. Il est à peine besoin de dire qu'un pareil recueil, indispensable au diplomate, ne sera pas moins précieux pour l'historien.

Ch. B.

— Ch. BASTIDE. *Les institutions de l'Angleterre sous Édouard VII* (Paris, Paulin, 1910, in-8°, 298 p.; prix : 5 fr.). — Exposé rapide, précis, clair de ces institutions; beaucoup de chiffres, par exemple ceux des traitements des fonctionnaires. N'oublions pas de mentionner un index bien fait des mots anglais cités tout le long de l'ouvrage (ils sont nombreux). La bibliographie donnée dans l'appendice II est trop indigente; on n'y trouve aucun ouvrage allemand, ni Hatschek ni Redlich. L'auteur est généralement bien informé. Cependant, quand il dit (p. 13) : « La mort du roi entraîne la prorogation du parlement pendant six mois », il paraît oublier que ceci n'est pas exact depuis 1867; et pourquoi emploie-t-il l'expression de duc des Cornouailles? Mais il a évidemment le sens et la pratique des choses anglaises.

Ch. B.

— Lady BLENNERHASSETT. *Marie Stuart, 1541-1587*; 2° éd. (Paris, Plon, 1909, in-16, III-322 p.). — Cette 2° édition est tout simplement une traduction française de l'œuvre composée d'abord en allemand et que nous avons déjà annoncée (*Marie Stuart, Königin von Schottland*; cf. *Rev. hist.*, t. CI, p. 154). C'est l'auteur même qui a traduit son livre, réclamant « l'indulgence des lecteurs habitués à une langue plus correcte ». D'incorrections, il n'en paraît guère; le récit court, au contraire, pressé, précis, captivant. Notons, toutefois, qu'ici, comme nous l'avions déjà relevé dans l'édition allemande, on a appelé à tort Potignet, au lieu de Potiquet, l'auteur d'une brochure sur la *Maladie et la mort de François II*. On aurait pu aussi profiter de l'occasion pour mentionner l'ouvrage de Miss Stoddart (*The girlhood of Mary*; cf. *Rev. hist.*, t. CI, p. 153), paru en 1908.

Ch. B.

## HISTOIRE DE BELGIQUE.

— H. PIRENNE. *Histoire de Belgique*; t. I : *Des origines au commencement du XIV<sup>e</sup> siècle*; 3<sup>e</sup> éd. revue et corrigée (Bruxelles, Lamertin, 1909, in-8°, xiv-462 p.). — Les exemplaires de la 2<sup>e</sup> édition de l'ouvrage bien connu de M. Pirenne se sont enlevés avec une telle rapidité que l'auteur vient d'être obligé d'en publier une 3<sup>e</sup> édition avant même d'avoir pu mettre la dernière main au manuscrit de son tome IV, dont la publication est annoncée pour une date prochaine. Bien qu'il exprime dans son avant-propos le regret de n'avoir pu remanier plus profondément son livre, on s'apercevra vite, en feuilletant cette nouvelle édition, du soin qu'il a apporté à corriger et compléter son texte en tenant compte, soit pour en adopter, soit pour en rejeter les conclusions, des livres et des articles de revues parus dans ces dernières années. Il n'est guère de page qui n'ait été améliorée de la sorte. Je note seulement en passant qu'il y aurait eu intérêt à rectifier ce qui a trait aux invasions normandes, p. 41-42, en utilisant le mémoire de F. Lot, sur la *Grande invasion normande de 856-862* (dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. LXIX, 1908, p. 5-62), de préférence au livre de W. Vogel. Mais il ne s'agit là que d'un détail d'importance assez minime. L. H.

— Eugène MONSEUR. *Les moines et les saints de Gand. Croquis d'histoire religieuse dessinés pour la plupart d'après une étude de O. Holder-Egger* (Bruxelles, Bibliothèque de Propagande, 1907, in-18, viii-131 p.). — On lira avec intérêt ces « croquis » où M. Monseur s'est proposé de faire connaître quelques épisodes de la curieuse rivalité qui mit aux prises depuis le x<sup>e</sup> siècle les deux grands monastères de Gand, Saint-Pierre au Mont-Blandin et Saint-Bavon. Ce fut à qui aurait les reliques les plus vénérables, et de part et d'autre, surtout à Saint-Bavon, on n'hésita pas, au x<sup>e</sup> et au xi<sup>e</sup> siècle, à recourir aux procédés ordinaires en pareil cas : impostures et falsifications. M. Monseur a exposé les résultats des recherches entreprises sur ces matières par M. Holder-Egger il y a quelque vingt ans et il y a ajouté des notes qui, sur quelques points, apportent des lumières nouvelles pour la critique des vies de saints sorties de l'officine bavonienne. L. H.

## HISTOIRE DE RUSSIE.

— *Correspondance de Catherine Alexéievna, grande-duchesse de Russie, et de sir Charles H. Williams, ambassadeur d'Angleterre, 1756 et 1757*, avec une préface [en français et en russe] de Serge GORIAÏNOV (Moscou, Soc. impér. d'hist. et d'antiquités russes, 1909, in-8°, xxxii-360 p., 4 fac-similés). — Cette correspondance entre la future Catherine et un très intime confident (157 lettres des 31 juillet 1756-2 juillet 1757) nous fait assister à ce qu'on peut appeler « la veillée du règne », d'un règne déjà conçu comme personnel, avec élimination plus ou moins complète

du grand-duc (voir notamment p. 88). On attend d'heure en heure la mort d'Élisabeth, toujours malade, mais qui mettra encore six ans à finir, et on organise déjà le coup d'État qui suivra cette mort. Quoique les deux correspondants s'écrivent au masculin (d'ailleurs le « Monsieur » apparaît aussi dans une lettre d'Ivan Schouvalow à Catherine), ils oublient souvent cette fiction pour parler de la future impératrice. Poniatowski est déjà l'amant préféré, et l'on projette déjà (p. 287) d'en faire un roi de Pologne. — On se doute bien que « l'adoration » de Williams pour Catherine n'est pas désintéressée. Il s'agit pour lui de retenir la Russie dans le camp anglais. Il échoue dans cette tentative, puisqu'il ne peut empêcher l'accession d'Élisabeth au traité de Versailles. Du moins a-t-il préparé l'avenir. Catherine ne dédaigne pas de recevoir les subsides de Sa Majesté britannique, et nous avons un *billet* de 10,000 livres sterling signé de sa main. Bestouchew ne fait pas plus le dégoûté que S. A. I. On connaissait déjà cela, en gros, par les extraits de la correspondance de Williams avec Holdernes, utilisés par M. Waliszewski. Mais il est intéressant d'entendre ici la voix même de la grande-duchesse, pour qui « Français » était synonyme « d'anti-russe ». — L'éditeur (un premier travail, fait en 1865 par Bloudow et resté inédit, a été utilisé pour cette édition) a bien mis en lumière la valeur de ces documents et les a transcrits avec soin, en les accompagnant d'une traduction en langue russe. Quelques corrections supplémentaires auraient pu être faites : p. 176, « medier » pour mendier. D'autres sont médiocrement heureuses : p. 230, « basguiner (bague-nauder?) », il faut lire simplement « barguigner ». Quelques ponctuations à rectifier : p. 191, « le chancelier voudrait me boudier dimanche », il faut un signe avant dimanche. Les lettres L. et A., qui distinguent les deux correspondants, sont brouillées pour quelques épîtres, A. 84, 85, 75, 63, L. 66, etc.

H. HR.

## HISTOIRE DE SUISSE.

— Édouard CHAPUISAT. *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française (1798-1813)* (Genève, Jullien, et Paris, Champion, 1908, in-8°, xii-337 p.). — Le travail de M. Chapuisat est un tirage à part du t. XXVIII des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*. Il est composé d'après des documents inédits des archives de Genève et de Paris, et des papiers de vieilles familles genevoises, associées aux affaires municipales de l'époque. L'auteur a très minutieusement étudié les effets économiques de l'annexion de Genève à la France, prononcée par le Directoire, prolongée par le Consulat et l'Empire; il résulte de ses recherches que Genève a perdu non seulement la liberté de ses mouvements et son indépendance politique, mais encore beaucoup de sa prospérité matérielle, par ce rattachement forcé au territoire français. M. Chapuisat poursuit cette démonstration dans la série des huit chapitres dont se compose son livre, tout en indiquant d'ailleurs avec équité certains points sur lesquels l'influence

des conquérants ne fut pas sans utilité pour les annexés. Le récit est un peu terne, pas toujours assez explicite et l'auteur aurait certainement mieux fait de grouper ses chapitres, par *spécialités*, — il l'a bien senti lui-même (voir p. 14), — au lieu de dépouiller simplement ses registres officiels dans l'ordre chronologique. Ayant des types bien curieux sous la main, comme l'ex-émigré, l'ex-comte, l'ex-colonel de Barruel-Bauvert, devenu inspecteur impérial des poids et mesures de la région, il aurait pu égayer facilement son paysage quelque peu monotone. — P. 117, lire *Malouet* pour *Malouat*. R.

#### HISTOIRE D'ORIENT.

— LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN. *Notions sur les religions de l'Inde. Le védisme* (Paris, Bloud, 1909, in-16). — En moins de 120 petites pages, M. de la Vallée Poussin a réussi à dire l'essentiel sur le vaste ensemble d'écritures, de croyances et de rites qu'on appelle la religion védique. Professeur de sanscrit à l'Université de Gand, l'auteur est très riche de son propre fonds. Il aurait pu sans difficulté trouver dans son savoir tous les éléments de ce volume. Il a mis une sorte de coquetterie à laisser parler le plus possible d'éminents représentants de l'indianisme. Sur les points controversés, il se range volontiers aux solutions moyennes; ce sont en général les plus raisonnables. — S'il n'a pas la prétention d'offrir à ses lecteurs des documents inédits, il a tenu du moins à présenter les faits sous un jour nouveau. Il insiste en effet sur ce que le « védisme » a des caractères très particuliers qui le différencient des autres produits de la pensée religieuse dans l'Inde. La divinité, dit-il, y est conçue comme transcendante, personnelle; elle est la gardienne souveraine de l'ordre cosmique et de l'ordre moral; on l'adore, on craint de l'offenser, on sacrifie pour s'assurer sa bienveillance. Quant aux morts, ce sont des bienheureux, et « l'espérance d'une ascension sereine à travers les airs à la splendeur de la voûte céleste ... est un trait caractéristique de la religion du Vêda ». Sur ces deux points, le Vêda apparaît à M. de la Vallée Poussin comme étant dans le prolongement plus ou moins direct de la période indo-éranienne. L'Inde, au moins dans les cercles sacerdotaux, n'a pas su se maintenir à une pareille hauteur de pensée et de sentiment. C'est qu'il y a eu, du védisme au brahmanisme, une régression que l'auteur penche à expliquer par l'intervention de facteurs ethnographiques nouveaux. — Cette thèse soulèvera sans doute de nombreuses objections; mais ce n'est pas ici le lieu de la discuter. Disons du moins qu'elle contribue à l'intérêt de cet exposé. Nous recommandons vivement ce petit livre à ceux qui voudront s'orienter rapidement sur la religion védique et sur les problèmes qu'elle pose. P. OLTRAMARE.

## CORRESPONDANCE.

A PROPOS D' « ORPHEUS ».

Monsieur le Directeur,

En vous remerciant des deux comptes-rendus si courtois que la *Revue historique* (t. CII, p. 300-313) a publiés d'*Orpheus*, je demande la permission de discuter quelques objections de M. Loisy.

P. 305. Sur le *poisson-maigre*, je suis entré dans des détails ailleurs (*Cultes*, t. III, p. 49). Le premier texte que nous ayons sur la tolérance du poisson comme aliment de jeûne est de Socrate (*Hist. eccl.*, V, 22); or, pour expliquer cette tolérance, Socrate allègue un argument absurde (que les poissons, suivant la Genèse, sont sortis de l'eau). C'est donc qu'on ne savait pas pourquoi l'on mangeait du poisson le vendredi; je suppose qu'on en mangeait pour obéir à un vieux rite de communion, dont il y a trace dans l'inscription d'Abercius. « Ce n'est jamais ainsi qu'on l'a compris dans l'Eglise », objecte M. Loisy. D'accord; mais il est naturel que l'Eglise n'ait pas compris un usage si ancien, survivance d'une religion préhistorique.

P. 306, l. 1. L'entrée de l'enfer babylonien est à Kuta, ville du nord de la Babylonie, où était adoré le dieu des morts Nergal (Gressmann, *Texte*, p. 66).

P. 306, l. 2. La coutume avestique de verser le *haôma* et l'extrême-onction chrétienne ont cela de commun qu'il s'agit d'imprégner le moribond d'un liquide divin. *Anointing symbolised the imparting of the divine spirit* (Buchanan, *Enc. Bibl.*, s. v. *Anointing*). Kattenbusch (ap. Hauck, XIV, 315) fait observer que l'origine des rites de l'huile dans l'Eglise est tout à fait obscure, qu'on ne peut dire si l'onction des malades répond à une idée juive ou à un usage des mystères païens. J'ai écrit : « C'est une véritable extrême-onction et peut-être la source même de ce rite chrétien. » Ce n'est donc qu'une hypothèse nouvelle, discrètement présentée.

*Ibid.* « Il est parfaitement arbitraire de supposer que le Deutéronome serait l'œuvre de Jérémie lui-même. » Je n'ai pas dit cela, mais j'ai fait allusion, par deux fois, à ceux qui l'ont pensé, comme Voltaire, Colenso, Gesenius, Renan (*Peuple d'Israël*, III, 209) et d'autres. — Je ne crois pas qu'on puisse qualifier de « légende bien tardive » le texte : « Manassé tua Isaïe », qui, suivant la *Gemara*, se lisait sur « un vieux rouleau généalogique » (ap. Hauck, VIII, 714). Ce sont les détails de la mort d'Isaïe qui sont légendaires ou, du moins, très mal attestés.



*Ibid.* C'est bien en 1806 que Griesbach a démontré l'inauthenticité des versets des Trois Témoins, déjà soupçonnée au xvi<sup>e</sup> siècle (voir Houtin, *Question biblique au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 216).

P. 306. L'hypothèse qui fait mourir Pierre en Palestine a été développée en 1901 par Erbes; elle est fondée sur des arguments sérieux. Le silence de la tradition sur toute sépulture de Pierre ailleurs qu'à Rome n'est pas une raison considérable, comme vient encore de le montrer M. Guignebert (*la Primauté de Pierre*, p. 304 et suiv.). Quant à mon explication de la tradition, fondée sur la *Prima Petri*, ce n'est évidemment qu'une hypothèse; mais M. Guignebert, dans l'ouvrage cité, la trouve séduisante, et je ne veux pas être plus sévère que lui.

P. 307. Rome attendit dix-huit mois avant de condamner Fénelon, avec toute sorte de ménagements; elle ne l'eût pas fait, malgré l'insistance de Louis XIV et de Bossuet, si la question avait été entière, ce qui n'était pas le cas depuis la condamnation de Molinos. Pour l'esprit de chimère de Fénelon, je renvoie M. Loisy à l'admirable chapitre de Nisard (*Littérature française*, III, 341 et suiv.). Il n'y a pas de chimères que dans le *Télémaque*; il y en a dans l'*Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*; Nisard en a cité de plaisants exemples. — M. Loisy me rappelle que Lacordaire est mort bien avant le concile du Vatican; je le sais bien; mais la prétention à l'infaillibilité est de plusieurs siècles antérieure. Ma source est Pfender, *ap. Hauck*, XIII, 417: « La fin de la vie de Montalembert fut assombrie par la glorification de l'infaillibilité personnelle du pape, que Lacordaire appelait la plus grande insolence qui se soit encore autorisée du nom de J.-C. Il mourut avant qu'elle fût proclamée. Qu'eût-il fait s'il avait vécu jusqu'à la fin du concile du Vatican? » Pfender n'a pas dû inventer cela.

M. Loisy me reproche d'avoir parlé du culte du Sacré-Cœur de Marie: « Cela ne se dit jamais. » En effet, l'épithète rituelle du cœur de Marie est *purissimum*, alors que celle du cœur de Jésus est *sacratissimum*; mais ma phrase (p. 562), où ces deux cultes sont opposés, comportait, je crois, l'usage d'une même épithète.

L'estimation du nombre des modernistes dans le clergé français à 15,000 n'est pas de moi, mais de M. l'abbé Houtin, qui s'y connaît (*Evêques et diocèses*, p. 36). Je crains qu'on n'abuse des lignes découragées qui ont échappé à M. Loisy. *Secundum Pontificem lis tanta datur?*

P. 308. Ce que j'ai écrit sur le peu de crédibilité des sources évangéliques est en partie nouveau; il me faudrait beaucoup de place pour en développer les raisons. M. Loisy doit bien convenir avec moi que les sources primaires, Q et le fond de Marc, n'inspirent pas nécessairement confiance; c'est affaire d'appréciation quant au degré. Je me refuse, pour ma part, à considérer comme historique une rédaction des discours de Jésus fondée, — à prendre les choses au mieux, — sur les souvenirs d'illettrés. « Le fond de ces discours », écrit M. Loisy, « est tout sémitique ». D'accord; ce pouvait être l'enseignement courant de

telle ou telle synagogue, nouveau pour des Grecs, non pour des Juifs. On a retrouvé dans l'enseignement moral des vieilles synagogues tous les éléments du Sermon sur la montagne. — Schmiedel est arrivé à la conclusion qu'il y avait dans les Évangiles *neuf* passages authentiques (*Encycl. bibl.*, p. 1881); on pourrait contester même ceux-là. Quant aux difficultés chronologiques sur lesquelles j'ai insisté, il paraît trop commode de les écarter en alléguant l'inintelligence d'Irénée. Tout récemment, à propos de la découverte d'un texte inédit de cet auteur, M. Harnack écrivait : « Le fardeau de la preuve incombe désormais à celui qui prétend que, d'après saint Jean, Jésus serait mort sous Tibère. » Le texte nouveau est formel : Hérode, roi des Juifs, et Ponce-Pilate, procureur de l'empereur *Claude*, condamnent Jésus à être crucifié. Cela confirme singulièrement le texte du faux rapport de Pilate, qui est adressé à *Claude*. J'en conclus qu'une tradition fort ancienne faisait mourir Jésus sous Claude, au mépris de la chronologie de Luc et de ce que nous savons de Pilate. Une telle erreur eût été impossible, à la fin du 1<sup>er</sup> siècle, si la date et les circonstances de la mort de Jésus avaient été établies par des témoignages sérieux. J'ai insisté, à diverses reprises, sur la non existence d'un rapport de Pilate à l'empereur, sur les fraudes grossières qui en tinrent lieu. M. Loisy écrit : « Admettons que ce rapport ait dû exister...; aurait-il été à la disposition des chrétiens ? » Mais oui, puisque saint Justin et Tertulien en parlent comme d'une pièce accessible; ils savaient mieux que nous ce qui, dans les archives impériales, était à la disposition des curieux.

M. Loisy nie (p. 312) que l'incident de saint Thomas dans l'Évangile de saint Jean ait quelque rapport au docétisme. Je crois, au contraire, qu'il répond à cette thèse, non moins que I *Jean* IV, 2 et II *Jean* 7, qui sont l'œuvre du même rédacteur. « Alors, dit saint Jérôme, que les apôtres vivaient encore, que le sang du Christ était encore frais en Judée, il se trouva des hommes pour affirmer que le corps du Seigneur n'était qu'un fantôme » (*adv. Lucif.*, 23). L'appel de saint Jérôme au témoignage des apôtres, qui avaient non seulement vu, mais touché le corps de J.-C., prouve que le docétisme ou, du moins, la doctrine de certains Docètes considérait l'histoire évangélique comme une vision. Jérôme avait sur nous le grand avantage de connaître directement les Docètes et leurs écrits.

Le passage concernant Apollos (*Actes*, XVIII, 25) offre des difficultés redoutables. M. Loisy sait bien que, dans les quelques lignes d'*Orpheus* à ce sujet, il ne s'agit pas de « l'exégèse de M. Reinach », mais de celle de M. W. B. Smith (*Der vorchristliche Jesus*, Giessen, 1906, p. 7). Je n'ai pas accepté la thèse hardie de ce savant, j'ai même mis en garde, dans une note, contre son ouvrage; mais j'ai tenu compte de l'ordre d'idées où il engage la critique. Qui sait ce que nous réserve l'avenir? Quand on lit sur un papyrus magique gréco-égyptien, malheureuse-

ment non daté : « Je te conjure au nom du dieu des Hébreux Jésus » (Smith, p. 38), on pressent que nous ignorons encore des choses essentielles sur la préhistoire du christianisme.

Les reproches que me fait M. Loisy sous le n° 12 ne sont pas fondés. « Saint Paul a pu s'entretenir avec ceux qui avaient vécu auprès de Jésus » (p. 339) signifie évidemment qu'il lui a été possible et loisible de le faire ; cela n'implique aucune nuance de doute (*non erat locus*). Si j'ai écrit : « Jacques *cru* frère du Seigneur », c'est par allusion à la doctrine orthodoxe qui fait de Jésus le fils unique de Marie ; il est certain que le mot hébreu que nous traduisons par *frère* peut signifier un parent quelconque ou même un disciple (Mt. 25, 40).

J'arrive enfin au psaume 22 (17). M. Loisy observe qu'« aucun Évangile ne marque le rapport du crucifiement avec ce verset ». Mais aucun Évangile non plus ne marque le rapport de l'épisode du jeune homme nu de Marc avec le verset d'Amos dont cet épisode est l'écho (opinion admise et confirmée par M. Loisy lui-même). M. Loisy ajoute que le verset parle des pieds et des mains percés dans la traduction grecque seulement. Mais c'est cette traduction qui était familière aux rédacteurs de nos Évangiles, qui la font citer par Jésus lui-même. M. Loisy concède que « si le crucifiement de Jésus n'était pas attesté par des contemporains... », ce psaume *pourrait* être l'origine de la tradition ». Je n'en demande pas davantage. Si M. Loisy écrit : « J'avoue ne pas comprendre le raisonnement de M. Reinach », il est trop modeste, car il m'a parfaitement compris. Mais j'ai insisté sur ce fait que les Épîtres de saint Paul sont le seul témoignage digne de quelque créance que nous possédions, alors que M. Loisy attribue une autorité égale au fond de Marc. C'est, en réalité, le point essentiel sur lequel je suis en désaccord avec lui.

Là où je ne discute pas avec M. Loisy, c'est que je compte tirer parti de ses observations dans la prochaine édition d'*Orpheus*, ainsi que dans les traductions allemande, italienne, espagnole et russe dont je me suis réservé de voir les épreuves ; elles lui devront de valoir un peu mieux que la première et la sixième édition française.

Agréez, etc.

Salomon REINACH.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

(Revue générale.)

1. — **Revue des questions historiques.** 1909, oct. — Paul GUIBAUD. *L'ager publicus à Rome* (1<sup>re</sup> partie. Peu à peu toute l'Italie devint *ager romanus*; *l'ager publicus* se forma par des dépossessions après conquêtes, par des confiscations pénales, par des successions en déshérence; ce domaine immense était imprescriptible, mais pouvait être l'objet d'aliénations perpétuelles, irrévocables et sans restrictions). — L. CELIER. L'idée de réforme à la cour pontificale du concile de Bâle au concile de Latran (il y eut des essais de réforme sous Pie II, sous Sixte IV et sous Alexandre VI, mais si timides et si peu suivis d'effet qu'ils n'eurent aucun résultat). — H. FROIDEVAUX. Les préludes de l'intervention française à Madagascar au xvii<sup>e</sup> s. Navigateurs, géographes et commerçants de 1504 à 1640 (Paumier de Gonneville n'a pas abordé à Madagascar en 1504; un navire dieppois y vint en 1527, puis la *Pensée* et le *Sacre* en 1529, puis Fonteneau en 1539; descriptions de Jean Alphonse, 1559, de Thévet, de Belleforest; Malouins à Madagascar en 1602; A. de Beaulieu en 1620, Fr. Cauche en 1638-1644, le précurseur des vrais colons). — G. BRUNET. Recherches nouvelles sur la mort du chevalier d'Assas (d'après un mémoire du chevalier de Laborie à l'Assemblée nationale. Analyse critique de tous les témoignages; Laborie prétend que l'armée fut sauvée par les chasseurs du régiment d'Auvergne et non par d'Assas. La question reste encore non résolue). — M. MARION. Les partages de présuccession (fin du travail sur les biens des parents des émigrés paru en juillet. Ces partages, conformément à la loi du 9 floréal an III, sauvèrent partiellement les biens des familles, mais, sous le Directoire, de nombreux efforts furent faits pour permettre à l'État d'exercer largement les droits de successibilité que la loi de 1793 lui reconnaissait. Le Consulat remit tout en ordre en amnistiant les émigrés et en restituant aux familles les biens qui n'avaient pas été vendus). — VACANDARD. Note sur les symboles des Apôtres (les textes publiés au t. XXXVI des textes liturgiques réunis par la *Henry Bradshaw Society* montrent que le « texte reçu » du Symbole, mêlé d'éléments gallicans et orientaux, se substitua à partir du viii<sup>e</sup> s. au « texte romain » connu dès le iv<sup>e</sup>). — L. CAILLET. La bataille de la Brécinière, dite de La Gravelle, d'après une lettre du vainqueur, Jean VIII d'Harcourt, comte d'Aumale (26 sept. 1423). —

UBALD D'ALENÇON. Notes pour la recherche d'œuvres perdues du bon roi René (deux pièces de vers sur la Passion conservés dans des mss. d'Angers et de Troyes). — F. C. Une nouvelle histoire générale des religions (critique sévère et malveillante de l'*Orpheus* de M. Reinach). = C.-rendus : *Th. de Cauzons*. Histoire de l'Inquisition en France. I : les Origines (œuvre originale et hardie). — *P. de La Gorce*. Histoire religieuse de la Révolution française (t. I; art. important et favorable de P. Pisani). — *L. Cavène*. Le célèbre miracle de saint Janvier à Naples et Pouzzoles (soutient scientifiquement l'authenticité du miracle!). — *Lamperez y Ronca*. Historia de la arquitectura cristiana española en la edad media (excellent). — L'arquitectura romanica a Catalunya (vol. I, publ. p. l'Institut d'études catalanes; bon travail). — *Gatz*. Staat u. Kirche in Altrussland. Kiever Periode, 988-1240 (indique avec précision comment en Russie, comme à Byzance, l'Église se modela sur les institutions politiques). — *Kracala*. Thomas Campanella (le critique, M. Perières, prétend que cette brochure de 154 p. ne contient rien de neuf). — *P. Coste*. Une victime de la Révolution, sœur Marguerite Rutan, fille de la Charité (guillotinée le 9 avril 1794 à Dax). — *K. Heidrich*. Preussen im Kampf gegen die französische Revolution bis zur zweiten Teilung Polens (minutieux, fait sur les documents des archives de Berlin).

2. — **Revue des études historiques.** T. LXXV, 1909, sept.-oct. — J. CART. Le 10 août 1792 à Paris et le régiment des gardes-suisse (réunit tous les renseignements qu'il a pu trouver aux Archives nationales et aux archives des Affaires étrangères sur le rôle des Suisses pendant cette journée; fin en nov.). — A. Auzoux. La dernière campagne de l'amiral de Linois, 1803-1806 (sur les côtes de l'Inde, puis de l'Ile-de-France; récit détaillé des opérations navales; suite en nov.). — R. PEYRE. Les époques de l'histoire de la céramique en France. = Nov.-déc. R. TABOURNEL. Un historien du napoléonisme (A. Lebey, dont les trois volumes sur Louis-Napoléon Bonaparte jusqu'à son élection à la présidence de la République sont écrits pour établir que l'élection d'un Napoléon à la présidence était « l'aboutissant de deux courants sociaux, l'un agissant sur le prince prédestiné et l'autre sur la nation moralement désorientée depuis 1815 ». La fidélité du portrait qu'il trace du futur Napoléon III laisse à désirer). — A. LABORDE-MILAA. Rousseauphiles et Rousseaphobes (le livre récent de M. Ducros sur Rousseau est ce qui a été écrit de plus pondéré et de plus neuf sur un écrivain qu'on a le tort de se disputer entre deux clans politiques).

3. — **Académie des inscriptions et belles-lettres.** *Comptes-rendus*. 1909, janv. — H. CORDIER. Notice sur la vie et les travaux de M. Arthur de Boislisle (1835 † 1906, avec une bibliographie). — A. MERLIN. Inscriptions latines nouvellement découvertes en Tunisie. — M. ROY. Les deux Jehan Cousin (1490-1560; 1522-1594). = Févr. Seymour de Ricci. Lettres d'Égypte (inscriptions inédites). — J. MAURICE. Les discours des *Panegyrici latini* et l'évolution religieuse sous le



régne de Constantin. — E. VASSEL. L'épithaphe de la prêtresse Hanni-Ba'al (trouvée près de Carthage). — M. BESNIER. Deux manuscrits épigraphiques de Nicolas Foucault. — LEYNAUD. Rapport sur les fouilles des catacombes d'Hadrumète en 1908. — D<sup>r</sup> CARTON. Découverte d'une nécropole berbère ancienne au Djebel Ferza (Tunisie). — ADDAI SCHER. Joseph Hazzaya, écrivain syriaque du VIII<sup>e</sup> s. (du parti nestorien). — CLERMONT-GANNEAU. Une dédicace à « Astarté palestinienne » découverte à Délos. — Seymour DE RICCI. Un texte inédit relatif à Jeanne d'Arc (quelques lignes en langue anglaise antérieures probablement à la mort de la Pucelle). — Mai. E. BABELON. Le congrès international d'archéologie classique; 2<sup>e</sup> session, Le Caire, avril 1909 (rapport sur les travaux). — M. HOLLEAUX. Rapport sur les travaux exécutés dans l'île de Délos par l'École française d'Athènes en 1908. — Août. B. HAUSSOULLIER. Rapport sur les travaux des écoles d'Athènes et de Rome en 1908. — R. CAGNAT. Les Νυγῆνοι de Ptolémée (des inscriptions récemment découvertes montrent que cette tribu, dont le nom correct est Νυγῆνιοι, occupait un territoire confinant, à l'ouest, à celui de Gafsa et, à l'est, à celui de Gabès). — CARTON. Note sur les fouilles exécutées en 1909 dans les thermes publics de Bulla Regia. — Sept. P. GAUCKLER. Les trois temples superposés du « lucus Furrinae » (à Rome, sur le Janicule. Cf. *Rev. hist.*, t. CII, p. 239).

4. — Académie des sciences morales et politiques. *Séances et travaux*. 1909, juill. — MORIZOT-THIBAUT. Notice sur la vie et les œuvres de M. Ernest Glasson (1839-1907). — DE LANZAC DE LABORIE. Le commerce parisien au début de l'Empire. La faillite Récamier. Le blocus continental, 1804-1807. — Alfred STERN. Une correspondance de François Arago, du prince de Metternich et de Macedonio Melloni (1835-37). — Août-sept. P. ROBQUET. Philippe Buonarroti (son rôle dans la conspiration de Babeuf). — Oct. A. CHUQUET. La bataille de Peyrestortes (lors de la guerre de 1793 entre Espagnols et Français dans les Pyrénées-Orientales). — G. MONOD. Les troubles du Collège de France en 1843 (cf. *Rev. hist.*, t. CII, p. 423). — L. MICHON. Casimir Périer et le gouvernement parlementaire (1831-32). — BAGUENAUT DE PUGHESS. Les doctrines économiques de l'abbé de Condillac. — Nov. IMBART DE LA TOUR. Notice sur la vie et les œuvres de M. Achille Luchaire († 1908). — H. WELSCHINGER. Le roi Joachim Murat et le traité du 11 janvier 1814 avec l'Autriche (montre par quelle série d'actes déloyaux et maladroits Murat, qui croyait avoir assuré son avenir en se liant à l'Autriche, précipita sa ruine au lendemain même du traité). — G. MONOD. La place de la Société de Jésus dans l'histoire de la Réforme (montre comment la Société de Jésus se trouva, par la force des choses, amenée à collaborer puissamment à l'œuvre du concile de Trente et à devenir dans le monde entier l'agent le plus persévérant de l'autorité pontificale).

5. — *Mélanges d'archéologie et d'histoire* (École française de Rome). T. XXIX, 1909, n<sup>os</sup> 1-4. — G. NICOLE et G. DARIER. Le sanc-

tuaire des dieux orientaux au Janicule (description des ruines et objets trouvés au cours des fouilles dans le terrain voisin du *lucus Furrinae*). — L. CHATELAIN. Théories d'auteurs anciens sur les tremblements de terre (plusieurs rappellent des théories modernes). — A. PIGANOL. Les origines du *Forum boarium* (originellement, c'était le port de Rome, et il devait être situé hors les murs de Servius). — P. BOURDON et LAURENT-VIBERT. Le palais Farnèse d'après l'inventaire de 1653 (publication de cet inventaire et reconstitution de l'état intérieur primitif du palais). — R. MICHEL. Les premières horloges du palais pontifical d'Avignon. Textes inédits du xiv<sup>e</sup> s. — Claude COCHIN. Une lettre inédite de Benvenuto Cellini (1553). — P. GAUCKLER. Le couple héliopolitain et la triade solaire dans le sanctuaire syrien du *lucus Furrinae* à Rome.

6. — **Revue des études anciennes.** T. XI, 1909, n° 2. — C. JULLIAN et H. FERRAND. Rama? Un épisode du passage des Alpes par César. — P. COURTEAULT. La paléontologie et la préhistoire à l'Académie de Bordeaux au xviii<sup>e</sup> s. = N° 3. G. RADET. La première incorporation de l'Égypte à l'empire perse (Hérodote et Ctésias attribuent à Cambyse la conquête de l'Égypte; Xénophon parle d'une incorporation de l'Égypte à la Perse dès le règne de Cyrus. La contradiction n'est qu'apparente : Cyrus fit de l'Égypte une province vassale; Cambyse la réunit à ses états). — R. PICHON. Observations sur le 8<sup>e</sup> « Natalicium » de Paulin de Nole (son intérêt pour l'histoire des hérésies au début du v<sup>e</sup> s.). — C. JULLIAN. A propos de Jehan de Tuim (écrivit au xiii<sup>e</sup> s. une *Histoire de Jules César* pour laquelle il a dû utiliser des textes anciens aujourd'hui perdus). — P. PERRENET. A propos de la bataille de Dijon (topographie de cette bataille livrée par Jules César). = N° 4. M. PAPPACONSTANTINO. Inscription inédite relative à l'aqueduc de Tralles (milieu du iv<sup>e</sup> s. ap. J.-C.). — H. DE LA VILLE DE MIRAMONT. L'astrologie chez les Gallo-Romains (fin : v<sup>e</sup> et début du vi<sup>e</sup> s. La croyance aux prédictions astrologiques était encore enracinée dans l'esprit des Gaulois au début du vi<sup>e</sup> s., malgré les efforts faits pour la combattre au siècle précédent). — C. JULLIAN et J. DE SAINT-VENANT. A propos des routes de César (sur l'itinéraire suivi par César à son départ du camp devant Gergovie).

7. — **Revue d'histoire diplomatique.** T. XXIII, 1909, n° 3. — Un témoin de la Révolution française à l'étranger d'après la correspondance inédite du chevalier de Bray (attaché à la légation près la diète de Ratisbonne; publication de quelques-unes de ses lettres, 8 juill.-2 nov. 1792). — G. TROUBETZKOI. Les préliminaires de la conférence de Londres (fin : circulaire de Gortchakoff réclamant pour la Russie l'ouverture du Bosphore, 30 oct. 1870; à la fin de novembre, on finit par s'entendre pour la réunion d'une conférence à Londres afin de reviser le traité de Paris). — J. AULNEAU. M. de Bismarck à la diète de Francfort et la politique de la Prusse pendant la guerre de Crimée (Bismarck sut si bien manœuvrer qu'il réussit à faire au

profit de la Prusse le traité de Paris de 1856). — J. LADREIT DE LACHARNIÈRE. Un essai de pénétration pacifique en Algérie. Les négociations du général Clauzel avec le bey de Tunis, 1830-31 (fin). = N° 4. C<sup>te</sup> DE FORBIN. Les débuts d'une mission en Pologne au xviii<sup>e</sup> s. Toussaint de Forbin et l'élection de Jean Sobieski (Forbin, évêque de Marseille, nommé ambassadeur en Pologne en 1674; son rôle dans l'élection de Sobieski). — A. AUZOUX. La France et Mascate aux xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> s. (efforts faits par la France à la veille de la Révolution pour nouer des relations amicales avec l'imam de Mascate). — J. DE LAIGUE. Le comte de Froullay, ambassadeur de France à Venise, et la *Monaca da Riva* (récit d'une intrigue amoureuse entre Froullay et une religieuse du couvent de San Lorenzo au milieu du xviii<sup>e</sup> s.). — F. DE SAINT-CHARLES. Ententes et accords internationaux (de 1878 à nos jours). — La Russie sous Paul I<sup>er</sup> (publication d'un mémoire rédigé en 1799-1800 par F.-G. de Bray, représentant de la Bavière à la cour de Russie).

8. — **Revue d'histoire rédigée à l'État-major.** 1909, juill. — Le rôle de Pichegru à Mannheim, sept. 1795 (fin). — Le passage de l'Inn, 9 déc. 1800 (extr. de *Hohenlinden* par Ernest Picard, 1909). — Le général von Goeben en 1870, d'après sa correspondance. — La guerre de 1870-71. La défense nationale en province. Mesures générales d'organisation (suite ici, en août et sept. : la délégation du ministère de la Guerre à Tours et Bordeaux; recrutement et avancement des officiers; augmentation des effectifs). — La justice militaire à l'armée du Rhin et à l'armée de Rhin-et-Moselle de 1792 à 1796 (fin). — La correspondance inédite de Napoléon aux Archives de la Guerre (suite ici, en août et sept. : lettres de 1806). = Août. La bataille de Mollwitz (1741) d'après le maréchal de Belle-Isle et le marquis de Valory (texte de leurs relations). — La campagne de 1813. Les préliminaires. Le commandement de Murat et du prince Eugène (suite en sept. : situation générale en 1812; de Smorgoni à Königsberg). — Les causes de la défaite de l'Autriche en 1866, d'après un historien autrichien récent, H. Friedjung (auteur de *Der Kampf um die Vorherrschaft in Deutschland, 1859-1866*; fin en sept.). — Le canon à balles en 1870 (suite en sept.). = Sept. Un chef de partisans en 1800 : le capitaine Mier (pendant près de deux mois battit tout le Brisgau et le pays entre le Neckar et le Rhin, harcelant les troupes françaises).

9. — **Société de l'histoire du protestantisme français.** Bulletin. T. LVIII, 1909, juill.-août. — Ch. BOST. Le meurtre du consul Louis de Bagars, 1691 (il est exact que ce meurtre fut l'œuvre de prédicants cévenols, au nombre desquels il faut compter Colognac et Papis). — J. MEYHOFFER. Les Commelin de Douai. Jehan Commelin, martyr, 1567. — Th. MAILLARD. Un chapitre de géographie huguenote. Le Moyen-Poitou protestant au milieu du xviii<sup>e</sup> s. (publié, avec une carte, un état des églises protestantes de cette région dressé en 1744). — Avant et après la Révocation de l'Édit de Nantes. Chronique des

événements relatifs au protestantisme de 1682 à 1687, publ. par E. GISELLE (suite : ann. 1686). — N. WEISS. Le jubilé de Calvin en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, en Suisse, en France et à Genève. Livres, brochures et articles. = Sept.-oct. A. DE CAZENOVE. Un syndicat en Bréaunèze en 1651 (association formée par les habitants du Bréaunèze, dans le département actuel du Gard, pour résister aux violences de leur seigneur, Christophe de Montfaucon). — N. W[eiSS]. Calvin et Marie Stuart (document). — Ch. BASTIDE. Locke et les protestants du Languedoc, 1676-77 (notes de voyage de Locke en Languedoc). — G. DUMONS. M<sup>me</sup> de Brail de Moulens (arrestation d'une protestante, 1686). — DE CHARNISAY. L'origine du soulèvement des Camisards en Bas-Languedoc. L'affaire du prieur de Valérargues racontée par un témoin catholique (publie un récit écrit probablement par l'abbé Poncet de la Rivière, vicaire général du diocèse d'Uzès). — Cinq lettres inédites de Rabaut Saint-Étienne (1773), publ. p. L. FUZIER. — A. GALLAND. L'ancienne église réformée de Pontorson-Cormeray, d'après un registre d'état civil inédit (il s'agit d'un registre des baptêmes de l'église réformée de Pontorson, en Normandie, de 1559-1669). — G. DUMONS. A propos d'une étude sur les fugitifs du Languedoc (discussion des conclusions de M. l'abbé Rouquette, dans son livre sur la Révocation de l'édit de Nantes en Languedoc).

10. — **Revue Henri IV.** T. III, 1909, nos 3-4. — E. SAULNIER. Lettres confidentielles de Gaillard de Cornac au duc de Nevers, 1585-1587 (fin). — A. CHAMBERLAND. Le budget de la généralité de Châlons en 1602 (copieuse analyse des documents relatifs à ce budget). — G. DE MUN. Les rédacteurs des *Économies royales*. Quelques pages inédites de ces mémoires (concernant les années 1570-1574). — P. PELLOT. Deux fondations perpétuelles de la duchesse de Mayenne, 5 juin 1594. — L. BATIFFOL. Le trésor de la Bastille de 1605 à 1611 (d'après les pièces comptables conservées à la Bibl. nat.). — A. PLANTÉ. Comment parlait Henri IV. — Un discours du trésorier Marion (devant l'Assemblée des notables, 1596).

11. — **La Révolution de 1848.** T. VI, 1909, juill.-août. — R. DE FÉLICE. La journée du 13 juin 1849 à Paris. Ses origines ; son épilogue devant la Haute Cour (suite en sept. D'un récit minutieux de la journée du 13 juin, l'auteur dégage cette conclusion que « d'une manifestation qui voulait être pacifique et légale, ce fut le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte qui eut le talent de faire sortir un semblant d'émeute, pour trouver ainsi prétexte à des arrestations, à des suspensions de journaux, à un grand procès qui décapita le parti républicain »). — O. BEUVE. Etienne Cabet à Troyes, 3 août 1851. Notes pour servir à l'histoire de la presse en 1850-1851. — Autour du Coup d'État. Souvenirs d'un paysan, recueillis et publiés par A. DÉTREZ. — A. L[eBEY]. Liste de quelques clubs de Lyon [en 1848] d'après des médailles. = Sept.-oct. P. MULLER. Autour du Coup d'État dans le Haut-Rhin

(l'état des esprits en 1852, d'après les rapports du préfet). — E. DAGNAN. La réaction conservatrice dans l'ouest, le centre et le sud-ouest de la France en 1848, 1849 et 1850 (d'après les rapports des procureurs généraux et quelques autres rapports officiels). — Les réflexions d'un homme de rien sur la garde nationale en général et sur la classe bourgeoise en particulier depuis 1830 jusqu'à ce jour (lettres d'un certain Marin écrites en 1851-52).

**12. — Bulletin hispanique.** T. XI, 1909, n° 1. — A. SCHULTEN. Les camps de Scipion à Numance; 2<sup>e</sup> rapport (sur les fouilles exécutées en 1907). = N° 2. R. ALTAMIRA. État actuel des études sur l'histoire du droit espagnol et de l'enseignement de cette science en Espagne (l'Espagne est très en retard à cet égard). = N° 3. P. PARIS. Promenades archéologiques en Espagne (Numance; suite en oct. : la grotte préhistorique d'Altamira). — G. CIROT. Une chronique léonaise inédite (du milieu du XII<sup>e</sup> s. En publie les dernières pages consacrées aux fils de Ferdinand I<sup>er</sup>). — L. MICHEL. Inventaire de la Collection Édouard Favre (collection de documents espagnols des XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> s. provenant des archives de la famille d'Altamira et donnés à la Bibliothèque de Genève par M. É. Favre. Ces documents sont importants surtout pour l'époque de Philippe II). = N° 4. A. MOREL-FATIO et H. LÉONARDON. La « chronique scandaleuse » d'un bouffon du temps de Charles-Quint (œuvre d'un certain don Francés; détails sur la composition de l'œuvre et les mss.). — G. CIROT. Les Décades d'Alfonso de Palencia, la Chronique castillane de Henri IV attribuée à Palencia et le « Memorial de diversas hazañas » de Diego de Valera (étude de leurs rapports).

**13. — Revue des bibliothèques.** T. XVIII, 1909, nos 1-4. — Ch. BEAULIEUX. Catalogue des ouvrages de la réserve, XVI<sup>e</sup> s. (1501-1540), de la bibliothèque de l'Université de Paris. — M. PRÉVOST. Inventaire sommaire des documents manuscrits contenus dans la collection Châtre de Cangé au département des imprimés de la Bibl. nat. (suite au n° 5). = Nos 5-6. L. LEGER. Georges d'Esclavonie, chanoine pénitencier de la cathédrale de Tours (auteur du XIV<sup>e</sup> siècle dont plusieurs ouvrages portent des gloses slaves). — E. DEVILLE. Les manuscrits de l'ancienne bibliothèque de l'abbaye de Bonport (suite du catalogue). = Nos 7-9. A. ROERSCH. J. Badius Ascensius Gandensis (Badius et Ascencius sont la traduction des deux noms flamands, d'ailleurs inconnus, de ce célèbre imprimeur qui, à n'en pas douter, était flamand et originaire de Gand). — G. LEPREUX. Contributions à l'histoire de l'imprimerie parisienne (aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s.).

**14. — Journal des savants.** 1909, juin. — R. PICHON. Les polémiques de saint Jérôme (à propos de l'ouvrage de M. Brochet). = Juill. Max VAN BERCHEM. Aux pays de Moab et d'Édom (suite en août et sept. Expose les résultats des recherches de MM. Musil et Jaussen). — C. FOSSEY. Fouilles allemandes à Boghaz-Keui (en Asie Mineure,



d'après les rapports de M. Winckler). — L. BRÉHIER. Les études byzantines (état des travaux : publications de textes ; études archéologiques). — Nouvelles et correspondance. = Août. E. BERGER. L'atlas historique de la France (de M. Auguste Longnon). — A.-J. REINACH. Les fouilles de Naukratis et l'histoire de la céramique grecque de 650 à 550. — Nouvelles et correspondance (comptes-rendus des dernières fouilles). = Sept. VIDAL DE LA BLACHE. Régions naturelles et noms de pays (d'après le livre de L. Gallois ; fin au n° suiv.). — Nouvelles et correspondance (à signaler un compte-rendu des fouilles du Janicule par P. Gauckler). = Oct. Nouvelles et correspondance (compte-rendu détaillé des fouilles de Crète en 1907-1909 par A.-J. REINACH). = Nov. P. VIOLETT. Le colonel général de l'infanterie de France (création par François I<sup>er</sup> de cette charge, organisée et rendue héréditaire par Henri III et qui devint peu à peu si importante que le souverain, au xvii<sup>e</sup> s., chercha à l'abolir à plusieurs reprises ; ce fut chose faite en 1661, à la mort d'Épernon ; rétabli par deux fois au xviii<sup>e</sup> s., le titre de colonel général finit par n'être plus qu'un titre d'apparat). — G. PERROT. Répertoires de monuments figurés (à propos du *Répertoire de reliefs grecs et romains* de S. Reinach). — Ch.-V. LANGLOIS. La société française au temps de Philippe Auguste (d'après l'ouvrage posthume d'A. Luchoire).

**15. — Polybiblion.** 1909, mars. — E. MANGENOT. Publications sur l'Écriture sainte et la littérature orientale. = Mai. L. ROBERT. [Publications d']hagiographie et biographie ecclésiastique. = Août. H. FROIDEVAUX. [Publications sur l']histoire coloniale. = Sept. E. MANGENOT. Publications sur l'Écriture sainte et la littérature orientale. — DE SÉRIGNAN. Art, histoire et sciences militaires (publications nouvelles). = Oct. L. ROBERT. [Publications d']hagiographie et biographie ecclésiastique. — M. S[ÉPÉ]. Ouvrages sur Napoléon et son temps.

**16. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1909, 9-16 sept. — *Vendeuvre*. *Commercium* et *portoria* (intéressant et utile, mais bibliographie insuffisante). — *Duine*. Avant Bossuet. Cohon, évêque de Nîmes et de Dol, précepteur des neveux de Mazarin, prédicateur du roi (bon). — *Audouard*. Un conflit entre le parlement Maupeou et la sénéchaussée d'Aix, avril 1774 (bon). = 23 sept. R. WALTZ. Vie de Sénèque (brillant par endroits, le plus souvent contestable). — *Cavaignac*. Études sur l'histoire financière d'Athènes au v<sup>e</sup> s. Le trésor d'Athènes de 480 à 404 (très intéressant). = 30 sept. G. MALLER. Hieratische Paläographie (excellent). — *Budge*. Texts relating to saint Ménas of Egypt and canons of Nicæa in a nubian dialect (textes très bien édités ; quand ils auront été traduits exactement, ils jetteront sans doute beaucoup de lumière sur l'histoire du royaume chrétien de Nubie). — G. MALLER. Hieratische Lesestücke für den akademischen Gebrauch (1<sup>er</sup> fasc. d'une publication appelée à rendre de grands services aux étudiants). — *Chailan*. L'ordre de Malte dans la ville d'Arles (utile). =

7 oct. *Rain*. L'Europe et la restauration des Bourbons, 1814-1818 (bon, malgré l'imprécision des références et de la bibliographie). — *Bruet*. Collection de Vinck. Un siècle d'histoire de France par l'estampe, 1770-1871. Inventaire analytique (important). = 14 oct. *Germain de Montausan*. Essai sur la science et l'art de l'ingénieur aux premiers siècles de l'empire romain. — *Id.* Les aqueducs antiques de Lyon (remarquable pour la partie technique; la méthode est parfois vicieuse). — *Gatz*. Staat und Kirche in Altrussland, 980-1240 (bon résumé). — *Engers*. De Ægyptiarum Κομῶν administratione, qualis fuerit ætate Lagidarum (utile). = 28 oct. *W. Schmidt*. Geburtstag im Altertum (très consciencieuse collection de faits; conclusions contestables; « le livre est partout d'une science solide et d'un intérêt très vif »). — *R. Schneider*. Anonymi de rebus bellicis liber (édition qui reproduit les figures de l'édit. Froben, 1552. R. Schneider croit que le texte est du moyen âge, contre Mommsen et Seeck qui le plaçaient au iv<sup>e</sup> ou au v<sup>e</sup> s. Ses arguments ne sont pas probants). — *A. Blanchet*. Recherches sur les aqueducs et cloaques de la Gaule romaine (excellent répertoire). — *Ed. Philippon*. Les Ibères (très bon recueil de faits; étymologies contestables; remarquable tableau de l'état politique et social des Ibères). — *Lützow*. The life and times of master John Hus (remarquable). = 4 nov. *Steindorff*. Die ägyptischen Gæue und ihre politische Entwicklung (mémoire très suggestif. Important article de Maspero). — *Winckler*. Das Vorgebirge am Nahr-el-Kelb (bon morceau de vulgarisation). — *Simonsfeld*. Zur Geschichte Friedrich Rothbarts (réplique aux critiques de Hampe et de Schambach). — *Kæmmel*. Die Besiedlung des deutschen Südostens vom Anfang des 10 bis gegen Ende des 11 Jahrh. (bon). — *Walker*. Jean Calvin, l'homme et l'œuvre (bonne traduction d'un excellent résumé). = 11 nov. *Walther*. Die burgundischen Zentralbeörden unter Maximilian I und Karl V (bon; mais l'auteur n'a pas puisé à toutes les sources d'information existantes). — *Jorga*. Geschichte des Osmanischen Reichs; t. II (ce vol. se rapporte aux années 1452-1538; intéressant). — *Ohlmann*. Die Anfänge des Postwesens und die Taxis (bon). — *Maag*. Geschichte der schweizer Truppen in neapolitanischen Diensten, 1825-1861 (livre qui épuise le sujet). = 18 nov. *Stephan*. Handbuch der Kirchengeschichte für Studierende; 4<sup>e</sup> partie (de 1589 à nos jours; excellent). — *A. von Domaszewski*. Abhandlungen zur römischen Religion (recueil de remarquables articles). — *Ihm*. Palæographia latina. I (bon). — *Stryiński*. L'histoire de France racontée à tous. Le xviii<sup>e</sup> s. (intéressant et instructif).

17. — **Le Correspondant**. 1909, 25 juin. — **A. GERMAIN**. L'art en Lorraine. — **LANZAC DE LABORIE**. A travers notre épopée militaire (analyse des mémoires de Griois et de Belliard et du livre de M. G. de Grandmaison sur l'Espagne et Napoléon). — **P. DE QUIRIELLE**. Le vicomte de Meaux et le Forez (il en a été l'historien et le bienfaiteur). = 10 juill. **Marius-Ary LEBLOND**. Les trois Polognes. I. La question nationale (fin le 25 juill. : II. La persécution religieuse. Ces articles,

qui contiennent un tableau intéressant de la lutte du polonisme contre le slavisme orthodoxe et le prussianisme, sont, au point de vue historique, beaucoup trop favorables au catholicisme polonais, dont l'intolérance a été la principale cause de la ruine de la Pologne). — Prince Louis d'ORLÉANS ET BRAGANCE. Le Chili (suite et fin les 25 juill. et 10 août. Remarquable étude). = 25 juill. René VALLERY-RADOT. L'Alésia du duc d'Aumale (fragments de lettres du duc de Cuvillier-Fleury à propos d'Alésia, sur laquelle le duc publia un long article, où il défendait l'identification d'Alésia avec Alise Sainte-Reine, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> mai 1858). = 10 août. J. MOULARD. Lucien Bonaparte et son départ de Rome en 1810 (traite exclusivement du rôle du préfet de Rome, Camille de Tournon, qui fut accusé à tort d'avoir favorisé le départ de Lucien et eut assez de peine à se disculper). = 25 août. \*\*\*. L'armée russe et la frontière occidentale de l'Empire. — E. DAUDET. Les débuts de la seconde Restauration, racontés par des témoins oculaires, 1816-1820 (suite et fin le 10 et le 25 sept. Précieux extraits de la correspondance diplomatique de Goltz, ministre de Prusse, et de toute une série de lettres saisies par le cabinet noir. On y voit défilier les complots, le mariage et l'assassinat du duc de Berry, l'opposition ultra-royaliste, le duc de Richelieu, le gouvernement des centres, le ministère Decazes et les fureurs dont il fut l'objet). — SAINT-YVES. Le Rif et les Rifains. = 10 sept. B. DE LACOMBE. Le cardinal Lavigerie. = 10 oct. H. BORDEAUX. Le marquis Costa de Beauregard. — O. HAVARD. Le méthodisme en France et en Angleterre (cherche à faire croire à un rôle politique du méthodisme français; ces sottises imaginations ont été reprises et exagérées par certains journaux). — ANGOT DES ROTOURS. Les 18 francs des Constituants (ce fut la Constituante qui, le 1<sup>er</sup> sept. 1789, créa l'indemnité parlementaire fixée à 18 livres par jour, mais il fallait siéger pour les toucher. Néanmoins les pamphlets royalistes protestaient contre les 18 livres). — G. HUE. La conspiration d'Aréna (la prétendue conspiration de Ceracchi et Aréna, qui les conduisit à l'échafaud avec Demerville et Topino-Lebrun, fut une invention de Fouché, destinée à prouver qu'il n'avait point d'acointance avec les Jacobins). = 25 oct. E. DE RENTY. L'Union sud-africaine. Sa genèse. — R. LAVOLLÉE. La mort de Conchine et de Léonore (fin le 10 nov. : 1<sup>o</sup> le meurtre de Concini; 2<sup>o</sup> le procès et l'exécution de Léonora Galigai. Récit intéressant. M. Lavollée prétend être le premier à faire connaître ces événements d'après les pièces du procès de Léonore et les dépêches des envoyés florentins; il a soin de ne citer ni B. Zeller, qui a analysé ces dépêches, ni le travail de M. Batiffol, paru ici même, qui a raconté la mort de Concini d'après les mêmes documents que lui). — LANZAC DE LABORIE. La crise religieuse de la Révolution française. Les débuts, 1789-1791 (d'après le 1<sup>er</sup> vol. de M. de la Gorce). = 25 nov. \*\*\*. Les confréries religieuses de l'Islam; I (expose, d'après les travaux de Rinn, Le Châtelier, Depont et Coppolani, les origines de ces confréries sorties du soufisme et qui constituent la principale force de l'isla-

misme, comme les congrégations religieuses, surtout les Jésuites, celle du catholicisme). — V. DU BLED. Les diners parisiens depuis trois siècles (fin). — V. FANET. Sardou et Labussière (publie une lettre de Sardou du 7 mars 1898, où il reconnaît que Labussière était un mystificateur et que ses mémoires écrits par Liénart ne méritent aucune créance, mais où il soutient que Labussière a réellement sauvé 200 à 250 personnes de l'échafaud en 1794).

**18. — Études. Revue fondée par des Pères de la C<sup>ie</sup> de Jésus.** 1909, 5 oct. — J. BRUCKER. Hommes d'œuvres au XVII<sup>e</sup> s. Nouvelles découvertes sur la Compagnie du Saint-Sacrement (fin le 20 oct. et le 5 nov. Les documents récemment publiés par MM. Rébelliau et R. Allier permettent surtout de savoir de quelle nature était et comment s'exerçait l'influence de la Compagnie parisienne sur ses nombreuses « filles » de province; quelle fut l'attitude de la Compagnie à l'égard des autorités ecclésiastiques; ce que fut au juste son « secret »; ils permettent en outre d'étudier les œuvres de bienfaisance qui lui sont dues, notamment ses créations d'hôpitaux, et d'apprécier plus équitablement son attitude à l'égard du protestantisme). — M. D'HERBIGNY. Un Newman russe : Vladimir Soloviev, 1853-1900 (fin). — J. CALÈS. Bulletin biblique. [Dernières publications relatives à l']Ancien Testament. = 20 oct. G. HUVELIN. Les doubles récits et la vérité historique de la Genèse. — P. DUDON. Trois lettres inédites de Lamennais au P. Godinot, jésuite. — E. GRISSELLE. La correspondance de Bossuet et de Fénelon (suite des additions au livre de M. Delplanque). = 5 nov. J. DE LA SERVIÈRE. Les mauvais jours du catholicisme en Angleterre, 1691-1803 (d'après les ouvrages récents de MM. Burton et Ward; fin au n<sup>o</sup> suiv.). — P. DUDON. Bulletin d'histoire contemporaine.

**19. — La Grande Revue.** 1909, 10 juin. — L.-G. LÉVY. Judas n'a jamais existé (d'après l'étude de G. Marquardt : *Der Verrat des Judas Ischariot eine Legende*. Les récits des évangiles sont contradictoires. La légende est née de phrases de l'Ancien Testament. On a pris Judas pour traître parce qu'il était le dernier des apôtres). — R. PUAUX. Tristan da Cunha (mélancolique histoire de cette île de l'Atlantique découverte en 1506, inhabitée jusqu'à 1791 et dont l'Angleterre néglige les 61 colons). — M. PAISANT. Michel de Bourges et M. Doumic (prouve que Michel n'était pas le vaniteux ridicule décrit par M. Doumic). = 25 juin. HAUVERTE. Dante et la France (à propos du livre de Farinelli, *Dante e la Francia*; explique les raisons de l'hostilité de Dante contre la France, qu'il n'a pas connue et où il n'est pas allé). — DEMBLON. Rutland est le véritable auteur des pièces de Shakespeare (fin le 25 juill. Très ingénieux paradoxe). = 10 juill. G. PINET. Le Collège de Navarre et l'École polytechnique (aperçu intéressant sur l'histoire du Collège et ses transformations). = 25 août. HÉNARD. Une rue de Paris en 1808 (la rue Saint-Honoré. M. Hénard fait l'historique de toute la transformation du quartier dont cette rue forme l'artère principale). — GRAN-

VELLE. L'impérialisme romain (détails très précis sur les ressorts secrets de la politique actuelle du Vatican, qui tend à rendre plus absolu que jamais l'autocratisme pontifical appuyé sur les Jésuites. Citations curieuses et odieuses de l'ouvrage du Père Lépicier, *De stabilitate et progressu dogmatis*). = 25 sept. LAMARTINE. Lettres inédites (à sa nièce Alix, de 1842 à 1850, très précieuses pour le rôle politique de Lamartine). = 10 nov. M. KAHN. Taine, Aulard et M. Cochin (ni Aulard n'a démolit Taine ni Cochin n'a détruit toutes les critiques d'Aulard). = 25 nov. R. DE CLÉRY. Le procès Lafarge (la condamnation fut juste). — E. BABUT. L'affaire Phan-chu-Chin (lettre anamite, dévoué à la France, faussement accusé en 1908 par des fonctionnaires dont il dénonçait les exactions et retenu injustement au bagne de Poulo-Condore).

20. — *Le Mercure de France*. 1909, 16 juill. — A. DAVID. Les colonies sionistes en Palestine (elles datent de 1880, réussissent assez bien, mais ne comptent que 8 à 9,000 individus). = 1<sup>er</sup> août. Ch. SAMARAN. Les indiscretions de Garganello, ou la vie galante en Avignon au XVI<sup>e</sup> s. (analyse et extraits des lettres fort lestes écrites d'Avignon de 1553 à 1563 par un certain Garganello au cardinal Alexandre Farnèse, qui avait reçu en 1541 la légation d'Avignon. Dans ses fréquentes absences, il se faisait donner des nouvelles de la chronique mondaine de sa ville). = 16 août. ENLART. Le sabotage au moyen âge (le terme *sabotage* est pris ici à contresens. Il s'agit des actes de vandalisme commis sur les édifices religieux au moyen âge par des prêtres, chanoines, moines ou nonnes). = 16 sept. PÉLADAN. Le costume et les mœurs. — PAUL-LOUIS. La fin de la première internationale (récit, d'après les documents réunis par J. Guillaume, de la crise ou des crises qui, de 1873 à 1878, amenèrent la dissolution de l'internationale). = 1<sup>er</sup> oct. SAKELLARIDÈS. Lettres inédites de M<sup>lle</sup> Philpon (deux lettres de 1769 et deux de 1778 aux demoiselles Cannet ajoutent quelques nobles traits à la physionomie de la future M<sup>me</sup> Roland). — MARTINEAU. Balzac et l'affaire Clément de Ris (précise, d'après une brochure peu connue de M. Carré de Brusserolle parue en 1900, les détails de cette *ténébreuse affaire* que Balzac a connue par la duchesse d'Abrantès. Fouché fit périr trois innocents pour sauver ses agents qui, en 1800, avaient séquestré dix-huit jours le sénateur Clément de Ris afin de lui enlever les lettres écrites par Fouché au moment où il avait comploté la ruine de Bonaparte au cas où il serait vaincu à Marengo). = 1<sup>er</sup> nov. Danielle PLAN. Le roman de la fille de M<sup>me</sup> Roland (lettres adressées à M. et M<sup>me</sup> Gosse par Bosc, qui avait élevé Eudora Roland, s'était épris d'elle, fiancé avec elle et renonça à elle quand il vit qu'elle ne l'épouserait que par reconnaissance. Intéressant pour le caractère de Bosc et la psychologie de l'époque). = 16 nov. J. COMMAILLE. Quelques généralités sur les monuments d'Ankor (description et histoire). — Eug. DE FRANCE. L'esprit mystique de la Révolution d'Angleterre (met en regard le mysticisme de Cromwell et celui de Charles I<sup>er</sup>).



**21. — La Nouvelle Revue.** 15 juin. — A. DUBOSQ. L'affaire de Walcheren, 1809 (fin le 1<sup>er</sup> juill. Recueil de lettres de Louis Bonaparte, négligées par M. Rocquain, qui montrent le zèle déployé par le frère de Napoléon pour résister aux Anglais. Clarke l'empêcha d'exercer le commandement et accapara le mérite de la retraite des Anglais de Walcheren). — M<sup>DE</sup> TREFFONDS. Souvenirs (sur les Cent-Jours. Le marquis fut le premier garde du corps entré à Paris deux jours avant Louis XVIII). — LAPAUZE. L'Académie de France à Rome (Robert Fleury et Hébert, 1866-72; 1<sup>er</sup> juill. : Lenepveu, 1873-78; 15 juill. : Cabat, 1879-84; 1<sup>er</sup> août : Hébert, 1885-90; 15 août et 1<sup>er</sup> sept. : Guillaume, 1890-1904; 15 sept. : Carolus Duran). = 15 juill. A. CHUQUET. La bataille de Peyrestortes (récit de la victoire du 17 sept. 1793 sur les Espagnols due à Cassanys et dont le représentant Fabre essaya d'accaparer la gloire). = 1<sup>er</sup> août. Un vrai TONKINOIS. Le régime fiscal en Indo-Chine (suite et fin les 15 août et 1<sup>er</sup> sept.). — Ph. HAUSER. Les Grecs et les Sémites dans l'histoire de l'humanité (fin le 15 août. Les Arabes ont su mieux que les chrétiens concilier la morale évangélique avec la sagesse grecque). = 15 août. E. GUIMET. L'Empire romain et les chrétiens (suite et fin les 1<sup>er</sup> et 15 sept. Soutient avec force que les persécutions ont toujours eu un caractère exclusivement politique, jamais religieux). — Ph. REGNIER. Les enfants naturels dans le droit ancien. = 15 sept. F. FUNCK-BRENTANO. Les séjours de la cour à Fontainebleau (au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> s.). = 1<sup>er</sup> oct. RAFFALOVICH. Un familier de Bismarck (Ch. de Tiedemann, dont on vient de publier les souvenirs). — H. GRÉGOIRE. Robespierre dans le théâtre français. = 15 oct. A. CHUQUET. Camille Desmoulins journaliste (analyse les qualités et les défauts de l'enfant terrible de la Révolution). — A. RAFFALOVICH. M<sup>ME</sup> Fitzherbert et le prince de Galles (rapide récit des amours du prince George, plus tard George III, avec Hannah Lightfoot, restées très mystérieuses; du duc de Gloucester, frère de George III, avec lady Waldegrave, qu'il épousa secrètement et dont il eut deux enfants; du prince de Galles [George IV] avec M<sup>RS</sup> Fitzherbert qui, mariée aussi en secret, mit de la vertu et même de la piété dans son inconduite). = 1<sup>er</sup> nov. L. LÉGER. Le roman d'une étudiante russe. Elisabeth Diakonov (1874-1902; fin le 15 nov. : analyse de son curieux journal). — A. ESPITALIER. Bonaparte et Brueys en Égypte (d'après des documents inédits, Brueys a désobéi à Bonaparte et il est seul responsable du désastre d'Aboukir). = 15 nov. A. RAFFALOVICH. F. de Roggenbach (d'après la biographie, par K. Samwer, de l'ami de Frédéric III).

**22. — La Revue de Paris.** 1909, 1<sup>er</sup> juill. — C<sup>TE</sup> BENEDETTI. Du 9 au 14 juill. 1870 à Ems (article dû au fils du comte Benedetti; il se propose uniquement d'établir qu'aucune faute ne fut commise par son père dans les négociations d'Ems. Il dépasse de beaucoup la portée des documents qu'il analyse en écrivant : « L'auteur responsable de la guerre est et demeure le gouvernement prussien », puisqu'il admet « qu'il y eut un moment où le roi de Prusse hésita et l'on peut presque

dire recula devant l'idée de la guerre ». Ce sont les « fautes commises à Paris » qui ont rendu le conflit inévitable). = 15 juill. F. CAUSSY. Voltaire et ses curés (neuf et amusant. Suivent plusieurs lettres de Voltaire sur les dîmes, 1762-1764, et un « Mémoire » joint à une lettre du 29 sept. 1764; fin le 1<sup>er</sup> août). — GONNARD. Sainte-Hélène et Napoléon III (montre l'influence exercée sur les idées de Napoléon III par les écrits de l'empereur à Sainte-Hélène). = 1<sup>er</sup> août. AULARD. Robert Rhum (raconte, d'après les pièces d'archives, les mésaventures de François Robert, député de Paris à la Convention, qui, ayant voulu faire le commerce du rhum, se vit tourner en ridicule, puis accuser d'accaparement; il faillit être guillotiné). — PINGAUD. Chateaubriand, Napoléon et les Bourbons (piquant tableau des palinodies du grand écrivain qui, à plusieurs reprises, se crut appelé à jouer un grand rôle politique et ne fut jamais qu'un artiste). = 15 août. COMM<sup>t</sup> PICARD. Sedan. L'enveloppement (utilise les archives de la Guerre; suite le 1<sup>er</sup> sept. : derniers efforts). = 1<sup>er</sup> sept. FORICHON. Marly (refait, à l'aide de documents en partie nouveaux, l'histoire des bâtiments élevés par ordre de Louis XIV à Marly). = 1<sup>er</sup> et 15 oct. ÉDOUARD DIRICQ. Les griefs d'un curé (publie, en l'abrégeant, un manuscrit de la fin du XVIII<sup>e</sup> s.; l'auteur est anonyme). = 1<sup>er</sup> nov. L. BATIFFOL. Un jeune ménage royal (Louis XIII et Anne d'Autriche, mariée en 1615 à l'âge de 15 ans; des circonstances dans lesquelles le mariage fut consommé en mai 1619; après une fausse couche, survenue en 1622, le roi, mécontent de l'entourage de la reine, renvoya la duchesse de Luynes; la reine, orgueilleuse et rancunière, lui en témoigna beaucoup d'humeur; à partir de ce moment, leurs relations s'aigrirent et leurs vies se séparèrent).

## FRANCE.

(Revue locale.)

23. — **Annales du midi.** 1909, juill. — MULLOT et POUX. L'itinéraire du Prince Noir à travers les pays de l'Aude en 1355 (entre Avignonnet et Capestang; corrigent et complètent le récit de Le Baker). = Oct. ADHER. Le diocèse de Rieux au XVIII<sup>e</sup> s. Le sol, l'industrie, les ressources et les charges individuelles (d'après des pièces d'archives). — STEIN. L'architecte Jean de Beaujeu (un des architectes de la cathédrale d'Auch au XVI<sup>e</sup> s.; détails inédits pour sa biographie. Il mourut à Auch en juin 1568). — GERIO. Notes sur Raulin Ségurier, humaniste narbonnais du XVI<sup>e</sup> siècle, et sur Antoine Arlier, de Nîmes. — L.-G. PÉLIS-SIER. Petite chronique inédite de Carpentras, 1692-1697. = C.-rendus : *Rouzaud*. Histoire d'une mine aux mineurs. La mine de Rancié, comté de Foix, depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution (curieuse histoire d'une mine de fer qui a toujours appartenu aux habitants de la vallée de Vicdessos. On en peut suivre l'histoire dans les chartes et autres documents depuis le XIII<sup>e</sup> s.; l'auteur a insisté plutôt sur l'organisation de la mine au XVIII<sup>e</sup> s.).

**24. — Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne.** T. XXXV, 1907, n° 3-4. — Une petite ville du Quercy avant la Révolution (Montpezat). Souvenirs d'un arrière-grand-oncle, publ. p. A. BUZENAC. — ROZAT DE MANDRES. Les gîtes d'étape des gens de guerre au XVII<sup>e</sup> s. = T. XXXVI, 1908, n° 1. E. FORESTIÉ. La création du Tarn-et-Garonne en 1808 et les poésies de circonstance. — H. DE FRANCE. Notes sur l'établissement de la cour des aides à Montauban (dans l'ancien palais épiscopal, 1663). = N° 2. E. FORESTIÉ. Comment s'exécutait un arrêt de justice au XVII<sup>e</sup> s. (analyse d'un procès de succession, 1612-1645). — F. GALABERT. Livrées consulaires (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> s.). — J. DONAT. Le registre du maximum de la commune de Larrazet (édition de ce registre). — H. DE FRANCE. Un hôtel des monnaies à Montauban (on a fabriqué des monnaies à Montauban de 1587 à 1590). — BOÉ. Coutumes du lieu de Belfort à Gandalou, 1316.

**25. — Bulletin de l'Auvergne.** 1909, n° 3. — A. OJARDIAS. Charles de Lacombe d'après son journal (publié récemment par A. Hélot). — E. JALOSTRE. De l'inédit sur Massillon. = N° 4. E. EVERAT. Nouvelles notes sur la confrérie du Saint-Sacrement de la ville de Riom (analyse un registre de la confrérie pour les années 1622-1730 qui donne des détails très circonstanciés sur l'histoire de cette confrérie; suite aux n° 6-8). — L. JALENQUES. Les emprunts forcés sur le revenu sous la Révolution (principalement dans le Puy-de-Dôme et le Cantal; suite aux n° 5 et 8. La contribution patriotique de 1789, proportionnelle aux capitaux et aux revenus de chaque citoyen; difficultés que présenta la fixation et la levée de l'impôt. L'emprunt forcé de l'an II, qui était également un impôt progressif sur le revenu, ne produisit dans le Puy-de-Dôme qu'une très faible partie de la somme escomptée par le gouvernement. L'emprunt forcé de l'an IV, qui ne portait que sur les citoyens aisés, sans subir un échec aussi complet, obtint un résultat médiocre, surtout dans le Puy-de-Dôme). = N° 7-8. M. BOUDET. Les baillis royaux et ducaux de Haute-Auvergne depuis leur création jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> s.

**26. — La Province du Maine.** T. XVII, 1909, juin. — A. LEDRU. Le Maine préhistorique (fin en juill.). — L. FROGER. Les Faudoas au Maine (d'après Ledru et Vallée, *la Maison de Faudoas*). — A. LEDRU. Notes sur Jeanne d'Arc (suite en juill., août, sept.; fin en oct. On a contesté que Jeanne ait été prise devant Compiègne par trahison de La Trémoille, Flavy et Regnault de Chartres; il est un fait, c'est que tous trois la détestaient. Quelques renseignements sur les juges qui condamnèrent Jeanne d'Arc comme hérétique. Les fausses Pucelles Jeanne des Armoises et Jeanne de Sermaize. La réhabilitation de Jeanne d'Arc. Rôle qu'y joua Martin Berruyer, évêque du Mans. La fausse Pucelle du Mans. A noter que l'auteur de ces articles n'a pas eu connaissance des travaux récents relatifs à Jeanne d'Arc). — DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Antoine Maguin, curé constitutionnel de la Couture, et le clergé constitutionnel manceau de 1791 à 1794 (suite ici et en août; fin

en oct.). = Juill. A. LEDRU. Thomas Toustain, prétendu architecte de la cathédrale du Mans. = Sept. R. LATOUCHE. L'origine des seigneurs de Laval et la fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon; réponse à MM. les abbés Angot et Toublet (au n° suiv., réplique de M. Angot). = Oct. E. VALLÉE. Notes sur les donations de l'évêque Mainard à l'église du Mans (identification des localités; notes complémentaires au n° suiv.). = Nov. A. LEDRU. L'assemblée ou concile de Coulaines en 843 (ne croit pas que l'assemblée réunie par Charles le Chauve en 843 se soit tenue à Coulaines, près du Mans, ainsi que l'admettent encore MM. Lot et Halphen, mais plutôt à Quelaines, dans la Mayenne, ou à Coulaines, près Saint-Mars-de-Cré). — F. UZUREAU. Un différend entre les assemblées provinciales du Maine et d'Anjou, 1787-90.

**27. — Revue d'Auvergne.** T. XXVI, 1909, janv. — BOYER-VIDAL. Besse-en-Chandesse (histoire depuis les origines). — M. BODET. Cournon et ses chartes de franchise (étude historique sur les deux fiefs hauts-justiciers des évêques de Clermont et des seigneurs de Cournon ainsi que sur les deux chartes accordées aux habitants par l'évêque à la fin du XII<sup>e</sup> s., par le seigneur en 1244). = Mars. DUBUC. L'industrie et l'organisation du travail en Auvergne (tableau de l'industrie en Auvergne au XVIII<sup>e</sup> s.). = Mai. A. ACHARD. Sauxillanges aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s. Ses communautés d'arts et métiers. = Juill. L. BRÉHIER. L'art religieux et l'iconographie à la fin du moyen âge (d'après les monuments auvergnats).

**28. — Revue de Bretagne.** T. XLII, 1909, sept. — PICQUENARD. Recherches sur le parcours de quelques voies romaines dans la partie orientale de l'arrondissement de Quimper. — F. BOURDAIS. Contribution à l'étude du recul de la ligne de rivage sur la côte septentrionale de la Bretagne. Découverte d'une forêt sous-marine à la pointe de Trégastel (Côtes-du-Nord), en 1767, d'après des documents inédits. — A. ORAIN. Monographie de la commune d'Orgères, près Rennes. — G. BÉNARD. Un « général » de campagne : le Verger, trêve de Talansac (suite de l'analyse des procès-verbaux de l'assemblée, 1714-1730, et des comptes de trésoriers pour l'année 1731). — F. BOURDAIS. Léonard de Vinci et la canalisation de la Vilaine au XVI<sup>e</sup> siècle. Léonard de Vinci a-t-il canalisé la Vilaine? (non, il n'y fut pour rien). = Oct. Notes d'un voyage en Bretagne effectué en 1780 par Louis Desjobert (grand maître des eaux et forêts de Soissons; suite en nov.). — Ch. DE LA LANDE DE CALAN. Mélanges historiques (suite en nov. Courtes notes d'histoire bretonne, d'une critique insuffisante, en particulier sur les saints Riocus et Blacherius, sur l'époque du duc Rival, sur les saints Gudual et Gurwal, sur le duc Conan II, 1040-1066, sur le siège de Dol par Guillaume le Conquérant, 1076). — COUPEL. Étude documentaire de l'industrie en Ille-et-Vilaine (les industries des cuirs et peaux au XIX<sup>e</sup> s.). = Nov. GRÉGOIRE. Les biens ecclésiastiques pendant la Révolution. Département de la Loire-Inférieure (déclarations et inventaires qui précéderent les ventes).

**29. — Revue de Gascogne.** 1909, juill.-août. — A. DEBERT. Un grand évêque gascon : Amat d'Oloron (étude, d'après les sources, la coopération d'Amat à l'œuvre réformatrice des papes de la seconde moitié du XI<sup>e</sup> s. Amat mourut le 22 mai 1104; suite en sept.-oct., fin en nov.). — P. COSTE. Lettres inédites de saint Vincent de Paul (commence la publication d'un recueil de 37 lettres conservées dans le dossier du saint aux archives de la Congrégation des rites; suite en sept.-oct.). — J. DUBOIS. Dolmayrac, dépendance de Pessan (*Dalmayriacum*, dont il est question dans une lettre de Grégoire VII du 12 avril 1080 et dans une bulle d'Urbain II, 13 cal. mai 1096, doit être identifié avec Dolmayrac, ancien prieuré dans la commune du Passage d'Agen). — LAFARGUE. Études d'histoire révolutionnaire à Eauze. — V. FOIX. Bessaut, commanderie (suite : chap. ix-xi, en sept.-oct.-nov.). — Sept.-oct. E. CASTEX. Mœurs et conditions rurales au XVI<sup>e</sup> s. (publie des extraits d'actes notariés pris dans la région dont Gondrin est le centre). — CONTRASTY. Le clergé français réfugié en Espagne, 1792-1802 (suite).

**30. — Revue de l'Agenais.** T. XXXVI, 1909, n° 3. — MOMMÉJA. Le trésor de Verteuil (d'après le *Supplément du Journal de Lot-et-Garonne* du 18 avril 1835. Ce trésor avait été enfoui vers 273; il a été détruit par l'inventeur, qui a fait aussitôt fondre les pièces et bijoux en or). — G. DE LAGRANGE-FERRÈGUES. Un corsaire agénais : P.-A. Marraud Dupon, de Castelmoron (publie un rapport sur un engagement du 22 germinal an XIII devant Santander). — LAUZUN. Le château de Lauzun (fin). — N° 4. C. CHAUX. Une rébellion à Montréal du Gers (1790). — L. MASSIF. Émigration des Rouergats en Agenais à la fin du XV<sup>e</sup> et au commencement du XVI<sup>e</sup> s. (des minutes de notaires prouvent qu'il y eut alors un assez grand nombre de Rouergats qui allèrent s'établir dans l'Agenais, dépeuplé par les guerres et la peste; suite au n° 5). — P. DUBOURG. L'abbé Jean-Thimotée Barrier de Cauparrie, ancien curé de Lamarque, et ses Mémoires relatifs aux événements accomplis à l'époque du Concordat de 1801 dans le diocèse d'Agen (publie des extraits de son Livre de raison). — L. DE GOUJELAC. Le service de santé pendant les guerres du 1<sup>er</sup> Empire. — DE DIENNE. Antoine de Raffin Pothon, sénéchal d'Agenais, à la canonisation de saint François de Paule (1519). — J. DUBOIS. Les détenus de Marmande sous la Terreur (suite; fin au n° 5). — N° 5. Ph. LAUZUN. Souvenirs du vieux Agen. La maison de la reine Marguerite. — J. DE VIVIE-RÉGIE. Vues sur le budget d'un propriétaire de l'Agenais au commencement du XVIII<sup>e</sup> s. — J. BROCONNAT. La Roumieu (suite : la Roumieu pendant la Révolution).

**31. — Revue d'histoire de Lyon.** T. VIII, 1909, n° 4. — H. DE BOISSIEU. L'Aumône générale de 1534 à 1562 (fin : comme le grand Bureau des pauvres, l'Aumône de Lyon fut chargée de réprimer la mendicité et, pour ce, recourut même à l'internement. Ressources dont elle disposait). — A. DEPRÉAUX. Documents inédits sur le guet de Lyon (1765, 1782-83). — L. CAILLET. Lyon et les Lucquois au XV<sup>e</sup> s.



(documents sur les rapports de Lyon avec les marchands lucquois sous Charles VI et Louis XI). = N° 5. L. LÉVÊQUE. L'Assemblée provinciale de la généralité de Lyon et sa commission intermédiaire, sept. 1787-juill. 1790 (on espérait beaucoup de ce nouvel organe administratif, mais l'échec fut lamentable). — M. BUFFENOIR. Le communisme à Lyon de 1834 à 1848 (le babouvisme et le mouvement icarien). — M. AUDIN. A propos d'une bibliographie iconographique des portraits lyonnais (aperçu sur l'histoire du portrait lyonnais par l'auteur de cette bibliographie). — E. VIAL. Les receveurs ou trésoriers de la ville de Lyon (avec une liste de ces fonctionnaires de 1361 à 1790). — L. CAILLET. Note sur le passage à Lyon de Madeleine, fille de Charles VII, au début de janv. 1457 (documents).

**32. — Revue historique de Bordeaux.** 1909, mai-juin. — Paul COURTEAULT. Les impressions d'un Parisien à Bordeaux en 1669 (ce Parisien est Claude Perrault, médecin et architecte, frère de Charles, auteur des *Contes*). — J. DE MAUPASSANT. Les armateurs bordelais au XVIII<sup>e</sup> s. Abraham Gradis et l'approvisionnement des colonies, 1756-1763 (fin en juill.-août). — J. CARREYRE. La bulle *Unigenitus* et le Parlement de Bordeaux, d'après deux documents inédits. = Juill.-août. J. DE LA MARTINIÈRE. Les origines bordelaises de Barbezieux (tout porte à croire que Barbezieux doit son origine à l'abbaye de Saint-Seurin et à l'archevêché de Bordeaux, sans doute au X<sup>e</sup> s.). — BRUTAILS. Notes sur la propriété des dunes de Gascogne (fin en sept.-oct.). — LABUCHELLE. La misère à Bordeaux de 1709 à 1713 (suite et fin en sept.-oct.). = Sept.-oct. A. VOVARD. Le capitaine de vaisseau Jean-Jacques Magendie, 1766-1835 (il rendit sur mer des services signalés de 1792 à 1814. La Restauration le mit en retraite d'office). — Un mémoire adressé au gouvernement par les viticulteurs bordelais au début du XIX<sup>e</sup> s.

**33. — Revue savoisiennne.** T. L, 1909, n° 2. — C. DUVAL. La réunion du comté de Genevois à la Savoie par Amédée VIII de Savoie le 5 août 1401 (fin au n° 3). — Ch. BUTTIN. Le guet de Genève au XV<sup>e</sup> s. (suite ici et au n° 3 : renseignements sur les armes en usage). — E. RITTER. La Philotée de saint François de Sales (fin). — J. DUSSAIX. Assassinat d'un officier municipal pendant la Révolution à Megève (1795). — Cl. FAURE. Contribution à l'histoire du Faucigny au XIV<sup>e</sup> s. (fin : la réunion du Faucigny au comté de Savoie, 1355 ; en appendice, tableau des divisions paroissiales du Faucigny en 1339). = N° 3. C. PERROUD. Documents sur la ville de Cluses (aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> s.). — F. MIQUET. Recherches sur les familles des émigrants savoyards fixés en France avant 1860. — J.-F. GONTHIER. Encore les prieurs de Talloires (rectifications à la liste donnée par M. Brienne).

**34. — Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France.** *Bulletin*, 1908, n° 5-6. — E. COYECQUE. Les plans cadastraux de la ville de Paris aux Archives nationales, d'après un rapport de la Direc-

tion générale des contributions directes. — BRUEL. Contrat de blanchissage du linge du cardinal de Richelieu, 26 janv. 1642. = C.-rendus : A. PÉRIER. Un prévôt de Paris sous Charles V. Hugues Aubriot (bon ; n'a pas connu la thèse latine d'E. Déprez). = 1909, n° 1. L. MIROT. Notes sur Étienne Le Blanc et ses compilations historiques (Étienne Le Blanc, petit-fils de Jean Le Blanc, qui fut argentier d'Isabeau de Bavière en 1399, écrivit en 1514, à l'aide du Religieux de Saint-Denis et de Froissart, un « Discours du mariage de Madame Isabel de France, fille du roi Charles VI, avec Richard, roi d'Angleterre ». Ce Discours est conservé dans un ms. de la Bibl. impér. de Vienne, n° 2650). — POUPARDIN. Documents relatifs au conflit universitaire de 1266 (d'après le ms. lat. 9071 de la Bibl. nat., qui contient deux des mémoires remis au légat Simon par les parties en litige). = N° 2. H. OMONT. Chartes inédites de rois de France (publie sept chartes de Louis VII, de Philippe Auguste et de la mère de ce dernier, Adèle de Champagne. Elles proviennent de cartulaires entrés récemment à la Bibl. nat.). — H. STEIN. Les possessions briardes de l'abbaye de Tiron. — L. LEVILLAIN. Un état de redevances dues à la mense conventuelle de Saint-Denis, 832 (avec un tableau qui résume l'état des redevances en nature mentionnées dans cet intéressant document). — R. P[OUPARDIN]. La charte de fondation du monastère de Saint-Cyr, 1156. = N° 3. AUVRAY. Questionnaire de la municipalité de Lyon sur certains usages observés à Paris, xvi<sup>e</sup> siècle. — A. VIDIER. Les agrandissements du parc de Vincennes en 1660.

## ALLEMAGNE.

35. — *Historische Vierteljahrschrift*. T. XII, 1909, n° 4. — H. BLOCH. Les élections impériales à l'époque des Hohenstaufen (fin : montre comment après 1198 on en arriva peu à peu à considérer l'élection par les princes allemands non comme une opération préliminaire créant un roi des Romains que la consécration pontificale transformait en empereur, mais comme une véritable élection impériale. En 1212, cette évolution est terminée). — G. KENTENICH. Un partisan allemand d'Arnaud de Brescia (Louis, burgrave de Trèves, 1134). — Deux lettres de Samuel Pufendorf à J.-F. Gronov (1662-65), publ. par J. HEEG. = C.-rendus : M. Friedländer. Synagoge u. Kirche in ihren Anfängen (livre qu'on ne peut utiliser qu'avec circonspection). — Jorga. Geschichte des osmanischen Reiches ; t. II (livre important mais qui appelle beaucoup de rectifications de détail). — Kooperberg. Margaretha van Oostenrijk, landvoogdes der Nederlanden (beaucoup de détails très neufs). — H. Wopfner. Quellen zur Geschichte des Bauernkriegs in Deutschtirol, 1525 (le texte des documents doit être corrigé en plus d'un endroit).

36. — *Historische Zeitschrift*. 1909, t. CIV, n° 1. — Ed. SCHWARTZ. Les conciles du iv<sup>e</sup> et du v<sup>e</sup> s. (rapide vue d'ensemble, surtout au point de vue des rapports de l'Église et de l'État). — G. DEHIO. Considéra-

tions historiques sur l'art en Alsace (d'une manière générale, l'art alsacien a subi moins l'influence française que l'influence allemande). — H. ONGKEN. Bennigsen et les étapes du libéralisme parlementaire en Allemagne et en Prusse (montre quel fut, dans la formation de la nation et du parlementarisme allemands, de 1859 à 1883, le rôle de Bennigsen, dont l'auteur de cet article vient de publier une biographie en 2 volumes). — K. STÄHLIN. Le conflit diplomatique dans la dernière crise balkanique (essai de mise au point des détails transmis par les journaux sur la crise qu'ont provoquée la question de Bulgarie et l'annexion de la Bosnie à l'Autriche). — Trois lettres de Theodor von Sickel, publ. par K. HELDMANN (lettres de 1855, 1858, 1900, où Sickel parle de ses travaux). — C.-rendus : E. Meyer. *Geschichte des Altertums*; 2<sup>e</sup> éd., I, 1 (J. Kaerst discute brièvement quelques vues générales émises par E. Meyer dans ce volume d'introduction paru en 1907). — P. Herre. *Papsttum und Papstwahl im Zeitalter Philipps II* (remarquable).

37. — *Historisches Jahrbuch*. T. XXX, 1909, n° 3. — M. JANSEN. Jacob Fugger le Riche. Ses débuts dans le commerce et ses premières entreprises (dans le commerce de l'argent et des métaux en Tyrol à la fin du xv<sup>e</sup> s.; extraits d'un livre sur Jacob Fugger qui doit paraître prochainement). — J. HIRN. Sur le rôle de Hormayr en Tyrol, 1809 (publie le relevé des dépenses de l'intendant Hormayr). — J. WEISS. La déportation du comte Khuen. Contribution à l'histoire du soulèvement du Tyrol en 1809. — A. KNÖPFER. Pour la justification de l'évêque Hefele; réponse au n° 63 de la *Revue internat. de théologie*, 1908. — N° 4. K. LÜBECK. Saint Phocas de Sinope (son culte n'est nullement, comme on l'a soutenu à tort, une survivance d'un culte païen). — K. LÖFFLER. Henri d'Ahaus et les Frères de la vie commune en Allemagne (Henri d'Ahaus fut le fondateur des premières maisons de Frères et de Sœurs de la vie commune en Allemagne à partir de 1400 ou 1401; expansion de l'ordre au xv<sup>e</sup> siècle en Allemagne). — J. A. ENDRES. La 9<sup>e</sup> homélie de saint Anselme. — J. SCHLECHT. Une bulle de dispense de Martin V pour le Dr Johann Grünwalder (1430). — V. SCHWEIZER. Sur l'élection d'Alexandre VI (publie un tableau de la répartition des voix aux trois premiers tours de scrutin; au troisième tour, Borgia n'avait encore que huit voix). — Lettre inédite de Cochlaeus, publ. par G. BUSCHBELL (1548).

38. — *Byzantinische Zeitschrift*. T. XVIII, 1909, nos 1-2. — V. DOVSHÜTZ. Méthodios et les Studites (efforts du patriarche Méthodios pour forcer les Studites à désavouer leurs écrits contre ses prédécesseurs Nicéphore et Tarasios; influence exercée par les divers courants de la politique religieuse du ix<sup>e</sup> siècle sur l'hagiographie de la période iconoclaste; les allusions au conflit entre Méthodios et les Studites sont transparentes dans les biographies de Nicéphore et de Tarasios, quoique l'auteur cherche à atténuer l'âpreté de leurs luttes avec

Théodore de Stude). — S. KUGÉAS. *Analecta Planudea*. — BROOKS. Le champ de bataille de Sébastopolis (c'est probablement près de Sébastopolis, forteresse du Pontus Polemoniacus, que Justinien II fut vaincu par les Arabes vers 693). — FERRARI. Le droit matrimonial d'après la nouvelle de Léon le Philosophe. = N<sup>os</sup> 3-4. KRYPIAKIEWICZ. L'auteur de l'hymne Acatistos (serait Romanos le Mélode, mais un des prologues date de l'époque de Photius). — DRAESEKE. Ratramnus et Photius (étude sur l'ouvrage de polémique de Ratramnus, moine de Corbie, contre Photius). — H. GRÉGOIRE. Les veilleurs de nuit à Trébizonde, XIV<sup>e</sup> s. (d'après une inscription du Musée impérial ottoman qui montre l'emploi de la langue vulgaire dans les actes officiels de Trébizonde).

39. — *Deutsche Rundschau*. 1909, sept. — G. EGELHAUF. La bataille du Teutoburgerwald (récit critique de la victoire remportée en l'an 9 par Arminius sur Varus). — M. Six années chef de la chancellerie impériale sous le prince Bismarck (d'après les *Erinnerungen* de Christoph v. Tiedemann, t. II, 1909). = Oct. La conférence des ambassadeurs à Constantinople et la guerre russo-turque, 1877-78. Notes posthumes du sous-secrétaire d'État Busch, publ. par L. Radschau (notes des 30 déc. 1876-9 juillet 1878. Busch assista à la conférence de Constantinople comme drogman de l'ambassade prussienne en Turquie; fin en déc.). — E. STEINMANN. La mort de Michel-Ange. = Nov. F. LABAN. Le prince Eugène de Savoie. = Déc. M. SPAHN. L'Autriche et l'assassinat des plénipotentiaires à Rastatt (d'après les papiers inédits de l'Alsacien Bacher, organisateur du service d'espionnage français en Allemagne à l'époque du congrès de Rastatt; il est impossible de tirer exactement au clair la part de responsabilité qui incombe à chacun en cette affaire). — G. STEINHAUSEN. Les Allemands jugés par les étrangers (revue rapide des jugements portés sur eux depuis le haut moyen âge).

40. — *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*. 1909, t. XXXV, n<sup>o</sup> 1. — Rapport sur la 35<sup>e</sup> assemblée annuelle de la Direction centrale des *Monumenta Germaniae historica*, 1909 (état des travaux). — W. LEVISON. Le nécrologe de dom Racine et la chronologie des Mérovingiens (M. Depoin s'est fourvoyé en supposant que dom Racine, qui compila en 1760 un grand nécrologe de l'abbaye de Saint-Denis, avait, pour le haut moyen âge, utilisé des obituaires perdus; les dates nouvelles données par dom Racine sont le plus souvent fantaisistes, et les conclusions de M. Depoin quant à la chronologie des Mérovingiens sont, par suite, insoutenables. M. Levison dresse d'après tous les travaux antérieurs et ses recherches personnelles une chronologie rectifiée de ces rois). — R. HOLTZMANN. Wipo et la Chronique universelle souabe (dans sa biographie de Conrad II, Wipo a utilisé la « Chronique universelle souabe » aujourd'hui perdue. Cette chronique avait été composée à Reichenau. Réfutations des théories de M. Dieterich sur l'historiographie de Reichenau). —

E. SECKEL. Études sur Benoît Lévit (suite : les sources du livre II). — E. STRAMER. Contributions à la critique des actes de la Diète allemande au début du xv<sup>e</sup> s. (notes sur *Reichstagsakten*, t. II, n° 248; t. IV, n°s 191, 270 bis-280, 328 bis-330). — W. LEVISON. Sigolena (la biographie de sainte Sigolena n'a pu être composée que dans la seconde moitié du viii<sup>e</sup> siècle au plus tôt, et c'est une véritable mosaïque de textes pris dans d'autres vies de saints). — K. ZEUMER. « Par litterarum » (cette expression a simplement le sens de « une lettre »). — H. WIBEL. Les sceaux des empereurs et rois allemands (corrections et additions à O. Posse, *Die Siegel der deutschen Kaiser u. Könige von 751-1806*, Dresde, 1909).

41. — *Rheinisches Museum*. 2<sup>e</sup> série, t. LXIV, 1909, n° 2. — H. VAN HERWERDEN. *Spicilegium Dioneum* (conjectures sur le texte de Dion Cassius, éd. Boissevain). — A. KLOTZ. La tradition manuscrite des œuvres de César. — A. VON MESS. *L'Hellenica* d'Oxyrhynchos et les renseignements de Xénophon et de Diodore (suite à l'article de 1908, n° 3. Le fragment d'Oxyrhynchos prouve que, dans son récit des campagnes de 399 et 395 av. J.-C., Xénophon a présenté d'une manière très insuffisante des faits dont il a été témoin et dénaturé ceux auxquels son héros Agésilas avait été mêlé). — N° 3. K. MEISTER. Sur l'Itinéraire de l'abbesse Aetheria, à tort attribué à sainte Silvia (la *Peregrinatio Silviae* est en réalité le journal de voyage d'une abbesse, probablement de Marseille ou d'Arles, nommée Aetheria, et qui alla à Jérusalem entre 533 et 540).

#### ANGLETERRE.

42. — *The english historical Review*. 1909, oct. — HOWORTH. Les Germains de César (3<sup>e</sup> article. Montre que certaines peuplades situées à l'est du Rhin inférieur, et que César appelle des Germains, étaient de sang gaulois. En somme, au temps de César, le Rhin était bordé sur ses deux rives par des populations celtes, non pas teutoniques). — POWICKE. Le roi Jean et Arthur de Bretagne (remet sur le tapis la condamnation de Jean Sans-Terre. Montre que, à côté de Raoul de Coggeshall, il faut tenir grand compte de l'annaliste de Margam, qui est sans doute l'écho de Guillaume de Briouse. Le témoignage de ces deux chroniqueurs, joint à d'autres encore, ne permet guère de nier le fait d'une condamnation. D'autre part, on ne peut admettre que Louis de France ait menti en 1216, et il n'est pas impossible qu'une condamnation à mort pour le meurtre d'Arthur ait été prononcée contre Jean, même après la conquête de la Normandie en 1204, et sans doute à une époque assez rapprochée de 1216). — MARSDEN. Les prises maritimes en Angleterre; la juridiction et la loi (de la fin du xiii<sup>e</sup> s. à la fin du xvi<sup>e</sup>). — MISS MAC ARTHUR. Les femmes, le droit de pétition et le Long Parlement. — HERTZ. L'industrie de la soie en Angleterre au xviii<sup>e</sup> s. — DAVIS. La bataille de Tinchebrai racontée par un contem-



porain (publie une lettre écrite peu après la bataille par un prêtre de Fécamp à un prêtre de Séz; elle annonce la victoire du roi et donne sur la bataille des détails qui permettent de corriger le récit contradictoire fourni par Orderic Vital et par Henri de Huntingdon). — BAL-LARD. Les Cinq Ports sous Henri II (signale, dans un insperimus d'Édouard II, quatre chartes promulguées avant 1158, où les Cinq Ports sont mentionnés comme formant déjà une confédération. C'est la plus ancienne mention qu'on en ait encore signalée). — Miss NIE-MEYER. La répartition du 40<sup>e</sup> de 1232 (publie un rôle où se trouve décrite une partie de l'assiette de ce 40<sup>e</sup>). — GIBSON. Le plus ancien livre de comptes de l'Université d'Oxford (relevé des dépenses faites par les autorités universitaires pour des voyages à Londres de nov. 1357 à févr. 1358). — BEAVEN. Le second Conseil d'État pendant la République, 1650-1658. — ROSE. Pitt et la campagne de 1793 en Flandre (fragments de la correspondance échangée entre Pitt et Sir James Murray, envoyé au quartier général des Prussiens à Francfort-sur-le-Mein). — C.-rendus : *Zaehrisson*. A contribution to the study of anglo-norman influence on english place-names (très consciencieuse monographie). — *Hæpke*. Brügges Entwicklung zum mittelalterlichen Weltmarkt (bon). — *Kabel*. Die Sage von Heinrich V bis zu Shakespeare (insuffisant). — *Cust*. Gentlemenerant; being the journeys and adventures of four noblemen in Europe during the xv and xvi th. centuries (récits de voyage qui donnent une vive impression de la vie allemande). — *Ravenstein*. Martin Behaim; his life and his globe (important. Le personnage de Behaim et la place qui lui revient dans l'histoire des découvertes maritimes sortent fort amoindries de cette étude critique). — *Kennedy*. Archbishop Parker (insuffisant). — *Wættjen*. Die Niederländer im Mittelmeergebiet zur Zeit ihrer höchsten Machtstellung (étude très fouillée et instructive).

43. — *The scottish historical Review*. 1909, octobre. — J. DOWDEN. De la nomination des évêques en Écosse au moyen âge (du xi<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> s., les évêques furent élus par les chapitres; depuis Jean XXII, les papes se réservèrent le droit de nomination directe, mais on tint aussi compte des désirs du roi, si bien que parfois il parut nommer lui-même les évêques). — MEIKLE. L'émeute du jour de naissance du roi à Édimbourg, juin 1792 (émeute provoquée par la Révolution française). — ANDERSON. Wilmund, évêque et prétendant (résume tout ce qu'on peut savoir sur cet aventurier dont Guillaume de Neubourg a tracé un si vivant portrait). — Geo. NELSON. Brunanburh et Burnsworck (le lieu où Athelstan remporta en 937 une victoire signalée sur les Danois, les Irlandais et les Pictes doit être placé sur le Solway, sans doute à Brunsworck Hill, dans le comté de Dumfries. Signale l'importance pour cette question de la saga d'Egla ou Egil qui donne le récit le plus circonstancié de la bataille. L'aspect des lieux concorde exactement avec la topographie de ce poème). — Chronique de Lanercost; suite de la traduction. — DALZELL. Un ancien surnom écossais : Dalzell (origine légendaire de ce nom : « I dare » ou « J'ose ».

Liste assez superflue des 220 formes différentes que l'écriture lui a données).

**44. — The Athenæum.** 1909, 3 juill. — *Forrest*. Life of field-marshal Sir Neville Chamberlain (excellente biographie d'un général qui se distingua dans l'Inde, surtout dans les guerres contre les Afghans). = 10 juill. *Watson*. The life of major-general Sir Charles William Wilson (du corps du génie; ses travaux sur la Palestine ont été fort appréciés). — *Greswell*. Chapters on the early history of Glastonbury abbey (tableau d'un monastère celte avant l'introduction de la règle bénédictine). — *Marson*. Glastonbury (ce n'est qu'un guide du visiteur à cette abbaye, qui vient d'être restaurée). = 17 juill. *Fyvie*. Wits, beaux and beauties of the Georgian era (plaisant, mais décousu). — *Radford*. Henry Beaufort, bishop, chancellor, cardinal (estimable biographie faite d'après les sources). = 24 juill. *Salter*. A subsidy collected in the diocese of Lincoln, 1526 (très intéressant; la comparaison avec les taxes marquées dans l'évaluation de 1291, le *Vetus valor*, est fort instructive). = 31 juill. *Fraser*. The Londons of the british fleet; how they faced the enemy on the day of battle, and what their story means for us to-day (curieuse histoire des navires qui ont porté le nom de *London*). — *J. Barbour*. The Bruce, publ. p. *Mackenzie* (bonne édition; avec un remarquable commentaire historique). — La marche de Scipion de l'Èbre à Carthagène (étude critique par T. Rice Holmes). = 7 août. *Straton*. Survey of the lands of William, first earl of Pembroke (cadastre établi en 1566-73). — *Maxwell-Scott*. M<sup>me</sup> Élisabeth de France, 1764-94 (estimable, malgré un certain nombre d'erreurs). = 14 août. *Greenwood*. Lives of the Hanoverian queens of England; vol. I (bon). — *Salmon*. General Wolfe (à l'aide des documents publiés dans ces dernières années, réfute les accusations qu'on avait portées contre le général. Intéressant, mais inexpérimenté). = 21 août. *Hall*. Pre-historic Rhodesia (réplique à l'ouvrage du Dr. Mac Iver, *Medieval Rhodesia*. Ce dernier prétend que les ruines anciennes découvertes dans la Rhodesia sont relativement récentes, xiv<sup>e</sup> ou xv<sup>e</sup> s.; qu'elles attestent un mode et des procédés de construction purement africains, sans influence extérieure. Après une troisième inspection des ruines, Hall maintient qu'elles attestent des degrés de civilisation distincts, qu'il n'y a pas eu simplement évolution, mais qu'une influence étrangère, probablement asiatique, est manifeste dans les plus anciennes). — *Townsend, Workman et Eayrs*. A new history of Methodism (bon). = 28 août. *Julia Cartwright* [*Mrs. Ady*]. Baldassare Castiglione; his life and letters, 1478-1529 (un peu long et trainant, mais très consciencieux). — *Rice*. Mysore and Coorg from the inscriptions (résumé des douze volumes que l'auteur a lui-même publiés, de 1886 à 1906, sous le titre d'*Epigraphia Carnatica*). — *Pierce*. An historical introduction to the Marprelate tracts (ouvrage d'une solide érudition, mais qui ne fait pas avancer d'un pas la question de savoir quel fut l'auteur de ces pamphlets). — *Mrs. Vernon*. Italy from 1494 to 1790 (excellent résumé).

= 4 sept. *O. Meredith*. Outlines of the economic history of England (bon manuel). — *W. Andrews*. Old english towns (contient 27 monographies de villes anciennes; intéressant et soigné). = 25 sept. *Beeching*. Francis Atterbury (bonne biographie d'un littérateur de mérite et d'un politicien partisan déclaré du droit divin des rois et zélé jacobite). = 2 oct. *Hackwood*. Inns, ales and drinking customs of Old England (bonne compilation très bien illustrée). — *Atteridge*. Napoleon's brothers (bon). = 9 oct. *Trowbridge*. Maurice de Saxe, marshal of France; his loves, his laurels and his times (bon). — *Temple*. The travels of Peter Mundy, 1608-1667; vol. I : Travels in Europe, 1608-1628 (très intéressant). = 16 oct. *Bain*. The last king of Poland and his contemporaries (importante biographie de Stanislas Poniatowski). — *Gwatkin*. Early church history to AD. 313 (contestable et parfois erroné; ajoute peu à ce qu'on savait déjà). = 23 oct. *Willson*. The life and letters of James Wolfe (publie beaucoup de lettres de l'illustre adversaire de Montcalm). = 30 oct. *Taylor*. Christina of Sweden (biographie très consciencieuse, trop dénuée de couleur et de vie). = 6 nov. *Brown*. History of Scotland, t. III, 1689-1843 (excellent). — A memoir of the R. H. William E. P. Lecky, by his wife (souvenirs et lettres également intéressants). = 20 nov. *Sharpe*. Calendar of letter-books preserved at the Guildhall. Letter book I (relatif aux règnes de Henri IV et de Henri V).

## ÉTATS-UNIS.

45. — **The american historical Review**. 1909, juill. — *Fr. PUPER*. L'Église chrétienne et l'esclavage au moyen âge (beaucoup de menus faits). — *ABBOTT*. Conspireurs et dissidents en Angleterre, de 1660 à 1674 (2<sup>e</sup> art.). — *COLBY*. Chatham, 1708-1708 (considérations générales à l'occasion du deuxième centenaire de la naissance du premier Pitt). — *PHILLIPS*. Les fédérations de la Caroline méridionale (2<sup>e</sup> art.). — *E. A. ADAMS*. Intérêts anglais dans l'annexion de la Californie, 1838-1846 (en somme, le gouvernement anglais resta complètement indifférent à cette annexion). = Documents : *G. DAVENPORT*. Le texte des privilèges accordés à Christophe Colomb (étude critique, à l'aide d'un manuscrit nouveau). — *PHILIPPS*. Correspondance de fédéralistes de la Caroline méridionale, 1789-1797. = C.-rendus : *De Jong*. Das antike Mysterienwesen in religionsgeschichtlicher, ethnologischer und psychologischer Beleuchtung (excellent). — *Kitts*. In the days of the councils : a sketch of the life and times of Baldassare Cossa, afterwards pope John XXIII (assez bonne histoire du concile de Pise et du cardinal B. Cossa). — *Andrews et Davenport*. Guide to the mss. materials for the history of the United States to 1783 in the British Museum, in minor London archives and in the libraries of Oxford and Cambridge (très utile). — *Neeser*. Statistical and chronological history of the United States navy 1755-1907 (bon). — *Ashe*. History of North Carolina. I. 1584-1783 (bon). — *Houck*. A history of Missouri (cons-

cientieux, mais inexpérimenté). = Oct. JAMESON. La Société de l'histoire d'Amérique, 1884-1909 (l'histoire de cette société donne en raccourci celle des progrès accomplis aux États-Unis dans l'organisation des études historiques). — TAMBLYN. Le druidisme en Bretagne et la politique militaire des Romains (une étude critique des auteurs anciens conduit à cette conclusion que le druidisme, au sens propre du mot, ou que les druides n'existèrent jamais en Bretagne. On ne saurait donc admettre que la politique militaire de l'empereur Claude ait eu pour objet de ruiner une hiérarchie religieuse qui mettait en échec la domination romaine en Gaule). — CANNON. Le caractère et les antécédents de la charte de libertés de Henri I<sup>er</sup> (cette charte promettait le retour à l'état de choses existant à la mort de Guillaume I<sup>er</sup>, l'établissement régulier du régime féodal; elle ne se rattachait donc pas, comme l'enseignait Stubbs, aux institutions anglo-saxonnes). — DAENELL. La politique de la Ligue hanséatique à l'égard de la marine marchande (des efforts déployés par la Ligue, au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> s., pour créer et entretenir une puissante marine de commerce). — NABUCCO. La part de l'Amérique dans la civilisation. = Documents : Pièces relatives au comté de Bourbon, Géorgie, 1781-1786. = C.-rendus : Jones. Malaria and greek history (l'épidémie de malaria, qui sévit en Grèce au temps de la guerre du Péloponèse, a considérablement affaibli la nation, au moral comme au physique, et a contribué à la décadence du iv<sup>e</sup> s.). — Thorpe. The federal and state constitutions, colonial charters, and other organic laws of the states, territories and colonies now or heretofore forming the United States of America (important recueil en 7 vol.). — Schuyler Van Rensselaer. History of the city of New York in the seventeenth century (ouvrage très consciencieux, mais qui demanderait une revision attentive). — Boggess. The settlement of Illinois, 1778-1830 (bon). — Allen. Our naval war with France (excellent). — Meany. History of the state of Washington (consciencieux résumé).

46. — *The Nation*. 1909, 20 mai. — Fisher. The struggle for american independence (ouvrage de valeur, mais les causes de la rupture entre l'Angleterre et ses colonies sont présentées d'une façon trop systématique). — Avery. A history of the United states and its people; tome V (bon récit, bien illustré). = 27 mai. Stenton. William the Conqueror and the rule of the Normans (compilation consciencieuse, sensée et bien au courant). — Porter. Mediaeval architecture. I : The origins; II : Normandy and the Ile de France (ne traite guère que de l'architecture religieuse en France; l'auteur a de violents partis pris, mais il connaît bien le sujet et le traite avec intelligence). = 3 juin. Bagot. George Canning and his friends (utile recueil de lettres inédites, pour servir à une biographie de Canning, qui reste à écrire). = 17 juin. Godfrey. A sister of prince Rupert : Elizabeth, princess Palatine and abbess of Herford (assez bonne biographie). = 24 juin. Harper. Sainte-Beuve (remarquable). = 8 juill. Pourquoi nous commémorons Calvin (long article par Éphraïm Emerton). = 22 juill. Davidson et Gray. The

scottish staple at Veere (Veere ou « Campvere », comme les Écossais préféraient appeler cette place, est une ville de l'île de Walcheren où ils établirent leur étape, ou entrepôt de commerce, de 1544 à 1795. L'histoire de cet entrepôt est racontée avec beaucoup de conscience, à l'aide d'un grand nombre de documents. C'est un remarquable chapitre de l'histoire du commerce). = 29 juill. Cromwell et l'Amérique (Neal a conté qu'en 1638 un navire, où Cromwell s'était embarqué pour le Nouveau-Monde, fut retenu par ordre du gouvernement et les passagers débarqués. Puis on a nié la réalité du fait, assez piquant en soi. Néanmoins, un ordre du Conseil, récemment publié, rend du crédit à cette anecdote contée par l'historien des Puritains). — Meany. The story of the state of Washington (bon). = 5 août. Van Rensselaer. History of the city of York in the xviii century (excellent). = 2 sept. Fowler. Social life at Rome in the age of Cicero (excellent). = 30 sept. Learned. The life of Francis Daniel Pastorius, the founder of Germantown (né en 1651 à Sommerhausen en Franconie, Pastorius décida d'émigrer au Nouveau Monde après la visite que W. Penn fit à Francfort en 1677, et c'est sous l'influence de la Société des Amis qu'il fonda Germantown, rattaché aujourd'hui à Philadelphie). = 21 oct. Mac Ilwaine. Journals of the House of burgesses of Virginia, 1752-1755 and 1756-1758. = 28 oct. Haskell. The battle of Gettysburg (récit composé, un mois après la bataille, par un témoin oculaire, bien informé, qui raconte exactement ce qu'il a vu, mais qui, pour le reste, rapporte le récit des autres, et alors il est souvent en faute. Édition faite avec soin d'après l'original).

## GRÈCE.

47. — Βολαντίς. T. I, n° 1, juin 1909. — A. PAPADOPOULOS-KERAMEUS. Lettres synodales de Jean Apokaukos, métropolite de Naupacte (détails intéressants sur l'histoire extérieure du despotat d'Épire dans le premier quart du xiii<sup>e</sup> siècle). — S. VASIS. Remarques critiques sur l'édition du *De magistratibus* de Lydus (éd. Wunsch, Leipzig, 1903). — M. Goudas. Le mesurage des navires de commerce à l'époque byzantine (d'après les mss. de Saint-Jean de Patmos). — A. VEIS. Les « Anastenaria » au moyen âge (témoignage de la chronique anonyme de Sathas sur les vestiges du culte de Dionysos, qui subsistent encore aujourd'hui à Skyros). — H. GRÉGOIRE. L'évêché cappadocien d'Aragina (inscription renfermant des détails intéressants sur le culte de la croix à l'époque iconoclaste). — A. VEIS. La chronique dite « de la fondation de Monemvasia » (donne une nouvelle édition des trois mss., celui de Turin, aujourd'hui perdu, d'après une copie exécutée en 1903; revise entièrement les théories de Lambros et refuse de voir dans le ms. des Ibériens la version primitive; la compilation qui paraît être l'œuvre d'une notable famille de Monemvasia, les Likinioi, a été rédigée à la fin du xv<sup>e</sup> ou même au début du xvi<sup>e</sup> siècle; parmi les sources de la troisième partie, il faut noter plusieurs inscriptions de la métropole de



Mistra qui datent du *xiv<sup>e</sup>* siècle; la fin est inspirée d'un « typicon », aujourd'hui perdu, de Nil, métropolite de Lacédémone). — CONSTANTINOPOULOU. Corrections aux inscriptions byzantines d'Athènes. — ZISIOU. Inscriptions chrétiennes de la Grèce. I : Lacédémone. Monemvasia.

48. — Νέος Ἑλληνομνήμων (publ. par Spyr. P. Lambros). T. V, 1908, n° 1. — Description des tournois de notre puissant et saint maître et empereur (ms. Vatic. gr. 1409, *xiii<sup>e</sup>* s.; il s'agit probablement des tournois de l'empereur Manuel Comnène). — Trois lettres du cardinal Bessarion en langue vulgaire. — Le grec, langue officielle des sultans (chancellerie grecque des sultans de Stamboul; correspondance de Hugue de Lusignan, roi de Chypre, avec le sultan d'Iconium, 1214-1216). = N° 2-3. Documents grecs émanant du sultan Bajazet II (5 lettres inédites adressées aux papes Innocent VIII et Alexandre VI relatives au prince Djem frère de Bajazet; réponse en latin d'Alexandre VI datée de 1493). — Monodies et thrènes sur la prise de Constantinople (étude bibliographique importante sur les récits de la prise de Constantinople et publication de 13 morceaux inédits). — Peintres grecs antérieurs à la conquête (liste de 55 noms de peintres, dont plusieurs accompagnés de notices). — Vers adressés à Manuel Comnène (ms. Barocc. 194). = N° 4. Trois monodies inédites sur la prise de Salonique par les Turcs (1430). — L'original du typicon du monastère du Pantocrator à Constantinople. — Les mots de « canon, fusil et poudre » chez les Byzantins (expressions usitées dans les chroniques du *xv<sup>e</sup>* s.). — Cyriaque d'Ancône en Laconie (intérêt historique de son témoignage sur Mistra et le Péloponèse au début du *xv<sup>e</sup>* s.). — Deux documents grecs des archives de Venise (de provenance turque). = T. VI, 1909, n° 1. Homélie inédite de Michel Acominatos. — Deux lettres relatives à l'île de Rhodes au moyen âge (Vatic. Palat. 367; la première est adressée par Henri de Lusignan, 1218-1253, à Jean Gabalas, mégaduc et gendre de l'empereur). — Contribution à l'histoire des Gattilusio de Lesbos (Bibl. nat., supp. gr. 685, fol. 12 r°). — Lettre de Manuel Paléologue aux habitants de Sienne (archives de Sienne, datée de 1399; demande de subsides). — Σημεῖον, les armoiries chez les Byzantins).

## CHRONIQUE.

---

**France.** — M. Fernand DE SCHICKLER, né à Paris le 24 août 1835, mort à Paris le 12 octobre dernier, était issu d'une famille originaire de Hongrie, que les persécutions religieuses firent, au xvi<sup>e</sup> siècle, émigrer à Bâle, et qui de là passa à Mulhouse, puis à Berlin, enfin à Paris. Il a consacré sa vie entière à s'occuper d'œuvres d'utilité publique, philanthropiques ou intellectuelles. Il a été président de la *Société d'instruction primaire*, de la *Société de l'histoire de France*, mais surtout il s'est pour ainsi dire identifié avec la *Société de l'histoire du protestantisme français*, où il siègea depuis 1864 comme membre du Comité et depuis 1865 comme président. C'est à lui que la bibliothèque de la Société doit le bel immeuble de la rue des Saints-Pères, où elle est si admirablement installée; il l'a soutenue de ses libéralités et il a en mourant assuré son existence par un don généreux. Ses nombreuses occupations ne l'empêchèrent pas de faire aussi œuvre d'historien. Les trois volumes de son *Histoire des églises du Refuge en Angleterre* conduisent cet histoire jusqu'au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle. C'est un travail d'érudition excellent, qui épuise vraiment le sujet. Outre les trente-sept rapports annuels qu'il a rédigés de sa plume élégante et précise sur les travaux de la Société de l'histoire du protestantisme français, il a encore publié en 1879 un travail sur *l'Histoire de France dans les archives privées de la Grande-Bretagne* et, dans l'*Encyclopédie des sciences religieuses* de Lichtenberger, deux articles importants sur la *Géographie historique du protestantisme français* et sur les *Églises du Refuge*. Il laisse en manuscrit un travail sur *John Véron*, le réformateur anglo-français, 1548-1563, qu'il comptait offrir à l'Université de Genève pour la remercier du titre de docteur honoraire qu'elle lui avait décerné en juillet dernier. Bibliophile très érudit, il a constamment travaillé, avec une science égale à son zèle et à sa générosité, à enrichir et à perfectionner la bibliothèque du Protestantisme.

G. M.

— Le 7 novembre dernier est mort M. Ernest PRAROND, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire d'Abbeville et du Ponthieu. Il était dans sa 89<sup>e</sup> année.

— M. Sigismond LACROIX, décédé le 5 décembre dernier à l'âge de 64 ans, s'était, vers la fin de sa vie, consacré tout entier aux études historiques. On lui doit une solide étude sur le *Département de Paris et de la Seine pendant la Révolution* (1904, in-8°) et surtout un vaste recueil, malheureusement inachevé, des *Actes de la Commune de Paris*

dont quatorze volumes ont paru depuis 1894 rien que pour la période comprise entre le 25 juillet 1789 et le 5 octobre 1791.

— La *Revue d'histoire et de littérature religieuses* reprend, à partir de cette année, sa publication, si fâcheusement interrompue il y a plus de deux ans dans des circonstances qu'on n'a pas oubliées. Elle paraîtra tous les deux mois, à la librairie E. Nourry (Paris), par fascicules de 6 feuilles d'impression, sous la direction de M. Alfred Loisy, professeur d'histoire des religions au Collège de France. Son programme s'est très notablement élargi, car on annonce qu'elle sera désormais consacrée, non plus seulement au christianisme, mais à l'histoire de toutes les religions. Prix de l'abonnement annuel : 40 fr. pour la France; 42 fr. 50 pour l'étranger.

— On annonce comme devant paraître, à partir de janvier 1910, à la librairie Letouzey et Ané (Paris), sous la direction de M. l'abbé Voet, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse), une nouvelle revue historique dont le titre, *Revue d'histoire de l'Eglise de France*, indique suffisamment l'objet. Cette revue qui, si nous sommes bien informées, servira à préparer une refonte complète de la *Gallia christiana*, publiera des articles originaux et des documents relatifs à l'histoire ecclésiastique de la France depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, une revue critique des livres et un résumé des principaux travaux parus dans les autres recueils périodiques. Elle comprendra 6 livraisons annuelles de 112 pages in-8° chacune. Prix de l'abonnement : France, 15 fr.; étranger, 17 fr.

— La *Revue d'histoire moderne et contemporaine* qui, depuis 1902, paraissait dix fois par an, à raison d'un fascicule tous les mois, d'octobre à juillet, ne paraîtra plus désormais que six fois par an à raison d'un fascicule tous les deux mois, ainsi d'ailleurs qu'il avait été fait originellement (de 1899 à 1902).

— Nous apprenons la création d'une collection de *Recherches historiques et documents sur Avignon, le Comtat Venaissin et la principauté d'Orange* publiée par la « Société des recherches historiques de Vaucluse ». Dès maintenant deux volumes sont mis en vente : la *Cour temporelle d'Avignon aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, par J. GIRARD et le Dr PANSIER; le *Procès du Rhône et les contestations sur la propriété d'Avignon (1302-1818)*, par M. FALQUE. Toute une série d'ouvrages sur l'histoire d'Avignon et de ses monuments, en particulier sur le palais des papes, et sur l'histoire du Comtat Venaissin sont annoncés comme devant paraître à bref délai, à raison d'environ deux volumes par an.

**Allemagne.** — Le 5 juin dernier est décédé à Munich, à l'âge de 92 ans, M. J.-N. SEPP, qui, après une vie politique assez agitée au temps de la révolution de 1848, s'était consacré à l'histoire de la Bavière. Citons surtout à cet égard son livre sur Louis-Auguste, roi de Bavière (1869), et sa *Religionsgeschichte von Oberbayern in der Heidenzeit, Periode der Reform* (1895).

— C'est avec un vif regret que nous apprenons la mort subite, survenue le 14 décembre dernier, de Karl Krumbacher, professeur de philologie néo-hellénique à l'Université de Munich, membre de l'Académie des sciences de Bavière, correspondant depuis 1900 de notre Académie des inscriptions. Né en 1856, Krumbacher a consacré toute sa vie à l'étude de la philologie byzantine. Par sa *Geschichte der byzantinischen Litteratur* (1<sup>re</sup> éd., Munich, 1891 ; 2<sup>e</sup> éd., 1897), il a fourni aux érudits un instrument de travail dont l'éloge n'est plus à faire. Grâce à la fondation de la *Byzantinische Zeitschrift* en 1892, il a su grouper dans une œuvre commune les efforts des spécialistes de toute l'Europe. Lui-même a dépensé, sans compter, toute son activité pour réaliser le magnifique programme qu'il avait tracé dans le premier numéro de cette revue. On sait la part active qu'il a prise aux travaux préparatoires du *Corpus* des diplômes byzantins et du nouveau *Thesaurus* de la langue grecque. Mais son véritable domaine était celui de la poésie rythmique et de la littérature populaire. Il préparait une édition critique de Romanos le Mélode dont on aurait à déplorer la perte si, grâce au séminaire qu'il dirigeait à Munich, il n'avait laissé des élèves capables de continuer son œuvre. C'est aux *Sitzungsberichte* de l'Académie de Munich qu'il réservait les travaux qu'il publiait chaque année sur ses études préférées, en 1893 sur les proverbes populaires, en 1894 sur Michel Glykas, en 1895 sur Kasia, en 1898, 1899, 1901, 1904, 1907 sur Romanos, etc. Il venait de réunir quelques-uns de ces travaux dans ses *Populäre Aufsätze* (Leipzig, 1909). Frappé en plein travail, Krumbacher laissera le souvenir d'un esprit net et d'une volonté ferme ; c'est à lui que l'érudition byzantine doit sa renaissance et l'organisation qui lui a permis de reprendre sa place parmi les disciplines scientifiques. — L. BRÉHIER.

— La 11<sup>e</sup> « Assemblée des historiens allemands » s'est tenue à Strasbourg du 15 au 19 septembre, sous la présidence de M. H. Bresslau. Les communications faites à cette réunion ont porté sur les sujets suivants : les conciles des iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles, par M. Ed. Schwartz ; la conception de l'État chez Machiavel et Thomas Morus et les idées de la Renaissance, par M. E. Brandenburg ; les principales étapes de l'ancienne histoire de Venise, par M. W. Lenel ; Dante comme historien, par M. H. Finke ; Walpole premier ministre, par M. W. Michael ; Bennisgen et le libéralisme parlementaire en Allemagne et en Prusse, par M. H. Oncken. La dernière communication, celle de M. R. Sternfeld, sous le titre de *Abirrungen und Ablenkungen der Kreuzzüge*, fut surtout une contribution à l'histoire des entreprises chrétiennes contre l'Égypte au xii<sup>e</sup> siècle. Chaque communication a été suivie de discussions. En outre, deux conférences publiques ont été faites, par M. G. Dehio sur l'art en Alsace et par M. W. Kaufmann sur le rôle des Allemands dans la guerre civile d'Amérique. — Toutes ces communications seront imprimées sans doute ; celles de MM. Dehio, Oncken et Schwartz viennent de paraître dans la *Historische Zeitschrift* (cf. ci-dessus, p. 207) et un compte-rendu de toutes les communications et

discussions sera prochainement publié à Leipzig par la librairie Duncker et Humblot.

**Angleterre.** — Les publications de la *Canterbury and York Society* paraissent par fascicules indépendants. Ainsi le fasc. 16 (déc. 1908) contient la seconde partie du Registre de Jean de Halton, évêque de Carlisle, 1300-1309; le fasc. 17 (mars 1909) la première partie du Registre de Richard de Swinfield, évêque de Hereford, 1283-1290; le fasc. 18 (juin 1909), la fin du Rôle de Hugues de Welles, évêque de Lincoln, mort le 7 février 1235. Sur la couverture du fasc. 16, on trouvera la liste de tous les registres épiscopaux publiés jusqu'à ce jour.

— La *Scottish history Society* d'Édimbourg vient de terminer la première série de ses publications avec le 60<sup>e</sup> volume. Une nouvelle série commencera avec l'exercice de 1909-1910.

**Belgique.** — L'Université libre de Bruxelles, fondée en 1834, la même année que celle de Louvain, a fêté son 75<sup>e</sup> anniversaire du 19 au 21 novembre. Cette solennité où le recteur, M. Errera, et l'administrateur, M. Behaegel, ont rappelé les services rendus à l'enseignement supérieur par l'Université et le magnifique développement qu'elle a pris dans ces derniers temps grâce à M. Ernest Solvay, fondateur des instituts de psychologie et de sociologie, et à M. Warocque, fondateur de l'Institut d'anatomie, et où MM. Rouffaerts-Janson, Hymans, Devèze, Furnémont, etc., ont insisté sur le rôle de l'Université comme organe du libéralisme politique et de la libre pensée, avait attiré un certain nombre de représentants des Universités étrangères, MM. Poincaré, Lanson et Le Dantec de Paris, G. Lyon de Lille, Adam, Meyer et Guntz de Nancy, Chodat de Genève, Neumann de Strasbourg, Holland d'Oxford, Darwin de Cambridge, Dewar-Cormak de Londres, Vollgraff d'Utrecht, Van Hamel d'Amsterdam. Dans la séance solennelle du 19 novembre, M. Buis, ancien bourgmestre de Bruxelles, a offert à l'Université, au nom de la Société des amis de l'Université, une somme de quatre millions destinée à créer des cours nouveaux, à compléter l'outillage scientifique et à relever les traitements des professeurs. — Comme suite à l'ouvrage de M. Vanderkindere sur *l'Université de Bruxelles, 1834-1884*, publié lors des fêtes du cinquantenaire, M. GOBLET D'ALVIELLA a fait paraître, en collaboration avec des spécialistes des divers instituts universitaires, un volume intitulé *l'Université de Bruxelles pendant son troisième quart de siècle, 1884-1909* (Bruxelles, Weissenbruch, in-8°, 307 p.) où nous signalerons la notice consacrée aux cours d'histoire.

**États-Unis.** — A la fin du mois d'octobre 1909 est mort à Philadelphie (Pensylvanie) l'illustre historien américain Henry-Charles LEA; né en 1825, il était dans sa 84<sup>e</sup> année. Jusqu'à la fin de sa longue vie, il a travaillé sans relâche; dans la dernière lettre qu'il m'ait écrite, l'été dernier, il me parlait de *l'Histoire de la sorcellerie*, qu'il avait entreprise et qu'il espérait mener à bonne fin. — Lea appartenait à



une famille d'éditeurs et de lettrés. Son grand-père maternel, Matthew Carey, se fit une réputation d'écrivain et de poète à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Son père, Isaac Lea, fondateur de la maison d'édition qui porte encore son nom, se distingua aussi comme naturaliste. Henry-Charles subit d'abord l'influence paternelle et s'occupa de sciences naturelles; il publia aussi, dans sa première jeunesse, un volume de poésies. Mais bientôt les études historiques le séduisirent; il s'y jeta avec une véritable passion, leur donnant tous les loisirs que lui laissait la direction de la grande maison d'édition dont il resta le chef jusqu'en 1880. Riche de naissance, chef d'une industrie prospère, il se composa une bibliothèque d'histoire qui passe pour une des plus complètes des États-Unis, non seulement par le nombre des imprimés, mais par celui des manuscrits, les uns originaux (relatifs à l'Inquisition d'Espagne et des colonies espagnoles), les autres copiés aux frais de Lea dans les grands dépôts européens. Il ne se déplaça presque jamais, mais fit travailler un peu partout des copistes; il y a deux ans à peine, il me pria de lui en trouver un pour transcrire des procès de sorcellerie conservés au Cabinet des manuscrits. — C'est surtout l'histoire religieuse qui l'occupa; par principe, il ne la traita jamais en théologien, mais en historien des législations et des mœurs. On lui doit une *Histoire de l'Inquisition au moyen âge*, en trois volumes; une *Histoire de l'Inquisition en Espagne et dans les dépendances espagnoles*, en cinq volumes; une *Histoire du célibat ecclésiastique*, en deux volumes; une *Histoire de la confession auriculaire et des indulgences*, en trois volumes. Le premier de ces ouvrages a été traduit en français par mes soins, ainsi que deux essais de Lea, l'un sur l'histoire des biens de main-morte, l'autre sur le célèbre épisode de Leo Taxil. Lea a encore publié un volume sur les Moresques d'Espagne et trois volumes de mélanges historiques, beaucoup trop ignorés en France : *Studies in Church History*, *Superstition and Force*, *Religious History of Spain*. Enfin je tiens de son obligeance une série d'opuscules, tous apportant des résultats ou des faits nouveaux, qui n'ont pas été réunis en volumes : *Occult Compensation*; *Philosophical Sin*; *Ecclesiastic Treatment of Usury*; *Is there a Roman Catholic Church?*; *The Taxes of the Papal Penitentiary*; *Spanish Experiments in coinage*; *The martyrdom of San Pedro Arbúes*; *The Spanish Inquisition as an alienist*; *The Indian Policy of Spain*; *The Absolution Formula of the Templars*. Il a écrit aussi beaucoup d'articles anonymes dans la *Nation* de New-York, dont il fut un des premiers et des plus zélés collaborateurs. — Lea ne vécut pas dans une tour d'ivoire; il se mêla activement aux affaires de son pays. Pendant la guerre de Sécession, il fit paraître de nombreuses brochures au nom de l'*Union League* de Philadelphie; en 1871, il fut un des organisateurs de la réforme municipale de cette ville; il présida le *Reform Club*, la section philadelphienne de l'*American Social Science Association*; il fut un des bienfaiteurs de l'Université de Pensylvanie, qu'il dota d'un laboratoire d'hygiène. Il s'était formé seul, sans passer par aucune Université; mais plusieurs Universités américaines et étrangères, — entr'autres celle de Moscou, — se sont

honorées en lui conférant le titre de docteur. Nommé président de l'Association historique américaine, Lea était entouré de l'estime de tous les savants de son pays; mais ses livres, écrits avec sévérité, d'un style sans éclat et un peu traînant, ne furent jamais populaires. Il fut d'autant plus heureux de se voir traduit et apprécié en Europe. M. Paul Fredericq, dans la préface qu'il a écrite pour l'édition française de *l'Histoire de l'Inquisition au moyen âge* (préface augmentée par l'auteur en tête de la traduction allemande), a dit la surprise qu'avaient éprouvée les spécialistes lorsque les trois volumes de *l'History of the Inquisition* arrivèrent de Philadelphie en 1887. « Je sais », écrivait-il, « que M. Molinier fut un des premiers admirateurs de cette œuvre magistrale; sa conversion (après un mouvement de méfiance) fut celle de tous les spécialistes d'abord hésitants. » — J'ai eu l'honneur, pendant dix ans, de recevoir des lettres de Lea. Elles m'ont donné, plus encore que ses livres, l'impression d'une intelligence sereine, d'un caractère stoïque, d'un dévouement sans réserves à la science, à la cause de la liberté et du progrès.

Salomon REINACH.

**Grèce.** — Il s'est fondé à Athènes au mois de mars 1909 une Société d'études byzantines, Βυζαντιολογικὴ Ἑταιρεία, grâce à l'initiative d'un comité, parmi lequel on remarque MM. N. Véis, Zisiou, l'amiral Goudas. La nouvelle société publie un recueil trimestriel, *Byzantis* (voir plus haut, p. 215, l'analyse du n° 1), avec la collaboration des principaux spécialistes non seulement de Grèce, mais de toute l'Europe. Les articles pourront être rédigés en grec, en français, en allemand, en anglais, en italien et en latin. Cette revue aura pour objet l'étude de toutes les manifestations de la société byzantine depuis l'année 330 après J.-C. Les auteurs sont priés d'adresser leurs publications à M. Michel Goudas, 5<sup>a</sup>, rue Béranger, Athènes. — Prix de l'abonnement annuel : 20 fr. (10 fr. pour les membres de la Société).

**Italie.** — Le baron Domenico CARUTTI, directeur de la Bibliothèque royale de Turin et bien connu par ses remarquables travaux sur la maison de Savoie, est mort le 4 août dernier à Cumiana, sa ville natale, à l'âge de 88 ans. Il laisse une quantité considérable de travaux à la fois sur les origines les plus lointaines de la maison de Savoie et sur son histoire au cours du moyen âge et des temps modernes. Rappelons les titres des principaux : *Storia di Vittorio Amedeo II* (Turin, 1856; 3<sup>e</sup> éd., ibid., 1897), *Storia del regno di Carlo Emanuele III* (ibid., 1859), *Storia della diplomazia della corte di Savoia* (ibid., 1875-1880, 4 vol.), *Della contessa Adelaide, di re Ardoino e delle origini Umbertine* (ibid., 1882), *Storia della corte di Savoia durante la Rivoluzione e l'impero francese* (ibid., 1892).

— Le 14 août est décédé à Baïes M. Giuseppe DEL GIUDICE, né à Naples le 13 avril 1819, auteur de plusieurs études importantes sur l'histoire du royaume de Naples et éditeur du *Codice diplomatico di Carlo I e II d'Angiò* (1863-1902, 3 vol.).

— *L'Italie classique et moderne*, « bulletin d'études franco-italiennes et d'information sur l'Italie » publié depuis 1908 sous la surveillance de l'Institut français de Florence, annonce pour 1910 plusieurs améliorations importantes. Ce bulletin insérera désormais des études et documents sur « l'histoire des relations politiques, littéraires, scientifiques, artistiques entre la France et l'Italie depuis le moyen âge jusqu'à nos jours » et sur « ces mêmes relations dans leur état présent et leur évolution quotidienne », le tout accompagné d'une chronique et d'une bibliographie critique. — Rédaction : 57, chemin d'Échirolles, Grenoble; 10, via San Gallo, Florence.

**Roumanie.** — M. Grégoire TOCHILESCU, mort à la fin du mois de septembre dernier à l'âge de 59 ans, a eu une activité trop dispersée pour pouvoir donner toute la mesure de ses forces. Après un grand ouvrage sur *la Dacie avant les Romains* (1880), plein d'une érudition vaste, mais quelque peu confuse, il avait consacré plusieurs publications au fameux monument d'Adam Clissi (cf. *Rev. hist.*, t. XCVI, p. 70) et préparait, assure-t-on, un grand *Corpus inscriptionum slavoromanicarum*. Il était professeur d'histoire ancienne à l'Université de Bucarest et directeur du Musée national d'antiquités.

## NOUVELLES PUBLICATIONS FRANÇAISES

### RELATIVES À L'HISTOIRE DE FRANCE.

(Sauf indications contraires, les volumes sont in-8° et édités à Paris.)

**INVENTAIRES.** — Un siècle d'histoire de France par l'estampe, 1770-1771. Collection de Vinck. Inventaire analytique par F.-L. Bruel; t. I : Ancien régime. Impr. nat., xxxvii-696 p. — Catalogue général des livres imprimés de la Bibl. nationale. Auteurs; t. 38 : Delpla-Deschaleris. Impr. nat., 1226 col. — M. Pellechet. Catalogue général des incunables des bibliothèques publiques de France; t. III. A. Picard, viii-655 p.

**DOCUMENTS.** — P. Cornu. Table des procès-verbaux de l'Académie royale de peinture et de sculpture (1648-1793). Schemit, vii-233 p. — Général Devaux. Souvenirs et observations sur la campagne de 1870 (armée du Rhin), depuis notre départ du camp de Châlons jusqu'à la capitulation de Metz; travail rédigé durant ma captivité à Lübeck. Charles-Lavauzelle, 746 p. — Œuvres complètes du bienheureux Jean Eudes; t. X. Vannes, impr. Lafolye, 596 p. — Ch. de La Lande de Calan. Documents inédits relatifs aux États de Bretagne de 1491 à 1589; t. II. Rennes, Soc. des bibliophiles bretons, in-4°, 307 p. (Archives de Bretagne; t. XV). — Les martyrs. Recueil de pièces sur les martyrs... traduites et publ. par dom Leclercq; t. IX : le xviii<sup>e</sup> siècle. G. Oudin, 427 p. — Un séjour en France sous Louis XV. Lettres du baron de Pöllnitz annotées par A. Savine. Louis-Michaud, 192 p. (Coll. histor. illustrée). — Mémoires inédits sur Napoléon III par le baron d'Ambès, recueillis et annotés

par Ch. Simond et M.-C. Poinso; t. II et III. Soc. des publications littér. illustrées, p. 125-374.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — H. Bourdeau. Pichegru a-t-il trahi à Mannheim (sept. 1795)? Chapelot, 68 p. — D<sup>r</sup> Cabanès. Mœurs intimes du passé; 2<sup>e</sup> série : la vie aux bains. A. Michel, in-16, 460 p. — Dom Guéranger, abbé de Solesmes, par un moine bénédictin; t. I. Plon, 455 p. — L'abbé Fave. Campagne de 1814; t. II : les premières opérations militaires dans la vallée de l'Aube (27 janv.-6 févr. 1814). Librairie St-Paul, 116 p. — Id.; t. III : les opérations militaires dans la Brie champenoise (8-16 févr. 1814). Avize, impr. Waris-Debret, 95 p. — H. Fleischmann. Robespierre et les femmes. A. Michel, 400 p. — Legrand et Hennequin. La justice militaire et la discipline à l'armée du Rhin et à l'armée du Rhin-et-Moselle (1792-96). Chapelot, 128 p. — J. Lorédan. La Grande misère et les voleurs au XVIII<sup>e</sup> s. Marion du Faouët et ses « associés », 1740-1770. Perrin, xv-403 p. — H. Pichat. La campagne du maréchal de Saxe dans les Flandres. De Fontenoy (mai 1745) à la prise de Bruxelles (févr. 1746), suivie d'une correspondance inédite de Maurice de Saxe pendant cette campagne. Chapelot, xxiv-462 p.

HISTOIRE LOCALE. — H. d'Almeras. La vie parisienne sous le Consulat et l'Empire. A. Michel, 496 p. — A. Barbier et H. Mengin. Hist. des sapeurs-pompiers de Nancy; t. I : XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> s. Nancy, A. Barbier, xi-166 p. — J. Beysac. Notes pour servir à l'hist. de l'Église de Lyon. Les prieurs de N.-Dame de Confort, ordre des frères prêcheurs. Lyon, impr. Vitte, 95 p. — J. Bourdette. Notice des seigneurs de Cazaubon, au village d'Os-en-Labéda (Hautes-Pyrénées). Toulouse, Privat, 289 p. — J. Corriol. Essai de monographie. Lauzière, Le Brusquet, Le Mousteirel. Sisteron, Clergue, xiv-226 p. — R. Doucet. L'esprit public dans le départ. de la Vienne pendant la Révolution. Champion, 432 p. — Dubois-Corneau. Le comte de Provence à Brunoy (1774-1791). Schemit, in-4<sup>e</sup>, 367 p. — P. Ducourtieux. Les voies romaines en Limousin. Limoges, Ducourtieux et Gout, 128 p. — R. Hénard. La rue Saint-Honoré. De la Révol. à nos jours. Émile-Paul, 555 p. — L. Huet. Hist. civile, religieuse et commerciale d'Issigny (Calvados). Caen, Brunet, 336 p. — R. Laffon. Les annales de St-Cernin-de-Larche en Bas-Limousin. Limoges, Ducourtieux et Gout, 338 p. — J. Lorédan. La Terreur rouge à Valenciennes, 1794-95. Lille, libr. de « la Croix du nord », 552 p. — A. Marcel et J. Garin. Hist. de la paroisse St-Ambroise de Popincourt. Gabalda, in-16, 596 p. — Sahuc. Un ami de Port-Royal : messire P.-J.-F. de Percin de Montgaillard, évêque de Saint-Pons (1663-1713). Lechevalier, 344 p. — Vassat. Historique du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie (1635-1900). Montauban, impr. Forestié, in-4<sup>e</sup>, 307 p.

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

